Parti Socialiste
Comité directeur
11 et 12 avril 1992

Sommaire

Le président (Claude Estier) 2
Gérard Lindeperg 2
Gérard Le Gall 9
Jean-Claude Petitdemange 18
Michel Charzat 21
Pierre Bérégovoy 24
Laurent Fabius 26
Le président (Claude Estier) 36
Gérard Fuchs 36
Gérard Delfau 40
Jean-Paul Planchou 44
Daniel Vaillant 46
Jean-Pierre Chevènement 52
Alain Richard 60
Philippe Bassinet 66
Jean Le Garrec 72
Henri Emmanuelli 76
Louis Mermaz 83
Julien Dray 86
Gérard Collomb 92
Le président (Claude Estier) 94
Michel Debout 94
Robert de Caumont 100
Louis Régulier 104
Laurent Fabius 106
Projet de résolution 115
Lionel Jospin 117
Jean-Pierre Chevènement 124
Jean-Luc Mélenchon 127
Didier Motchane 132
Michel Charzat 134
Gérard Fuchs 135
Daniel Vaillant 137

Séance du samedi 11 avril 1992 (matinée).

La séance est ouverte à 10 h 20 sous la présidence de Claude Estier.

Fondation Jean-Jaurès

Le président (Claude Estier)

La séance du Comité directeur est ouverte. Je vous rappelle - et j'attire votre attention sur ce fait - que ce Comité directeur est prévu sur deux jours, c'est-à-dire qu'il se poursuivra demain matin. Ceci est important parce qu'il se peut que des décisions soient à prendre demain matin et j'insiste auprès de vous tous pour que vous ne partiez pas en fin d'après-midi et que vous soyez présents jusqu'à demain matin, fin de matinée.

Vous avez dans vos chemises l'ordre du jour de ce Comité directeur qui va s'ouvrir par le rapport de l'activité de la Direction nationale que va présenter dans un instant Gérard Lindeperg.

Ensuite, vous aurez un rapport sur les élections régionales et cantonales présenté par Jean-Claude Petitdemange et Gérard Le Gall ; une communication sur l'élaboration du programme que fera Michel Charzat. Nous entendrons ensuite, vers 11 h 45, le Premier Ministre, Pierre Bérégovoy, après quoi l'intervention du Premier secrétaire. Voilà pour nos travaux de la matinée. Je donne tout de suite la parole à Gérard Lindeperg.

Gérard Lindeperg

Chers camarades, depuis notre Comité directeur du premier février, l'essentiel de notre activité a été consacré, bien évidemment à la préparation et à la conduite des élections régionales et cantonales qui ont mobilisé tous les secteurs du Parti, et en priorité bien entendu les secrétariats communication, élection et fédération. Toutefois, en lisant le rapport d'activité qui vous a été distribué à l'entrée, vous constaterez que le Parti n'a pas été totalement absorbé par la bataille électorale, je pense notamment à la conférence nationale entreprise qui s'est tenue il y a peu de temps, au travail sur la protection sociale, aux diverses conditions d'étude, au lancement de la Commission programme, à la préparation des stages de formation de juillet et de l'université d'été, et à la mise en place de la fondation Jean Jaurès qui a tenu son premier Conseil d'administration sous la présidence de Pierre Mauroy.

L'actualité internationale est restée très chargée et Gérard Fuchs, le secrétaire aux affaires internationales, a poursuivi ses activités et ses multiples interventions.

Mais, bien entendu, je crois que c'est à partir de l'analyse que nous faisons des élections que l'activité de la direction du Parti doit être examinée. Tout à l'heure, deux rapports vous seront présentés. Mais je voudrais très brièvement rappeler quelques éléments forts de façon que la discussion puisse s'engager à partir de notre activité.

Tout d'abord, les résultats des élections régionales sont très proches des prévisions des instituts de sondage, à l'exception du nombre d'abstentionnistes. La forte participation pour un scrutin local constitue au fond l'un des rares points positifs du 22 mars. Il mérite d'être souligné car il contredit tous ceux qui pensaient que notre pays était engagé depuis quelques années dans un processus que j'appellerai d'américanisation conduisant un électeur sur deux à bouder les

scrutins. Mais la manière dont les électeurs se sont mobilisés constitue une rupture avec les symptômes habituels de ce que l'on a appelé la crise du politique et exprime en réalité une demande politique, certes sous des formes nouvelles, mais une demande que nous devons analyser avec attention pour être en mesure d'y répondre.

Cette forte participation du 22 mars met fin également à un mythe, je pense que Gérard Le Gall y reviendra tout à l'heure, qui consistait à croire que la Gauche disposait d'une armée de réserve parmi les abstentionnistes. Et non seulement cette mobilisation de l'électorat ne nous a pas profité, mais elle s'est souvent réalisée contre nous, notamment dans les quartiers populaires.

Il ne m'appartient pas de faire une analyse détaillée du scrutin et je me limiterai à quelques brefs rappels en caractérisant les résultats par cinq mots.

- Atomisation des forces politiques à l'origine d'un paysage politique désormais éclaté.
- Poussée des écologistes.
- Consolidation de l'extrême droite.
- Erosion de la Droite qui, je le note au passage, doit déplorer son plus mauvais score depuis 1974.
- Effondrement du Parti Socialiste qui réalise son plus mauvais résultat depuis 1971.

Quant à la majorité présidentielle qui rassemble des forces au-delà de notre Parti, elle n'obtient que 27% en y intégrant bien entendu Génération Ecologie que les électeurs reconnaissent bien comme partie intégrante de la majorité présidentielle, même si les tergiversations de leur leader et de leurs nouveaux élus ont beaucoup dérouté dès le soir du 22 mars ceux qui avaient exprimé clairement un vote à gauche. Nous venons donc, mes camarades, de subir une défaite grave qu'il nous faut reconnaître comme telle si nous voulons être en mesure de tirer toutes les conséquences du message des Français. Notre Premier secrétaire, Laurent Fabius, l'a fait avec netteté au soir du 22 comme du 29 mars. Et il a eu raison de ne pas biaiser la condition première pour commencer à renouer les liens de la confiance avec un électorat qui s'est exprimé avec vigueur et qui souhaite être entendu Nous avons donc été affaiblis le 22 mars, puis isolés le 27 mars, et enfin déstabilisés le 29 mars dans nos bastions historiques comme le nord, mais aussi la Drôme ou le Gers. Et malgré quelques belles réussites personnelles de certains de nos candidats, le second tour des cantonales n'a pas corrigé le vote du premier mais, à bien des égards, l'a amplifié. La perte d'un département comme le nord ne constitue pas une perte ordinaire. Lors de nos périodes de recul les plus sévères, le nord a toujours constitué une espèce de butte témoin qui semblait indestructible, et en tout cas vers laquelle se concentraient nos espérances en attendant des jours meilleurs dans le reste du pays. Eh bien, c'est le signe, me semble-t-il, que nous ne sommes plus en phase avec notre base géographique et sociologique traditionnelle. Par ailleurs, dans tout le reste de la France, notre électorat a vieilli et si l'on en croit les sondages réalisés à la sortie des urnes, nous faisons notre plus mauvais score chez les 18/24 ans ; nous réalisons enfin de mauvais résultats dans les deux régions

Fondation Jean-Jaurès

françaises les plus riches, l'Ile de France et Rhône-Alpes, et dans les départements urbains où nous sommes souvent devancés par le Front National dont le maintien au second tour des cantonales nous donne parfois l'illusion de conserver nos positions à l'occasion de triangulaires qui masquent notre recul. Au total, tant du point de vue sociologique que géographique, nous réunissons, mes camarades, les signes qui pourraient être ceux d'un déclin durable.
Quelle analyse pouvons-nous faire si nous entrons un peu dans le détail ? Plusieurs problèmes ont été posés et l'explication de ces mauvais résultats ont suscité une série d'interrogations. S'agit-il d'un vote rejet ou d'un vote sanction ? Quel est le facteur explicatif dominant ? Le chômage, les "affaires", les problèmes d'insécurité ? S'agit-il d'une sanction du gouvernement en particulier, de l'exécutif en général ou d'abord du Parti Socialiste lui-même ? Et je m'étonne au passage que ce dernier débat ait pu être lancé dans nos rangs comme si on pouvait dissocier le bloc Elysée/Matignon/Solferino. Un parti au pouvoir est d'abord jugé sur l'action du gouvernement car les électeurs s'intéressent davantage aux décisions qui concernent leur vie quotidienne qu'aux péripéties de notre vie interne. Et même après le spectacle calamiteux que nous avons offert aux Français à l'occasion de notre Congrès de Rennes, notre cote de sympathie a peu fléchi car elle était soutenue par une cote de confiance élevée en faveur du Premier Ministre. Je suggère donc qu'on laisse définitivement de côté ce faux débat car, à l'évidence, il y a une responsabilité collective qui concerne l'ensemble des Socialistes.
(Quelques applaudissements)
Depuis que nous sommes sortis des glorieuses décennies de croissance, reconnaissons qu'il est difficile de gouverner. La question du partage des fruits d'une croissance ralentie n'est plus au centre du champ politique qui est principalement occupé par la montée des peurs et des angoisses de toute nature face au chômage, à l'immigration, à l'insécurité, peurs exacerbées et exploitées par l'extrême droite. Et la plupart des gouvernements deviennent rapidement impopulaires. Les partis majoritaires sont sanctionnés presque partout dans le monde comme le montrent les différents scrutins intervenus en Europe ces derniers jours, à l'exception du cas anglais qui demanderait une analyse plus détaillée.
Mais si nous devons garder à l'esprit cette toile de fond, nous ne devons pas faire l'impasse sur les responsabilités qui nous sont propres car il est des Socialistes au pouvoir qui réussissent mieux que nous, je pense par exemple à nos camarades espagnols. Notre échec des 22 et 29 mars n'est pas assimilable à une espèce de coup de tonnerre dans un ciel serein qui serait apparu soudainement. Il a, de mon point de vue, des causes lointaines.
Et si nous voulons comprendre ce qui nous arrive, il faut prendre suffisamment de recul et, sans masochisme mais sans tabou, faire un retour en arrière, sans complaisance en abordant trois séries de facteurs : des facteurs idéologiques, des facteurs stratégiques, et des facteurs éthiques. Le grand virage économique que nous avons pris en 1983 n'a jamais été expliqué ni assumé. Considéré à l'époque comme une parenthèse, une parenthèse qui ne s'est jamais refermée, il a suscité

le doute et nourri chez les Socialistes une espèce de culpabilité collective qui a été à l'origine de ce que l'on a appelé le sentiment de déficit social.
Nous avons bien entendu réalisé notre mise à jour idéologique après dix ans d'exercice du pouvoir, mais en quelque sorte le dos au mur.
Et si notre Congrès de l'Arche a constitué une belle réussite interne, il est arrivé trop tard pour avoir un impact sur une opinion dont nous n'avons pas réussi à vaincre le scepticisme ou l'indifférence. Ce qui fait que conduisant depuis 1981 une politique réformiste au nom d'un Socialisme de rupture, nous avons finalement perdu sur les deux tableaux.
Compte tenu des faibles marges dont nous disposons, le rêve et l'espérance ont déserté notre camp pour se reporter sur des formations vierges de toute expérience du pouvoir.
Ce décalage idéologique s'est accompagné de ce que j'appellerai un "flou stratégique" depuis que le Parti Communiste français a rompu l'union de la Gauche.
Les attaques constantes du Parti Communiste français contre la politique gouvernementale, certaines méthodes utilisées pendant la campagne des régionales et des cantonales, par nos camarades du Parti Communiste, les stratégies à géométrie variable à l'occasion de l'élection des présidents de Conseils régionaux, participation à l'exécutif dans le Limousin, atermoiements dans le nord, blocages en Provence Alpes Côte d'Azur, maintien de leurs candidats au troisième tour dans la plupart des régions, font que la discipline républicaine a perdu beaucoup de son efficacité.
Elle est de moins en moins un réflexe Communiste et de plus en plus une contrainte mal comprise et mal acceptée.
L'ouverture réalisée en 1988 était la suite logique de la campagne présidentielle qui, je vous le rappelle, a été menée sur le thème de la "France Unie". Cette ouverture n'a jamais été clairement explicitée et n'a jamais été assumée non plus y compris parfois par ceux-là mêmes qui en étaient à l'origine. Elle s'est réduite à la participation gouvernementale de quelques personnalités isolées sans qu'à aucun moment, on ne perçoive l'amorce d'une dynamique nouvelle.
La prise en compte du phénomène écologiste s'est faite d'une manière très superficielle. Certes, l'action des gouvernements Socialistes a été positive et notre bilan en matière d'environnement est loin d'être négligeable. Mais le Parti, en tant que tel, n'a pas su engager la réflexion de fond qu'il convenait de conduire, ni réaliser sur le terrain les convergences dans l'action, même lorsque nos élus locaux mènent des actions concrètes de qualité.
Enfin, notre attitude vis à vis de l'extrême droite a manqué de clarté. Certains d'entre nous se sont obstinés à assimiler en permanence droite et extrême droite alors que d'autres entretenaient des confusions à travers la ligne dite du Front Républicain qui n'a jamais été celle du Parti.
Le Bureau exécutif a eu l'occasion de faire, à plusieurs reprises, des mises au point claires, et à ma connaissance, unanimes mais nous avons été mal entendus dans la mesure où les mêmes confusions continuaient à être entretenues par certaines déclarations des membres du gouvernement au cours de la campagne.

Au total, cet ensemble hétéroclite de stratégies tantôt seulement ébauchées, tantôt mal assumées, tantôt juxtaposées, tantôt superposées, ont produit une image brouillée voire trouble aussi bien sur les militants que pour les électeurs.
Après l'effondrement du Communisme, nous avions tracé la perspective d'un grand Parti Socialiste à 40% ayant pour vocation de rassembler à gauche toutes les forces de progrès. Pour l'heure, c'est le moins qu'on puisse dire, cette ambition n'est pas validée par les faits. Il nous appartient donc de réfléchir à une perspective stratégique crédible et re-mobilisatrice qui tienne compte des nouvelles aspirations de ceux que nous appelions le "peuple de Gauche" et qui peut aujourd'hui rassembler tous ceux qui se reconnaissent dans une volonté de réforme pour une société plus juste et plus solidaire.
Nous aurons, et je voudrais insister sur ce point, à faire ce travail dans un tout autre esprit car il nous faut passer du concept d'hégémonie à celui de partenariat.
A ce retard idéologique, à ce flou stratégique, il faut ajouter une grave fissure dans ce qui était la dimension morale de l'identité Socialiste.
A bien des égards, nous sommes les victimes expiatoires d'un système hypocrite et de procédures qui ont épargné les principaux bénéficiaires d'une loi de la jungle à laquelle nous avons mis fin avec nos lois de moralisation.
Cela ne doit pas nous exonérer d'une autocritique. Des maladresses ont été faites, des erreurs ont été commises, quelques fautes n'ont pas été sanctionnées au moment où il le fallait, et comme il le fallait.
Cette rupture éthique est grave car elle affecte le noyau dur de nos valeurs et concerne la partie de notre électorat la plus engagée. Si nous ne voulons pas que cette fêlure soit irréversible, nous devons être, à l'avenir, d'une extrême vigilance et procéder aux opérations chirurgicales qui s'imposent chaque fois que les faits l'exigent. Même si le chômage reste le principal sujet d'inquiétude des français, même si l'insécurité liée à la petite délinquance demeure la plus forte des préoccupations et perturbe de plus en plus la vie quotidienne. Je suis convaincu que ce que j'ai appelé la fêlure morale a été le phénomène le plus destructeur, celui qui aura des effets négatifs les plus durables et qui nécessitent de notre part une vigilance de tous les instants.
De ce point de vue, nous avons eu raison de réagir rapidement avec clarté à la suite des élections des présidents de Lorraine et de Bourgogne. Je le dis très clairement : la bonne foi de nos amis ne saurait être mise en cause.
Il n'en reste pas moins que l'opinion a été profondément troublée par la malignité du Front National et les cris d'orfraie de la Droite qui ont entaché de suspicion l'élection des présidents de Lorraine et de Bourgogne. Et parce que l'action politique exige la clarté des choix et la parfaite transparence des procédures, nous avons souhaité que toutes les ambiguïtés soient levées en procédant à une nouvelle élection des présidents.
Nous savons ce qu'il risque d'en coûter face aux combinaisons des uns et des autres mais il vaut mieux perdre un poste que de laisser planer le moindre doute.
(Applaudissements)
Pour ce qui les concerne, les Socialistes ne sauraient en quoi que ce soit apporter leur caution en participant à l'exécutif d'une majorité sur laquelle continueraient

à peser de trop fortes interrogations. Ce qui a été fait pour la Lorraine et la Bourgogne doit l'être pour demain pour la Dordogne...

Dans la salle - C'est fait !

Gérard Lindeperg - S'il s'avérait que toutes les conditions de clarification ne sont pas réunies... de ce point de vue, la décision courageuse et nette prise hier par le groupe Socialiste du Conseil général va dans le sens des préoccupations que je viens d'exprimer. Au-delà des problèmes éthiques et idéologiques, au-delà des questions stratégiques et programmatiques, il faut également nous interroger, je crois, sur notre pratique, sur notre manière de faire de la politique, sur notre façon d'exercer nos responsabilités électives, bref sur notre rapport au pouvoir.
Nous devons, à l'évidence, développer notre capacité d'écoute, et être attentif à proscrire tout ce qui pourrait ressembler à de l'arrogance. Les Français souhaitent des administrations moins indifférentes, des signes extérieures de pouvoir moins ostentatoires. Ils attendent de nous plus d'attention à leurs problèmes quotidiens, plus de modestie, voire parfois d'humilité.
Mes camarades, j'ai conscience que ce diagnostic est sévère mais il n'est pas désespéré.
Je suis en effet de ceux qui pensent que nous avons été victimes, beaucoup plus d'un vote sanction, que d'un vote de rejet pour répondre à la première question que je posais au début de mon propos. Les mécontents ne sont pas allés - et cela a été largement commenté en direction des parties d'alternance - et se sont provisoirement - je dis bien provisoirement - réfugiés dans les partis auxquels ils n'accordent pas de fidélité gouvernementale.
40% des électeurs souhaitent la remontée du Parti Socialiste et compte tenu du contexte, les intentions de vote, pour les élections présidentielles, sont encourageantes.
Nous avons donc la possibilité de rebondir car ce ne sont pas nos valeurs qui sont en cause, bien plus, c'est souvent au nom de ces valeurs que nous avons été sanctionnées.
Je distingue, pour ma part, les valeurs et l'idéologie. Autant notre idéologie a besoin d'être clarifiée à la lumière de toutes les conséquences de l'effondrement du Communisme, autant nos valeurs de justice sociale, d'égalité des chances, de droits de l'Homme, de responsabilités, de liberté, n'ont pas pris une ride. Toutefois, notre réflexion doit être approfondie sur les notions d'individus et d'individualisme. A l'opposé du collectivisme, mais aussi du repli sur soi, et de toutes les formes d'égoïsme, nous devons placer l'individu au centre de notre démarche, en nous appuyant sur une nouvelle conception de l'individualisme qui soit ouverte sur le monde, et en rupture avec toutes les formes d'exploitation, et d'aliénation qui mutilent la personne humaine.
Enfin, il nous faut aujourd'hui tirer un certain nombre de conséquences de ces analyses. Je souhaite que notre débat sur les causes de notre recul soit suffisamment approfondi au cours de ces deux journées, mais notre Comité

Fondation Jean Jaurès

directeur ne répondrait pas à sa mission s'il en restait à l'analyse des causes.
Il nous faut également aujourd'hui, et demain, en tirer des conséquences en dégageant des propositions concrètes, et en précisant un calendrier. Il appartient au Premier secrétaire de faire des propositions. Il les fera en fin de matinée... conformément à ce qui a été annoncé au Bureau exécutif. C'est un exercice qui n'est pas facile, car nous devons surmonter plusieurs contradictions.
Il nous faut, d'une certaine manière, nous recentrer, mais sans nous enfermer sur nous-mêmes. Il faut intégrer le fait que nous sommes, pour l'instant, isolés, mais en même temps, qu'il nous faut créer des conditions de convergence. Il faut agir vite mais agir sans précipitation.
A l'évidence, la logique des courants aujourd'hui suscite plus d'effets pervers qu'elle n'apporte d'enrichissements à notre débat d'idées. Il y a donc des décisions à prendre pour dépasser un système qui ne place pas toujours les meilleurs aux meilleurs endroits. Il faut le faire vite, car ce qui est possible dans les semaines à venir ne le sera pas nécessairement plus tard., mais il faut le faire sans précipitation, en recherchant des convergences, en créant les conditions d'un dépassement. La fin des courants ne se décrète pas brutalement, mais se prépare progressivement. Ce qui est vrai des courants l'est aussi pour notre Parti, et avant de le dissoudre, dans des nébuleuses hypothétiques, voire même de songer à changer son sigle, soyons d'abord pleinement nous-mêmes.
Le Premier Ministre nous a donné l'exemple de ce qu'il faut faire, à travers des propositions précises, une méthode, un calendrier. Je me réjouis de ces décisions en matière de mode de scrutin dictées par le bon sens politique, mais je souhaite que le débat à venir ne porte pas uniquement sur l'élection des députés. Il est indispensable de simplifier et d'uniformiser nos trois modes de scrutin locaux en nous inspirant du scrutin municipal de listes à deux tours.
Puisque nous sommes toujours suspectés lorsque nous voulons changer le mode de scrutin à la veille des élections, eh bien, sachons le faire au lendemain et le plus tôt sera le mieux.
Sur ce point, le Parti a des propositions précises, Pierre Mauroy les a fait connaître à plusieurs reprises, et je souhaite que nous soyons entendus et que des dispositions législatives soient rapidement prises pour l'ensemble de nos scrutins nationaux et locaux.
Chers camarades, la nomination de Pierre Bérégovoy a été bien accueillie chez les Socialistes, et les Français, et c'est justice, car Pierre Bérégovoy à la tête du gouvernement est bien placé pour renouer les liens de la confiance avec le pays. C'est un homme d'expérience, qui doit sa promotion à ses convictions, et à ses talents personnels, dans un pays, pour une fois - cela mérite d'être souligné - où la reconnaissance est trop souvent liée aux avantages de la naissance et des études.
Et le parcours de syndicaliste et d'autodidacte de Pierre Bérégovoy le met en situation là d'avoir la confiance des milieux populaires, on peut le constater autour de nous, tout en conservant, et tant mieux, celle des milieux économiques.
Les Socialistes, rassemblés, autour de leur Premier secrétaire, et faisant bloc

derrière le gouvernement, et le Président de la République, sauront, en tout cas c'est la tâche de ce Comité directeur, créer les conditions du sursaut, et de l'indispensable renouveau.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - Merci à Gérard Lindeperg. Je donne maintenant la parole pour son rapport à Gérard Le Gall.

Gérard Le Gall

Mes chers camarades, je souhaiterais devant vous ce matin, à la demande de la direction du Parti, vous livrer une interprétation des scrutins régionaux et cantonaux des 22 et 29 mars. Je tenterai de faire cette analyse avec une volonté de lucidité en partant des études politiques et des réalités électorales sans les noircir ni les fuir.
En effet, la gravité de la situation que la nomination d'un nouveau gouvernement ne doit pas faire oublier appelle aujourd'hui, et dans les semaines à venir, notamment dans le cadre de la préparation du futur programme, une réflexion très approfondie.
Locales et intermédiaires, ces élections ne sauraient cependant être considérées comme secondaires. J'observe d'ailleurs que personne n'a été tenté de faire des variations sur le thème classique du défoulement. Outre la perte pour les Socialistes de 82 cantons, la non-reconduction de 225 conseillers régionaux, le passage à droite de six départements : la Dordogne (heureuse nouvelle que celle d'hier même si l'on peut estimer qu'elle est un peu tardive), la Drôme, le Gers, le nord, le Puy de Dôme et le Vaucluse, plus un département MRG, la Haute-Corse et la perte naturellement à la fois affective et politique du Nord Pas de Calais.

Dans la salle - Le nord !

Gérard Le Gall - De la région Nord Pas de Calais, le département du nord, c'est autre chose, je l'avais noté.
Donc, ces consultations révèlent un état de notre société. Elles expriment un jugement sur tous les responsables politiques nationaux et locaux. En ce sens, elles constituent un très sérieux avertissement avant 1993 que d'iréniques sondages présidentiels ne peuvent masquer. Cet exercice d'interprétation qui aura son aboutissement dans des articles de la nouvelle revue Socialiste et la revue "Politique et Parlement" est a priori rendu difficile par la double consultation se déroulant avec des modes de scrutin différents, voire de logiques opposées. Mais au total, contrairement à des propos déjà entendus au Bureau exécutif, ces régionales à un tour et ces cantonales au scrutin majoritaire à deux tours expriment des enseignements très convergents. Je vous ferais observer que ce qui les distingue tient plus à mes yeux aux différences d'offres politiques, la présence ou non de telle ou telle famille politique, qu'à des messages différents

Fondation Jean-Jaurès

qu'auraient souhaité émettre les électeurs. En ce sens, pour éclairer le débat, j'aimerais préciser pour le Parti Socialiste stricto sensu, qui n'était présent le 22 mars aux cantonales que dans 1592 cantons, que le Parti Socialiste, le MRG et les candidats de la majorité n'étaient absents que dans 95 cantons. Pour apprécier la réalité Socialiste stricto sensu, il faut considérer les candidatures PS, MRG et divers gauche. Idem pour l'offre écologie, ici et là on peut se satisfaire de bons scores cantonaux mais l'analyse un petit peu fine de la réalité montre que par exemple il n'y a pas de candidats écologistes dans les cantons alors qu'aux régionales il y en avait, et c'est sans doute là les principales différences de résultats, indépendamment du mode de scrutin que l'on peut avancer comme hypothèse.

Les écologistes en effet, qui étaient présents partout, et deux familles par département ou une seule des deux dans certains départements, sont absents aux cantonales dans 515 cantons. Il n'y a ni candidat Génération Ecologie, ni candidat vert. Pour sa part, Génération Ecologie nous a ponctionné, nous a ponctionnés électoralement, même si je pense que c'était un bon sas de sécurité. Où seraient allés ces électeurs s'ils n'étaient pas allés à Génération Ecologie ? La question mérite d'être posée. Génération Ecologie n'avait pu ou voulu être présent que dans 334 cantons, et les Verts dans 1360 sur 1945. Bref, gardons à l'esprit quand on cherche à apprécier légitimement, même si la question est partiellement derrière nous, les effets spécifiques des modes de scrutin à la réalité de ce que l'on appelle maintenant dans le jargon spécialisé l'offre politique ou plus prosaïquement la présence des candidatures et des familles politiques dans les départements ou les cantons. Le scrutin majoritaire est proportionnel effectivement et livre des enseignements convergents. Quelques illustrations : cantonales ou régionales, la Gauche est très basse, historiquement à l'étiage, c'est-à-dire à son niveau le plus bas : 29% régionales, 34% aux cantonales. La Droite est plus forte : UDF divers droite (on y reviendra tout à l'heure) 33% stricto sensu pour l'UDF mais vous connaissez les divers droite dans vos départements, ce ne sont pas des gens de gauche et l'analyse électorale du phénomène divers droite 4 ou 5%, on peut les extraire de la Droite, je veux bien, mais en réalité politique vraie ils sont de droite, donc une droite à 35, 36, 37%. Et aux cantonales, fait plus préoccupant, et je me permettrais d'exprimer une petite divergence avec Gérard Lindeperg, sur le sujet, une droite à 43% sur un scrutin majoritaire avec l'offre politique, etc., bien que cette fois plus concurrencée par le Front National qui n'a jamais présenté autant de candidats aux cantonales, qui concurrencent bien évidemment de manière prioritaire la Droite, le Front National qui, comme aux régionales, pulvérise ce record, 12,5, présent presque partout. Il faisait 8,8 aux cantonales de 1987.

Devant la multiplication des interrogations que soulève cette élection, ou ces élections, mais à mes yeux ce n'est que la même élection, je me contenterai aujourd'hui de réfléchir brièvement devant vous sur le pourquoi de la participation plus forte, sur la situation à Droite, et au Front National, quelques réflexions trop rapides sur le phénomène écologie, enfin plus substantiellement une réflexion sur notre réalité politique Socialiste d'un point de vue électoral.

Ces élections régionales, avec seulement un taux d'abstention de 31%, marquent-elles un renouveau démocratique ? En effet, avec 31,3% d'abstention aux régionales, ces consultations marquent une rupture par rapport à la série des consultations dominées par l'abstention, 34% aux élections législatives, 51% aux cantonales de 1988, septembre, 51% aux européennes, un niveau record d'abstention bien que faible, fort pour les élections municipales. Quelle interprétation peut-on donner ou peut-on rationnellement, autant que faire se peut, avancer ? Tout d'abord, comme Gérard Lindeperg l'a dit tout à l'heure, relativiser quelques interprétations très idéologiques offertes en 1988 et 1989 sur les vaticinations, sur l'américanisation de la vie politique, américanisation curieusement analysée au seul regard de la participation électorale comme si les événements de la vie politique américaine n'étaient pas plus préoccupants, s'ils devaient être exportés chez nous, que ce seul rapport de l'abstention.
Réhabiliter les thèses classiques sur l'abstention et la multiplication des élections. Ici, il y a deux ans, ou deux ans et demi, je rapportais en disant que parmi les facteurs explicatifs de la montée d'abstention, des phénomènes sociologiques et l'évolution de la vie politique, les mutations idéologiques, il y avait quand même l'explication classique qu'on enseigne sur les bancs de l'école, c'est que quand on multiplie les élections, la propension à s'abstenir devient plus forte. Cela avait déjà été vérifié dans le passé, c'était vérifié à ce moment là. Nous avons eu une respiration démocratique de trois ans, pas d'élections nationales depuis juin 1989, les Français ont respiré, et les Français sont allés voter.
Et maintenant quels sont les éléments politiques à mes yeux de ce surcroît de participation par rapport aux attentes mais aussi par rapport à une réalité observée dans d'autres types d'élections. Tout d'abord, premier facteur explicatif de cette "sur-mobilisation", la volonté de sanctionner l'exécutif.
Mes chers camarades, il ne faut pas tourner autour du pot. Tous les sondages antérieurs, sondages départementaux que beaucoup d'entre vous ont fait avant ces élections, toutes les enquêtes montraient qu'il y avait une propension très forte à sanctionner l'exécutif, gouvernement et Président de la République, parfois même dans certains départements, vous "garderez" ces études avec ceux qui en sont les dépositaires secrets, mais pour notre réflexion il est important de voir parmi les départements que nous avons perdus dans l'électorat Socialiste, une majorité d'électeurs souhaiter sanctionner l'exécutif. Ce sont des sondages que nous avons vus en octobre, en novembre, et au mois de février. C'était cela la réalité et jamais le Parti Socialiste n'a été confronté à une telle situation. Et la lecture vraie - en principe le Comité directeur est à huis clos - de ces résultats c'est que pour la première fois - fait sans précédent - 75% des électeurs n'ont pas voté pour le gouvernement en place, ou pour l'exécutif en place. C'est la stricte réalité et encore je compte dans les 25%, vous l'avez compris, Génération Ecologie, et à l'aune des études et des comportements électoraux de reports de second tour je ne suis pas sûr qu'il faille les compter uniquement dans notre camp, mais vous me permettrez cette élégance après la sévérité du premier propos.

Le deuxième facteur, mes chers camarades, c'est à l'évidence une volonté de refouler avec force le Front National... Je crois que ce deuxième facteur, le premier étant à mes yeux plus important, mais l'autre compte aussi, à l'évidence une certaine importance, parfois excessive, mise sur le Front National, a sans doute joué, et même certainement dans certaines régions, encore qu'on observe, analyse faite ville par ville, que la propension à aller voter n'était pas liée au caractère puissant du Front National.

J'ai regardé la situation, dans les départements où le Front National était le plus fort ou là où il faisait la plus forte progression, ce n'est pas là où la participation électorale a été la plus forte. En tous cas politiquement, mes chers camarades, il y a eu surcroît de participation parce qu'il y a une volonté de punir, de refouler, de rejeter le Front National. Observons aussi que 86% des Français n'ont pas voté pour le Front National. Nous y reviendrons tout à l'heure. Mais quel est l'effet de cette sur-mobilisation ? Gérard Lindeperg l'a dit tout à l'heure au Bureau exécutif j'avais attiré l'attention depuis de nombreux mois sur l'interprétation quelque peu sophiste que nous faisions des élections partielles, sous deux aspects seulement; sophiste à bien d'autres titres, mais sur deux aspects, par rapport au Front National et par rapport au score Socialiste.

Par rapport au Front National, les explications rassurantes sont celles qui sont le plus souvent présentées. C'est rassurant, cela tient chaud, c'est bon, mais la réalité, c'est que le Front National ne réunissait pas beaucoup d'électeurs parce qu'il y avait beaucoup d'abstentions. Je fais observer toujours, quand je parle de ce sujet, que le Front National a réussi historiquement son meilleur score lorsque la participation a été la plus élevée au premier tour des élections présidentielles.

Nous avions comme commodité explicative d'indexer le Front National sur le faible niveau de participation. Mes chers camarades, il y a eu un surcroît de participation et un très haut niveau du Front National, une progression et donc une réalité. Donc ce facteur explicatif n'était étayé sur rien, sinon par la volonté de discourir et de rassurer peut-être les militants à bon compte. On expliquait ici ou là que les mauvais résultats dans les cantonales partielles, dans les trois législatives qui nous avaient quand même alertés, à Belfort, à Saint Nazaire, dans le nord, cela s'expliquait parce qu'il y avait un fort taux d'abstentions. Quand on regardait bureau de vote par bureau de vote, on n'observait pas avec pertinence le phénomène. Désormais, on a la réalité bien cadrée en face de nous. On sait qu'il y a des réserves électorales pour tous les partis politiques, et quand il y a eu ce surcroît de participation, tous les partis en ont profité. "L'attente", entre guillemets, d'une abstention de 45 à 50%, avec la réalité d'une abstention à 31%, n'a pas sensiblement modifié l'ordre électoral. Le PS a fait 18%, on s'attendait à 17 ou 18 - les défaites attendues, mes chers camarades, sont moins douloureuses ! - le Front National devait faire autour de 14, 15%, il a fait 14%, etc. Maintenant, quelques flashes rapides sur quelques forces politiques. Sur les écologistes, et je vous livre rapidement ma pensée parce que je ne veux pas détailler les analyses géographiquement, sociologiquement, idéologiquement, je pense que le écologistes ont été dans ces élections à leur apogée. Je pense que désormais, et cela dépend de nous, les écologistes ne feront plus en France -

pardonnez-moi ce propos peut-être un peu péremptoire - le score de 14%.
Cela tient à un certain nombre de facteurs, mais je crois qu'ils ne referont plus ce score. D'abord parce que c'est un mouvement très ambigu idéologiquement et politiquement, et selon une formule qu'on cite souvent, on sort en général de l'ambiguïté à ses dépens. Les écologistes sont sortis des élections lors des seconds et troisièmes tours à leurs dépens politiquement, parce qu'on ne peut pas rester en état d'apesanteur politique lorsque normativement, institutionnellement, légalement, les élections se font par des mécanismes institutionnels qui dépendent de la bipolarité de la vie politique française. Malgré tout, il faut bien choisir son camp.
Cette incertitude, cette indétermination et des Verts et de Génération Ecologie, comme l'a dit Gérard tout à l'heure, est signe de difficulté interne au mouvement écologiste et aussi de désespérance pour une partie de leur électorat. Comme l'avait dit Laurent Fabius une semaine avant les élections, il y aura des déçus chez les écologistes. Je suppose que beaucoup d'électeurs écologistes, quand ils ont vu à quoi servaient leurs bulletins de vote, ont dû être quelque peu marris pour ne pas dire autre chose du comportement de leurs élus !
Saluons la nomination de Ségolène Royal. Enfin, pour ceux qui attendaient depuis des années qu'un Socialiste soit à cette fonction de l'environnement, on peut saluer sa nomination pour la qualité de la personne, et aussi parce qu'enfin on va juger un Socialiste sur un sujet, sur un thème que privilégient les Français. Je pense qu'elle s'en sortira bien.
Un seul regret, mes chers camarades, c'est que la démonstration inverse depuis s'est faite, à savoir qu'un écologiste soit nommé à l'énergie, aux routes, à l'urbanisation, etc. pour faire la démonstration complète à la fois des capacités des Socialistes, et peut-être du discours quelque peu irréel des écologistes en certaines matières.
De toutes manières, mes chers camarades, le fait de faire moins que ce que certains sondages ont pu suggérer n'et pas la preuve qu'on a connu une défaite politique et qu'on n'a pas marqué une influence croissante dans la vie politique française.
Le Front National a gagné 4 points sur les élections régionales, il nous talonne dans les villes de plus de 30 000 habitants, il nous dépasse dans beaucoup de villes de la périphérie urbaine de Lyon, de Paris, du nord, et donc il y a là une réalité politique. Il progresse là où il est très fort, c'est-à-dire qu'il est en dynamique dans toutes ses zones politiques, et sociologiquement - je n'ai pas le temps de m'appesantir sur le nouvel électorat du Front National - il se salarise, il se féminise, il se développe sur l'ensemble du pays. Son potentiel idéologique de toutes façons demeure fort, et naturellement on peut craindre, on doit craindre, on doit combattre le Front National parce que dans les années à venir, il sera sur notre chemin. Et on peut penser, en tous les cas c'est une idée personnelle, que sur des élections présidentielles aujourd'hui Jean-Marie Le Pen ferait plus qu'au premier tour des présidentielles de 1988, c'est-à-dire qu'avec 14% sur des élections locales, on peut penser, on peut craindre que sur une élection présidentielle, où par définition il serait présent partout, il atteigne un

score supérieur.
Maintenant le Parti Socialiste, brièvement parce que j'ai été peut-être un peu long : mes chers camarades, comment sommes-nous arrivés là ? Est-ce que cette déroute électorale nous tombe du ciel comme cela, tout d'un coup, et est-ce qu'on s'y attendait ?
Je sais bien qu'il y a eu cette thèse que j'ai lue dans la presse, assez savoureuse si l'on veut, et je n'y avais pas pensé, que l'explication pouvait venir du Congrès de Rennes. Mes chers camarades, j'ai lu que 18%, 20%, on verra, c'est à cause du Congrès de Rennes !
Alors j'ai commencé à remettre les élections en perspective, et puis, je me suis dit : mais attendez, Rennes, c'était en mars 1990, avant il y avait eu les élections municipales de mars 1989, et puis il y a eu les élections européennes de 1989, et aux élections municipales, celui qui vous parle - pardonnez-moi, Michel - avait théorisé le déficit électoral. Qu'est-ce que j'avais pris pour avoir dit cela ! On avait gagné des villes, mais Le Gall avait diagnostiqué un déficit électoral. On peut gagner des villes sur des triangulaires, comme l'a dit Gérard Lindeperg, on peut en conserver... Mais la réalité électorale, c'est que les écologistes, ne s'attendant pas à la victoire, n'ont pas présenté des candidats dans toutes les villes, mais en ont présenté dans toutes les villes où il y avait un refus énorme de la Gauche. Nos camarades bretons ou de Basse Normandie s'en sont rendu compte. Cette réalité n'est pas le premier élément du déficit électoral, et selon la formule que Pierre Mauroy avait reprise, de la meilleure implantation politique de notre histoire, mais de l'implantation à la réalité du rapport de forces.
Nous avons le devoir de regarder les deux éléments de l'appréciation, là où nous sommes implantés.
Et puis aux élections européennes, mes chers camarades, nous faisions 23,6% sur une liste majoritaire présidentielle, et je l'ai dit deux fois au Bureau exécutif, dans ces 23,6% il y avait disons 21% de voix Socialistes en juin 1986, et à partir de là il fallait faire des comparaisons entre l'état de l'opinion en juin 1986 et l'état de l'opinion maintenant pour arriver à un score effectivement de 17 à 18%. Bref, cette réalité, c'est un continu historique sur deux ou trois ans, où on est passé d'un certain déficit électoral qui s'est accru aujourd'hui à un passif électoral. C'est, je crois, une analyse rigoureuse.
Ensuite il y a eu, bien sûr, le Congrès de Rennes qui effectivement a troublé le peuple de Gauche et qui n'a pas été un élément très positif pour nous, mais a contribué au trouble électoral. Mais en faire le facteur explicatif me semble une analyse quelque peu légère. La dimension du phénomène, le poids réel du Parti Socialiste, quel est-il ? 18,3 aux régionales, mes chers camarades, ne restons pas sur ce chiffre : des listes dissidentes, beaucoup de listes majorité... en fait c'est autour de 21%. Maigre consolation, me direz-vous, mais enfin regardons les choses avec précision. 19% aux cantonales : là aussi, comme je l'ai dit tout à l'heure, le PS n'était présent que dans 1500 cantons. Si on ajoute le MRG et les divers Gauche, on tourne autour de 23, 24%. C'est mieux que 19, c'est mieux que 18. Donc il faut faire une analyse de cette réalité.
En termes sociologiques, très rapidement - Gérard l'a dit tout à l'heure - plus de

femmes que d'hommes ont voté Socialiste. Premier élément de satisfaction, encore qu'il faudrait regarder...
(Réactions dans la salle)
II faut le dire ! Si ce n'est pas un homme qui le dit, qui le dira ? Il faut le dire !
Un vieillissement considérable de notre électorat, mes chers camarades : des scores de 24% chez les 65 ans.

Yvette Roudy - Plus de femmes élues chez les écologistes que chez les Socialistes. Tu ne t'en es pas aperçu ?

Gérard Le Gall - Je répète donc que sur 500 électeurs Socialistes, il y a 53% de femmes et 47% des hommes.
Yvette me souffle qu'il y a très peu d'élues femmes, je suis d'accord avec toi, Yvette. D'ailleurs nous nous sommes souvent mis d'accord, dans les Commissions des résolutions et au Bureau exécutif, pour qu'il y ait plus de femmes mieux placées. Mais ce sont des choses qui me dépassent en tous cas, et qui ont semblé dépasser beaucoup d'élus.

Yvette Roudy - Plus d'élues écologistes que de Socialistes.

Gérard Le Gall - Pas de polémique subalterne ! Je parle de la polémique, je ne parle pas de l'objet.
(Réactions, mouvements dans la salle)
L'âge, mes chers camarades : 24% chez les plus de 65 ans, 18% chez les 18-24 ans. Du jamais vu comme soutien Socialiste. Cela signifie beaucoup de choses, je pense.
Plus intéressantes peut-être sont les prospectives politiques ou électorales à partir de ces chiffres. Je me suis livré à un petit exercice rétrospectif par rapport aux élections cantonales de 1986 et les législatives de 1986. Aux élections cantonales de 1985, le PS, le MRG et les divers Gauche faisaient 28%. Nous avons, grâce à l'active campagne du Premier Ministre Laurent Fabius et de la direction du Parti Socialiste derrière Lionel Jospin, réussi à approcher les 32%. C'est peut-être un élément d'appréciation politique pour émettre une prospective électorale. On a gagné 4 ou 5 points en un an. C'est bien !
Aujourd'hui je pense, compte tenu de l'analyse électorale qu'on peut faire, que le Parti Socialiste peut raisonnablement espérer faire 26, 27, peut-être 28% aux prochaines élections législatives. Partant aujourd'hui de 21%, réellement, au fond des urnes, c'est l'espoir que je vous livre.
Et naturellement, en terme de mode de scrutin majoritaire, c'est la meilleure manière de rentabiliser. Par rapport à l'hypothèse où nous ne gagnerons pas, c'était aussi, mes chers camarades, un des éléments non-dits de la bataille féroce sur les modes de scrutin de cet automne, entre ceux qui étaient les tenants d'un scrutin mixte quelque peu mythique et la réalité du scrutin majoritaire, dont je me félicite, je peux le dire, qu'il ait été reconduit.
Je souhaiterais personnellement, j'y ai contribué avec Jean Poperen en 1982, un

Fondation Jean Jaurès

scrutin mixte, mais malheureusement il n'existe pas.
Plus fondamentalement, sur le vote Socialiste, sanction à l'évidence, on ne va pas s'y étendre; rejet à l'évidence : ici ou là, chers camarades, il y a des rejets dans certains départements et dans certaines régions.
La question que je vous poserai avant de réfléchir au programme, c'est une question plus profonde. Le Parti Socialiste a 18%, 21%, c'est la question du déclin historique du Socialisme démocratique qu'il faut poser pour répondre que ce n'est pas un déclin, mais pour réfléchir pourquoi il y a eu cette dévitalisation de nos soutiens politiques, cette vampirisation de nos soutiens politiques, par les acteurs de notre espace politique, cette tension forte dans les zones périurbaines entre une compétition de l'intégration et de l'exclusion sur la question de l'immigration, puisque autant c'est la même qui trouble nos soutiens électoraux.
Quand on posait la question du déclin historique du Parti Communiste, il y a quelques années, c'était pour des raisons relatives au Communisme international, à Moscou, etc. mais c'était aussi parce qu'il n'avait pas pu, ou pas su se modifier, se transformer.
Notre retard théorique, nos mauvais choix de composition gouvernementale, sur la question de l'écologie, et bien d'autres aspects, montrent que le chemin est là, et qu'il ne faudra pas, dans les années qui viennent, faire la synthèse sans prendre 5 ou 10 ans.
Jaurès n'a pas fait ces synthèses entre Socialismes dans un même espace idéologique. Il a mis 10 ou 15 ans. Nous, avec les écologistes, cela prendra 5 ou 10 ans mais c'est le chemin que nous devons prendre.
Avant de poser la question même s'il y a télescopage politique sur la question des alliances, abordons dans le cadre de notre programme ces éléments d'une pré-synthèse avec les écologistes, et les éléments d'alliances ou de reports de voix se poseront dans de meilleurs termes et de manière plus fructueuse si nous avons bien su poser le problème.
Déclin historique, concurrence ethnique, droitisation de la société française, ce sera un de nos éléments de réflexion pour l'élaboration du programme.
On ne va pas regarder la société française comme si... ce n'est pas comme si... elle fonctionne sur un certain nombre de valeurs et Henri Emmanuelli avait dit que sur un certain nombre de comportements, la montée de l'immigration est devenue une banalité, il faut le répéter, et tout cela se traduit au fond des choses.
Quatre explications fondamentales, en tout cas que je propose au débat.
C'est premièrement la démoralisation économique et sociale. Jamais un tel niveau de pessimisme économique et social à la veille d'une élection. C'est en tout cas à mes yeux le premier facteur explicatif que l'on retrouve d'ailleurs très bien dans les soutiens sociaux du PS.
Quand on n'a plus que 21 ou 22% des ouvriers à nous soutenir dans les élections, c'est bien qu'il y a un rapport avec l'économique et le social.
Deuxième point : la droitisation de la société française.
Troisièmement, une conjoncture de campagne assez désastreuse. L'affaire Habache, pas de commentaires. Les transfusions sanguines, pas de commentaires. Les affaires et l'amnistie, pas de commentaire, mais des réalités

Fondation Jean Jaurès

qui nous ont handicapés les uns, les autres, dans notre travail de persuasion en campagne électorale.
Plus localement, mais Gérard l'a dit et cela me ravit, cela fait trois ans que l'on pose régulièrement au Bureau exécutif et au Comité directeur : notre vide stratégique depuis 1988. J'observe avec plaisir et regret à la fois, parce que je ne voudrais pas être en situation de le dire, cette ouverture de 88, on commence à pouvoir en parler, c'est le numéro 2 du Parti qui en a parlé, mais enfin, ce vide stratégique, cette absence de stratégie qui s'est traduite cruellement par le comportement de Jean-Pierre Soisson en Bourgogne, qui avait dit avant l'élection qu'il pourrait faire des alliances, on n'a pas découvert cela ; Brice Lalonde, on n'a pas découvert qu'il récusait l'alliance à gauche, on le savait depuis des mois, il l'avait dit et écrit, je suis pour les Socialismes modernes, il l'a répété. Il ne s'est pas comporté, bien sûr, en grande confraternité gouvernementale, mais il a eu la clarté de ses idées, et c'est à nous, par un travail de persuasion à l'intérieur du gouvernement ou politique à travers le Parti, à le mettre sur la bonne ligne ou à lui poser des questions fondamentales. A un moment donné, les choix n'ont pas été faits et on l'a payé douloureusement : l'ouverture, l'absence de stratégie, on a un vide électoral quelque part, surtout dans les mécanismes de la vie politique française où il y a des seconds tours et des élections d'exécutifs à faire.
En conclusion, sur les modes de scrutin, Gérard a dit l'essentiel. Moi, je me félicite des propos du Premier Ministre. Je pense que c'est habile. Je lui demanderai seulement d'élargir non pas la composition de la future Commission qui va réfléchir avec des... comment a-t-il dit ?... avec des professeurs de droit public. Mes chers camarades, les professeurs de droit public n'ont jamais inventé un mode de scrutin, relisez les traités de droit constitutionnel, ils ne parlent même pas des scrutins mixtes, tant c'est quelque part provoquant par rapport à leur schéma habituel sur les mécanismes majoritaires et les proportionnelles. J'ai cherché dans le "Que sais-je ?", cela n'y figure pas. C'est à nous d'inventer, on fera appel aux professeurs de droit public éminents quand il s'agira de la fonctionnalité de telle ou telle hypothèses, mais pour ce qui est de l'imagination, il y a quelques bons spécialistes dans la salle, mais il faut mettre tout cela en confrontation.
Petite nuance par rapport à Gérard quand il dit : mais apprécions la formule à sa juste valeur. Nous avions des propositions précises sur les cantonales et les régionales. Je voudrais qu'il me précise la précision de son propos, parce que le débat que nous avons eu sur le fait de garder ou non les cantons, ce n'était pas le fait de savoir si nous choisissions, je pense qu'il y a une majorité pour choisir la circonscription régionale et non pas départementale. Ce ne sont pas deux petites questions, ce sont de grandes questions, et quant à faire le scrutin mixte que j'appelle de mes vœux, autant qu'il est possible de le faire, on l'a fait aux municipales, si on peut le faire, je crois qu'on peut le faire aux cantonales et aux régionales, mais à condition de passer à la circonscription régionale.
Compte tenu du dispositif politique et des lieux de pouvoir, je ne suis pas sûr que, pour autant que nos propositions seraient précises, il reste à le démontrer,

qu'elle puisse s'accomplir avec facilité. Rétrospectivement, je conclus, je regrette quand même, sans souci de polémique, mais je rappellerai cela parce que je crois que nous avons eu une bataille sur le mode de scrutin pour les régionales, nous avons félicité nos camarades du Limousin, mais nous n'avons qu'une seule région, je le dis en passant, si nous avons pu faire ou voulu faire la réforme des modes de scrutin pour les régionales, je pense qu'aujourd'hui, Jean-Claude Petitdemange et moi-même en commentant les élections, nous n'aurions pas qu'une seule région dans le pays... (applaudissements), je le dis, mais je crois qu'il fallait le rappeler. En termes plus politiques et stratégiques, en deux mots, il va falloir retrouver la bipolarité dans la vie politique française par delà toutes les différences. Il ne sera pas facile de trouver des forces de bipolarité quand il y a le phénomène écologiste. En termes stratégiques et en une seule phrase, il va falloir que nous retrouvions de manière prévalant le couple UDF opposé à l'UDF, et toute stratégie qui mettrait trop l'accent dans notre combat nécessaire sur le Front National détourne et trouble les électeurs. Nous retrouverons des marges de manœuvre, nous atteindrons peut-être 26, peut-être 28%, si nous savons trouver les termes de la bipolarité électorale en privilégiant notre combat entre le RPR et l'UDF, et bien sûr aussi contre le Front National, mais de manière prioritaire contre le RPR et l'UDF.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - Merci à Gérard Le Gall.
Jean-Claude Petitdemange, s'il te plaît.

Jean-Claude Petitdemange

Chers camarades, je vais sans doute redire quelques conclusions qu'ont déjà tiré Gérard Lindeperg et Gérard Le Gall, mais les élections de mars n'ont malheureusement pas démenti les pronostics les plus pessimistes sur les résultats du Parti aux élections régionales et cantonales de 92.
Avec 18% des suffrages exprimés aux régionales et 19% aux cantonales, le PS atteint ses plus bas niveaux depuis le Congrès d'Epinay. Même en totalisant les voix de divers gauches et majorité présidentielle, le score régional passe de 31,3% des suffrages exprimés en 86 à 20,3 en 92.
Pour les cantonales de 28,1% en 85, 34% en 88, à 24,1% en 92.
On mesure donc l'ampleur de cette double défaite, défaite en voix, mais aussi défaite en sièges et en présidences puisque nous perdons plus du tiers de nos Conseillers régionaux, une de nos deux présidences de régions, près d'un cinquième de Conseillers généraux dans la série renouvelable, et six de nos présidences de Conseils Généraux.
Avec 14 présidences métropolitaines sur 96, dix-huit en ajoutant celle du MRG et de Gilbert Bonnet, la majorité présidentielle voit s'affaiblir encore ses positions dans les instances régionales et départementales, ce qui, à l'heure de la décentralisation, est pour notre Parti une véritable catastrophe.
Cette défaite est, comme le montrent les enquêtes d'opinion, à la fois celles du

pouvoir exécutif et celles du Parti, les cotes de popularité du Président de la République, du Premier Ministre et du Parti étaient au plus bas au moment des élections et la volonté de sanctionner le pouvoir Socialiste très forte chez les Français. Cette vague nationale de mécontentement n'a pas été freinée par ceux d'entre nous dont la solidité des positions, l'ancienneté de l'implantation, pouvaient laisser espérer une plus forte résistance.

Elle nous a tous submergés. Contrairement à ce qui s'était passé en 85 et 86, le recul Socialiste n'a pas profité à la Droite parlementaire ; au contraire, celle-ci a enregistré un échec relatif en voix régionales comme aux cantonales. Aux régionales d'abord puisque entre 1986 et 1992 le score de l'UDF et du RPR est passé de 45% à 38%, tandis qu'aux élections cantonales il est passé de 49% en 1985 à 45% en 1988 et à 43% en 1992.

En revanche, le bilan en sièges et en présidences est autrement positif.

La Droite parlementaire en effet a encore accru son nombre de présidences de Conseils généraux et a gagné de nombreux sièges de conseillers régionaux et généraux.

Il n'est pas nécessaire d'insister longuement sur la poussée du vote protestataire, qu'il s'agisse du vote écologiste ou du vote en faveur du Front National. Par rapport aux élections européennes de 1989 la poussée écologiste est plus sensible que la poussée de l'extrême droite. Les écologistes passent de 11 à 15% et le Front National de 12 à 14%. Mais les écologistes, vous le savez, sont divisés en deux parts égales. On assiste ainsi au développement en France mais aussi dans d'autres pays d'Europe comme le montraient les récentes élections italiennes ou dans deux landers allemands de votes protestataires liés à une catégorie de préoccupations particulières.

Ce mouvement fragilise les grands partis de gouvernement. Ainsi, en France l'ensemble PS/UDF/RPR a réalisé à peine plus de la moitié des suffrages exprimés, mais contre 70% aux régionales de 1986. Ce phénomène qui frappe plusieurs pays occidentaux témoigne de la transformation de l'usage du bulletin de vote par une proportion croissante de l'électorat instrumental plus que d'allégeance ou de soutien. Il vise à signaler aux gouvernements tel ou tel type de préoccupations considérées comme n'étant pas suffisamment prises en compte par eux, insécurité, chômage, environnement, etc.

Notre parti devra prendre en compte et réfléchir à ces mutations de nos régimes démocratiques.

L'évolution de la géographie du vote en 1992 est pour nous source d'inquiétudes supplémentaires. Dans les grandes régions urbaines, la poussée conjointe du Front National et des écologistes ramène notre formation à la portion congrue.

Ainsi en Ile-de-France, dans l'est, en Rhône Alpes et en Provence Côte d'Azur, nous arrivons souvent en 4ème position.

Il faut ajouter que la régression du Parti Communiste se poursuit, contrairement aux affirmations des dirigeants du Parti Communiste. Il passe de 10% à 8% aux régionales et de 12,5% aux cantonales de 1985 à 9,5% aux cantonales de 1992.

De ce fait, l'électorat de gauche stricto sensu passe, aux régionales, de 43% à moins de 30% de 1986 à 1992. Jamais la Gauche n'a été aussi faible

électoralement.
De plus, et ceci est grave, le PS a cessé pour l'instant de constituer un pôle de rassemblement efficace au second tour des élections. Ainsi, dans les cantons en ballottage, où le PS était présent au second tour, le PS est passé d'un tour à l'autre de 2 800 000 voix à 2 400 000 voix, alors que le total de la Gauche représentait 2 700 000 voix et que les écologistes représentaient 875 000 voix. Remarquons d'ailleurs qu'en cas de maintien du candidat écologiste, l'électorat écologiste demeure fidèle à son vote du premier tour dans de très larges proportions. Ceci se comprend à la lecture des sondages qui montrent que 50% des électeurs Communistes et 35% des électeurs écologistes ont voulu sanctionner le gouvernement par leur vote. On comprend ainsi que le deuxième tour ait amplifié les tendances du premier et que le Parti Socialiste ait été la principale victime.
En effet, au premier tour, la participation a été forte, la plus forte des élections cantonales depuis le début de la 5ème République, c'est-à-dire 70%. Ceci a été dû à un double mouvement, comme l'a rappelé d'ailleurs Gérard Le Gall, contre le PS, mais surtout contre le Front National. Ainsi, la mobilisation de dernière minute, comme le montrent les sondages, a avantagé principalement Génération Ecologie, les verts et, dans une moindre mesure, le Parti Socialiste. En revanche, elle a désavantagé le Parti Communiste, la Droite parlementaire et, surtout, le Front National.
Or, au second tour, la question se réduisait à voter pour ou contre les Socialistes, dans la plupart des cantons. Alors, le vote-sanction contre le PS a joué à plein, comme les résultats l'ont montré.
Cette forte mobilisation du premier tour montre, par parenthèse, l'erreur d'analyse faite par de nombreux commentaires expliquant que les Français ne s'intéressaient plus à la politique et ne voulaient plus voter. Les électeurs ont fait mentir ces prévisions et montré qu'ils pouvaient encore se servir de leur bulletin de vote. Voilà au moins un reproche que l'on devrait cesser de faire aux Socialistes : celui d'avoir découragé la participation électorale dans ce pays !
Enfin, encore trois enseignements négatifs pour notre Parti, qu'il faut malheureusement souligner.

- D'abord, la relativement forte participation électorale montre qu'il n'existe pas de réserves pour notre Parti. Il nous faudra donc reconquérir nos électeurs qui ont voté pour d'autres formations et, d'abord, pour les mouvements écologistes.
- Or, le travail sera compliqué du fait (et c'est ma seconde observation) que notre électorat a véritablement éclaté dans tous les sens depuis 1988. Ainsi, depuis les élections européennes, à peine 60% des électeurs qui ont voté pour la liste dirigée par Laurent Fabius ont voté pour les listes Socialistes aux régionales et près de 20% ont voté écologiste, 13% pour le Parti Communiste ou l'extrême gauche et 11% pour la Droite ou l'extrême droite. On mesure le travail de rassemblement à refaire.
- Enfin, et c'est le plus grave, les sondages comme la géographie de nos résultats indiquent que nous avons perdu une large part de nos bases

Collection Jean Jaurès

populaires, en particulier dans les grandes agglomérations urbaines. Sur 100 ouvriers, par exemple, 11 ont voté Communiste, 19 ont voté respectivement pour le PS, les écologistes, l'UDF et le Front National. Il s'agit là d'une véritable fragmentation du vote ouvrier.

Vous le voyez, chers camarades, il n'y aura pas trop d'une petite année pour remonter le courant.

Cela dépend largement de nous tous.

Je vous remercie.

(Applaudissements)

Le président - Merci à Jean-Claude Petitdemange.

Je donne donc la parole maintenant à Michel Charzat pour une communication sur l'élaboration du programme.

Michel Charzat

Chers camarades, après ces communications roboratives, ma communication sera beaucoup plus frugale.

Je vais, en effet, vous parler de la méthode et du calendrier d'élaboration de notre programme, sachant que l'essentiel du débat porte sur les orientations et sur la stratégie qui doit orienter notre texte. Méthode, puis calendrier. La méthode, je la résumerai ainsi d'une manière simple.

- Tout d'abord, élaborer un texte court, de l'ordre de 30 ou 40 feuillets ; les Français ne croient plus à des textes "fleuve", à des programmes "clés en main".
- Ensuite, faire apparaître des grands choix de société sur quatre ou cinq thèmes, afin de rendre lisibles les antagonismes politiques.
- Et en dernier lieu, bien sûr, favoriser, permettre et développer un débat dans le pays avec les électeurs, avec d'éventuels partenaires, pour déboucher sur un contrat, un contrat de législature.

La méthode devrait s'inspirer de celle qui a été mise en œuvre avec notre projet, c'est-à-dire à la fois une ouverture sur l'extérieur, afin de prendre ou de reprendre contact avec les représentants de la société, avec tous ceux qui veulent et qui doivent participer à l'élaboration de notre programme, mais également, bien sûr, avec une implication forte des militants, avec un retour au Parti-débat, au Parti capable de faire débattre ses militants sur l'élaboration des grands choix. C'est la raison pour laquelle je vous propose, au nom de la Commission de coordination du programme qui a été mise en place le 24 mars dernier, sous la présidence de Laurent Fabius, une démarche d'ouverture, démarche d'ouverture dont le premier signe sera la mise en place d'un Comité des sages, un Comité consultatif composé de personnalités de tout premier plan, qui aurait la fonction de "hearing", d'audition publique, permettant tout au long des mois de mai, juin et juillet, de tester un certain nombre de propositions et tout simplement de faire le point sur les grands débats.

Il y aura également la mise en place d'un dispositif favorisant le travail en commun de toutes les richesses du Parti, de tous les secteurs du Parti,

Fondation Jean-Jaurès

notamment des Secrétariats nationaux, des Commissions d'étude, des groupes parlementaires, afin que l'ensemble des concours soit réuni. Et en dernier lieu, bien sûr, la mise en mouvement d'une logique de questionnement interne au Parti, afin que les sections et les fédérations puissent débattre et faire apparaître un certain nombre de préférences, en fonction de choix alternatifs qui leur seront proposés. Sur la base de cette méthode, nous vous proposons le calendrier suivant, calendrier qui évidemment est très resserré compte tenu des échéances. Nous aurons à animer une pré-campagne électorale dès le mois d'octobre et il y aura vraisemblablement une initiative référendaire qui interviendra à l'automne. Ce sont donc cinq mois de travail que nous avons pour élaborer un programme, un programme qui, je le répète, doit donner l'image d'un parti à l'écoute, d'un parti ouvert aux préoccupations de la société, d'un parti également capable de redéfinir ses clivages, de rendre lisibles les facteurs de recomposition du débat politique dans notre pays.

Ce calendrier a été précédé depuis un mois par une phase de mise en place. Nous avons installé la Commission centrale dite de coordination du programme, qui est chargée de coordonner le travail de l'ensemble des secteurs associés à l'élaboration, c'est-à-dire les Secrétariats nationaux, les délégués nationaux, les groupes parlementaires, le groupe des experts et, bien sûr, les correspondants dans les cabinets ministériels.

Cette Commission de coordination a travaillé et elle est en mesure de vous faire des propositions de calendrier pour que notre Comité directeur, aujourd'hui, adopte un calendrier et mette au travail l'ensemble des militants de notre Parti.

Nous aurons, bien sûr, autour de cette Commission, à préparer les arbitrages politiques qui devront cheminer parallèlement à l'élaboration de notre texte par les militants et par les groupes de travail. C'est donc dans cette perspective que je vous propose les échéances et le calendrier qui pourraient être les suivants, si vous en étiez d'accord.

Nous pourrions disposer dès le début du mois de mai (disons dans la première quinzaine du mois de mai) d'un texte d'ouverture de la discussion dans le Parti. Ce texte, on peut le concevoir comme une réflexion sur la réforme : que signifie aujourd'hui réformer ? Que peut être l'objectif d'un parti de transformation sociale tirant les enseignements de onze années de pouvoir ?

Cette réflexion sur la réforme aujourd'hui, sur la manière de faire de la politique, devrait être, me semble-t-il, appuyée sur la mise en évidence de plusieurs priorités, de plusieurs grands problèmes susceptibles d'intéresser à nouveau les Français à l'élaboration politique.

Je pense en particulier que, sur les problèmes suivants, santé et protection sociale, le changement du travail, l'environnement et le cadre de vie, l'Etat (l'Etat moderne, sa fonction, le rôle des services publics et tout particulièrement le rôle de l'Education nationale), enfin les problèmes de sécurité (le problème de la paix civile à sauver ou à restaurer), sur ces cinq sujets, éventuellement sur d'autres, nous pourrions animer un débat interne, lequel débat interne serait relayé par des manifestations ouvertes aux sympathisants et à toux ceux qui voudraient participer à notre réflexion.

Fondation Jean Jaurès

Donc, ce document serait adressé à tous les militants courant mai, dans la première quinzaine du mois de mai, et nous aurions à ce moment-là, entre la première quinzaine du mois de mai et le début du mois de juillet, un certain nombre de semaines pour mettre au travail notre Parti.
Les sections seraient en particulier invitées à choisir parmi les thèmes que j'ai énoncés les thèmes qui serviraient de réflexion ouverte, afin d'organiser partout où cela sera possible et nécessaire des rencontres, des forums, des forums démocratiques, des forums de citoyens, afin d'associer, je le répète, le maximum de concours à l'élaboration de nos choix.
Bien sûr, les fédérations auront un rôle déterminant à jouer pour coordonner ces initiatives, pour faire remonter les contributions, pour opérer la synthèse. C'est la raison pour laquelle nous envisageons la tenue, à la fois du mois de juin ou peut-être au tout début du mois de juillet, de quatre ou cinq journées nationales permettant, encore une fois, de faire remonter les contributions émanant des sections et des fédérations.
En même temps et cheminant parallèlement, un certain nombre de groupes de travail seront réunis à l'initiative des Secrétariats nationaux (celui du groupe des experts, les Commissions "ad hoc" qui seront créés) et bien sûr, également en fonction du travail d'ouverture qui sera coordonné par le Comité consultatif.
Chers camarades, nous disposerons ainsi des matériaux de notre programme au début du mois de juillet. Il nous restera à achever ce travail d'élaboration pour que nous disposions, au début du mois de septembre, d'un document sur lequel les militants auront a se prononcer, sur lequel le Parti aura à trancher dans le cadre d'une instance nationale (Congrès ou pas Congrès) qui se tiendra selon le calendrier que nous allons arrêter aujourd'hui ou demain matin, c'est-à-dire fin septembre/début octobre.
Voilà, chers camarades, les éléments actuels que je suis en mesure de vous donner. L'essentiel, bien sûr, c'est le débat sur le fond, c'est le retour à une discussion programmatique, afin que nous puissions mettre à profit ces quatre ou cinq mois pour intéresser nos militants à la discussion, pour intéresser les sympathisants et les forces vives à une démarche qui doit, je le répète, déboucher sur un contrat, un contrat de législature qui nous permettra, à partir du mois d'octobre, d'aller à la rencontre des Français, d'associer tous ceux qui le souhaitent au rassemblement des forces de progrès. Merci de votre attention
(Applaudissements)

Le président - Merci, Michel Charzat.
Michel Charzat vient de vous proposer une méthode et un calendrier pour l'élaboration du programme.
Est-ce que, sur cette communication, sur ces propositions, vous avez quelques suggestions ou objections à exprimer ?

Gérard Delfau - Mais c'est le fond, ça ! On ne peut pas parler sur le programme et...

Fondation Jean-Jaurès

Le président - Non, non, il ne s'agit pas du fond pour l'instant. C'est la méthode et le calendrier.
Si vous voulez vous exprimer, comme nous attendons le Premier Ministre, il serait peut-être bon que vous le fassiez maintenant.
(Brouhaha)
(Arrivée de M. Pierre Bérégovoy)
Chers camarades, j'accueille en votre nom Pierre Bérégovoy.
(Applaudissements)
Je donne la parole à Pierre Bérégovoy.

Pierre Bérégovoy

Chers camarades, je voudrais tout d'abord vous remercier de votre accueil et vous dire en termes très simples que si je suis parmi vous ce matin c'est parce que je suis des vôtres. Le Président de la République m'a confié la tâche de constituer le gouvernement. Ce n'était pas une tâche facile. Elle a été menée dans des délais très rapides et j'ai mesuré aussitôt à la fois l'honneur qui m'était fait et la difficulté de l'entreprise. J'ai fait devant la représentation nationale une déclaration de politique générale. Je n'ai pas l'intention de la commenter, vous la connaissez et vous pourrez en juger. J'ai dit devant la représentation nationale ce que j'avais dit devant le groupe parlementaire, à savoir que je disposais de 11 mois pour décider, expliquer et convaincre. Et je redis devant vous ce que j'avais dit devant le groupe parlementaire : l'action du gouvernement s'inscrira dans la continuité de celle de ses prédécesseurs. Je tiens en effet à ce que le bilan de ce qui a été accompli depuis 1981, soit réévalué aux yeux de l'opinion publique : l'action de Pierre Mauroy, l'action de Laurent Fabius, celle de Michel Rocard et celle d'Edith Cresson. Nous avons connu à des moments différents des difficultés qui n'étaient pas de même nature. La crise en 1981/82, mal appréciée à l'époque, et par nous et par les autres, n'a pas empêché d'importants changements structurels d'être accomplis. Après les épreuves de 1984, le redressement opéré entre 1984 et 1986 par le Parti dirigé par Lionel Jospin et le gouvernement dirigé par Laurent Fabius, cette action nous a permis de remporter non pas une victoire mais de porter le Parti Socialiste à une hauteur rarement égalée.
Ensuite, il y a eu la victoire de 1988 et le gouvernement de Michel Rocard. D'importants résultats ont été obtenus et ont été finalement dépréciés par le retour de la crise économique après la guerre du Golfe. Or, je crois qu'il faut que nous soyons fiers de ce que nous avons fait ensemble. Naturellement au cours de la dernière période l'aggravation de la crise, la montée du chômage, et il faut bien le dire aussi le climat politique empoisonné par ce que l'on appelle les affaires, ont compliqué la tâche du gouvernement.
Donc, mon premier objectif sera de réévaluer avec naturellement la majorité présidentielle, et en particulier le Parti Socialiste qui en est l'axe majeur, ce qui a été fait et bien fait depuis 1981.
Je disais que l'image de notre majorité avait été atterrée par le climat des affaires. Il faudra que là-dessus les choses soient clairement dites et clairement

Fondation Jean Jaurès

faites. Je crois en effet que cela a beaucoup pesé. Il y a ce qui a trait au financement des partis politiques. Il ne faut pas avoir honte d'avoir fait comme les autres, mais sans doute beaucoup moins que les autres.
Et puis il y a ce qui pourrait (je dis bien pourrait au conditionnel) concerner des cas d'enrichissement personnel. Où que cela soit, dans quelque formation politique que ce soit, il faudra être naturellement impitoyable.
Mais je souhaite que les Socialistes relèvent la tête. Je vous connais, je connais ceux qui travaillent avec moi depuis longtemps. Je sais que les Socialistes sont honnêtes. Et si l'un des nôtres s'est trompé il faudra qu'il soit châtié.
Je ne commenterai pas davantage les urgences : la lutte contre le chômage, notre frontière sociale, mais je n'ai rien inventé, cela a toujours été notre objectif prioritaire. Il faut naturellement, pour cela, une économie qui fonctionne bien et de l'imagination en ce qui concerne ce que l'on a appelé le partage du travail. Il y a l'insécurité, la lutte contre la corruption et les chantiers du futur.
Il y a l'Europe et nous aurions sur ce point à être très clairs. La première étape qui concerne la révision de la Constitution est une étape politique et non pas une étape constitutionnelle. Le président François Mitterrand aura l'occasion de s'exprimer là-dessus.
Je n'en dirai pas plus ce matin. Je souhaite que le gouvernement soit solidaire. Tout manquement à la solidarité ne pourra pas être toléré.
Mais un gouvernement solidaire à l'écoute de sa majorité et à l'écoute naturellement du Parti Socialiste doit avoir en même temps être une majorité solidaire, en harmonie avec un gouvernement qui saura l'entendre. Je crois que les petites phrases... si l'on pouvait s'en priver pendant les 11 mois qui viennent, cela serait bénéfique pour nous tous !
Enfin, solidaire du Président de la République, de François Mitterrand qui nous a apporté les victoires de 1981 et 1988. Il ne nous les a pas apportées tout seul, nous étions à ses côtés. Et après les débats parfois passionnés entre nous, nous étions solidairement à ses côtés pour une victoire qui nous était commune. C'est toute la leçon qu'il faut tirer des événements que nous avons vécus depuis maintenant 11 ans. Chaque fois que nous sommes solidaires, après que les débats aient eu lieu nous gagnons. Chaque fois que nous nous chamaillons au-delà de ce qui est raisonnable, nous reculons.
C'est, mes chers camarades, l'essentiel de ce que je voulais vous dire ce matin. J'aurai l'occasion de revenir et de participer aux travaux. Je pense en particulier que l'action du gouvernement doit s'inscrire dans le futur dans ce nouvel horizon si parfaitement décrit par Michel Charzat.
Mais mon objectif, dans les 11 mois qui viennent est d'être à côté de vous, près de vous, et en même temps d'aller au-devant des autres. Nous ne pouvons pas nous replier sur nous-mêmes, nous devons aller au-devant des autres et j'ai lu déjà des déclarations qui montrent à la fois la nécessité de la rénovation profonde de notre pensée et de nos méthodes. Mais en même temps n'oublions pas la nécessaire discipline dans l'action.
Restaurer la confiance, renouer avec l'espérance, voilà tout simplement ce que je souhaite faire avec (je vais citer quelques noms) les deux présidents des groupes

parlementaires, c'est-à-dire Jean Auroux et Claude Estier, avec le Premier secrétaire du Parti Socialiste Laurent Fabius, et avec celles et ceux qui m'ont précédé.
Chers amis, je mesure l'importance du défi qu'il nous faut relever ensemble. Je vous donne rendez-vous dans 11 mois. J'espère que les choses iront mieux pour la France et pour la majorité de progrès à laquelle nous avons contribué.
(Applaudissements)

Le président - Merci à Pierre Bérégovoy. Merci de sa présence et merci de ce qu'il vient de nous dire. Il peut être assuré que nous sommes tous à ses côtés solidaires, comme il le souhaite.
Je donne maintenant la parole au Premier secrétaire, Laurent Fabius.
(Applaudissements)

Laurent Fabius

Chers camarades, le Comité directeur que nous tenons aujourd'hui est important. Il est important parce que c'est le premier que nous réunissons depuis notre échec aux élections régionales et cantonales. Le premier aussi depuis la constitution du gouvernement de Pierre Bérégovoy que je salue avec beaucoup d'amitié, ainsi que les membres du gouvernement qui l'accompagnent ; le premier pour dessiner après une discussion ouverte entre nous les voies de l'indispensable renouveau.
Nous venons d'entendre, avant Pierre, plusieurs rapports très documentés des Secrétaires nationaux sur la période qui vient de s'écouler et sur plusieurs questions qui concernent l'avenir.
Je voudrais, à ce stade de notre réunion, introduire la discussion d'ensemble par un propos qui ne sera pas très long mais qui analysera rapidement la situation politique, qui recensera des pistes d'action, et qui vous présentera des propositions afin que, après l'épreuve que nous avons subie, et moins d'un an avant les échéances législatives, nous nous placions le plus rapidement possible en bon ordre de bataille. Nous n'allons pas aujourd'hui ou demain matin rivaliser d'adjectifs pour qualifier la situation. Ce qui est sûr, c'est qu'elle est très difficile. Nous avons reçu un grand coup sur la tête... L'équilibre ne va pas se rétablir tout seul. La politique, nous le savons tous, c'est le contraire de la fatalité... rien n'est acquis... ni dans sens ni dans un autre à condition de comprendre, de vouloir et d'agir. C'est de cela que je voudrais vous parler.
Nous avons subi les 22 et 29 mars une défaite qu'aucun d'entre nous ne peut ni ne va oublier magiquement 15 jours après que nous l'ayons subie. Nous l'avons reconnu.
Il nous faut en mesurer toute la signification, qui est d'autant plus forte - on l'a souligné - que la participation électorale a été élevée.
D'autres camarades ont analysé ou analyseront en détail les résultats électoraux. Je soulignerai, pour ma part, seulement quelques éléments. C'est peu de dire que notre Parti a reculé. Nous avons perdu entre le tiers et la moitié de nos voix par rapport à 1986. Dans certains départements, le Parti Socialiste fait moins de 5%,

Fondation Jean-Jaurès

dans d'autres plus de 30%.
Ces voix, nous les avons perdues principalement parmi certaines des forces "vives" de notre électorat : les zones urbaines, la jeunesse, et cela est d'autant plus grave.
Beaucoup de ceux qui auparavant votaient pour nous, ont voté cette fois-ci pour les Verts ou pour Génération Ecologie. La composition de leurs listes, c'était souvent la nôtre, il y a de cela 10 ou 15 ans. Certains électeurs de gauche ont voté Front National, et fait nouveau, ils se sont reportés sur la Droite au deuxième tour des cantonales. Je note d'ailleurs que malgré les grandes proclamations vertueuses, des complicités entre la Droite et l'extrême droite continuent d'exister. Je l'ai constaté spectaculairement dans ma région de Haute-Normandie.
La majorité présidentielle a été mise à mal. France Unie est en difficulté. Brice Lalonde n'est plus au gouvernement. Les reports pour le deuxième tour des cantonales ont été souvent médiocres. Voilà autant de faits. Ils ne sont pas agréables, ils sont souvent graves. Ils signifient des militants meurtris, des énergies blessées, le PS en recul, mais ce sont les faits.
A quoi j'ajoute que la coexistence de deux élections avec deux modes de scrutin différents, n'a pas facilité les choses ; que pour le scrutin cantonal, le bilan aurait pu être plus mauvais encore si dans certains cas ne s'étaient pas produites des élections triangulaires ou quadrangulaires. Dès le premier tour des élections cantonales, d'ailleurs, le résultat était scellé. Le niveau de la Gauche était très bas, ce qui laissait présager les mauvais résultats du deuxième tour, renforcés par les événements de la semaine du 22 au 29 mars et par les calamiteuses séances des élections de certains présidents de Conseils régionaux.
Et puis, il y a ce qui est moins argumenté mais tout aussi fort : ces personnes que nous avons rencontrées ici et là, tout au long de la campagne, et qui nous ont interpellés en nous disant :"nous n'avons plus confiance en vous ; nous sommes des fonctionnaires, vous nous assez oubliés, nous sommes des ouvriers, vous nous avez négligés. Nous ne somme pas contre la Gauche, au contraire, nous avons voté François Mitterrand en 1981 et 1988, mais nous ne voyons plus la différence entre la Droite et la Gauche, nous voulons sanctionner l'oubli de vos engagements".
Cette défaite, nous l'avons dit, nous le redirons, n'a sans doute pas grand chose à voir avec la réalité objective de notre bilan. La France, sur de nombreux points, a nettement progressé au cours de cette décennie. Soyons fiers de ces aspects du bilan et répétons les clairement.
Nous sommes la quatrième puissance économique mondiale, la première puissance exportatrice par tête d'habitant, le niveau de vie moyen de notre population est en moyenne le plus élevé d'Europe, notre système de protection sociale et l'un des meilleurs du monde. Mais, il y a aussi chez nous 900 000 chômeurs de longue durée, c'est-à-dire avec les familles, 3, 4, 5 millions d'exclus ou de personnes en voie d'exclusion. Ceux-là ont toutes les raisons d'être malheureux, d'être même parfois désespérés, alors que d'autres groupes sociaux ou personnes se sont considérablement enrichis.

Collection Jean Jaurès

Pierre Bérégovoy s'est engagé à ce qu'en octobre prochain, chaque chômeur de longue durée se soit vu proposer un emploi, une formation, ou un travail d'intérêt général : tâche immense. Nous partageons cet espoir et nous ne ménagerons pas nos efforts pour faire en sorte qu'il s'accomplisse.
Mais les dizaines de millions d'autres, ceux qui, même lorsqu'ils ne disposent que de ressources modestes, ne sont ni exclus, ni reclus. Pourquoi se détournent-ils de nous, comme d'ailleurs dans une moindre mesure ils se détournent des autres partis de gouvernement, et pourquoi choisissent-ils le vote protestataire ?
Dans la sanction dont nous avons été l'objet, il existe une base objective sur laquelle je vais revenir dans un instant, notamment la contradiction depuis dix ans d'une démarche sociale-démocrate menée sans les outils de la social-démocratie, mais il y a aussi une dimension psychologique, subjective, qu'on ne peut pas passer sous silence. On assiste aujourd'hui en fait en France, et dans tout l'occident, à une montée du désarroi et de l'inquiétude face à l'avenir, qui alimente le vote protestataire. A l'est, la révolution démocratique débouche sur le chaos économique et les affrontements entre nationalités. Le Communisme s'est écroulé, et cet écroulement, même si c'est injuste, porte gravement dommage aux Partis Socialistes et social-démocrates, à la notion même d'action collective, qu'elle soit politique ou syndicale. Au sud, la montée des nationalismes et des intégrismes, sur fond d'explosion démographique, de paupérisation, de prolifération des armements, nourrit la crainte des guerres locales et les peurs des grandes migrations. La mondialisation des images rend quotidien cet univers de risques et de peurs. A l'ouest, s'aggravent les maux de nos sociétés développées, liés en partie aux caractéristiques du développement capitaliste lui-même, montée du chômage de longue durée, du travail précaire, de l'exclusion ; mauvaise maîtrise des flux d'immigration et de l'accueil des immigrés ; corruption : dégradation de l'environnement ; crise de l'Etat protecteur et des services publics ; explosion de la petite délinquance ; mal être des banlieues. J'insiste en particulier sur le sentiment d'insécurité contre quoi il nous faut lutter tout en respectant scrupuleusement le droit, afin que disparaisse cette idée fausse et délétère d'une gauche qui se moquerait de la sécurité alors qu'elle est pour nous un aspect déterminant du fonctionnement de la démocratie.
Me voici revenu aux élections des 22 et 29 mars que je n'avais d'ailleurs pas quittées. Ce Trafalgar électoral s'explique par trois raisons principales qui ne datent pas d'il y a quelques mois. D'abord, je le disais, le chômage, aujourd'hui première plaie des pays développés. Langueur de la croissance, faible contenu en emplois de celle-ci quand la machine partout remplace l'homme, le chômage frappe notre pays de plein fouet, même si nous ne sommes pas - et de loin - la plus touchée des nations d'occident. Avec le chômage viennent les problèmes de nos villes et de nos quartiers, l'insécurité, la xénophobie et souvent, pour les jeunes, une véritable désespérance. La deuxième difficulté grave, c'est le discrédit moral qui touche le monde politique, le plus souvent à tort car les cas de corruption et d'enrichissement personnels sont très rares. On nous reproche plus généralement de nous être éloignés de la population, de nous être érigés "en classe politique" privilégiée, arrogante, occupée à ses querelles, à ses passions, à

la défense de "ses places". On nous reproche de ne pas tenir nos promesses.
Une troisième raison de nos difficultés, c'est l'effet mécanique d'"usure des pouvoirs" qui frappe la plupart des responsables et des partis de gouvernement. "Le pouvoir n'use que ceux qui ne l'ont pas" disait La Malfa, un des dirigeants de la démocratie chrétienne italienne. Il avait tort. Aujourd'hui, son parti se trouve à son plus bas niveau historique. Cette chute ne profite pas à l'opposition traditionnelle qui recule là bas aussi, mais "aux ligues". Presque partout - Italie, Allemagne, France, etc. - les pouvoirs de gouvernement ou au gouvernement reculent. Mais c'est surtout le cas à gauche. Il faudra méditer le récent contre-exemple des conservateurs anglais.
C'est dans ce contexte, après notre défaite de la fin mars, qu'Edith Cresson, à laquelle il faut rendre hommage pour son courage, a été amenée à présenter sa démission.
Le Président de la République a nommé une nouvelle équipe qui s'est immédiatement mise au travail et reçoit un bon accueil dans l'opinion. Le discours d'investiture de Pierre Bérégovoy a défini un programme et fixé un calendrier selon la méthode chère à Pierre Mendès France, qui a répondu aux souhaits de notre Parti.
"Vous êtes l'homme de la confiance économique"ai-je dit à l'Assemblée Nationale en votre nom à Pierre Bérégovoy. "Nous souhaitons aussi que vous soyez l'homme de la confiance sociale". Nos adversaires de Droite sont unis dans leur soif visible de revanche, mais divisés entre eux. Il s'agit maintenant pour nous de reconquérir le terrain perdu. Pour cela, si on raisonne en termes d'élections législatives, nous avons onze mois. Que devons-nous faire pour enrayer la chute, et pour regagner la confiance des Français ?
Une partie essentielle de l'action dépend du Président de la République. Il lui revient, dans notre Constitution, de dessiner l'architecture, d'indiquer les grands choix, de tracer les principales lignes. Il l'a fait en choisissant le Premier Ministre, en nommant le gouvernement. Il le fera en s'engageant pleinement dans la défense des accords de Maastricht, et en proposant le moment venu une réforme des institutions.
Il sait que nous sommes et serons à ses côtés pour ces tâches.
Le soutien au traité de Maastricht doit en effet nous mobiliser. C'est une échéance majeure : accélérer la construction européenne, en améliorer le contenu économique, monétaire, sociale et de défense, en renforcer le contrôle démocratique. Nous avons à plusieurs reprises discuté ces problèmes au sein de nos instances et nous avons approuvé l'orientation prise par la France, la dernière fois c'était lors de notre Congrès extraordinaire de décembre, qui a adopté notre projet. Mais le débat qui va venir avec l'extrême droite, le Parti Communiste, et sans doute une partie de la Droite, va être rude. Le Président de la République, le gouvernement vont monter en ligne. Nous aussi, et nous pourrions marquer cet engagement par une prochaine réunion commune du Comité directeur et du groupe parlementaire. Même si nous avons constaté certaines réticences, ou oppositions, parmi nos amis, je souhaite qu'une fois les décisions arrêtées, et elles le sont, chacun soit solidaire des décisions prises.

Une autre partie déterminante de l'action dépendra du gouvernement. Nous attendons de lui qu'il donne ou redonne à la population des repères clairs. Les premières orientations et décisions annoncées par Pierre Bérégovoy vont, je l'ai dit, dans le sens que nous demandons : lutte contre le chômage, partage, avancées sociales et défense de la protection sociale, éducation et formation, sécurité, construction européenne qui préserve les intérêts de la France, en particulier de nos agriculteurs par rapport aux Etats-Unis, actions précises de désarmement. Autant de directions et de mesures qui correspondent à nos souhaits, et à ceux de la population que nous représentons. Il va falloir maintenant expliquer et appliquer tout cela.

Depuis beaucoup d'années, reconnaissons que nous n'avons jamais complètement trouvé les formes satisfaisantes du lien entre gouvernement et parti. Cherchons à améliorer ces liens, je sais que Pierre y est prêt pour être à la fois force de soutien, de proposition, et parfois de contestation positive. Nous serons aux côtés du gouvernement dans sa tâche, solidaires et vigilants, fidèles, car c'est notre mission, aux valeurs et aux engagements de la Gauche.

Le trépied ne serait pas complet sans ce qui nous concerne directement, nous, c'est-à-dire les choix du Parti Socialiste.

Nous ne pouvons exonérer collectivement notre Parti d'une responsabilité dans les difficultés, mais nous ne devons pas non plus passant à l'extrême inverse, lui imputer toutes les difficultés. Nous payons sans doute - chacun l'a dit - un certain retard dans notre rénovation idéologique et politique, je pense en particulier à une insuffisante prise en compte de l'écologie, nous payions aussi - j'y reviendrai - une certaine dérive des courants, nous devons faire preuve de lucidité à notre propre égard, tirer les leçons du passé, ne pas nous auto-flageller inutilement mais proposer aux militants, aux sympathisants, et à l'ensemble des Français, un véritable renouveau. Faute de quoi, c'est l'existence même de notre Parti, ou en tout cas sa force qui risquerait d'être mise en cause. Ce Comité directeur est l'occasion de nous interroger sur les voies de ce renouveau, et d'avancer en ce sens. Nous aurons d'abord dans les mois qui viennent à nous poser et à trancher la question de notre stratégie. Un des reproches qui nous est fait, et il n'est pas faux, porte sur le manque de lisibilité de notre stratégie. L'effondrement des grandes idéologies révolutionnaires héritées du 19ème siècle, notre pratique gouvernementale, parfois, ont brouillé le clivage Droite/Gauche. Mais il existe toujours des forces conservatrices et des forces progressistes dans notre société... Sur les questions de l'éducation, de la protection sociale, de la santé, de l'emploi, du rôle de l'Etat, des services publics, de la démocratie dans l'entreprise, de la défense de l'environnement, des rapports nord-sud, le clivage s'est peut-être déplacé. Je considère qu'il demeure. J'appelle conservatrices, les forces qui comptent essentiellement sur l'extension des lois du marché et sur l'accroissement du pouvoir des élites pour résoudre les problèmes auxquels nous sommes confrontés. J'appelle progressistes les forces sociales et politiques qui s'opposent à la généralisation des rapports marchands à toutes les sphères de la société et qui cherchent, au contraire, à les limiter et à en préserver un ensemble de secteurs : éducation, culture, santé, communication, environnement. C'est

Collection Jean Poperen

tout le problème des rapports entre la Gauche et l'argent, tout le problème des rapports entre le tout à l'individu et l'exigence de solidarité.
A l'automne prochain, la Droite publiera son programme. Chacun pourra alors vérifier la pertinence des clivages qui demeurent.
Dans l'arène politique, avec qui devons-nous travailler ? D'abord, avec nous-mêmes. Je veux dire que rien ne remplacera la clarté sur notre propre identité, qui a parfois été brouillée. Soyons nous-mêmes et rassemblons d'abord les nôtres.
Clairs sur notre identité de gauche, fidèles à nos valeurs, ce qui ne signifie nullement sectaires ou repliés. Alors, avec qui d'autre travailler ?
Le Mouvement des Radicaux de Gauche, évidemment, les deux partis écologistes, si on le peut, France Unie, les Communistes rénovateurs, d'autres Communistes (point d'interrogation) ? Tout simplement d'autres ? C'est à eux de répondre.
A tous ceux-là qui forment la Gauche et les progressistes des années 90 dans leur diversité, nous pourrons proposer de débattre, d'avancer en commun sur des actions concrètes. La dérive sectaire de certains, la volonté des autres de se faire une place au soleil, l'absence de débat et d'accords politiques sont pour beaucoup dans l'évolution récente à notre détriment. La question des alliances n'est pas immédiatement posée, nous ne sommes d'ailleurs pas dans la meilleure situation pour cela. Mais elle se posera. Le maintien du scrutin majoritaire à deux tours aidant, nous devrons faire en sorte que puisse prévaloir à nouveau une attitude de rassemblement, même si certains débats qui se profilent (je pense, d'un côté, au débat au sein de la fédération de l'Education nationale, d'un tout autre côté au débat lié à Maastricht) risquent d'accentuer les divisions. Le Parti Socialiste, sans rien renier de son identité, et au contraire en s'appuyant sur cette identité, doit donc être prêt, en ce qui le concerne, à prendre les initiatives indispensable pour le rassemblement. Cette stratégie est évidemment inséparable de notre pratique et de nos propositions, c'est-à-dire, pour faire court, "une stratégie sociale".
Nous savons en effet qu'on ne gagne des batailles qu'avec des idées. En décembre dernier, nous avons, sur l'initiative excellente de Pierre Mauroy, adopté à la quasi-unanimité le projet préparé par Michel Charzat. Ce projet est bon, mais peu connu. Il va nous falloir passer maintenant du projet au programme. Ce sera l'occasion de démontrer le renouveau de notre pensée et de nos propositions pour la bataille des législatives. Soyons audacieux mais ne faisons pas comme si nous n'exercions pas depuis dix ans le pouvoir d'Etat. Il ne s'agira pas, Michel l'a fort bien dit, de publier un nouveau volume de 180 pages, recensant ce que nous comptons faire dans tous les domaines au cours des trente prochaines années, mais de choisir les priorités de ce que j'appellerai un contrat, que nous devons proposer dès l'automne aux Français.
La Commission nationale prévue à cet effet s'est déjà réunie. Le Secrétariat national aux études, le groupe des experts, sont mobilisés ou vont l'être. Il faut faire en sorte que la préparation effective de ce programme se mette en place d'une façon ouverte, large, associant nos militants, nos sympathisants, les

représentants des grandes forces économiques, sociales, culturelles, écologiques, le maximum de la population. A partir des premiers documents élaborés par Michel Charzat et par l'équipe qu'il anime, nous devrons être en situation de préciser les grandes lignes rapidement, afin qu'à la rentrée, l'ayant adopté, nous puissions ensuite désigner nos candidats et préparer la campagne des élections législatives. Bref, le renouveau en ce qui concerne nos idées doit s'incarner dans la préparation de ce contrat passé entre le Parti Socialiste et les citoyens, entre notre Parti et ultérieurement, si c'est possible, d'autres forces politiques.

J'en viens à une troisième question : la rénovation du fonctionnement de notre Parti.

Qu'est-ce qu'un Parti Socialiste, ou social-démocrate, à la fin du 20ème siècle ? A quoi sert-il ? Pourquoi y adhère-t-on ? Comment doit-il s'organiser ? "Un parti, pourquoi" ? Avant "Un parti, comment" ?

Nous devons non seulement nous poser sérieusement ces questions mais y répondre. Une chose est sûre : dans nos démocraties médiatiques, sceptiques, individualistes et marchandes, la réponse ne peut pas être exactement la même qu'il y a 50 ans ou même 20 ans. Si le terme n'était pas déjà si galvaudé, je dirais que nous avons à opérer plus qu'une rénovation, une refondation, et pas seulement du Parti Socialiste, mais de ses rapports avec toute la Gauche.

Je me bornerai à esquisser ici quelques pistes : la social-démocratie classique était une organisation d'encadrement des masses ouvrières, fondée sur le couple Parti-syndicat, dans une société où le conflit capital-travail était le conflit central. Nous vivons dans des sociétés où les inactifs, comme on dit, sont plus nombreux que les actifs, où les ouvriers sont moins nombreux que les employés et les cadres moyens, où le conflit capital-travail demeure essentiel, mais où il a perdu son caractère systématiquement central. Les conflits et les enjeux se sont pour partie déplacés de l'entreprise à la ville, au cadre de vie : à quoi bon une augmentation de salaire de 5% si, faute de logement social, le loyer augmente de 30% ? A quoi bon une réduction de la durée hebdomadaire de travail d'une heure si la durée quotidienne du trajet du domicile au lieu de travail augmente de deux heures ? Si la laideur et la misère de l'environnement empêchent tout loisir ? Les questions de l'éducation, des transports, de l'urbanisme, celles de l'environnement, des équipements collectifs, de la sécurité, de la démocratie locale, de la culture ou du sport sont devenues parfois presque aussi importantes que la lutte pour les salaires et les conditions de travail. Un Parti Socialiste moderne doit se préoccuper, plus sans doute que nous ne le faisons, des entreprises et du syndicalisme, il doit être aussi un parti d'animateurs, un agent du développement, de l'intégration et de la démocratie locale. Que nos élus, que nos sections, que nous tous prenions en charge plus qu'aujourd'hui ces enjeux locaux, que nous retrouvions le chemin de la vie associative dont beaucoup soulignent que nous l'avons trop souvent abandonnée, que nos pratiques soient davantage conformes à nos engagements et les Français nous reprocheront peut-être moins de nous éloigner d'eux et de ne pas nous intéresser aux problèmes qui les préoccupent.

Evoquant le renouveau du PS, je veux attirer votre attention sur deux questions :

Collection Jean Jaurès

l'une concerne l'organisation de notre diversité et de notre démocratie interne, les fameux courants. Chers camarades, je souhaite que nous dépassions les courants dans leur fonctionnement actuel. Les effets destructeurs de nos pratiques, poussés à leur maximum au Congrès de Rennes, chacun d'entre vous les connaît. Les militants anciens sont écœurés et les nouveaux militants se découragent parce que ce n'est pas ce qu'ils viennent chercher au Parti Socialiste. L'opinion publique se lasse des combats entre éléphants ou éléphanteaux dans lesquels les idées n'ont plus leur place, mais surtout une logique de pouvoir. Les dérives des courants dont nous sommes collectivement responsables (et j'en prends évidemment ma part) nous ont causé un tort considérable. Il faut essayer de les dépasser. Comment ? Je ne propose pas pour ma part de les supprimer d'un trait de plume, comme je l'ai lu, ici ou là. Un Parti Socialiste s'applique à lui-même les principes qu'il défend pour la société. Il est nécessairement divers, pluraliste, et il garantit le droit de ses membres à proposer, à contester, à critiquer. Mais ce droit, comme tout droit, a besoin d'être organisé.

Si nous voulons nous donner les moyens d'aller en ce sens, il faut agir dans au moins deux directions : au minimum une déontologie. Chacun doit être libre, totalement libre de ses idées. Mais est-il collectivement raisonnable de continuer les universités d'été séparées, les locaux dispersés, les publications respectives ? Je pense que non et je souhaite que le Parti puisse s'organiser pour accueillir concrètement en son sein la diversité des opinions et le rassemblement des bonnes volontés.

Allant plus loin, et c'est plus difficile, il nous faut réfléchir au mode de désignation de nos diverses instances, instances internes et élus ou aspirants à l'élection. Quel gaspillage d'énergie ! Récemment nous avons vécu cela lors du choix de certains de nos candidats pour les élections régionales.

Ce dépassement ne devra blesser personne, dans un parti où chacun doit se sentir à l'aise, où chacun doit pouvoir faire valoir son énergie militante, ses talents, ses compétences.

Pour aller dans ce sens, il serait bon que rapidement une Commission soit chargée d'élaborer des propositions de réforme statutaire. Un travail a commencé. Je proposerai qu'elle soit présidée par le Secrétaire national aux fédérations, Daniel Vaillant. Ses propositions seraient soumises aux instances qualifiées de notre Parti pour une application dès le prochain Congrès.

Le renouveau doit aussi porter sur le domaine moral. C'est peut-être, plusieurs avant moi y ont insisté, le terrain où nous souffrons le plus, et nous n'avons pas fini. Une souffrance qui est d'une autre nature que les autres, car les reproches qui nous sont faits sur d'autres aspects s'adressent à nos capacités, tandis que ceux là s'adressent à notre raison d'être.

Nous sentons bien que dans l'immense majorité des cas, ils sont infondés. Oui, mais pas toujours ! La justice doit faire son œuvre, et en même temps il ne faut pas tout confondre : ceux qui ont agi dans l'intérêt du Parti et ceux ou celles qui auraient agi à des fins personnelles. Autant les premiers doivent bénéficier de notre solidarité totale, autant il faut être impitoyable avec les seconds.

Fondation Jean Jaurès

Comme pas mal de problèmes déontologiques nous sont et nous seront posés, il nous faut réfléchir, sans interférer évidemment avec la justice, il ne s'agit pas de cela, pour savoir - et c'est une suggestion que je lance - si nous ne devrions pas mettre en place une sorte de Comité de déontologie, un Comité des sages, qui pourrait être composé de quatre ou cinq personnalités incontestables que nous pourrions saisir de questions où la déontologie serait en cause.
Je pense que si nous retenions cette idée, Daniel Mayer, ancien président du Conseil Constitutionnel et de la Ligue des droits de l'Homme, pourrait en accepter la présidence.
(Applaudissements)
Je crois que ce Comité serait utile.
Notre programme de travail est donc considérable : dans l'immédiat, l'application, l'explication de la politique gouvernementale et la ratification du traité de Maastricht; à l'automne, les choix institutionnels. D'ici là, la définition d'une stratégie qui clarifie sur le fond nos choix. Le renouveau de nos idées à travers l'élaboration d'un contrat programme. Le renouvellement de nos modes de fonctionnement.
Cela demande à la fois l'impulsion de tous nos responsables dans un esprit d'unité, un lien étroit et constant avec le gouvernement, l'implication des militantes et des militants auxquels il faut donner la parole pour qu'ils fassent connaître leurs idées.
Nous avions prévu, vous vous le rappelez, de retarder notre Congrès ordinaire après les élections de 1993. Je ne crois pas qu'il soit sage de différer jusqu'à cette échéance nos décisions. Vous en déciderez. La défaite que nous venons de subir, la nécessité de définir précisément notre programme et notre stratégie, l'urgence de nous mettre en "position de combat" pour les législatives, tout cela milite pour un Congrès ordinaire proche, tenant compte pour sa date à la fois du travail à accomplir, du besoin que les militants s'expriment, du souhait - qui est le mien et, j'en suis sûr, le vôtre - que ce Congrès soit rassemblé, tourné vers la population, l'avenir, de la nécessité d'être en ordre de bataille avant d'engager les législatives. Bref, ce Congrès du renouveau doit être l'anti Congrès de Rennes.
Mais attention, dans le même temps, à ne pas donner le sentiment de nous occuper surtout de nous-mêmes au moment où les Français nous ont dit avec raison qu'il fallait que nous nous tournions vers eux. Nos travaux devront donc être centrés sur le contrat à proposer aux Français, sur la stratégie de fond à choisir, sur la rénovation de nos pratiques, précisément pour que, désormais, notre Parti soit moins occupé à ses luttes internes et qu'il puisse consacrer toute son énergie à l'écoute de la population, à la proposition, à l'action, à la transformation sociale.
Si vous êtes d'accord sur cette approche, il nous faudra préparer tout cela soigneusement ensemble et - j'y insiste parce que c'est pour moi essentiel - dans une approche de rassemblement.
Un dernier mot. Chers camarades, dans des circonstances que chacun a à l'esprit, vous m'avez élu il y a de cela plusieurs semaines, à la tête de notre

Fondation Jean Jaurès

Parti. Je me suis mis à la tâche avec toute l'équipe du Bureau exécutif, du Secrétariat, les premiers fédéraux, les parlementaires, les militants, les permanents, que je remercie tous. La période a été intense et difficile, les listes aux régionales, la campagne, les résultats, l'organisation, la composition du gouvernement, nous le savons tous, a fait quelques heureux, mais aussi avivé des plaies. Nous devons tenir compte de tout cela et en même temps, nous devons avancer. Pour ma part, si vous l'acceptez, j'ai décidé de consacrer le temps de mes années qui viennent à ce que, tous ensemble, nous renforcions et nous rénovions notre Parti, car c'est vital pour la Gauche. Je souhaite le faire avec chacune et chacun de vous, avec chaque militant, dépassent les clivages anciens, trouvant ou retrouvant les fraternités indispensables, respectant la sensibilité et le cheminement de chacun. C'est cela qui m'intéresse. Rien d'autre. Ce qui m'a fait le plus mal dans cette campagne électorale, c'est que les jeunes souvent se sont détournés de nous. Nous devons à nouveau incarner le futur par nos choix et par nos pratiques, reprendre dans nos mains, ce qui n'est pas facile, le talisman de l'avenir.
Une politique gouvernementale de Gauche, précisément définie et précisément appliquée, un soutien sans faille au Président de la République, une stratégie du PS qui soit nette, un contrat programme convaincant, un candidat virtuel à la prochaine élection présidentielle clairement conforté dans sa mission, un parti rénové et rassemblé : c'est la meilleure nouvelle que nous puissions porter à tous nos militants et aux sympathisants qui espèrent. C'est la meilleure action que nous puissions mener avec et pour les millions de femmes et d'hommes qui, comme nous, croient à la Gauche en France.
(Vifs applaudissements)

Le président - Merci à Laurent Fabius.
Chers camarades, nous allons maintenant interrompre nos travaux. Je vous rappelle qu'ils recommenceront à 15 h avec la communication de Gérard Fuchs sur Maastricht et nous ouvrirons à ce moment-là le débat général. Je demande à ceux qui souhaitent intervenir dans le débat de me le faire savoir d'ici 15 h.
Je vous rappelle également qu'un déjeuner est organisé à la Maison de l'Amérique Latine.
La séance est suspendue.

Parti Socialiste
Comité directeur
11 et 12 avril 1992

Séance du samedi 11 avril (après-midi).

La séance est reprise, à 15 h 15, sous la présidence de Claude Estier.

Coll. Fondation Jean Jaurès

Le président (Claude Estier)

Camarades, nous reprenons nos travaux avec la communication de Gérard Fuchs sur les accords de Maastricht, après quoi nous ouvrirons le débat général, pour lequel je continue à recevoir les inscriptions.
Le premier orateur sera Autexier, ensuite Delfau.
Je donne maintenant la parole à Gérard Fuchs.

Gérard Fuchs

Chers camarades, nous avons tourné ce matin la page des élections cantonales et régionales et nous allons ouvrir maintenant, et pour plusieurs mois, le chapitre lié à la ratification du traité de Maastricht. Cette ratification sera, je crois, au cœur de la vie politique de notre pays jusqu'à l'été, et c'est bien normal, car je crois que c'est de l'avenir de la France dont il s'agit et que ce sont deux conceptions de cet avenir qui vont, selon toute probabilité, s'affronter.
Le traité de Maastricht est l'aboutissement d'une longue démarche dont je vous rappellerai les grandes étapes.

- D'abord, un Conseil européen à Madrid, en juin 1989, qui posait les bases de ce qu'on a appelé l'union économique et monétaire, prolongement indispensable du marché unique de 1985.
- Ensuite, ce sont les événements en apparence extérieurs, mais qui ont pesé, nous le savons, lourdement sur l'évolution des deux ou trois dernières années, je veux parler de la chute du mur de Berlin, du début de l'effondrement du Communisme et de leur conséquence que je tiens à rappeler, c'est-à-dire cette lettre commune de François Mitterrand et de Helmut Kohl proposant, au-delà de l'union économique et monétaire de l'Europe, de lancer également l'idée d'une union politique.
- Puis, ce furent les deux conférences intergouvernementales ouvertes à la fin de l'année 1990, un an de négociations et ce traité de Maastricht finalement arrêté le 11 décembre de l'année dernière et signé le 7 février de cette année.

Dans le même temps, notre Parti a beaucoup réfléchi, beaucoup discuté et beaucoup travaillé.

- En novembre 1990, nous avons rendu public un assez long document qui s'intitulait "Les Socialistes et l'avenir de la Communauté européenne". Ce document, qui résultait du travail de plusieurs groupes qui s'étaient réunis en liaison avec toutes les sensibilités du Parti, avec toutes les autorités gouvernementales nécessaires, ce document résumait nos propositions pour les conférences intergouvernementales.
- En juin 1991, nous avons, au Bureau exécutif, voté un autre papier qui représentait notre jugement, notre appréciation sur l'état des discussions à mi-parcours.
- Et enfin, en décembre de l'année dernière, nous avons porté jugement sur le traité de Maastricht lui-même, dont nous avons considéré, à l'unanimité des membres du Bureau exécutif (sauf, je crois, une ou deux voix), qu'il

Coll. Fondation Jean Jaurès

représentait une avancée historique et que François Mitterrand pouvait être considéré comme un artisan majeur de cette avancée.

Ces papiers, j'ai demandé qu'ils soient remis dans la chemise que vous avez reçue à l'entrée du Comité directeur, parce que parfois il y a des phénomènes de mémoire courte qui m'étonnent et que je souhaitais procéder pour ma part à ces quelques petits rappels historiques. Mais, décembre 1991, cela a été aussi (et là, c'est assez récent pour que tout le monde s'en souvienne ici) notre Congrès de l'Arche et, dans notre Congrès de l'Arche ("Un nouvel horizon"), il y avait un chapitre qui s'appelait "Mieux maîtrise notre destin : l'Europe que nous voulons". Ce chapitre contenait à la fois une approbation renouvelée du contenu des accords de Maastricht et les pistes que nous avançons pour les évolutions ultérieures de la Communauté européenne et je rappelle que ce projet, et donc ce chapitre, ont été adoptés par une majorité de plus de 81% de nos militants.

"Mieux maîtriser notre destin" était le titre du chapitre et je crois que c'est effectivement cela, le principal défi qui nous est lancé, c'est cela qui est au cœur du traité de Maastricht, qui vise à mettre en commun, à douze, les éléments de souveraineté nationale qui apparaissent de plus en plus comme ne pouvant plus être exercés par aucun de nos pays pris isolément.

Le fond du traité, je l'ai évoqué au Comité directeur du mois de février et je n'ai pas l'intention, en tout cas à ce stade de notre discussion, d'y revenir. C'est des conditions de la ratification de Maastricht que je voudrais vous entretenir aujourd'hui. Où en sommes-nous ?

Le Conseil Constitutionnel, saisi par le Président de la République, a, vous le savez, rendu jeudi sa décision et cette décision indique que, sur trois points (le droit de vote des ressortissants communautaires aux élections municipales - je dis bien, et je le souligne, des ressortissants communautaires - l'union économique et monétaire et, enfin, le problème de la future politique commune des visas qui doit être mise en place à partir du 1er janvier 1996), le traité de Maastricht n'apparaît pas compatible avec les dispositions actuelles de notre Constitution. En d'autres termes, la ratification du traité demandera une modification préalable de cette Constitution. A ce stade, chers camarades, je voudrais ouvrir une petite parenthèse. Certains leaders de l'opposition (et je voudrais citer notamment, aujourd'hui, Edouard Balladur) ont cru pouvoir ou devoir manifester leur surprise devant la décision du Conseil Constitutionnel.

Je crois que s'il y a eu, de la part du Conseil Constitutionnel, une décision sans surprise, c'est bien celle-là, et si les attendus de la décision, si la manière dont elle est formulée, nous apportent des éléments intéressants pour la re-rédaction nécessaire de la Constitution, je crois que c'est plutôt la surprise de M. Balladur qui doit entraîner notre surprise !

Bref, le gouvernement va devoir procéder à cette modification constitutionnelle et je voudrais faire, à ce sujet, trois remarques qui me paraissent essentielles pour baliser les discussions que nous allons connaître dans les trois mois qui viennent.

Première remarque : nous ne devons pas perdre de vue l'objet du débat.

Le débat a un but, c'est la ratification du traité de Maastricht. Il y a un moyen,

c’est la modification indispensable de la Constitution. Mais nous devons pas, c’est une évidence, nous laisser entraîner dans l’opération qui tente visiblement certains "stratèges en chambre" de l’opposition (et, pour être gentil, je me bornerai à ne parler que de l’opposition), qui consisterait à mélanger les buts et les moyens, à confondre l’accessoire et l’essentiel et, par conséquent, à faire passer le traité de Maastricht et ce qu’il contient derrière le problème de la nécessaire révision constitutionnelle.

On voit bien au service de quels objectifs politiciens cette tentation peut être mise particulièrement - j’y reviens d’un mot - après les élections que nous venons de connaître. Je dirai simplement que l’avenir de la France me paraît mériter mieux que cela.

Deuxième remarque. Si débat il doit y avoir, en effet, c’est bien pour ou contre Maastricht, et cela seulement. Nous Socialistes considérons que la France est aujourd’hui confrontée à trois défis. Les marges de manœuvre gouvernementales qui vont en se réduisant, du fait des mutations technologiques et de l’internationalisation notamment économique qui en résultent. Une superpuissance unique qui prétend de plus en plus imposer des vues, qu’il s’agisse d’agriculture ou de commerce, et vous avez reconnu, bien sûr, les Etats-Unis d’Amérique. Enfin, un nationalisme qui renaît en Europe de l’est, bien sûr, mais j’insiste là-dessus, peut-être aussi à l’intérieur de nos frontières.

Ces nationalismes qui renaissent, je considère qu’ils portent avec eux des spectres, des tensions, voire des guerres que nous devons tout faire pour conjurer.

Nous, Socialistes, considérons qu’à ces trois défis, Maastricht apporte les trois réponses opportunes.

Premièrement, en plaçant le niveau de décision politique là où cette décision peut continuer d’être efficace, pour maîtriser l’économie, pour orienter la technologie et pour mettre l’ensemble des deux au service politique social qui fonde notre raison d’être.

Deuxièmement, en organisant les politiques extérieures communes de nature à permettre à la Communauté européenne de constituer le seul contrepoids possible et imaginable aux Etats-Unis d’Amérique.

Enfin, en instaurant une citoyenneté européenne apportant un plus à la citoyenneté nationale, et montrant de façon exemplaire, notamment à l’Europe centrale et orientale que la préservation de l’identité nationale d’un pays est compatible avec des mises en commun de souveraineté.

Voilà ce à quoi, pour ma part, je souhaite ramener le cœur du débat de fond sur le traité de Maastricht.

Mais je ferai une troisième remarque, par rapport à la stratégie et au débat qui nous attend. Le traité de Maastricht, je tiens à le dire, est pour moi un tout, un tout indissociable. J’entends se lever ici ou là quelques bons apôtres tentateurs pour nous dire : on pourrait de Maastricht prendre ceci, laisser cela, accepter tel chapitre, oublier tel paragraphe, avec l’objectif plus ou moins avoué, bien sûr, d’émasculer le traité lui-même.

Chers camarades, ayons bien conscience d’une chose, c’est que ce traité est un

Fondation Jean Jaurès

tout, qu'il résulte de mois et de mois de discussions entre douze pays, il résulte d'un échange subtil de compromis et de concessions réciproques, et si nous commencions à toucher ici ou là à ce qui nous gêne, d'autres dans d'autres pays, voire chez nous, ne manqueraient pas de faire de même et, à l'arrivée, comme d'un tricot qui se démaille, il ne resterait plus rien, je ne crois pas que cela soit souhaitable pour la France.
Pour terminer, je voudrais dire quelques mots du calendrier et des devoirs qui doivent être les nôtres dans les semaines qui viennent.
Le calendrier, d'abord.
Il est aujourd'hui à peu près clair. Fin avril, le projet constitutionnel qu'il est nécessaire de préparer devrait être présenté au Conseil des ministres et à partir de là, le débat s'ouvrira devant l'Assemblée Nationale et devant le Sénat. Il y aura autant que de besoin les navettes que vous connaissez pour arriver à l'approbation en termes identiques qui est requise par la Constitution. Cela nous prendra un bon mois, peut-être jusqu'à six semaines.
Alors, chers camarades, viendra ce moment tant attendu à propos duquel l'opposition et les journalistes ne cessent ne nous interroger : Congrès ou referendum ?
Chers camarades, le Président de la République nous en dira peut-être plus demain soir, mais j'aurais tendance à parier que non, car la véritable réponse à cette question, Congrès ou referendum, il me semble qu'elle dépend moins de nous que de l'opposition.
Si l'opposition - je parle bien sûr de l'opposition républicaine - se montre capable de débattre sérieusement, sans polémique inutile véritable, les véritables enjeux de Maastricht, alors, je crois, pour ma part, que tous les chemins sont possibles.
Si, au contraire, le débat doit se révéler déplacé, déplacé sur de faux problèmes ou sur des enjeux de politique intérieure, eh bien... eh bien... je crois que vous me comprenez, mais permettez-moi de faire quand même une remarque supplémentaire avec un peu de chagrin. J'ai tendance à constater qu'aujourd'hui, ceux qui, dans l'opposition - je dis bien dans l'opposition - réclament le plus, avec le plus de force, un referendum, eh bien, ceux-là ne me paraissent pas être justement ceux qui s'intéressent le plus à Maastricht, mais je ne veux pas être inutilement médisant.
Voilà donc pour le calendrier.
Quant à nos devoirs, ils sont simples également. Tout d'abord, nous devons expliquer, expliquer à nos militants, expliquer ensuite à l'opinion la plus large, expliquer en quoi Maastricht est indispensable à notre pays. Nous en avons parlé au mois de février. Vous avez trouvé dans le dossier que vous avez reçu aujourd'hui à l'entrée du Comité directeur un certain nombre d'éléments et d'interventions sur le sujet.
Vous recevrez dans quinze jours ou trois semaines maintenant un ensemble de riches argumentaires.
Nous devons être capables d'expliquer aussi pourquoi le traité de Maastricht constitue à nos yeux la meilleure réponse aux problèmes qui préoccupent à juste

Fondation Jean-Jaurès

titre les Français et, pour commencer, au premier de ces problèmes de la vie quotidienne, je veux parler du chômage.
Chers camarades, je ne connais, pour ma part, aujourd'hui, qu'une voie et une seule susceptible de faire reculer le chômage dans notre pays de façon visible et efficace, c'est une meilleure coordination des politiques économiques au sein de la Communauté européenne. Cette meilleure coordination est prévue par le traité de Maastricht et je défie qui que ce soit dans cette salle de prouver que ce traité pourrait avoir quoique ce soit de négatif sur l'emploi.
Deuxième devoir. Je crois que nous devrons apporter avec la solennité nécessaire notre appui au processus technologique que je viens de décrire, et je crois, comme l'évoquait ce matin Laurent Fabius, que la tenue d'une journée commune de notre Comité directeur et de notre groupe parlementaire pourrait nous fournir l'occasion de cette solennité, de cet engagement de ce que nous représentons.
Enfin, et je dirai mais est-ce bien nécessaire, j'espère que non, enfin, bien sûr, le respect de nos règles de fonctionnement à terme. C'est évidemment un devoir pour chacune et chacun d'entre nous, mais je pense que nous saurons tout à l'heure, en particulier après l'intention de Jean-Pierre Chevènement, si ce devoir est bien considéré comme tel partout et par chacun.
Chers camarades, pour conclure, je vous invite à une réflexion.
Songeons à ce que serait le devenir de notre pays si, par malheur, ce n'est pas le mot, je ne dirai pas par hasard, ce n'est pas non plus le mot, mais simplement si le traité de Maastricht ne devait pas être ratifié. Que deviendrait la France sans l'Europe ?
Notre pays; le chef de l'Etat, notre Parti ont été en première ligne pour l'élaboration du traité de Maastricht, notre Parti, le chef de l'Etat, la France doivent être et seront en première ligne pour sa ratification; car sans aucun doute, Maastricht représente un plus pour la France
(Applaudissements)

Le président - Merci, Gérard Fuchs.
J'ouvre le débat général.
Gérard Delfau, ensuite Planchou.

Gérard Delfau

Chers camarades, nous venons de vivre une défaite sévère et, pourtant, je crois que le sentiment prévaut que beaucoup reste encore possible, en raison notamment de la faible capacité d'attraction du camp conservateur.
Pour amorcer cette reconquête, il y avait, bien sûr, un préalable : assurer d'emblée la crédibilité du nouveau gouvernement. C'est ce qu'a réussi mardi Pierre Bérégovoy. Je crois que l'on peut, au retour de ce week-end dans nos départements, mesurer à quel point sa sagesse, sa lucidité, sa détermination, sa capacité à trouver le langage qui parle au peuple et au cœur, son autorité naturelle nous ont permis de passer ce cap dont je redis que c'était un préalable.
A présent, reste à réussir l'objet de la réunion d'aujourd'hui et j'avoue que,

depuis ce matin, n'étaient les moments forts du discours du Premier Ministre et du Premier secrétaire, parfois je m'interroge. Je sens dans notre assemblée planer une forme de fatalisme et peut-être pire encore. Je me demande parfois s'il n'y a pas, ici et là, de l'indifférence ? Or, restaurer la confiance du Parti dans ses propres forces, retendre les liens du Parti avec le gouvernement, redonner, grâce au débat sur le programme, un contenu au Parti de la réforme, c'est très exactement l'enjeu des jours qui viennent et, de même que le passage du Premier Ministre devant le Parlement était le moment crucial, il n'y a pas de chance que nous amorcions la reconquête s'il nous ne sommes pas capables, dans les jours qui viennent, de donner à nos militants et à l'opinion publique le signe que nous avons compris la leçon et que nous avons dégagé les perspectives.

Je voudrais donc, à partir de là, faire quelques très modestes (et j'insiste sur le mot) propositions et je m'inspirerai, vous me le pardonnerez (ce n'est pas que je sois l'ancien combattant), de quelques leçons du passé, de quelques leçons de notre passé commun.

Je pense d'abord qu'il faut retrouver la capacité de synthèse dont nous avons fait preuve dans les années 1970-1973. Nous étions à ce moment-là confrontés au problème de savoir comment le Socialisme, je dirais traditionnel au bon sens du terme, enraciné dans un mouvement historique, pouvait intégrer sans se renier les mouvements sociaux de mai 1968.

Rappelez-vous, ceux qui ont vécu (et je pense que vous êtes nombreux) cette époque, les antagonismes entre les deux façons d'aborder le Socialisme étaient puissants et nous avons pourtant vécu ces antagonismes comme un facteur d'émulation, comme un enrichissement et, finalement, c'est ce qui a donné à notre Parti Socialiste sa capacité de cristallisation et sa capacité de rayonnement.

Je crois qu'on peut dire avec le recul que ce mouvement encore incertain s'est finalement concrétisé, il a trouvé son signal le plus symbolique avec les assises du Socialisme qui, avec l'arrivée de Michel Rocard et de ses camarades, ont marqué que chaque composante du Socialisme français avait accepté de mettre le meilleur au service de l'idéal commun et c'est à partir de cette période-là que nous avons été en position de gouverner.

Je le dis d'autant plus que je fus un acteur de cette période et que j'ai fait valoir mes points de vue à cette période-là, mais que, dans le même temps, je me suis exprimé aux dites assises pour dire qu'il fallait aller dans ce sens-là.

La deuxième période qui, à mon avis, pourrait nous inspirer, c'est le débat que nous avons connu dans les années 1982-1985, le moment où nous avons réfléchi sur la formule (je crois avoir été le premier à l'annoncer) : faut-il un parti au gouvernement ? Faut-il un parti de gouvernement ? Faut-il un parti du gouvernement ?

Nous avions à cette période, je crois qu'il faut s'en souvenir, une très grande perméabilité entre le gouvernement, nos camarades en situation d'assurer la gestion du pays et le Parti Socialiste. J'en parle aussi parce que j'ai vécu cette époque, comme beaucoup d'entre vous, mais à des postes qui me permettaient de voir comment les choses fonctionnaient.

Fondation Jean Jaurès

Beaucoup de nos camarades novices étaient dans les cabinets ministériels et cela, sans doute, posait problème. Mais aujourd'hui, combien de militants chevronnés encore dans l'entourage de nos camarades ministres ? Je ne dis pas cela pour m'attirer un succès facile... oh ! Ce serait effectivement très facile... je dis cela simplement parce qu'il faut voir que dix ans de gestion, même s'il y eut l'interruption de deux ans, pèse et forcément sclérose, et qu'il ne faut pas s'étonner si nous avons, comme on dit toujours, difficulté à communiquer quand tel projet de loi que nous, parlementaires, devons voter, n'a pas été suffisamment expliqué et qu'il n'a pas emporté l'adhésion du groupe parlementaire. Comment voulez-vous, si nous sommes le premier cercle et que nous ne sommes pas complètement convaincus, que l'opinion publique suive ? Alors, je pense qu'il faut, sur ces deux périodes que je viens d'évoquer, tirer un certain nombre de leçons.

De la fondation du Parti d'Epinay, nous devons retrouver la capacité d'anticipation, la faculté de cristallisation. Après Epinay, c'était l'utopie autogestionnaire, c'était la radicalité. Aujourd'hui, ce sont les thèmes de l'environnement, de l'écologie, de la lutte contre le racisme, de la lutte contre l'extrême droite, de la lutte pour le refus de la marginalisation des jeunes. Eh bien, il faut inventer les lieux de débat, les formes de débat, pour qu'au-delà des formules toutes faites, avant même de parler des alliances, il y ait sur le terrain et au niveau national des convergences qui se créent, des habitudes de travailler ensemble qui se prennent et que, notamment, l'extraordinaire richesse de tout ce que nous faisons en tant qu'élus locaux, en tant que militants associatifs, soit enfin capitalisé.

Je rêve, mes chers camarades, d'un Parti Socialiste dont l'obsession serait de capitaliser, de cristalliser, de prolonger, de porter plus loin le travail de terrain qu'individuellement, les uns et les autres, nous faisons.

De même, sur les rapports entre le Parti et le gouvernement, il faut inventer les instances informelles nécessaires entre les trois pôles : groupe parlementaire, Parti, gouvernement, pour qu'à nouveau l'information circule, pour que les parlementaires puissent faire remonter leurs demandes, et pas seulement leurs demandes d'intervention, ce que pensent les gens, ce qu'ils leur disent, et qu'en même temps ils soient en situation, nous soyons en situation de répercuter l'explication des mesures que nous prenons.

Ce que je demande là n'est pas un niveau de plus dans l'organigramme, cela n'a pas à être fait et indiqué tout de suite à la presse, c'est une pratique, à mon avis, qu'il faut systématiquement instaurer. Je pense aussi que nous pourrions nous inspirer, notamment dans l'élaboration du programme, d'une expérience qui avait été voulue par le Premier secrétaire d'alors, Lionel Jospin, à laquelle j'avais été directement mêlé :"Les acteurs du changement". Nous avions, il faut s'en souvenir, en dix mois mobilisé environ 10 000 personnes, nous étions allés parler avec toutes les couches sociales, nous avions interrogé notamment à Paris, mais dans tout le pays, aussi bien les artistes que les chefs d'entreprise et nous avions tenu, à la Maison de la Chimie (ce n'est pas loin d'ici), des réunions, et ensuite d'ailleurs, le dimanche, avec un ensemble de Premiers ministres ou de

Premiers secrétaires des Partis Socialistes sociaux-démocrates de l'Europe, nous avions effectivement, à partir de ce travail de terrain de six mois, créé un échange, un mouvement, et nous avions donné au pays le sentiment que le Parti Socialiste était capable d'écouter et de répercuter les attentes de l'électorat, ce qui me conduit d'ailleurs à parler de l'élaboration du programme.
J'adjure la direction du Parti Socialiste et je m'adjure moi-même, puisque j'en fais partie en tant que membre du Comité directeur (mouvements), je suis heureux de voir que les propositions que je fais, non seulement intéressent, mais sont prises en compte avec autant d'enthousiasme. Donc, je vous adjure, pour revenir à mon propos, de ne pas nous contenter de la procédure dont nous nous sommes servis pour le projet Socialiste, ce n'est pas Michel Charzat qui est en cause, il a fait presque tout seul un travail admirable, mais puisque, aujourd'hui, nous sommes là pour dire les choses, reconnaissons qu'en règle générale ce projet n'a pas été l'affaire des militants et encore moins de l'opinion publique.
Donc, il faut que nous trouvions les moyens d'associer effectivement notre base militante et, de ce point de vue, je reprends à mon compte une idée dont j'ai entendu parler ces jours ci, l'idée d'inviter à Paris l'ensemble des secrétaires de sections au débat de la discussion sur le projet et avant que le programme ne vienne devant le Comité directeur qui devra trancher, afin que nous sortions de notre face à face et qu'on ne parle pas seulement entre gens qui sont des professionnels de la politique, mais que nous nous mettions au travail et en mesure d'écouter la base du Parti Socialiste.
Pour conclure, je voudrais dire que tout ce que je viens d'indiquer, pourrait, me semble-t-il, répondre à deux questions.
La première c'est : est-ce que nous avons les moyens de faire un programme ?
Je sais que beaucoup de camarades ici même répondent "c'est difficile ou c'est impossible parce que faire un programme, alors que déjà depuis dix ans, presque sans interruption, nous gérons le pays..." eh bien, je dis que si nous étions capables d'aller chercher ce que nous avons fait de mieux dans chaque secteur, ici les ZEP, là le travail sur la ville, là le chantier sur l'espace rural, là la maîtrise des dépenses de santé, évidemment, je pourrais allonger la liste,... donc si nous pouvions mettre en relation toutes ces expériences, toutes ces innovations, tous ces espoirs, si nous pouvions donner un sens à l'ensemble de ces pistes que nous avons, et des choses que nous avons réalisées, je pense que se dégageraient les lignes déjà d'un programme qui en plus répondrait à l'attente des Français.
Il y a une deuxième question à laquelle je veux répondre d'un mot, même si la réponse est très difficile mais éclairée, tel que je viens de le faire, c'est le problème du Congrès.
Je crois qu'il est logique de faire un Congrès puisque c'est le Congrès ordinaire, puisqu'il vient à sa date, mais chacun bien sûr a conscience que si l'on faisait un Congrès sur des enjeux internes, nous irions à l'échec.
En revanche, tout ce que je vais essayer de dire, c'est-à-dire faire remonter le meilleur de ce que nous faisons, c'est de trouver les moyens de nous adresser à l'opinion publique... tout ce que je viens de dire esquisse une sorte de mode d'emploi du Congrès. Un Congrès qui ne serait pas fait pour nous, qui ne serait

pas fait pour rien, mais qui serait fait pour la France, et pour le Socialisme.
(Applaudissements)

Le président - Merci. La parole est à Jean-Paul Planchou puis à Daniel Vaillant.

Jean-Paul Planchou

Chers amis, des rapports argumentés, consistants, ont été présentés, nous ont été présentés ce matin par plusieurs Secrétaires nationaux.
Je n'y reviendrai pas très longuement dès lors que j'en partage les lignes d'orientation puisqu'ils ont été cohérents entre eux, ce qu'il vaut mieux. Si ce n'est pour dire tout de même, sans être comme d'autres, dans cette salle, un politologue distingué, averti... mon propos n'est là que pour prolonger une idée qui a été appréhendée par notre camarade Gérard Le Gall...
C'est que moi aussi je lis, et c'est pour venir renforcer un propos du Premier secrétaire... je lis moi aussi les courbes d'influence de notoriété, du poids à la fois du pouvoir et de notre Parti, qui font qu'il y a eu effectivement un décrochage après le Congrès de Rennes... qu'il y en a eu un également à la fin du printemps 1991... mais qu'il n'a pas échappé à votre sagacité que le premier décrochage est bien intervenu dès octobre 1988.
Effectivement, aux municipales de 1989, il y a eu un premier et substantiel déficit électoral, alors que le pouvoir n'avait pas pu, n'avait pas eu le temps matériel, d'engager de très grands travaux. Il y a bien eu ce décrochage, ce qui montre, mes chers camarades, que la nécessité d'un contrat politique clair et net, avec le pays, est absolument impératif pour l'avenir. C'est la leçon en tout cas personnellement que j'en tire.
Laurent Fabius nous a posé plusieurs questions. Dans son propos de ce matin, il l'a fait avec sincérité, avec distance par rapport à l'événement et je l'en remercie.
Je constate que nous aurons l'occasion d'évoquer dans une réunion commune du groupe et du Comité directeur, les accords de Maastricht, et la perspective européenne. Je crois que c'est une très bonne idée. Il faut la saluer.
Je crois que les Socialistes, par rapport à ces accords et perspectives, se doivent d'avoir leur propre expression, leur pensée propre au-delà du soutien à fournir, ou en tout cas du débat qu'il y aura autour du soutien à fournir...
Ultérieurement, si j'ai bien compris, nous aurons aussi un débat sur les institutions. J'espère, et je souhaite, pour ma part, qu'il soit vaste et qu'il soit complet.
Pourquoi ?
Parce qu'il ne servirait à rien, mes chers amis, de parler, d'évoquer la rénovation du Parti, s'il ne devait pas y avoir, pour les temps à venir, une réforme ambitieuse des institutions, un aménagement courageux de ces institutions dans le sens d'un rehaussement des prérogatives et de la vie parlementaire dans la mesure où les élus ne sont que le bras séculier de notre Parti.
Car il s'agit, mes chers camarades, de recréer un terrain et même des terrains de débats, de confrontations, et par là même des terrains de tensions, bien normales,

Fondation Jean Jaurès

dans notre démocratie,... des terrains de débats qui portent à conséquence.
Et si on en est là, mes chers camarades, dans la situation où nous sommes, et aussi - je dis aussi - à cause de la 5ème République, dans sa terrible logique d'efficacité du pouvoir.
Aujourd'hui, peut-être en surprendrais-je certains dans cette salle, moi ma conviction, c'est que les idées de la recomposition, elles sont à peu près toutes dans l'air même si elles sont parfois évoquées contradictoirement.
Ce qui n'est pas maîtrisé, c'est justement cette connexion entre ces idées, et puis la pratique, et puis les structures... les praticiens qui ont à conjuguer, qui ont à mettre en œuvre ces idées. Pour ce faire, il faut qu'il y ait des débats, il faut qu'il y ait des terrains de débats. Ces institutions, reconnaissons-le, nous l'avons dit d'ailleurs dans le passé, ne peuvent pas prendre en compte suffisamment du fait de leur verticalité, les contradictions de la vie.
Il faudra que nous, Socialistes, dans ce débat, nous soyons aussi exigeants pour en faire l'une des grandes œuvres, de cette législature, et de ce septennat.
L'essentiel du propos de Laurent Fabius a porté, et c'est bien logique et normal, vu les circonstances, sur le devenir de notre Parti.
Je sais gré - et je le répète - à notre Premier secrétaire de se tourner résolument vers l'avenir et d'exprimer une volonté profonde de pacification et de rassemblement. A l'évidence, avant de se poser la question du comment, il est utile préalablement de se poser la question du pourquoi.
Nous espérons et nous ambitionnons toujours d'être le Parti de la réforme, de changer concrètement la vie dans le cadre de l'économie de marché, et je crois avec lui que le Socialisme n'est pas à l'ordre du jour, c'est-à-dire que ça n'est pas la transformation radicale en tout cas des structures de production qui est au cœur du débat politique..... et qu'à l'échelle de notre société, ce n'est pas le mode de production qui est centralement posé... même si, à d'autres égards, c'est une des questions centrales du débat à l'échelle planétaire... paradoxe ou nouvelle contradiction ? Il s'agit bien de l'aménagement de la vie sociale, des rapports sociaux, brefs de la démocratie pour renforcer le cadre de vie et je crois avec lui, en ce sens, qu'il faut re-calibrer, remettre en avant les repères identitaires.
Il en a cité quelques-uns sur le rôle et la place de l'Etat sur les services publics, sur les politiques de scolarité, de justice, sur l'environnement mais comme mode de produit, comme mode de consommé, et non pas comme vénération de la nature...
L'Europe démocratique, notre société est en chantier. Elle est en chamboulement profond, beaucoup plus ouverte... dont de nombreux émergent par rapport à des logiques jusqu'à maintenant dominantes de verticalité. Bref, dans notre Parti, on doit en tenir compte.
Il faut organiser autrement notre vie interne dans notre diversité, et les propositions faites par notre Premier secrétaire, sont, de ce point de vue, tout à fait judicieuses, et comme sous l'égide de Daniel Vaillant, il y aura, si j'ai bien entendu, une Commission des réformes statutaires pour achever les travaux entamés, nous aurons l'occasion d'y faire des propositions.

Fondation Jean Jaurès

Je suis d'accord avec Laurent Fabius qu'il faut un moment de rassemblement avant les prochaines échéances, un moment au cours duquel un contrat, une stratégie et les conditions d'une rénovation, comme il l'a dit, seront adoptés après un débat sans interdire toute ouverture, et en pleine utilité.
Je m'interroge aussi personnellement sur l'opportunité, je lui sais gré d'en avoir parlé avec franchise, de s'orienter vu les circonstances actuelles, au lendemain de la formation de ce gouvernement, vers un Congrès ordinaire. Pour qu'un Congrès ordinaire soit profitable à quelques mois d'une échéance décisive, il doit en effet marquer un rassemblement. Je ne parle pas d'un unanimisme de façade. Il faut que ce soit un rassemblement large, profond, argumenté. Alors ou bien cette volonté existe au préalable, est arrêtée, au préalable, et je pose la question "comment le faire " ?... Ou alors elle ne l'est pas, et dans ces conditions, si les conditions de pouvoirs sont dans le même temps, posées, ne craint-on pas qu'elles puissent éventuellement polluer la discussion de fond ?
Or la capacité de la direction n'est en rien contestée. Pourquoi le serait-elle d'ailleurs ?
Pourquoi y aurait-il urgence à régler d'emblée une question à mes yeux qui n'est pas forcément posée ?... Et si la volonté, sur le fond, de rassemblement est affirmée, pourquoi je le répète, risquer un éventuel dérapage qui dans les circonstances présentes et à venir seraient extrêmement dommageable?
Je crois que nos adhérents, nos militants, nous seraient gré de n'évoquer que les sujets de fond qui obligatoirement doivent les intéresser, comme ils doivent nous intéresser, c'est-à-dire la confection du contrat, la définition effectivement de la stratégie, l'appréhension de la rénovation interne de notre Parti, sans que ces questions de pouvoirs ou ces questions éventuelles de pouvoirs puissent détourner, polluer cette discussion.
Je crois, chers camarades, et ce sera ma conclusion, qu'à chaque période suffit sa peine.
(Applaudissements)

Le président - Daniel Vaillant et ensuite Jean-Pierre Chevènement.

Daniel Vaillant

Chers camarades, je ne reviendrai pas longuement sur les élections. Les rapports de Jean-Claude Petitdemange et de Gérard Le Gall suffisent.
Force est de constater que ce fut un échec aux régionales, aggravé au deuxième tour des cantonales, avec la perte des départements que vous connaissez : Dordogne, Puy de Dôme, Drôme, sans parler de la Haute Corse, pour les Radicaux de Gauche, C'est l'échec des Socialistes au pouvoir : Présidents, gouvernement, Parti, également partagés en son sein.
Le Président en a tiré une conclusion. Il a changé le gouvernement sans que je commente ici la composition de celui-ci et les critères mis en avant, puisque l'heure est au rassemblement.
Le gouvernement formé autour de Pierre Bérégovoy est au travail, soutenons-le, travaillons avec lui, notamment dans le cadre de la session parlementaire

difficile. Réciproquement, demandons-lui d'écouter et il nous l'a dit ce matin, le Parti, les parlementaires, et souhaitons que les priorités définies par Pierre Bérégovoy se traduisent très vite sur le terrain et dans l'opinion.
Les Français n'attendent plus des discours, et ils attendent tout simplement moins de paroles, plus d'actes. Le moins nous parlerons, le plus nous agirons, le mieux cela vaudra.
Le Parti doit aussi tirer ses propres conclusions et pallier à ses insuffisances. Certes, les électeurs ont moins sanctionné le Parti en tant que tel que notre pratique des pouvoirs locaux ou gouvernementaux. On voit bien par ailleurs que le Congrès réussi de l'Arche n'a pas modifié la donne, que les changements qui ont suivi n'ont pas non plus traduit un changement dans l'opinion publique. Il nous faut donc aller plus loin, car nous avons souffert de plusieurs choses, d'une addition de phénomènes.
L'usure dont souffrent tous les pouvoirs, même si cela semble moins vrai pour les conservateurs de Grande-Bretagne que pour les pouvoirs de gauche, le décalage entre la politique nationale et la perception sur le terrain, la décentralisation qui a aussi entraîné des trains de vie politique eux aussi sanctionnés, les affaires avec des conséquences désastreuses, une certaine cacophonie compte tenu des prises de position des uns et des autres, par rapport à la lutte contre le Front National et une absence de stratégie claire depuis 1988, même si sur le papier et notamment dans toutes les motions de Rennes nous étions d'accord, mais la pratique...
Le concept de majorité présidentielle, important sous la 5ème République, doit s'opérer autour du Parti majoritaire. Celui-ci n'a pas été associé, un contrat clair n'a pas été passé, le Parti Socialiste n'est plus en situation de rassembler, nous sommes dans une forme d'impasse stratégique.
Sans doute aussi le déficit électoral dont parlait Gérard Le Gall tout à l'heure c'est aussi une certaine perception d'un déficit social, en partie faux. Tel est en tout cas le sentiment des gens.
Le niveau de vie s'est élevé depuis dix ans, mais cette croissance a été absorbée par la consommation accrue des ménages : télévision, appareils électroménagers, EDF, téléphone, vacances, sans que les gens ne s'en rendent compte eux-mêmes. L'inflation était pour eux synonyme de progrès, il nous faut encore s'expliquer sur la monnaie de singe comme disait Michel Rocard.
Que nous faut-il faire ? J'ai envie de dire : un plan d'actions efficace, concret, en direction de l'extérieur. Nous avons un projet, qui a été arrêté dans le cadre du Congrès extraordinaire de l'Arche, puisque la proposition de Pierre Mauroy d'en faire un Congrès ordinaire avait été à l'époque refusée pour que le Congrès ordinaire n'ait lieu qu'en juin 1993, après les législatives.
Il nous faut maintenant un programme, et ceci assez rapidement, concret, pas catalogue, qui raffermisse les valeurs de la Gauche par rapport à celles de la Droite, ambitieux mais réaliste, discuté à la base, amendé, voté par les militants comme cela s'est fait dans les années précédentes, à travers une Convention nationale, sans enjeux de pouvoir, sans démagogie des courants et proposé ensuite aux partenaires potentiels, un contrat de législature afin d'essayer de

Fondation Jean Jaurès

pouvoir à nouveau rassembler autour du Parti Socialiste comme dans les années 80. Il nous faut soutenir le gouvernement, onze mois c'est court, ne pas gêner celui-ci par des positionnements à usage interne, pour cela ratifier Maastricht, ce ne sera pas si simple, deux sessions parlementaires, sans majorité sûre, et puis des réformes institutionnelles qu'il nous faudra soutenir et accompagner. Réussir les sénatoriales, en tout cas ceux qui sont concernés en sont convaincus. Désigner nos candidats et dans un tiers des départements mener une forme de campagne. Cela dépend aussi du mode de scrutin. S'engager aux côtés du Président de la République pour réussir les réformes institutionnelles dont je parlais à l'instant, en s'engageant sur le terrain, les militants mais aussi les élus. Les parlementaires seront par ailleurs engagés à l'automne dans le débat budgétaire. Préparer les élections législatives en désignant assez vite nos candidats pour faire face au dispositif offensif de la Droite qui ne va pas perdre de temps. Il faudra par ailleurs se poser la question des négociations, de la traduction électorale, de notre éventuelle stratégie, après la phase du programme les contrats de législature. De quelle manière y revenir, et selon quelle modalité, sinon nous serons toujours dans l'impasse stratégique ?

Septièmement, un parti en ordre de marche, nous avons un nouveau Premier secrétaire, élu par nous tous, ou quasiment nous tous, qui bénéficie d'une large synthèse à la direction, celle-ci doit-elle être réaménagée pour être plus efficace ? Toute suggestion peut être examinée, à partir du moment où elle repose sur un esprit de rassemblement. La direction doit être autour du Premier secrétaire collégiale, solidaire, et plus s'extérioriser en direction de l'opinion.

Pourquoi pas l'organisation de tournées dans les fédérations afin d'organiser des rencontres ouvertes autour des Premiers secrétaires fédéraux dont on aurait intérêt à renforcer l'autorité pour éviter le déséquilibre naissant entre les élus et les responsables du Parti.

(Applaudissements)

Améliorer les relations entre les directions fédérales-Direction nationale, et nous avons des suggestions techniques à faire, système Numéris mais cela coût de l'argent, il faudra dégager des priorités, mais je crois que cela serait utile afin d'améliorer nos relations. Le Parti doit sans doute aussi faire plus de place dans l'immédiat à l'intervention des secrétaires nationaux, même si les médias préfèrent l'intervention des ministres, mais les soirées électorales ne sont pas des modèles pour un Parti Socialiste moderne.

Un besoin d'autonomie du Parti à côté du gouvernement, en soutien au gouvernement, mais qui doit pouvoir se réaffirmer dans l'opinion publique.

Le rassemblement des Socialistes est nécessaire, comme il aurait dû l'être hier. Il n'est jamais trop tard pour mieux faire. Alors faisons-le sans attendre, dans la pratique, mais pas de double discours, et pas de pratique à géométrie variable. Ne pas invoquer les courants pour placer les siens, et dénoncer les courants pour en écarter d'autres !

(Applaudissements)

Le débat interne maîtrisé, codifié, n'est pas dangereux, les courants d'idées, de réflexion, dont l'ambition est d'apporter au Parti et non pas de soustraire, sont

utiles au Parti.
François Mitterrand et Lionel Jospin en ont fait bon usage. La dérive est le fruit amer de l'excessive personnalisation des courants, de l'obnubilante élection présidentielle qui fait quelquefois rêver mais en même temps, "cauchemarder" les militants.
Le renforcement du Parti, huitième point, tout le monde dit oui, le contenu peu en parlent concrètement. Alors parlons-en un peu comme nous avons essayé de le faire dès l'année dernière où nous aurions pu aboutir, à l'Arche, ou en tout cas démarrer un processus. Laurent Fabius m'a proposé ce matin de présider une Commission pour aller un peu plus loin. J'y suis prêt avec tous et je crois que la première priorité sur la rénovation - je n'aime pas tellement ce terme - sur le renouveau, sur le ressourcement du Parti doit être fondé sur la démocratie. C'est dire une plus forte et plus grande participation des militants à l'élaboration des projets politiques à la prise de décision, à la désignation des responsables à tous les niveaux, et des candidats aux élections. Pour en finir, avec les cooptations, seule l'élection accorde la légitimité démocratique.
II y a 15 ans, un petit groupe proposait une liste de candidats. Aujourd'hui, le petit groupe désigne et les militants sont mis en demeure d'approuver. Tous les responsables du Parti, à tous les niveaux, doivent être élus par un vote et c'est les nouveaux statuts de Rennes adoptés à l'unanimité, je le répète, à bulletin secret.
En finir avec les courants, quand ils sont devenus autre chose que les courants de pensée, le respect et le renouveau de la démocratie dans le Parti exigent le respect du droit d'expression et d'initiative, notamment pour les Congrès, le droit de soumettre un texte au débat, au vote, doit être garanti. On choisit les hommes et les femmes, parce qu'ils sont porteurs d'idées. Le choix des hommes et le choix des projets sont indissociables mais ce n'est pas le seul critère de choix. Il faut aussi prendre en compte la répartition géographique socioprofessionnelle, sexe, âge, vous connaissez tous ces critères dans vos départements.
La réforme des statuts : il faut aligner le critère de courant de pensée et le respect du vote démocratique. C'est donc une forme de priorité supplémentaire pour le renouveau ou le renforcement. Encore une fois, à Rennes, nous avions déjà réformé les statuts à l'unanimité. Commencez par respecter ce qui existe, sinon c'est affaiblir notre démarche. Nous avions travaillé dans la Commission que présidait Yannick Bodin et au Congrès de l'Arche, deux options étaient en présence, qu'il était possible de rapprocher, l'une était un Comité directeur maintenu à la proportionnelle, l'autre un Conseil national, à dominante majoritaire et nous faisions une proposition qui balayait un peu tout le champ statutaire : un Congrès tous les trois ans, parce que 6 mois de préparation, 6 mois de mise en application, on a peu le temps de se tourner vers l'extérieur.
Un Comité directeur qui devienne le Parlement du Parti, disions-nous, au Conseil national, qui respecte la proportionnelle des courants d'idées, mais qui prenne mieux en compte la répartition des géographies et le vote des militants à travers deux collèges : 2/3 du Parlement étant représenté par les délégués des

sections qui voteraient sur des gens, les représentants au Conseil national, 1/3 par les délégués, des fédérations sachant que ce 1/3 là viserait à corriger les éventuelles disproportions nées de l'addition des proportionnelles vécues au niveau départemental, donc une sorte de correctif pour approcher la vraie proportionnelle politique.
Faire en sorte que les Premiers secrétaires fédéraux - et on peut trouver des modalités - soient membres de droit du Comité directeur et plus seulement invités.
La désignation des candidats : il faut s'interroger, les élections européennes c'est sans doute le plus difficile. Faut-il régionaliser ?
Ce n'est pas simple, j'en parlais avec le Premier secrétaire hier, il nous faut réfléchir, avancer, parce que je crois que la définition des critères doit être l'axe central de la manière de désigner nos candidats aux européennes.
Les sénatoriales : il faudra revoir les choses en fonction du système électoral, mais j'imagine que toutes ces questions paraissent un peu compliquées, dépassées à l'heure de réformer nos statuts.
Les régionales, chers camarades, je ne vois que deux options, en fonction du mode de scrutin, ou l'ère départementale, ou l'ère régionale, je pense que la méthode des municipales est peut-être à retenir, désigner démocratiquement par le vote des militants et tête de liste, soit au niveau département, si c'est l'ère départementale, soit au niveau régional si c'est l'ère régionale, et une Commission fédérale ou régionale pour élaborer démocratiquement une liste à soumettre au vote des militants plutôt que ce que nous avons fait dans la récente période.
Quant aux cantonales, c'est soit le statu quo, si le mode de scrutin est maintenu, soit s'adapter en fonction du mode de scrutin, mais là nous sommes un peu en difficulté pour travailler au sein du Parti, tant qu'on n'a pas le résultat des délibérations proposées par Pierre Bérégovoy avant le 15 octobre à la Commission des sages.
La Direction nationale doit de toute façon respecter les règles, et ne pas donner l'impression de confisquer le choix des militants. Qu'une Convention nationale décide, le Bureau exécutif n'a pas à le défaire.
Se posent aussi le problème du cumul des mandats, il nous faudra y travailler, c'est aussi le problème des cotisations, le problème de la place des femmes, le problème du rôle du MJS, et de sa définition. Les militants : je crois qu'il faut les respecter, les faire décider, leur redonner le goût du militantisme par le débat, la désignation, l'ambition collective et l'égalité des droits. Et pour les sympathisants, il me semble nécessaire de définir une règle afin de leur proposer une forme de partenariat, chacun étant à sa place, sans égalité de droits ni de devoirs.
Parti de masse ? Sempiternel problème, incantatoire débat. Il nous faut reprendre cette question, mais la situation historique de la France ne nous permet pas, je crois, aujourd'hui de définir la notion de parti de masse pour le Parti Socialiste.
Chers camarades, le PS, c'est une aventure historique et collective, en tous cas pour un certain nombre d'entre nous, fondée sur notre vision de la société à

Fondation Jean Jaurès

construire, et je pense que le projet élaboré à l'Arche doit être d'une certaine manière notre livre de chevet.
Lors des élections, cette aventure collective est incarnée par les candidats. S'agissant de l'élection présidentielle, un candidat désigné selon nos règles.
Pour réussir, le Socialisme doit être porté par le Parti Socialiste. Parfaire l'outil, oui, car il est perfectible, il faut le moderniser, le dépoussiérer de ses archaïsmes, mais garder le cap, un parti de militants, sinon ce serait renoncer à l'avenir de nos idées.
Je pense qu'il faut reprendre ce travail de réforme pour que nous soyons en état de le proposer, unanimement si possible, en direction du prochain Congrès ordinaire, quelle qu'en soit la date. Le Parti a sans doute beaucoup d'autres choses à faire dans la période, en plus de ce que j'ai dit. Au niveau des sections, des fédérations et du national, il y a des gens en charge pour impulser, traduire, agir : laissons-les impulser, traduire, agir.
Les huit points du plan d'action que j'évoquais tout à l'heure sont-ils suffisants ? Faut-il d'urgence un Congrès ordinaire du Parti ? Le Premier secrétaire y pense, nous l'avons lu, il nous en a parlé en privé, il nous l'a dit ce matin publiquement. Posons-nous objectivement la question et apportons la meilleure réponse sans arrière-pensée. L'opinion attend-elle cela de nous ? Je n'en suis pas sûr. Les militants en font-ils une priorité ? Je ne le crois pas. Un calendrier a été arrêté quand Pierre Mauroy était Premier secrétaire, et a la demande de Laurent Fabius : Congrès extraordinaire pour le projet à l'Arche, Congrès ordinaire en juin 1993. Décidons-nous en fonction de l'intérêt général du Parti et du gouvernement.
Bien sûr, tout le monde dira ici naturellement que le débat est utile, la clarification nécessaire. Pensez aux militants : leur adversaire, c'est la Droite. Si un Congrès est décidé, il n'y a finalement que deux hypothèses, dans la mesure où le problème des statuts doit être mis à part, puisque comme vous le savez, le débat sur les statuts ne prête pas à comptages, ou en tous cas ces comptages ne se traduisent pas par un rapport de forces dans le Parti, et ne sont, qui plus est, applicables qu'au Congrès suivant.
Je pense qu'il y a une chance pour travailler sur les statuts, mais qu'on a le temps devant nous.
La première des hypothèses, c'est un Congrès ouvert, chacun étant libre avec des contributions, le Comité directeur de synthèse, des motions, puis un Congrès, avec synthèse générale, partielle, ou pas synthèse. Je pense que c'est l'hypothèse la plus probable, cette première hypothèse, et cela ne va pas sans risque pour nous et pour le gouvernement.
Quatre mois au moins sont nécessaires, auxquels il faut ajouter le mois de juillet et le mois d'août, soyons raisonnables. Je sais bien que le RPR une fois avait organisé cela sur les plages, mais ce n'est pas notre style. Quatre mois de débat interne pour convaincre ses propres camarades au lieu de convaincre les électeurs, même si électoralement les débats internes pèsent relativement peu.
Deuxième hypothèse, moins probable à mon sens, un Congrès bouclé dès maintenant, sans enjeu, entraînant sans doute une moins faible mobilisation,

passant nécessairement un peu par dessus la tête des militants, puisque résultant d'un accord inter-courants dès la première phase.
Bref, vous aurez compris que nous sommes plus que réservés sur cette proposition et que vraisemblablement nous voterions contre dans le cadre du Comité directeur, pas par principe ni par crainte, mais par réalisme au vu du calendrier, des échéances et de notre situation précaire. N'attendons pas une hypothétique synthèse au Congrès, à l'automne, pour nous rassembler autour du Premier secrétaire, faisons-le tout de suite, nous y sommes prêts.
(Applaudissements)

Le président - Merci à Daniel Vaillant. Jean-Pierre Chevènement, ensuite Alain Richard.

Jean-Pierre Chevènement

"Nous sommes des fonctionnaires, vous nous avez oubliés. Nous sommes des ouvriers, vous nous avez négligés. Nous ne voyons plus la différence entre la Gauche et la Droite, nous voulons sanctionner l'oubli de vos engagements !"
Ce diagnostic impitoyable a été posé ce matin par notre Premier Secrétaire. Il explique que nous ayons perdu entre la moitié et le tiers de nos voix depuis 1986 1988.
"Après ce grand coup sur la tête - je le cite - nous devons encore essayer de réfléchir."
C'est mal parti ! Mais naturellement j'accorderai les circonstances atténuantes à ceux qui ont pris un coup si violent. Il vaut mieux prendre le temps de la réflexion, et si vous voulez bien, chers camarades, je situerai mon propos à deux horizons : à long terme, puis à plus court terme, disons onze mois.
A long terme, voulons-nous prolonger une politique qui nous a conduits là où nous sommes ? Telle et la question qui est implicitement posée à travers la ratification des accords de Maastricht. J'ai entendu tout à l'heure Gérard Fuchs en faire une apologie sans nuance. J'aurais compris que Gérard Fuchs nous expliquât que dans le rapport de forces qui prévaut aujourd'hui en Europe, il n'était pas possible de mieux faire.
J'aurais compris qu'il plaidât les circonstances atténuantes. Mais non, la présentation qui nous en a été faite est une présentation totalement surréaliste !
Qu'est-ce que Maastricht ?
Il faut lire les accords de Maastricht, ce n'est pas à la portée du premier venu. D'abord il faut beaucoup d'attention, beaucoup de courage, il faut avoir aussi à côté de soi la référence de tous les traités antérieurs pour comprendre le système des renvois aux différents articles, et puis il faut s'accrocher !
Au cœur des accords de Maastricht, il y a l'union économique et monétaire. C'est la seule Partie qui comporte des objectifs, des dates, qui pose des critères. Tout le reste, je dirai, est réédité à l'optatif et se perd dans une certaine confusion, propre d'ailleurs non pas à l'esprit français, mais aux textes qui nous viennent en général de Bruxelles.
Il n'y a pas eu de débat jusqu'à présent sur les accords de Maastricht... Celui qui

Fondation Jean-Jaurès

a eu lieu au Parlement - j'y étais - quelques jours avant la signature des accords de Maastricht a eu lieu devant une vingtaine de députés. Aucun d'entre vous ne s'était vu communiquer le texte sur lequel travaillaient les délégations, et si je l'avais, c'est parce que je me l'étais procuré presque par effraction auprès de gens que je connais à la Commission.

Le débat n'a pas eu lieu, et il doit avoir lieu car on ne peut pas engager un pays sur des enjeux aussi fondamentaux que la dévolution du pouvoir monétaire, du privilège de battre la monnaie, qui est au cœur même de la souveraineté, sans que le peuple soit consulté. Je dirai même qu'à mes yeux, on ne peut pas modifier sur un point aussi essentiel la Constitution dans une autre forme que celle par laquelle la Constitution a été adoptée, c'est-à-dire par la voie du referendum. Je parle là non pas du traité de Maastricht, mais de la modification institutionnelle, notamment concernant le pouvoir de battre la monnaie, en quelque sorte la politique monétaire qui sera désormais, vous le savez, dévolue à une sorte de conseil des régents, une banque centrale indépendante des gouvernements, comportant un certain nombre de membres nommés pour sept ou huit ans qui seront inamovibles, et qui naturellement ne dépendront pas des gouvernements, c'est-à-dire pas non plus de la volonté démocratique telle qu'elle peut s'exprimer à l'occasion des élections.

Il est important que ce débat ait lieu, en faisant en sorte que les gens prennent vraiment la mesure des enjeux, sinon il y aura des coups de bâton en retour.

On ne peut pas faire avancer un pays la tête dans un sac, en principe un parti non plus.

Quels sont les critères posés pour cette union économique et monétaire ? Vous savez qu'ils sont au nombre de quatre, et ils sont essentiellement des critères monétaristes. Il faut réduire l'inflation, il faut réduire le déficit budgétaire et l'endettement public, et cela dans des proportions considérables puisque vous le savez, cette proportion qui est de 35% pour la France et satisfait au critère chiffré déposé par les accords de Maastricht, est de plus de 100% du PIB pour l'Italie. Comment est-ce que l'Italie pourrait satisfaire à un tel critère ? Elle ne le pourrait pas. J'en dirai autant de l'Espagne, et je ne parle pas de la Grèce. Même l'Allemagne aujourd'hui n'y satisfait pas, compte tenu du déficit budgétaire qui est le sien.

Les autres critères, c'est la fixité des taux de change et des taux d'intérêt. La banque centrale aura pour but de veiller à contenir l'inflation, c'est son objectif principal, et je vois là réunis tous les éléments d'une politique monétariste orthodoxe.

Je défie, a dit tout à l'heure Gérard Fuchs, quiconque de me démontrer que cette politique produit du chômage. Je regarde ce qui se passe en Europe et en France particulièrement depuis une dizaine d'années. Je pense que chacun comprend le mécanisme qui fait qu'à partir du moment où le franc doit rester accroché au mark, nous devons réduire le taux de l'inflation et élever les taux d'intérêt, pratiquer une politique d'argent cher qui enrichit ceux qui ont un patrimoine, même s'ils dorment, tandis que l'initiative de l'esprit d'entreprise, l'investissement sont découragés.

Fondation Jean Jaurès

Je ne dis pas que c'est la seule cause du chômage, mais je dis qu'une telle politique qui a mis les taux d'intérêt à un niveau exorbitant qu'on n'a jamais connu dans notre histoire, une telle politique est au cœur du chômage de masse que nous connaissons, et il me semble que nous devrions réfléchir à deux fois avant de cautionner une politique qui donnera 4 millions de chômeurs à la fin de la décennie qui vient. Deuxièmement, l'Europe vers laquelle nous allons, c'est une Europe à six ou sept, les pays qui pourront satisfaire à ces critères, grosso modo la France, le Benelux et l'Allemagne, et je me demande si nous ne sommes pas en train de re-commettre un complet contresens historique, par rapport aux défis qui sont devant nous.
Le problème de l'Europe aujourd'hui, c'est de résorber la fracture historique qui existe entre l'Europe de l'est et puis l'Europe de l'ouest, l'Europe de l'est retardataire par rapport à l'Europe de l'ouest avancée, si nous ne voulons pas voir se créer sous une autre forme un autre rideau de fer.
Quelle politique avons-nous vis à vis du Maghreb ? Sur le plan de l'association au grand marché européen ? Sur le plan de l'aide économique ? Et je ne parle pas de la diplomatie et de la politique, c'est un autre sujet.
Nous n'en avons pas !
Je suis très inquiet de voir que des défis aussi visibles historiquement, nous leur tournons le dos à travers les accords de Maastricht !
Troisièmement, ce qui caractérise la construction européenne, c'est un grand déficit démocratique.
Charles Josselin, je dirais même l'ensemble des membres de la délégation auprès des Communautés européennes, toutes tendances confondues (y compris M. Bosson), s'insurgeaient à l'Assemblée Nationale contre ce déficit démocratique et m'appuyaient quand je demandais qu'on créât une Commission des Affaires européennes qui serait habilités à examiner par exemple les 4000 règlements qui, chaque année, sont "pondus" par la Commission dans les conditions que vous savez... Je ne vais insister ni sur les fromages, ni sur la chasse, ni sur les paquets de cigarettes "Celtique" (puisque vous savez que c'est une fabrication qui va être interrompue). Ce sont des réglementations élaborées sans aucun contrôle démocratique ! 80% de notre législation économique et sociale seront, demain, selon Jacques Delors, élaborés à Bruxelles, et cela sans qu'il y ait de contrôle démocratique au niveau des Parlements nationaux !
On nous explique (j'entendais Gérard Fuchs l'autre jour) que l'Europe, c'est la dernière chance de retenir l'Allemagne avant qu'elle nous échappe... Quelle naïveté ! Franchement, est-ce que vous croyez qu'une politique qui consiste à se ligoter soi-même permettra de ligoter l'Allemagne ? L'Allemagne a 80 millions d'habitants, c'est une grande puissance installée au cœur de l'Europe, jamais elle n'a eu tant de cartes dans son jeu. C'est un fait. On ne peut pas le lui reprocher, elle est là... Le problème est de savoir comment l'équilibrer et comment canaliser son dynamisme.
Comment l'équilibrer ? A mon sens, cela suppose qu'au lieu de raisonner dans le cadre d'une petite Europe, qui serait encore plus petite que l'Europe des Douze, on raisonne dans un cadre plus vaste qui est celui de la grande Europe,

Collection Jean Jaurès

qui est celui d'une politique méditerranéenne, car la France s'est toujours appuyée sur la Méditerranée, après 1871 ou même en 1940, quand elle était en position de faiblesse sur le continent.
C'est une constante géopolitique.
Et il me semble que les Allemands eux-mêmes nous regardent avec une certaine ironie, car ils ne sont absolument pas dupes des proclamations "européistes", ils savent très bien que, derrière le traité de Maastricht, il y a une stratégie, j'allais dire, lilliputienne, une stratégie à vrai dire de gribouille, qui consiste à se jeter à l'eau pour ne pas être mouillé, à abdiquer sa souveraineté sous prétexte de confisquer celle du pays voisin, aujourd'hui plus puissant.
Je voudrais ajouter une chose en matière de défense et de politique étrangère.
Nous voulons faire une politique commune avec des pays qui n'ont pas de politique étrangère, ou qui n'ont pas de politique de défense autonome.
En réalité, cette politique commune devrait être compatible avec celle de l'OTAN. C'est dans le texte. Cela veut dire qu'en réalité et subrepticement, nous allons réintégrer le cadre atlantique, c'est-à-dire en fait le cadre de l'hégémonie américaine qui s'exerce en Europe comme elle s'exerce en Asie, et un document récent, échappé du Pentagone, nous a dit ce qu'était la problématique américaine à l'échelle mondiale. Est-ce cela que nous voulons ? Ou bien est-ce que nous voulons au contraire, à travers l'Europe (une autre Europe), balancer la puissance américaine, je veux dire l'équilibrer ?... Même pas la balancer, parce que je pense que les Etats-Unis sont notre allié, mais une alliance est une chose, une hégémonie en est une autre...
Plus gravement, je pense que ce discours qu'on entend tous les jours (et puis, nous sommes submergés par toute une littérature) aboutit à démobiliser la France et j'ai pu l'observer en maintes situations, y compris à la tête de grandes institutions comme la Défense ou l'Education nationale.
C'est qu'on finit par ne plus savoir qui on sert ! Chacun sait bien qu'on ne peut pas servir deux maîtres à la fois... C'est-à-dire que la République finit par se noyer dans une espèce de nouveau Saint Empire, au sens propre, avec ses grands électeurs (les chefs d'Etat), sa diète à Strasbourg, son Conseil aulique à la Commission de Bruxelles, son tribunal d'Empire (la Cour de Justice des Communautés européennes), qui produit une abondante jurisprudence qui s'impose à tous les Etats, de même que la réglementation européenne s'impose même à la loi française, y compris lorsque cette loi lui est postérieure, en vertu de la jurisprudence du Conseil d'Etat et de la Cour de Cassation. N'est-ce pas là la description d'une totale dépossession de nos pouvoirs et de nos prérogatives de citoyens ?
Si nous voulons réduire le peuple français de l'état de citoyens à un état d'îlots, il faut continuer comme cela !
En ce qui me concerne, je vous le dis franchement (mais vous l'aurez compris), cela me pose un réel problème de conscience, parce que c'est ainsi que je lis les accords de Maastricht.
Alors, j'attends qu'on me convainque du contraire. Je ne suis pas "in-susceptible" d'être convaincu lorsqu'on fait appel à mon bon sens, mais j'attends

qu'on me convainque et, jusqu'à présent, on ne m'a pas convaincu, parce que les arguments qu'on donne sont des arguments mythiques ! On vous explique que l'Europe, c'est contre la guerre... C'est idiot ! S'il n'y a pas de guerre en Europe, c'est d'abord parce qu'il y en a eu beaucoup, ensuite parce qu'il y a des armes nucléaires et je dirai que cela suffit... En plus, personne ne veut faire une guerre, ce serait absurde, et il y a d'autres manières de faire la guerre, que d'autres font mieux que nous ! Ou bien, j'entends dire qu'on va créer des emplois... Je l'ai entendu à propos de l'acte unique, qui devait créer 5 millions d'emplois en Europe. Je ne les ai pas vus au rendez-vous !

Quelle Europe faut-il construire ? Parce qu'il y a des défis et il faut partir des défis qui sont devant nous pour savoir quelle Europe il faut construire.

Le premier défi, c'est évidemment le chômage. Pour faire reculer le chômage et le mal-vivre, qui produisent le racisme et l'extrême droite, non seulement en France mais dans toute l'Europe, il faut une initiative européenne de croissance.

Est-ce que c'est cela qui est contenu dans le traité de Maastricht ? Je crois percevoir le contraire...

Si nous voulons permettre que les pays de l'est et du sud s'accrochent à la construction européenne, il n'est pas besoin d'aller à la monnaie unique. La monnaie commune suffit. L'écu se développe d'ailleurs sur les marchés financiers internationaux. On peut imaginer un système de Bretton Woods, je veux dire un système monétaire comportant des parités fixes à l'échelle de l'Europe, auquel chaque pays pourra venir s'accrocher lorsqu'il en aura la possibilité.

Autre défi, le Japon et la politique industrielle, si possible européenne, qui serait nécessaire pour faire face à la compétition des multinationales japonaises. Et en arrière-plan, un modèle de vie et de société que nous ne sommes pas encore prêts à accepter. Il vaudrait peut-être mieux attendre que le Japon change de modèle de société, change de mentalité (et cela viendra inévitablement). Encore faut-il gérer la transition.

Autre défi, la politique agricole commune. Louis Mermaz pourrait nous en parler... C'est difficile, chacun comprend la rudesse de sa tâche... Mais est-ce que c'est vraiment en s'appuyant sur nos partenaires européens qu'on peut faire face ? Et il y a des moments où j'aimerais qu'on fasse le bilan de la politique agricole commune du point de vue des flux financiers et des intérêts de la France. Cela méritera un jour de venir à l'ordre du jour.

Autre défi (parce qu'il faut partir des défis), c'est l'autonomie stratégique qui conditionne la liberté de notre diplomatie. Cela passe par la dissuasion et non pas par une stratégie de corps expéditionnaire vers laquelle on voudrait bien nous voir glisser, car ainsi nous serions réduits à fournir des supplétifs à un certain nombre d'organisations internationales dominées par les Etats-Unis.

Voilà beaucoup de défis qui doivent être relevés et qui peuvent l'être si nous conservons la liberté de notre défense, si nous tissons en effet des politiques de coopération avec nos voisins, si nous privilégions le cadre de la CSTE sur celui de l'OTAN.

Et puis, je dirai qu'il y a beaucoup à faire pour relever le défi démocratique,

d'abord au niveau des Parlements nationaux, parce que le débat public est national, que vous le vouliez ou non, à 98%, par conséquent ce sont les Parlements nationaux qui doivent être associés à la décision ; quant à l'assemblée de Strasbourg, au Parlement de Strasbourg, sa réalité est celle d'un Sénat européen qu'il vaudrait beaucoup mieux élire à la proportionnelle de la population de chaque Etat plutôt que de nous quereller avec les Allemands sur le fait de savoir si nous allons leur accorder, au mépris des engagements initiaux, 18 députés de plus ou de moins ! Et cela aurait, me semble-t-il, un sens.
Bref, il me semble qu'il y a place pour une Europe des peuples, républicaine d'inspiration, au sens étymologique du terme, avec l'idée de la laïcité qui est au cœur de l'héritage républicain, et non pas une Europe des tribus qui est la réaction naturelle à l'Europe technocratique et à l'Europe des oligarchies qui se développe. Il s'agit de bâtir une Europe confédérale démocratique, une Europe des projets et non pas une Europe de l'empêchement, par exemple une véritable politique industrielle et non pas une politique de la concurrence à la Léon Brittan !
Chers camarades, tout cela est difficile à dire au point où nous en sommes, mais enfin personne ne me contestera au moins le mérite de la continuité... Ceux qui étaient à la SFIO avant Epinay se souviennent qu'en 1970, il y avait une synthèse entre Gaston Defferre et le CERES pour dire : "Le Socialisme avant l'Europe"... Mais enfin, on sait ce que valent les synthèses de Congrès...
Après Epinay, quelques dissentiments sont apparus, non pas entre le CERES et François Mitterrand, mais entre Pierre Joxe et François Mitterrand. Il en est résulté un Congrès extraordinaire à Bagnolet, duquel nous sommes sortis armés d'une synthèse (une nouvelle synthèse) : "L'Europe sera Socialiste ou ne sera pas". Nous voyons ce que cela veut dire aujourd'hui...
En 1978, dans cette salle, nous étions unanimes pour condamner les accords de Hanovre, je crois, qui créaient le système monétaire européen dans lequel nous avions reconnu, avec perspicacité, un outil de normalisation de quiconque voudrait dévier par rapport au modèle libéral dominant. Eh oui ! Nous étions unanimes pour condamner ces accords... En 1981, nous n'avons pas rompu avec le système et, en 1983, nous avons plié le genou devant ces accords, qui sont devenus notre horizon, l'horizon indépassable de l'expérience Socialiste !
En 1988, Pierre Bérégovoy l'a rapporté ici lors des journées parlementaires, il y a eu un arbitrage présidentiel pour dire : "Nous libérons les capitaux à l'échelle de l'Europe, et même de manière anticipée, sans exiger de contrepartie de la part des Allemands", c'est-à-dire une retenue à la source que, d'ailleurs, ils ont supprimée quelques mois après ! Chacun se souvient de cette déclaration. J'ai été un des seuls à exprimer (je dirai que c'est une litote) mes doutes, dans un Conseil des ministres, où personne n'a en principe accès... mais enfin, comme maintenant il y a une chronique des deux septennats qui était tenue par M. Favier et Martin Roland, qui ont accès à toues les sources, je peux vous rapporter cette historiette, qui d'ailleurs l'a été ici même par Pierre Bérégovoy.
Et en 1989-1990, cela a été une des raisons, que j'ai expliquée à François Mitterrand, pour lesquelles je ne souhaitais pas rester au gouvernement. Moi, je

n’adhère pas à cette vision "européiste", à cette mystique. Je suis européen, pas "européiste", je pense que l’Europe doit se faire avec les peuples, avec les nations, donc je pense que ce n’était pas une raison immédiate, mais c’était une raison aussi déterminante que l’autre, et je crois, voyez-vous, que nous sommes dans une situation où on ne peut pas nous demander de faire allégeance. La 5ème République a ses règles, que je connais mieux que personne. Nous y avons sacrifié beaucoup, mai enfin il y a des limites... Toute pente mérite d’être remontée. La pente des institutions, qui coïncide si souvent avec celle de la nature humaine, il vaudrait peut-être mieux la suivre en la remontant et je considère que dans une affaire comme celle-là, eh bien, la liberté de conscience doit s’exercer.

Elle doit s’exercer, parce que l’enjeu, c’est véritablement tout l’avenir du Socialisme, c’est l’avenir de la République et c’est aussi l’avenir de l’Europe, de l’Europe que nous voulons construire, mais autrement.

Alors voilà... C’est très embêtant. C’est ce que je me dis moi-même. Je vous dis cela sans joie, croyez bien que ce n’est pas du tout d’un cœur léger que je vous dis tout cela... Mais je suis bien obligé de dire ce que je pense. Vous direz que ce n’est pas l’habitude... mais enfin nous avons toujours essayé d’être un courant de pensée, on ne nous contestera pas cela non plus. C’est difficile...

Venons-en au court terme. C’était mon deuxième point. Le Parti, le gouvernement, la période à venir. Le Parti.

Nous avons toujours conçu le Parti comme un parti de débat, comme un parti de militants. Je n’ai rien à enlever à ce qu’a dit Daniel Vaillant il y a quelques instants.

Laurent nous propose de tenir un Congrès... mais franchement, on finit par avoir le tournis !

(Rires)

On devait tenir un Congrès en 1992. On l’a repoussé avec des arguments très forts en 1993, en disant : "En 1992, ce n’est pas le moment d’avoir un Congrès, vu l’état de nos divisions, etc." Nous avons quand même fait un Congrès extraordinaire, qui ne devait pas renouveler la direction, en décembre 1991. Puis, quatre jours après, on renouvelle la direction, dans des conditions qui restent assez mystérieuses, après (nous le savons par les "on dit") que des négociations "pointues" aient eu lieu entre Laurent Fabius et Michel Rocard. Mais enfin, nous n’avons pas approuvé la désignation de Laurent Fabius pour cette raison-là. Je le dis en tout bien tout honneur, sans que cela entache en rien nos relations personnelles, mais ce n’est pas une bonne façon de faire.

Et puis maintenant, on nous propose un Congrès... Un Congrès quand ? Un Congrès au moment où quand même il faudrait se rassembler. Et pour parler de quoi ? De la réforme des statuts !

(Rires)

Vous croyez franchement que cela va enthousiasmer le pays ?

(Rires et applaudissements)

Il ne nous échappe pas tout à fait non plus que si ce Congrès a lieu à la fin 92 ou dans la deuxième partie de 92, le suivant aura lieu en 95, croyez-vous qu’on

Fondation Jean Jaurès

puisse faire l'économie d'un débat sérieux, approfondi, amical, si possible, d'ici là ?
Alors, je sais bien que de mauvaises méthodes se sont répandues dans le Parti. Je sais comment se sont faites les désignations aux élections régionales et cantonales. Aux régionales, j'évoquerai seulement le cas de Roland Carraz et de Michel Suchod, dans la Côte d'Or et en Dordogne, ils ont été écartés au mépris des règles posées par le Parti, c'est-à-dire la proportionnelle… (illisible)… , c'est le cas de le dire... (rires)... est-ce que cela va continuer comme ça ? Est-ce que, vraiment, vous nous prenez pour quoi ? Vous croyez franchement qu'on va accepter ça ? Ce n'est pas possible.
Alors qu'il y a quinze ans, j'avais inventé une expression ironique qui était celle de la "gauche américaine" pour dire que nous ne voulions pas voir transposer en France les méthodes et les mœurs de ce qui existait aux Etats-Unis, de parti transformé en machine électorale avec jets de confettis et peut-être même campagne ad nominem. Quinze ans après, nous y sommes, nous sommes devenus un parti de Mickey...
(Rires et applaudissements)
J'en viens... Je pousse peut-être car le fait que vous riiez montre que vous n'y êtes pas encore tout à fait prêts !
(Rires)
Mais prenez garde. Je crois qu'il y a un château de la Belle au Bois dormant à Marne la Vallée. Je ne voudrais que nous y allions tous ensemble !
(Rires)
Une période difficile est devant nous. Elle ne va pas s'arrêter à mars 93. Cela va durer plus longtemps parce que tous les ingrédients existent dans la société française de secousses prolongées. Je vous le dis franchement, nous avons, je le crois, des valeurs en commun qui feraient que, sur beaucoup de sujets, nous aurons des positions communes, que nous avons des positions communes, nous avons aussi et peut-être même surtout une histoire en commun des responsabilités que nous ne cherchons pas à évaluer. Nous avons pris des responsabilités au Congrès d'Epinay et puis par la suite à maintes reprises, cela n'a pas toujours été facile.
Nous sommes disposés, je l'ai expliqué à la Mutualité il y a quelques jours, à appliquer la discipline républicaine, à faire en sorte que même s'il y a au sein de notre Parti des sensibilités si différentes qu'il pourrait y avoir place pour divers partis pour faire en sorte que le gouvernement Bérégovoy puisse disposer d'un soutien non seulement au Parlement, mais aussi dans le pays, et je dois dire que beaucoup des mesures proposées par Pierre Bérégovoy, notamment le fait de traiter spécifiquement le problème des 900 000 chômeurs de longue durée, sont des idées dont on se demande au fond comment on n'y a pas pensé plus tôt, mais ce sont de très bonnes idées et je crois qu'elles doivent nous mobiliser, mais c'est une tâche considérable dans les neuf mois qui viennent.
Je sais aussi par expérience depuis trente ans, vivant la vie du Parti, que les événements déplacent les enjeux et que ce qui nous oppose aujourd'hui ne nous opposera peut-être pas demain, que d'autres enjeux provoqueront à l'intérieur du

Fondation Jean Jaurès

Parti d'autres clivages et d'autres réactions.
Mais je voudrais vous dire que, pour nous, la tâche est vraiment très difficile, vous ne nous facilitez pas les choses, et vous ne facilitez pas non plus l'effort de conviction qu'il faut faire vis à vis des gens qui ne sont pas au Parti, mais qui appartiennent à ces forces vives dont parlait Laurent Fabius, en particulier, à la jeunesse.
C'est vraiment difficile à faire passer et pourtant, vous le savez, il faudra rassembler, je ne pense pas qu'un Congrès ordinaire soit le meilleur moyen de rassembler. C'est pourquoi nous voterons contre. Mais on peut imaginer qu'un Congrès extraordinaire ou une Convention ayant formation de Congrès pour adopter cette chose qu'il faut adopter, c'est-à-dire un programme et pour donner un sentiment du rassemblement pour inviter d'autres forces, pour créer des convergences qui, à l'horizon de la rentrée, commenceront à permettre de faire refluer les forces hostiles et à faire remonter notre influence dans le pays. C'est cela qui me paraît la bonne méthode, ne soyons pas excessivement ambitieux, restons autant que possible amicaux entre nous, gardons des rapports sereins, soyons aussi nous-mêmes, sachons le moment venu pratiquer les rassemblements nécessaires. Croyez-le, il y en aura besoin si nous voulons passer l'obstacle et éviter que la Droite revienne au pouvoir pour longtemps, une droite dont je suis persuadé que le pays, au fond, ne veut pas vraiment, mais si le pays n'en veut pas, il n'est pas prêt non plus à accepter une Gauche qui ne soit plus que le pouvoir pour le pouvoir, il faut que la Gauche se renouvelle profondément si elle veut pouvoir remonter.
(Applaudissements)

Le président - Merci. Alain Richard. Ensuite, Jean Le Garrec. Alain Richard a la parole.

Alain Richard

Nous allons donc continuer notre échange sur l'examen des perspectives politiques avec devant nous une échéance dont nous connaissons la date. C'est le rendez-vous des législatives, Droite; contre Gauche, avec peut-être aussi devant nous d'autres échéances, moins identifiées et moins certaines, mais en tout cas, l'ouverture annoncée du débat constitutionnel... (brouhaha dans la salle). l'ouverture annoncée du débat constitutionnel pourrait fort bien enrichir ou modifier notre calendrier électoral.
Dans ce type de situation, outre la sérénité nécessaire, il me semble que nous avons besoin d'être positifs et concrets et, pour commencer, il faut se demander si tout le problème est dans le Parti. Il me semble que nous convergeons sur le constat que ce qui a souffert, ce qui a été condamné par une partie importante de nos électeurs le 22 mars, ce n'est pas le seul Parti, c'est le gouvernement, le Parti et aussi par bien des côtés la politique institutionnelle, qu'elle soit à droite ou à gauche. Donc, un des enjeux de ce Comité directeur, c'est de trouver ensemble une façon de revenir au contact, de regrouper et de rationaliser l'expression de ceux qui ont choisi de nous quitter, en se rappelant d'ailleurs que

Fondation Jean Jaurès

les élections intermédiaires avec faible enjeu et de surcroît la proportionnelle donnent toujours une prime à ces électeurs-là.
Rappelons-nous, par exemple, qu'entre les municipales de 83 et les législatives de 86, nous avions gardé une marge, une assise électorale importante, nous avions eu déjà des européennes en 84 qui nous avaient fait atteindre un étiage très bas.
De même, après les municipales qui nous ont apporté notre récolte de mairies la plus importante de l'après-guerre, deux mois après, nous avons eu des européennes où, malgré une petite extension avec France Unie, nous avons plafonné à, à peine, 23%, si j'ai bonne mémoire. Donc, en analysant ces comportements de refus, de rejet, d'éloignement, je crois qu'il faut essayer de bien comprendre, et c'est aussi l'objet du Comité directeur, c'est pour cela que je pense important de ne pas parler que de l'intérieur, mais de notre organisation, de notre appareil, qu'est-ce qui a motivé les électeurs pour s'éloigner de nous ? Il y a le chômage et l'inquiétude économique, c'est vrai, ce n'est pas vrai d'ailleurs que chez les salariés. Il y a en arrière-fond de cela l'extension lente, permanente de l'ambiance de compétition économique qui inquiète les gens, qui leur donne un sentiment de perte de stabilité, de perte de repère, et de ce point de vue, il me semble que la question de l'ouverture à l'extérieur doit être réexaminée sous l'angle des mentalités et que peut-être au niveau gouvernemental comme au niveau du Parti, nous devrons réfléchir à des initiatives qui amènent la masse de nos concitoyens, en particulier les jeunes, à avoir une vision différente et peut-être plus conviviale de l'extérieur, car il est difficile de prévoir jusqu'où peut pousser l'inquiétude vis à vis de l'extérieur, l'inquiétude vis à vis de la compétition dans un pays qui se replierait sur lui-même.
Il y a les questions de vie quotidienne et, en particulier, de qualité des services publics. Je crois que, dans beaucoup de décisions individuelles de nous quitter, de changer de vote, il y a souvent des mécanismes de déception, de mécontentement face à des prestations concrètes que nos concitoyens attendent du service public, de secteur public, et dont ils tiennent particulièrement rigueur aux Socialistes, parce que les Socialistes sont historiquement, sociologiquement, associés à l'idée de service public et à cette mentalité. Donc, probablement en matière de sens du contact, en matière de disponibilité à l'usager, il y a des choses sur lesquelles il va falloir rapidement innover.
La sécurité, je n'en dis pas beaucoup de choses, mais soulignons que c'est vraiment dans l'ensemble de la vie quotidienne, de la vie personnelle, que cette question agresse et interpelle les gens, que ce soit dans la vie scolaire, que ce soit dans les transports publics. Si nous n'avons pas une capacité de notre système judiciaire à préserver la sécurité quotidienne à laquelle les gens pensent avoir droit, je pense que nous n'arriverons pas sans cela à remonter.
Je voudrais souligner, compte tenu de ces quelques enjeux ou de ces quelques éléments de réflexion sur lesquels je souhaiterai que d'autres s'expriment et échangent...(brouhaha dans la salle)... Je pense que les conditions d'un débat courtois où chacun s'entend ne vont pas tarder à être recréées, et justement, je

voulais en venir à la déontologie. Je crois que, dans les éléments de rejet qui, par contre, peuvent être traités par nous-mêmes, chez nous-mêmes, il y a l'approche de l'exercice du pouvoir, des méthodes avec lesquelles on prend les décisions, de l'écoute vis à vis de nos concitoyens avant qu'une décision soit prise, de la façon aussi dont nous pouvons donner le sentiment de nous accrocher au pouvoir et à ses accompagnements matériels dont nous avons eu des exemples ennuyeux et où, par conséquent, il y a un effort sur nous-mêmes à faire, je ne veux pas rentrer là dans un moralisme qui n'est pas dans notre identité politique, mais je pense, en revanche, que la correction vis à vis des mandats démocratiques qui nous ont été confiés est quelque chose dont nous devons faire un sujet de reconquête. Dans le discours d'investiture que nous a fait Pierre Bérégovoy, il y a un choix cardinal qui est celui du scrutin majoritaire de circonscription. Ce choix va entraîner des conséquences tout à fait concrètes dans la vie de notre Parti et dans notre démarche politique au cours des dix mois qui viennent.

Il y a une conséquence dont je ne dis qu'un mot, mais qu'il ne faut pas tout à fait perdre de vue, qui est que, dans la table ronde que Pierre Bérégovoy va inviter, il va falloir que nous adoptions une proposition pour l'avenir est que cette proposition doit, autant que possible, rester cohérente avec le souci de rassemblement majoritaire qui est notre motivation principale. Il ne s'agit pas de dire : on garde le scrutin majoritaire pour 93, mais n'ayez crainte, pour après, on rase gratis et on fera le contraire !

Mais surtout, ce choix du scrutin majoritaire, il nous impose de trouver les moyens pour rassembler au premier tour, puis au deuxième, les électeurs de progrès et donc de savoir analyser leurs motivations, leur attente pour convaincre et pour rétablir notre situation dans ce combat. Vue de l'intérieur du Parti, cette option nous impose de mobiliser les militants car nous serons nombreux à être le dos au mur. Beaucoup de circonscriptions se joueront autour du député sortant ou autour du candidat choisi par le Parti ou soutenu par lui, grâce à la mobilisation, grâce à l'enthousiasme, grâce à la volonté de vaincre de tous les militants. Cela, c'est la grande différence avec la proportionnelle où, dès le jour du dépôt des listes, les deux tiers de ceux qui vont être élus le savent d'avance, ils ne sont pas motivés au plus profond d'eux-mêmes pour gagner le siège supplémentaire, et tous ceux qui sont dans la deuxième moitié de la liste savent que, de toute façon, ils sont là pour faire de la figuration. Nous sommes donc amenés à la question du Parti en ordre de bataille.

L'ordre de bataille suppose en effet un certain nombre de décisions sur notre vie interne. Ces décisions, le Premier secrétaire nous a présenté un certain nombre de propositions. Il faut faire avancer le débat.

Première question, celle des courants : il me semble que l'objectif que nous devons poursuivre pour assurer la cohésion et la capacité de rassemblement des Partis, c'est de dédramatiser nos débats internes, pas forcément de les dépolitiser. Je pense donc que nous devons être capables par accord, par capacité de compréhension entre nous de limiter les expressions de désolidarisation, de critiques extérieures, de prises à partie, toutes ces attitudes de chacun pour soi

qui ont été valorisées dans les médias au cours des derniers mois.
Ne nous faisons toutefois pas d'illusion, ceux qui sont de façon acharnée déterminée au chacun pour soi, je ne vois pas de modifications, ni de nos coutumes, ni de nos statuts, qui puissent les en empêcher.
(Applaudissements)
Je voudrais dire à ce sujet que je considère la dérive insistante de Jean-Pierre Chevènement, quelle que soit l'honnêteté avec laquelle il poursuit ses raisonnements et sa stratégie, comme posant un problème qui n'est comparable à aucun autre, car je crois que la manière dont il se situe maintenant, par rapport à notre communauté de Parti, la distanciation ricanante qu'il adopte vis à vis, non seulement du thème européen, mais de l'essentiel des choix politiques que nous avons faits depuis dix ans, l'expression de mépris de ce Parti sont un moment intéressant pour attirer quelques sourire goguenards... On pourrait poursuivre dans ce jeu étiquetant un parti de Mickey où nous aurions trouvé notre Dingo, (rires) mais enfin, je pense qu'il faut tout de même traiter cette question avec le sourire que peut susciter le souvenir des coups de menton caporalistes auxquels nous avait habitués le même camarade dans d'autres ambiances politiques, en rappelant tout le monde à la discipline, à tout moment, et il nous a annoncé aujourd'hui que ces rapports avec nous n'étaient plus de la communauté de Parti, mais de l'ordre de la discipline républicaine.
Je crois que dans ces conditions là, excusez-moi de vous dire qu'on n'est plus dans l'organisation du débat avec une balance de pharmacien pour savoir jusqu'où peut aller l'expression des désaccords. Donc, je reviens à ce qui peut faire avancer notre débat interne entre ceux qui ont choisi de le mener ensemble.
Il faut limiter les phénomènes de clans, il faut limiter la pression interne de chaque courant sur les désignations de personnes, de candidats, de responsables du Parti. Est-ce que pour autant il faut donner la priorité à une modification des formes de notre démocratie intérieure ?
Je ne suis pas sûr que ce soit la première urgence. Je pense qu'il faut compléter notre dispositif statutaire en équilibrant les choix de responsables, en redonnant la parole aux militants, sur des choix de responsables et, donc, il faut introduire des éléments de rassemblement majoritaire pour les choix de responsables au niveau des sections, au niveau des fédérations, Cela, c'est tout à fait vrai. Mais, en revanche, de remettre en cause l'idée des courants de pensée serait à la fois dans le court terme organiser des fusions artificielles avec toutes les difficultés de la cohabitation que donnent, dans d'autres domaines que la politique, les fusions artificielles et ce serait s'interdire les renouveaux, les diversifications, les idées auxquelles nous devons rouvrir un débat, car il ne faut pas penser que c'est dans notre patrimoine militant d'aujourd'hui que nous trouverons toujours le renouvellement d'idées dont un parti comme le nôtre a besoin. Donc, plutôt que de supprimer les courants, ce qui d'ailleurs n'est pas la proposition de Laurent Fabius, il faut rechercher une entente, une mobilisation commune, ce qui nous renvoie à la question du Congrès. Sur la nécessité de débattre sur les causes de notre défaite, j'en ai parlé tout à l'heure, de prendre les décisions aussi, sur notre stratégie électorale, sur notre programme pour les législatives,

sur la nécessité de réorganiser jusqu'à un certain point notre direction, je pense que beaucoup de gens peuvent se rencontrer.
Il est temps, me semble-t-il, je pense que le débat qui se déroule cet après-midi confirmera, de vérifier les solidarités de direction pour conduire le Parti à une bataille décisive d'ici quelques mois. Faut-il le faire avec un Congrès ?
Un Congrès, cela a le mérite de la franchise, c'est par certains côtés une épreuve de vérité et donc, cela a au moins l'avantage de ne pas maintenir sous les tables des éléments de désaccord avec lesquels on ne voudrait pas s'expliquer...
En revanche, cela a l'inconvénient de la dramatisation et donc de handicaper le Parti par rapport à son objectif de rassemblement devant nos sympathisants, puis nos électeurs, et cela a l'inconvénient de la durée.
C'est un processus qui s'étale sur une longue période politique. Or, les mois nous sont comptés. Il y a donc un rapport avec le problème précédent.
Si le Congrès est l'affrontement de tout le monde contre tout le monde, ou une forme de réconciliation factice, je pense que ce Congrès n'est pas une bonne opération.
Nous pensons, nous, qu'il vaut mieux tenter de le faire, mais qu'on ne peut le faire que sur la base d'un contrat de majorité.
Le Congrès de l'Arche a été un succès, un succès partiel, mais précisément parce que, entre les grandes sensibilités qui forment la base de notre Parti, une entente sur les thèmes principaux d'avenir du Parti a été atteinte.
Je pense que dans un contrat de majorité pour le Parti, nous pourrions reconstituer cette même situation sur l'organisation du Parti, sur sa réforme statutaire, sur sa stratégie et son programme électoral et sur la répartition des responsabilités d'une équipe renouvelée. Notre souhait est donc autour d'un certain contrat de majorité, le rassemblement qui a été trouvé au Congrès de l'Arche se poursuive et se prolonge, mais ce contrat de majorité comporte des clauses précises.
D'abord, bien sûr, des axes politiques concrets sur la stratégie électorale, sur les axes du programme et la confirmation de notre entente sur les thèmes du projet Socialiste. C'est aussi une répartition des forces et des responsabilités au niveau national, préservant les influences antérieures, car il ne nous paraît pas sérieux de penser qu'il puisse y avoir un rassemblement majoritaire dans ce Parti qui soit en même temps l'occasion de modifier par pression d'appareil les répartitions de forces qui ont été constatées entre nous dans une compétition devant les militants. Par conséquent, il nous faut constater la possibilité d'un tel rassemblement majoritaire sur un contrat en y associant les trois grandes sensibilités qui ont constitué la base d'appui du gouvernement du Parti après Rennes, en n'oubliant pas ceux qui ont été amenés dans la vie du Parti à se reclasser, à prendre leurs distances avec l'une des sensibilités à laquelle ils étaient fidèles auparavant devant des problèmes politiques et qui pour autant estiment avoir vocation à figurer dans ce rassemblement majoritaire.
Je pense à ceux de nos camarades de l'Espace Socialiste qui ne se reconnaissent plus dans le courant 7, mais cette question peut se poser pour d'autres camarades.

Fondation Jean Jaurès

Le contrat majoritaire a justement pour vertu, pour avantage de permettre une ouverture à tous ceux qui veulent participer à la reconstruction d'un parti en état de marche. C'est aussi ce contrat de majorité, un accord sur l'organisation du travail dans les fédérations et ce ne doit pas non plus être l'occasion de modifier des équilibres, et des équilibres de travail, dans les fédérations là où elles sont consolidées, qui ont demandé beaucoup de temps, beaucoup de travail et beaucoup de conciliations. Donc, il y a sans doute des situations fédérales encore à régler, mais je pense que si un Congrès national ordinaire devait être l'occasion d'une reprise du chamboule-tout dans les fédérations, à six mois des élections législatives, nous courrions évidemment un risque collectif insupportable.

Enfin, dans l'éventualité où ce contrat majoritaire ne pourrait pas rassembler aussi largement que nous le souhaitons, parce que l'une des grandes sensibilités considérerait qu'elle ne fait pas le choix de s'y inclure, nous préférerions malgré tout que la clarification ait lieu et nous accepterions un rassemblement, même s'il n'a qu'une portée moins large.

Mais dans ce rassemblement à vocation majoritaire, fondé sur un contrat, nous entendrions, bien entendu, qu'il soit affirmé devant le Parti qu'aucune des composantes qui s'y associe ne prenne une place hégémonique

Je pense donc que ce Congrès peut être l'occasion d'un rassemblement majoritaire... (mouvements)... le Premier secrétaire le souhaite, c'est l'intérêt de la grande majorité de ceux qui veulent le succès solidaire de ce Parti et je pense que le rassemblement a une valeur particulière au moment où les risques collectifs sont les plus lourds. Il faudrait des motifs singulièrement élevés pour faire le choix de se placer en marge de ce rassemblement. Nous entendons pour notre part le favoriser pour donner toutes les chances au Parti.

Pour cela, il faudra fixer une méthode de préparation du Congrès, une méthode de désignation aux législatives qui tienne compte des situations nouvelles créées par les régionales. Je souligne d'ailleurs à cet égard que la notion d'alliances me paraît peu pertinente dans cette situation... Je rappelle d'ailleurs que depuis 1981 nous n'avons plus vu en aucune circonstance dans une consultation politique nationale d'alliances formelles, signées avec qui que ce soit, et qu'en 1988, c'est sans alliances, sans contrat politique, avec aucune autre force que nous avons obtenu la majorité, mais, par contre, en sachant manifester des comportements d'ouverture et en sachant manifester les solidarités dans les circonscriptions.

C'est donc autour de cette méthode qu'il faudra réfléchir pour 1993. Ce Congrès est une occasion de rassemblement, son calendrier doit en porter la trace. Il est clair que l'objectif étant de mettre le Parti en ordre de bataille, l'interprétation de nos statut, de nos règlements, doit conduire à ce que le plus tôt possible, l'option des militants, la confrontation des idées aient lieu et que le Parti soit clairement organisé, prêt à partir.

Nous pensons, de ce point de vue que la fin du mois de septembre, le dernier week-end du mois de septembre, doit être autant que possible le moment au-delà duquel nous ne devrions pas aller.

Il me semble que dans cette méthode pour rassembler, il faudra que tout le

monde dise le fond de sa pensée, et je pense, par exemple, qu'il serait fâcheux que le refus du Congrès soit finalement une façon pour quelques uns d'entre nous de vouloir se donner les facilités de l'opposition interne sans chercher à en convaincre les militants au moment où le rassemblement est plus que jamais nécessaire.
(Applaudissements)
Ce rassemblement doit se faire autour d'une direction rassemblée, autour d'une direction qui devra nouer des relations de travail régulières avec notre candidat aux présidentielles si l'on veut que la préparation, (rires)… même ceux qui ricanent savent qu'à un moment ou un autre, cela correspondra aux intérêts du Parti tels qu'ils les conçoivent très intérieurement.
Je pense donc que ce rassemblement doit se concrétiser. Le Congrès peut être à des conditions que je me suis efforcé de préciser, la possibilité d'y parvenir, mais ceci suppose que l'objectif central soit l'organisation de notre travail militant et de notre travail d'élus pour retrouver le contact avec les électeurs.
Il me semble que c'est pendant une période de grandes difficultés comme celle que nous connaissons aujourd'hui que nous devons être capables collectivement de démontrer notre maîtrise notre capacité de ce combat en commun dans l'épreuve. Sachons être à la hauteur.

Le président La parole est à Philippe Bassinet.

Philippe Bassinet

Chers camarades, l'un parle de Mickey, l'autre de Dingo... ce soir, à la télévision, la réunion du Comité directeur sera en concurrence avec l'inauguration d'Euro Disneyland.
Le message lancé par le Comité directeur parviendra-t-il à être plus fort que celui lancé lors de cette inauguration ? Je le souhaite. Je n'en suis pas actuellement convaincu. Je vais aborder trois points pour ma part.

- Les résultats électoraux et leurs enseignements.
- Le nouveau gouvernement.
- Le nécessaire rassemblement autour et dans le Parti Socialiste, c'est-à-dire quelle est la tâche du Parti Socialiste, quel rassemblement faut-il construire pour les prochaines échéances ? Quelles modifications devons-nous apporter au Parti pour améliorer son fonctionnement, son efficacité ?

D'abord les résultats électoraux. Inutile de revenir sur les chiffres eux-mêmes. Ils sont connus de tous. Je souhaite néanmoins insister sur quelques éléments marquants des deux derniers scrutins. Le recul du Parti Socialiste est en général plus accentué dans les zones urbaines.
C'est particulièrement vrai pour la région parisienne, mais pas seulement. Le recul du Parti Socialiste et beaucoup plus marqué chez les jeunes, mais l'électorat Socialiste est aujourd'hui d'abord un électorat âgé, moins urbain, plus âgé que le reste de la population. Hier il s'agissait de deux critères identifiant un vote majoritairement conservateur. Qu'en est-il aujourd'hui ? Nous ne rassemblons plus au second tour. Comme il a été dit, ce matin, certes, le second

Coll. Fondation Jean Jaurès

tour des cantonales et son résultat était fait dès le premier tour. Au-delà du recul marqué, il est révélateur de notre faible capacité actuelle de rassemblement.
Avoir sans réagir laissé se tarir notre vocation de parti rassembleur, est une lourde responsabilité, pour ceux qui l'ont prise.
Ce qui a fait notre force, faut-il le rappeler, c'était notre capacité à rassembler, et avant de faire porter la responsabilité sur d'autres, c'est-à-dire sur ceux qui se sont mal reportés, il faut d'abord regarder et balayer devant sa porte, devant notre porte.
Nous avons reçu la plus honorable raclée électorale subie par le Parti Socialiste depuis Epinay. Je dirai, parce qu'il en est ainsi, que l'échec électoral qui est le nôtre, porte dans une certaine mesure jugement sur les onze années écoulées. Il y a des responsabilités pour le Parti Socialiste. Il y a aussi des responsabilités pour les gouvernements successifs et dans le système qui est le nôtre, système pyramidal... il y a aussi, ne nous le cachons pas, des responsabilités au niveau le plus élevé. Nul ne saurait s'exempter de la responsabilité. Il serait trop simple de la renvoyer au seul Parti Socialiste. Il est trop court de dire que le Congrès de Rennes, pour détestable qu'il ait été, est la source de tous les maux dont nous souffrons.
Onze ans après le 10 mai 1981, les résultats des 22 et 29 mars dernier, résonnent pour nous comme une condamnation.
Il s'agissait, certes, d'élections locales, mais ne nous y trompons pas... nous ne nous sommes pas trompés. La forte participation l'a bien montré. La motivation des électeurs était autre. Ils ont voulu clairement sanctionner le pouvoir en place pour le chômage, pour l'insécurité, pour les affaires, pour l'usure du pouvoir aussi. Avec l'émiettement du paysage politique c'est, me semble-t-il, les trois leçons qu'il faut retenir des consultations électorales de ces deux dimanches funestes de mars.
On a évoqué l'usure du pouvoir. Certains ont cherché à se rassurer en disant que cela affectait tous les gouvernements occidentaux. Ils ont perdu en Italie, en Belgique. Il va être balayé en Allemagne mais nous avons vu jeudi dernier que cela n'était pas inéluctable. Les pouvoirs en place connaissent des difficultés. Nos concitoyens sont inquiets, sont inquiets de l'évolution du monde, nous l'avons déjà dit... Les certitudes d'hier qui prévalaient dans un monde injuste, sont aujourd'hui remplacées par les inquiétudes dans un monde incertain, dont rien ne garantit qu'il sera juste.
Les affaires, nous l'avons dit... dans l'opinion publique, les responsables Socialistes les subissent lourdement et au cours de cette campagne, les candidats que nous sommes, ont pu mesurer combien où nous reprochait, même si c'était injuste, d'avoir donné le sentiment qu'à la protection de la vie, nous avions préféré la protection des comptes financiers.
Les vraies raisons de notre échec, et nous le savons bien, sont d'abord : le déficit social, et ce qu'il entraîne d'exclusion, de montée du racisme, d'intolérance, d'exacerbations dans les quartiers dégradés.
Toutes ces causes ont été évoquées et je ne crois pas que sur ces points, nous ayons beaucoup à redire... sauf peut-être à rajouter, et nous l'avons déjà fait, que

Fondation Jean Jaurès

depuis 1983, notre base sociale, nos électeurs ont le sentiment qu'ils ont su porter les efforts de l'assainissement économique et que lorsque les choses ont été mieux, ils ont demandé leur part et ne l'ont pas eue.
Nos électeurs cherchent aujourd'hui des explications, des orientations, des perspectives, des raisons d'espérer. La vérité révélée, certitude intangible, aujourd'hui cela se porte mal... Nous avons un devoir d'humilité mais aussi des obligations de rechercher au sens plein du terme.
Alors rejet ou sanction ?
Une sanction nette de la part des électeurs qui nous faisaient confiance, cela est incontestable et nul ne l'a contesté.
Rejet... c'est peut-être là que nous le voyons poindre... ne nous y trompons pas, tout est en place pour que la sanction se transforme en rejet global.
Le nouveau gouvernement.
Il est comme il est. C'est la responsabilité du Président de la République et du Premier Ministre. Notre Premier secrétaire peut y contribuer.
Je ne parlerai pas de ceux qui ne sont pas Socialistes, me souvenant que la dernière fois, lorsque le Comité directeur a évoqué ces questions, il a dit "priorité à gauche" et il a vu arriver Durieux. Je voudrais simplement regarder au sein de ceux qui sont des nôtres, et je le dis, sans plaisir... mais parce que le ressens profondément. On peut regretter de trouver dans ce gouvernement, un des parlementaires qui est de ceux qui n'ont pas respecté la ligne de vote du groupe et qui a combattu la politique du gouvernement et de la France, dans une épreuve dramatique. Si dans ce cas, la sanction c'est 6 mois de silence et un siège au gouvernement, on peut craindre que les parlementaires ne se sentent déliés d'une obligation de cohésion et de discipline.
Quel que soit notre sentiment à la composition de ce gouvernement, nous soutiendrons ces actes.
Lors de la présentation du programme gouvernemental, Pierre Bérégovoy a transmis aux Français un message clair avec des priorités, le message nous l'approuvons. Les priorités, nous les partageons.
Il nous a dit et nous nous sommes dit "il reste 11 mois avant les échéances". Nous sommes entre nous... nous pouvons nous le dire... nous savons bien qu'il n'en reste que trois avant les vacances, qu'après le 14 juillet, ce sera la période des vacances... et que dès la fin de celle-ci, nous serions en période électorale.
Par conséquent, il y a trois mois utiles... et dans les trois mois qui restent, le gouvernement n'a bien sûr pas le temps de réaliser tout ce que l'on nous reproche de ne pas avoir fait avant 11 ans. Il faut donner des signes concrets, et les propositions du Premier Ministre, lors de sa déclaration de politique générale, ne doivent pas demeurer de vaines intentions.
Manifestons des signes tangibles qui feront comprendre aux Français que nous les avons entendus et compris. A cet égard, j'espère que je serai entendu... évitons la répétition de décisions impopulaires et incompréhensibles. Tous les élus peuvent par exemple rapporter l'indignation qui est celle du monde aujourd'hui des anciens combattants, ou pour la suppression d'une prime de 30 F annuels, fait que nous ne pouvons plus nous présenter dans une réunion

Fondation Jean-Jaurès

d'anciens combattants, sans être mis en accusation. C'est une imbécillité... le parlementaire que je suis n'a jamais été appelé à se prononcer dessus...

Louis Mexandeau - Ce n'est personne qui a fait cela...

Philippe Bassinet - La décision est prise. Le mal est fait et nous la subissons tous.

Dans la salle - Qui l'a décidée ?

Philippe Bassinet - Je voudrais en venir, maintenant, mes chers camarades, au Parti... et les tâches qui l'attendent pour ce qui est du PS.
Il y a d'abord un effort d'analyse du monde nouveau à entreprendre. Pour notre part, cet effort, nous le réclamons depuis longtemps. Nous l'avons entrepris et nous entendons bien le continuer. L'insatisfaction, exprimée, lors des élections, nous dessine un certain nombre de pistes... nous indique un certain nombre de pistes à explorer.
La société du plein emploi n'est pas pour demain. Y-a-t-il aujourd'hui une autre réponse au chômage que celle d'une nouvelle répartition du temps de travail ?
Si nous le pensions, cette répartition se fera-t-elle au détriment du monde du travail ?
S'il doit y avoir des réductions de salaires, seuls les plus hauts salaires doivent être touchés. Les Socialistes ne peuvent pas, ne peuvent plus avancer aujourd'hui des propositions qui sont perçues par l'immense majorité des salariés comme une nouvelle perte de pouvoir d'achat.
Ne nous y trompons pas...! Aucune nouvelle répartition ne pourra se faire par décret. Comme nous n'avons cessé de le répéter depuis des années, elle ne pourra être que le fruit d'une négociation et d'un rapport de forces entre les salariés et le patronat.
L'enjeu est donc bien la négociation d'un contrat pour le progrès social et contre le chômage. C'est à nous qu'il appartient de créer une dynamique autour de cette idée. Il y a d'autres pistes à explorer.
Qui mieux que les Socialistes pourra établir un nouveau rapport entre la croissance et la préservation du milieu naturel ?
Les rapports nord-sud... pouvons-nous traiter des problèmes et des questions d'immigration sans traiter la question du développement ?
Sur ces questions, cela fait un certain nombre d'années que nous nous exprimons, que nous faisons des propositions. Il est curieux que ceux qui ont soulevé ces questions, au moment où il aurait été opportun de prendre des décisions, d'arrêter des orientations stratégiques, soient maintenant écartés.
Une autre question qui est devant nous est de savoir quelle sera la majorité susceptible de porter nos réponses, nos propositions programmatiques, et de les appliquer ?
On reproche aujourd'hui, et nos camarades dans les sections nous reprochent au PS... de ne pas tracer de perspectives suffisamment claires, de ne pas jalonner le

Fondation Jean Jaurès

chemin suffisamment et d'avoir pour seule action politique, en dehors des campagnes électorales, l'ambition de servir seulement de caisse de résonance au gouvernement ?
Camarades, nous avons déjà, tant de fois manqué les occasions... combien ici même, avons-nous réclamé les états généraux de la Gauche... ce n'était pas facile à réaliser hier, mais c'est beaucoup plus difficile maintenant. C'est toujours plus et encore plus indispensable. Si nous avions, en son temps, réalisé les états généraux, nous serions dans une situation aujourd'hui peut-être plus favorable, pour dialoguer avec les différentes compositions du mouvement écologiste... nous serions également dans une situation plus facile pour dialoguer avec les rameaux épars de ce qui était hier le Communisme. A l'époque, nous n'avions pas encore réalisé 18%... si nous l'avions entrepris, peut-être aurions-nous réalisé un peu plus, il y a là une lourde responsabilité prise par tous ceux qui, dans le Parti ou ailleurs se sont refusés à mettre en œuvre ce processus de rapprochement.
Nous sommes maintenant le dos au mur. Les initiatives doivent être prises au sommet bien sûr, mais aussi également dans toutes les localités. Il nous faut donc aller faire ce rassemblement le plus large possible.
Sommes-nous encore capables d'agglomérer autour du PS tel qu'il est ? Et pour le faire autre ?
Comment faut-il faire ? Allons-nous encore ressortir la tarte à la crème de la nécessaire rénovation ? Ce n'est pas nos statuts qu'il faut prioritairement changer mais d'abord nos pratiques., et c'est à la direction qu'il appartient de montrer l'exemple.
Il paraît que la source de tous nos maux est l'existence des courants alors que ce pose pour nous la question de notre capacité à rassembler, pourrions-nous accepter un fonctionnement et des règles internes qui fassent que les minorités soient mises à l'écart ? Le PS, le Parti Socialiste, notre Parti est pluraliste et divers. Son hétérogénéité est aujourd'hui plus forte qu'hier. Nous le savons. Il faut donc en tenir compte pour rechercher les améliorations au fonctionnement. Nous sommes bien sûr d'accord pour rechercher des règles qui associent plus étroitement ces militants aux prises de décisions. Nous avons, à cet égard, déjà formulé des propositions... dont beaucoup ne veulent pas entendre parler, comme le vote des militants à l'issue des Congrès pour savoir s'ils acceptent ou rejettent les décisions prises...
Oui, il faut plus de démocratie. Ce ne sont pas ceux qui ont transformé la confrontation des idées, en opposition de personne, et en choc des ambitions, qui doivent faire taire ceux qui n'expriment pas une position majoritaire.
Comment rassembler autour du PS si on ne rassemble pas d'abord le PS dans sa diversité ?
La disparition des courants, qu'est-ce que c'est ? Sinon la disparition de tous les courants autres que le courant qui domine ?
J'ai cru comprendre que la volonté du Premier secrétaire est de changer notre fonctionnement interne. Si l'objectif est de rendre le PS plus efficace, l'intention est louable. Si cela revient dans les faits, à nier notre diversité, et à empêcher le

Contribution Jean-Luc

débat interne, je le dis, mes chers camarades, avec gravité, n'est-il pas alors à craindre que des camarades estiment ne plus avoir leur place dans ce Parti ?
Que les courants de pensée puissent exister au PS est une bonne chose, ils sont nécessaires au choc des idées que nous appelons de nos vœux. Dénoncer la perversion des courants, oui... dénoncer les courants, non.
Pour conclure : ce matin Laurent Fabius, le Premier secrétaire, nous a demandé un Congrès pour les prochains mois. Il nous demande donc de revenir sur des décisions prises, arrêtées antérieurement à une quasi-unanimité.
Ce qui était impossible à Cachan, ce qui n'a pas été possible lors du Congrès de l'Arche, deviendrait miraculeusement possible, changer les règles arrêtées en commun, nous le disons sans ambages, c'est non ! Vouloir mêler tout à la fois un Congrès ordinaire, donc le renouvellement des instances dirigeantes, le contrat proposé aux Français, c'est-à-dire nos propositions programmatiques, la stratégie pour les mettre en œuvre, c'est-à-dire nos alliances, et parce que c'est ainsi, le choix des candidats aux élections législatives à venir, n'est-ce pas mettre le doigt dans une mécanique infernale ? A-t-on bien mesuré le risque ?
Oui à un Congrès de mobilisation, pour la mise en place d'un contrat proposé aux Français. Non, résolument non à un Congrès ordinaire chargé d'élire une direction qui sera précédée, parce qu'il en a toujours été ainsi, avant tous les Congrès ordinaires du Parti Socialiste, par une longue phase d'introspection où le Parti Socialiste ne se préoccupera que de ses problèmes à lui et ne se tournera pas vers l'extérieur. Alors, aujourd'hui, dans la situation qui est la nôtre, nous le disons clairement, un Congrès pour le contrat oui, un contrat pour le Congrès non !
(Applaudissements)
J'ajouterai que les dates ne sont pas non plus innocentes, et nous savons bien qu'en 1993 nous aurons un certain nombre de leçons, d'enseignements à tirer.
Et nous ne pouvons pas non plus, lorsque ces échéances seront passées, avoir à faire l'économie de ces débats. J'ajouterai que nous ne pouvons pas avoir en tête uniquement la vie interne du Parti Socialiste, les échéances électorales, qu'elles soient législatives, présidentielles, alors qu'il y a une attente de concret, puissamment révélée lors de ces élections, d'abord la justice sociale, et dans ce domaine puisque les distinctions entre gauche et droite se sont affaiblies, comme nous le rappelait fort opportunément ce matin notre Premier secrétaire, il faut donner des signes forts rapidement.
Le débat sur l'Europe est l'occasion d'insister sur l'Europe sociale et de démontrer ce que nous ne faisons pas que subir une Europe financière... Le Parti doit être porteur d'un grand débat national sur la répartition du temps de travail, notre tâche chers camarades est toute tracée, nous devons innover, nous devons retrouver des fonctions essentielles d'un grand Parti de gauche, nous devons être un laboratoire d'idées, tout cela saurons-nous le faire ensemble ? Nous voulons, pour notre part, encore l'espérer.
(Applaudissements)

Le président - Merci. Jean Le Garrec, ensuite Henri Emmanuelli.

Jean Le Garrec

Mes camarades, je crois qu'on peut d'abord se féliciter de la qualité des rapports des différents secrétaires nationaux, et du rapport du Premier secrétaire qui, sur ce que Philippe Bassinet vient d'appeler la plus formidable raclée de l'histoire du Parti Socialiste, ont fait un point complet, au fond, et j'ajouterai sans complaisance, et c'était, je crois, fondamental. Je ne vais pas reprendre les différentes propositions du Premier secrétaire, mais je voudrais insister sur l'une qu'il a faite, que je considère comme très importante, c'est la nécessité d'une journée de travail organisée très rapidement entre les groupes parlementaires et le Comité directeur, sur la ratification des accords de Maastricht. On a vu, à travers le débat déjà engagé publiquement, et j'ai écouté l'émission qu'a faite Jean-Pierre Chevènement vendredi soir, la nécessité très vite d'une mobilisation politique. Je crois que nous ne pouvons pas perdre de temps.

Formidable raclée, et je dois dire que pour beaucoup d'entre nous, nous sentions monter cette situation. On le voyait dans nos permanences, à travers l'écoute de nos électeurs, de nos militants, et je regrette que parfois on n'ait pas suffisamment écouté l'expression des groupes parlementaires, ce que nous disions à notre gouvernement. Je pense que des erreurs auraient pu être évitées et j'ose espérer que cela lui servira de leçon. J'ajoute enfin que les scrutins que nous avions mis en place étaient la machine la plus sophistiquée à se donner à nous-mêmes des coups de pieds au derrière ! On dirait presque l'arroseur arrosé. Et je regrette énormément qu'on n'ait pas écouté des propositions, qui avaient été faites, par le Premier secrétaire avant ces élections. Je n'insiste pas, c'est trop tard, mais je crois que là aussi nous devrions en tirer la leçon.

Sur cette analyse, je voudrais me contenter, car je la partage très généralement et au fond, d'ajouter ma petite part modeste et d'ajouter deux mots, qui seraient : la fatigue et l'exaspération. Pourquoi ces mots ?

La fatigue, c'est parce que notre pays, par sa culture, son histoire, sa tradition, n'est pas un pays réformiste, c'est un pays de coups de cœur, de coups de sang, de coups de passion, mais à qui nous imposons depuis dix ans un effort formidable sur lui-même, sur ses comportements, ses habitudes, ses traditions, ses corporatismes, effort continu, dont nos électeurs ne voient pas la sortie, et pour cause, à un moment donné où l'énergie collective d'un pays faiblit, où la volonté collective d'un pays s'amenuise. Et j'oserai dire que c'est particulièrement à notre base sociale que nous imposons cet effort, les salariés des entreprises, les fonctionnaires, les classes moyennes. C'est eux qui nous ont portés où nous sommes, à qui nous demandons au quotidien la poursuite continue d'un effort sur eux-mêmes, et dans ma circonscription, qui est de 50% textile, je peux vous dire que je sais ce que veut dire la mesure exacte de cet effort.

Est-ce qu'il faut relâcher cet effort ? Nous savons très bien que non,, nous avons choisi, il faut poursuivre. Peut-on le répartir plus équitablement ? Je le crois, et je le pense, et je suis convaincu que malgré nos attentions, nous y avons quelquefois manqué.

Peut-on l'affirmer plus clairement cet effort à qui nous le demandons ? Je crois que cela est indispensable. Il m'est arrivé parfois de penser que nous n'avions pas la même exigence de rigueur avec ceux qui dirigent que nous l'avions avec ceux qui subissent, et que dans notre langage même il y a, je crois, des notations de base qu'il nous faudra apprendre à réutiliser.

L'exaspération, je disais, c'est devant cette situation extrêmement complexe, nous avons aussi l'exaspération de beaucoup d'électeurs, ce que j'appellerai, et Philippe Bassinet vient de le citer, le syndrome de la médaille militaire. J'en ai parlé avec le Premier secrétaire, c'est-à-dire l'addition de ces mesures vexatoires au quotidien, dont on ne sait pas par qui elles sont prises, ni comment, ni où, mais qui donnent parfois l'impression que nous avons une haute administration qui passe sont temps à vouloir "emmerder" les citoyens Français !

Et je pense qu'il serait utile d'une part de faire l'inventaire de ces mesures vexatoires, et d'autre part d'éviter qu'elles se reproduisent, il est quand même paradoxal que menant combat pour des régions, vous vous fassiez accueillir à la sortie de vos réunions par des médaillés militaires à qui on vient de supprimer 30 francs d'allocations annuelles. C'est stupide, c'est maladroit, et cela exaspère, donc j'ajouterai à la liste déjà faite ces deux mots de fatigue et d'exaspération.

Comprendre oui, cela sera fait par ce Comité directeur, vouloir, nous avons aussi amorcé la réflexion, et je pense que vouloir cela implique l'écoute de trois messages.

D'abord celui des électeurs, pour l'essentiel il dépend à l'évidence de l'exécutif, il faut être clair là-dessus. C'est tout le lien complexe d'un parti au pouvoir soutenant son exécutif.

Et je crois que dans l'expression et la proposition du discours du Premier Ministre, Pierre Bérégovoy, il y a eu ce souci d'écoute de ce qui nous a été dit.

J'ajouterai simplement et en tant que parlementaire, que nous devons avoir le souci très rapide de définir les trois ou quatre mesures très simples, qui donneront lisibilité à notre politique.

Nous savons très bien que les marges de jeu sont faibles, nous savons très bien que le débat budgétaire sera complexe, nous devons donc choisir avec précision les mesures qui éclairent notre bilan et notre programme qui donnent le fonds d'illustration à ce que nous avons fait et à ce que nous voulons faire.

Je prends par exemple la création du fonds de dépendance pour les personnes âgées, sur lequel nous nous battons depuis deux ans, et dont il faut annoncer très vite la mise en place, ce n'est qu'un exemple parmi d'autres.

Message d'électeurs, et je n'insiste pas, beaucoup de choses ont déjà été dites.

Deuxième message, ceux qui nous ont quittés, je l'espère provisoirement, et que l'on retrouve fréquemment et particulièrement dans le vote écologique. On disait en 1978 du Parti Socialiste qu'il était le Parti "attrape-tout", il ne faudrait pas qu'il devienne le Parti "attrape-rien", c'est-à-dire qu'il se replie sur lui-même, frileusement, et je crois cette écoute des autres, qui a fait notre richesse, entre 1978 et 1980, ceux qui sont arrivés de partout, ceux qui sont arrivés d'autres histoires politiques, ceux qui sont venus par les assises, ces animateurs

socioculturels, ces gens souvent complexes mais fidèles, il nous faut la retrouver.
Il nous faut retrouver deux dimensions, celle de l'environnement, mais je ne crois pas qu'elle soit fondamentale, elle est importante pour l'avenir, c'est évident, personne ne le nie, mais je crois que la dimension fondamentale c'est celle dont Lionel Jospin parle d'ailleurs dans son article, qui est celle de l'authenticité, c'est-à-dire notre capacité à éclairer non seulement nos rapports à l'argent, mais aussi nos rapports au pouvoir, et nos rapports aux autres.
Je pense qu'il y a là un effort sur nous-mêmes, tout à fait indispensable, et à ce titre si l'échec que nous venons de subir réveille un peu cette authenticité, je crois que c'est aussi le garant d'une capacité à retrouver d'autres marges de jeu.
Message des électeurs, message de ceux qui, je l'espère, nous ont provisoirement quittés, et enfin message des militants. Nous sommes là, ici, par eux, pour eux aussi. Et ces militants nous parlent, et le discours il est aussi clair que celui des électeurs.
Il suffit de suivre nos assemblées générales dans le nord, nos réunions de sections, pour le déchiffrer sans difficulté.
Que nous dit ce message ? D'abord le refus total des luttes artificielles, des luttes de courants, qui ne sont que des luttes de pouvoir.
Le refus, jusqu'à la volonté exacerbée de remettre cela en cause. Je me souviens avoir dit à Jean Poperen, lors du Congrès de Lille, de 1987, en voyant l'entrée du ballet successif des différents responsables de courants, dans la salle du Congrès, avec les télévisions se précipitant sur chacun d'entre eux, à tour de rôle, qu'il suffisait de mettre en face de chacun de ces responsables un page portant des couleurs et un slogan pour que nous ayons terminé de reproduire ce qui n'est qu'une forme pervertie de la vassalité.
Nous l'avons tous vécu et nous le savons tous. Les militants le savent comme nous et ne le supportent plus, et ils veulent que cela cesse, car ils savent que c'est la condition fondamentale de deux autres mots qui pour eux sont clairs aussi, celui de la simplicité dans l'expression et de la modestie dans la formulation.
Quels efforts il faudra faire pour trouver cette simplicité et cette modestie ! Pour ne pas donner à notre entourage cette impression que nous nous sommes complètement laissé submerger par les délices empoisonnés du pouvoir !
Ils le savent avec beaucoup de lucidité, et enfin cette simplicité dans l'expression, gage de ce qu'ils veulent comme garant de notre histoire et de notre avenir, c'est-à-dire le rassemblement, ils le veulent fondamentalement, de toute leur volonté, de toute leur action sur le terrain, de toute leur histoire. Alors voilà, nous y sommes !
Faut-il pour ce faire tenir un Congrès à sa date statutaire normale, c'est-à-dire en 1993 ?
Cette question, je voudrais le rappeler, avait été posée en son temps par un Premier secrétaire qui s'appelait Pierre Mauroy, qui avait dit : nos statuts impliquent la tenue d'un Congrès tous les deux ans. Et nous avions vu des réticences diverses et multiples, avec les évolutions d'aujourd'hui, à cette

Fondation Jean-Jaurès

époque. J'ai en mémoire très précisément les arguments tenus par le Premier secrétaire de l'époque qui disait : mais attention, si nous commençons à bousculer nous-mêmes ce qui est l'organisation fondamentale de notre Parti, c'est la notion même de Congrès que quelque part nous remettons en cause.
L'idée après tout que pourquoi pas tous les trois ans, et pourquoi pas tous les quatre ans, c'est-à-dire l'idée que tous comptes faits, au bout de la démarche, on pourrait éventuellement remplacer la démocratie de parti par la décision impériale de courant, ce risque était déjà perceptible et dit par le Premier secrétaire.
J'ajoute qu'il y avait un deuxième argument auquel personnellement je suis très sensible : est-ce que dans cette hésitation, éventuellement ce refus qui a été fait à ce moment là, il n'y avait pas quelque part une peur par rapport à nous-mêmes ? Est-ce qu'il n'y avait pas la peur d'être dans l'incapacité d'exorciser le Congrès de Rennes ? Est-ce qu'il n'y avait pas l'aveu de notre propre faiblesse ? Est-ce que nous ne pensions pas qu'en vivant cachés, avec une démocratie à l'écart, sortant du jeu normal de nos statuts, nous évitions nos propres difficultés ? Eh bien, je crois que nous devons avoir aujourd'hui le courage d'accepter cette franchise dont a parlé Alain Richard, le courage de notre propre démocratie interne avec ses risques et ses grandeurs, avec ses difficultés, mais avec ce qu'est porteur comme projet et comme avenir. Oh ! Il est bien évident que des précautions sont à prendre, qu'il faudra que si ce Congrès se tenait à sa date statutaire normale, nous soyons en capacité de prendre en compte les propositions que formulera la Commission que présidera notre Secrétaire national Vaillant. Il est bien évident aussi que ce Congrès ne peut pas être celui du chamboulement, mais doit être celui de la capacité à débattre de notre programme en s'appuyant sur notre bilan, sur ce que nous avons fait et sur ce qui sera fait dans les quelques mois qui nous restent comme capacité de gouverner.
Mais il est bien évident que ce débat sur le programme vécu par les militants - et cela leur sera plus facile qu'un débat qui était quand même plus complexe, qui était celui du projet - cette capacité à débattre du programme est fondamentale.
Il est évident aussi que ce Congrès doit être un Congrès de précaution, et je reprendrai l'expression formulée par Laurent Fabius lui-même ce matin, "qui ne blesse personne, où chacun se sentira à l'aise, pourra faire valoir son énergie militante, ses talents et ses compétences." J'ai réécrit la phrase, elle est clé, elle a été formulée par le Premier secrétaire.
Donc cela ne peut être que l'aboutissement avant des échéances très difficiles, qui ne s'arrêteront pas à l'évidence à 1993, d'un Congrès qui doit être celui de la volonté, de l'énergie et du rassemblement. Les formes ? Nous sommes capables d'en débattre. Alain Richard évoquait tout à l'heure ce qu'il appelle un contrat de majorité. Je ne sais pas si l'expression "contrat" est la plus juste, mais peu importe les mots; nous avons tous compris ce qu'il y avait derrière cette idée. Peu importe les formes, les précautions, les exigences normales qui doivent être prises en compte, mais nous ne pouvons pas faire l'impasse sur ce moment, ce lieu de mobilisation et de rassemblement.

J’ajoute, nous sommes des militants, nous sommes le Comité directeur, que le Premier secrétaire a pris le risque, et c’est de sa responsabilité, de lancer l’idée, elle est publique, elle est dehors. Que penseraient de nous ceux qui nous soutiennent, si nous n’avions pas capacité à nous mettre d’accord sur une formulation qui soit celle du rassemblement durant l’année 1992 ? Car nous le savons tous bien, ce serait le seul point retenu par la presse de tous nos travaux. Le seul point ! Donc c’est une exigence que nous devons aussi - je m’excuse, Henri - prendre en compte.
Je dirai tout simplement que cet effort sur nous-mêmes, avec ses difficultés, avec ses précautions, nous le devons à nos militants, à ceux qui font le Parti Socialiste, à ceux qui vivent avec encore plus de tension et d’acuité que nous-mêmes nos difficultés, nos efforts et nos échecs. Nous le devons à ceux qui nous ont amenés la où nous sommes. Cet effort sur nous-mêmes, je crois qu’il est indispensable !
(Applaudissements)

Le président - Merci.
Henri Emmanuelli, ensuite Louis Mermaz.

Henri Emmanuelli

Chers camarades, ce Comité directeur se tient au lendemain d’un grave échec qui a été rappelé par les uns et par les autres. De cet échec, je crois qu’au cours de la journée nous avons commencé à tirer le bilan, même si nous avons tous conscience aujourd’hui de la nécessité, une fois ce bilan tiré, d’entrer dans la phase de reconquête.
Déjà, mercredi dernier, le Premier Ministre nous a présenté les axes qui doivent être ceux de l’équipe qu’il a constituée pour les onze mois à venir, et dont je pense que nous espérons tous qu’ils constitueront l’élément essentiel de cette reconquête. Je dis essentiel parce que nous le savons tous, c’est sur cela que nous serons jugés en mars prochain, d’abord sur cela.
Dans le même temps, le Premier secrétaire souhaite que s’entame ici un processus de rénovation de notre Parti, et je dirai que c’est une initiative qui ne peut rencontrer que des à priori favorables, surtout si nous comprenons bien que rénover le Parti Socialiste... encore que moi aussi, ce mot qui a été tellement utilisé me heurte un peu, peut-être qu’on pourrait en trouver un autre, je ne crois pas que la difficulté soit là... rénover le Parti Socialiste nécessite avant tout une réflexion sur le fond et sur la stratégie, car c’est de cela qu’il s’agit.
Je suis en effet, et je ne suis pas le seul à avoir écouté les orateurs aujourd’hui, profondément persuadé que nous ne pourrons nous en tirer par une simple retouche de nos structures. Je pense que croire cela serait une erreur.
Ce que les électeurs ont sanctionné, ce ne sont pas prioritairement nos modes de désignation et de fonctionnement, ce sont, comme l’a rappelé le Premier secrétaire lui-même ce matin, nos difficultés à répondre concrètement à leur attente et à leurs préoccupations quotidiennes. Il a d’ailleurs dit cela avec plus de force encore et plus de précision. Prenons donc garde, mes chers camarades, à

Fondation Jean-Jaurès

ne pas nous enfermer dans un de ces débats socialo-Socialistes qui nous ont déjà fait tant de mal, et sur lesquels nous avons pris la désagréable habitude de revenir régulièrement.
Le gouvernement a donné le signal de la reconquête, les deux réformes institutionnelles, celle liée à la ratification des accords de Maastricht dont nous venons d'apprendre les termes et celle souhaitée par le Président de la République, viendront pour compléter le dispositif, et nous savons toute l'importance que cela aura au cours de l'année qui vient.
Je suis de ceux qui pensent, et je ne dois pas être le seul, que le débat politique devrait retrouver une certaine ampleur autour de ces questions là. Cela ne veut pas dire a contrario qu'il nous faille rester sur des positions figées, qu'il nous soit interdit de bouger. Déjà, comme cela a été rappelé, au Congrès de l'Arche des propositions d'évolution statutaire avaient été faites, et je me réjouis de ce qu'elles deviennent enfin possibles aujourd'hui. Oui, il faut bouger, et le plus tôt sera le mieux, de ce point de vue là. Oui, il faut que le Parti évolue, oui, il faut éradiquer de nos pratiques certains excès liés à la structuration des courants, eux-mêmes liés à la proportionnelle. Mais cela ne veut pas dire retomber dans les ornières de sinistre mémoire du scrutin majoritaire. Faut-il pour cela et pour autant modifier le calendrier des Congrès ordinaires ? Je dis bien "ordinaires" ? Malgré ce que vient de dire Jean Le Garrec, même si la proposition est rendue publique, un Congrès ordinaire doit toujours être une possibilité de débat offerte au Parti et aux militants. Cela ne peut pas être à priori l'interdiction du débat, l'unanimisme garanti. Aucun de nous ne peut garantir cela !
(Applaudissements)
Je crois qu'il serait profondément contraire, d'une certaine manière, à la tradition démocratique de notre Parti, à ce que nous sommes, de poser de tels préjugés, de tels préalables. Il n'y a pas d'unanimité obligatoire au Parti Socialiste, il n'y en a jamais eu, il ne saurait y en avoir, chers camarades, et je ne doute pas que vous partagiez tous ce point de vue, car si nous ne partagions pas ensemble ce point de vue, alors je pense qu'il y aurait dans notre conscience collective un dérapage dangereux.
Il faut donc qu'un Congrès soit la possibilité d'un débat à la fois pour le Parti, et surtout pour les militants, et nul ne peut préjuger d'un rassemblement garanti, je le répète.
Faut-il dans ces conditions, et moi je vous demande de bien y réfléchir, faut-il dans ces conditions prendre le risque d'un débat interne à l'automne ?
Dynamiser le Parti, oui ! Le faire évoluer, oui ! Mais il existe pour cela, comme cela a déjà été rappelé d'ailleurs par un certain nombre d'intervenants, des formules dans le Parti. Il existe des Conventions (je crois même que nous avons adopté quasiment l'obligation d'en tenir deux par an), il existe aussi des Congrès extraordinaires, bref il existe toutes les possibilités que nous voudrons bien imaginer, à côté de celles qui existent déjà. Je ne pense pas, en revanche, et je le répète, qu'il faille prendre le risque de voir se développer ou réapparaître des enjeux de pouvoir dans la période.
De sorte que je suis convaincu, mais vraiment convaincu, que le meilleur moyen

de rassembler le Parti, c'est d'abord d'éviter toutes les occasions où nous pourrions avoir la tentation de nous différencier, et ceci d'autant plus qu'il existe un calendrier serré que je viens de rappeler, calendrier que, par ailleurs, il ne serait pas convenable d'opposer à qui que ce soit dans ce parti pour essayer d'obtenir une unanimité garantie.

Faut-il brouiller les messages, compte tenu de ce calendrier, mélanger les genres, compliquer la tâche du gouvernement ? Non, mes chers camarades, ne recommençons pas les erreurs du passé en nous engageant dans je ne sais quelle procédure introvertie.

Sur un autre plan, camarades, si je dis cela, c'est parce que je suis convaincu qu'il serait une erreur d'imputer au seul Parti Socialiste la défaite que nous venons de connaître, comme je l'ai entendu dire, ou comme je l'ai lu. J'ai la faiblesse, en effet, de penser que ce Parti Socialiste, que l'on charge un peu vite de tous les maux, il aurait été bon parfois de l'écouter davantage !

L'écouter un peu plus, par exemple, lorsqu'il proposait, en concordance d'ailleurs avec le gouvernement à l'époque, que l'on opère une réforme du mode de scrutin pour les élections régionales, sur la base de listes régionales avec prime majoritaire. Aurions-nous été au second tour à 18,3% (je me retourne vers les spécialistes), avec une droite qui, en face, avait fait le plein de ses voix à 33%, s'il y avait eu deux tours et le scrutin que nous demandions ? Nous savons tous que la réponse est non.

(Applaudissements)

L'écouter un peu plus lorsqu'il parlait, à sa manière, pas toujours cohérente, pas toujours très entendue, de la profonde insatisfaction, du déficit social, pour reprendre une expression très usitée pendant un certain moment, qui remontait de nos fédérations et de nos circonscriptions, qu'elle soit justifiée ou pas, d'ailleurs : nous savons tous qu'en politique ce qui est important, c'est la réalité objective, certes, mais c'est surtout l'appréciation subjective qu'ont de cette réalité les électeurs. Disant cela, je ne juge pas sur le fond, mais je rappelle ce que nous entendions et ce que nous avons essayé de répercuter. L'écouter un peu plus lorsqu'il demandait que l'on fasse attention à ne pas semer la confusion en donnant l'impression que nous étions plus intéressés par la recherche d'alliances aux contours pour le moins flous que par la définition d'orientations claires pour le pays.

Je ne me fais aucune illusion, chers camarades, si le Parti avait été un peu plus écouté, la tendance n'en aurait pas pour autant été inversée.

Le mouvement auquel nous avons été confrontés, l'émiettement du paysage politique ne peuvent pas être non plus simplement imputés au fait que le Parti n'ait pas été entendu. Non. Nous le savons et cela a été dit, le phénomène est plus vaste, plus général et il touche tous les pays industrialisés, ceux où l'on trouve d'ailleurs les plus forts pouvoirs d'achat des populations, et il faut analyser cela avec beaucoup de lucidité. Pourtant, si la tendance ne pouvait s'inverser, je reste persuadé que le rapport de forces, lui, pouvait être modifié et je pense que le combat pour la reconquête en aurait été d'autant facilité.

Pourtant, si l'échec n'est pas, à mon sens, imputable en priorité au seul Parti,

Fondation Jean Jaurès

comme je l'entends, ce sont bien nos idéaux qui sont aussi aujourd'hui entamés. Ne pas le reconnaître serait, me semble-t-il, faire preuve d'une étrange cécité, sauf à vouloir s'enfermer encore une fois dans un débat purement structurel évacuant les questions de fond. Idéaux entamés parce que nous avons laissé se développer une certaine confusion dans les esprits et nous n'avons pas toujours trouvé, entre l'anathème et le consensus, les voies du débat politique qui permet d'effectuer des choix clairs. Idéaux entamés parce que nous n'avons pas toujours su répondre, ou tout au moins rarement su anticiper les nouvelles questions qui se sont trouvées posées à nous (elles ont été évoquées, urbanisation, etc. je n'y reviens pas).

Parmi ces questions, presque toutes liées à la mondialisation des problèmes, deux au moins me semblent essentielles, mais il y en a d'autres.

La première est celle qui concerne les nouvelles inégalités et l'exclusion générées par l'aventure technico-industrielle de no sociétés.

Sous la pression de la conjoncture internationale et des nécessités de la concurrence, que nous avons librement choisies, nous avons mobilisé nos forces pour répondre aux défis économiques et industriels, et nous avons d'ailleurs en grande partie bien réussi dans ce domaine-là. Mais il nous faut maintenant mobiliser toute notre volonté, notre imagination, pour relever les nouveaux défis sociaux qui sont apparus comme contrepartie de cette modernisation dominée par la nécessité de la compétitivité.

Chaque avancée sur le plan technologique, des progrès de production, génère parallèlement de l'exclusion sociale et, malgré l'existence aujourd'hui de stabilisateurs importants, l'évolution actuelle n'échappe pas à cette règle.

La seconde question essentielle est celle qui concerne les voies d'une démocratie renouvelée, approfondie.

Entre l'exigence de l'Etat providence que nous avons su heureusement préserver et l'ivresse d'un individualisme peureux, nous n'avons pas suffisamment su retisser les liens de la médiation sociale, soit en revivifiant ses formes traditionnelles, soit en proposant de nouvelles formes de partage et de redistribution.

Au défi social se superpose donc un défi civique. Il faut que les individus retrouvent le désir d'être des citoyens, que la volonté de participer à une œuvre de redressement collective l'emporte sur la seule préoccupation de s'en sortir individuellement. Il nous faut approfondir la démocratie, re-légitimer la politique.

La première de nos priorités doit donc être, à mon sens, de retrouver notre authenticité dans un ancrage sincère à gauche. Je voudrais illustrer ce propos par un certain nombre d'exemples précis, qui ne sont pas forcément d'ailleurs fondamentaux, et tout d'abord celui de la redistribution.

Nous savons tous que la fiscalité n'est pas à la mode aujourd'hui et nous n'avons ou pas pu, ou pas voulu, ou pas su résister au vent d'anti-fiscalisme aux accents parfois poujadistes qui a soufflé sur ce pays. Je le rappelle souvent, la totalité de nos déficits budgétaires depuis trois ans a été égale au montant des abaissements fiscaux directs ou indirects que nous avons consentis. Ce sont des

chiffres qu'il faut savoir, le total cumulé des déficits budgétaires est égal au montant des réfactions fiscales que nous avons consenties, soit sur l'impôt direct, soit sur les impôts indirects. C'est dire que je ne touche pas aux grands équilibres en disant cela.
L'opinion publique n'aime pas l'impôt et elle est profondément attachée aux effets de la redistribution, mais elle se méfie aujourd'hui de ses mécanismes et surtout elle ne saisit plus bien la finalité de ses principes.
Pourtant, chers camarades, nous connaissons tous les grandes tendances de notre économie, les processus en cours dans ce domaine : ils aboutissent tous a une concentration de plus en plus forte des capitaux et des investissements, ce qui correspond sans nul doute à une nécessité sur le plan industriel et économique, mais ce qui entraînera aussi une marginalisation croissante de certaines catégories.
On va voir le développement de véritables féodalités économiques, seules capables de répondre aujourd'hui à la taille des investissements. Quand on discute avec les grands chefs d'entreprise, ils expliquaient tous, il y a deux ans, que la taille minimum pour opérer sur le marché international, c'était 70 milliards de nouveaux francs de chiffre d'affaires ; aujourd'hui, je suppose que ce chiffre a encore un petit peu grimpé, cela doit être 80 milliards de nouveaux francs de chiffre d'affaires... Il n'y a que les sociétés de cette dimension, aujourd'hui, qui ont la capacité de répondre à des investissements technologiques très lourds, où le capital investi par emploi créé est considérable par rapport à ce qui existait dans le passé. On va donc voir se multiplier ces puissances, ces féodalités, ces regroupements, parce que c'est la loi, parce que c'est la nécessité du marché, de la compétitivité, de la concurrence et, que nous le voulions ou non, chers camarades, cela va poser, au cours des années qui viennent (cela en pose déjà), d'énormes problèmes de redistribution.
Moi, je suis de ceux qui pensent que, tant qu'il y aura problème de redistribution, le Socialisme aura un avenir. Pour ma part, je souhaiterais que l'on se penche sur ces questions-là et que déjà, peut-être, à l'occasion de notre programme, on commence à essayer d'y répondre, même si c'est avec précaution, même si c'est modestement. Mais ce qui est vrai entre les catégories, entre ceux qui sont dans le système et ceux, de plus en plus nombreux, qui n'y seront pas, est également vrai, noue le savons tous, sur le plan international. Le problème de la redistribution entre peuples riches et peuples pauvres se pose chaque année plus cruellement. L'aide au développement des pays pauvres ou en voie d'industrialisation n'est plus, de ce point de vue, un simple impératif humanitaire, c'est aussi une exigence économique, c'est aussi une exigence politique. Il serait fou de penser que les 3/4 de la planète vont mourir de faim en regardant le quart restant bénéficier de l'immense majorité des richesses ! On le dit depuis longtemps, mais certains développement récents, certaines situations, notamment au sud, sont tout de même là pour prouver que nos craintes répétées au cours des années précédentes finissent par trouver une certaine concrétisation.
Certes, de ce point de vue-là, le gouvernement et le Président de la République ont été de ceux qui (parmi les pays industrialisés) ont pris le plus d'initiatives,

Fondation Jean Jaurès

mais je crois qu'il faudra que nous nous reposions ces questions avec acuité, même si, comme je le lis, le tiers-mondisme n'est plus d'actualité ou n'est plus à la mode. On appellera peut-être cela autrement, mais le problème, lui, est entier, il demeure et il s'aggrave chaque année.
Nous pourrons de ce point de vue, si nous sommes capables, opposer nos principes et notre vision à l'air du temps.
Un deuxième exemple, beaucoup moins préoccupant, beaucoup plus simple à régler, mais toujours dans le même esprit : je lis, j'entends que, sous prétexte de faire plaisir à quelques-uns, qui ne représentent pas l'intérêt général, ou à quelques publicistes en quête perpétuelle de gloire médiatique, nous devrions enfourcher le cheval du travail du dimanche, qui serait créateur d'emplois, de richesses, et participer par là même à une entreprise de déréglementation sociale qui, j'en suis persuadé, ferait la joie de certains, mais, j'en suis persuadé aussi, aboutirait à une considérable régression sociale.
Je dis que nous devrons dire non à cela et je souhaite, je le dis au Premier secrétaire, que sur tous ces points le débat ait lieu, que le Parti soit solidaire, qu'il soit homogène et qu'il fasse prévaloir son point de vue.
Un troisième exemple, peut-être lui plus grave, plus lourd. Il y a dans ce pays une aspiration profonde qui s'est manifestée avec force et qui est une aspiration à la démocratie directe. Nous en avons tous entendu les échos, sous une forme ou sous une autre, lors de la campagne électorale. Ce qu'exprime cette aspiration est, je crois, positif : plus de proximité entre les citoyens, de meilleurs contrôles sur le processus et les centres de décision, une meilleure participation de chacun à la vie sociale, plus de démocratie en un mot. Il y a là de quoi réjouir des Socialistes, a priori. Pourtant, nous le savons aussi, cette aspiration rencontre bien souvent des réponses démagogiques qui, en proposant par exemple la systématisation des referendums, ne visent qu'à entamer, voire détruire, tous les rouages démocratiques des institutions de la République.
Nous connaissons...

Daniel Mayer - Et ce serait le retour à la peine de mort !

Henri Emmanuelli - ... Exactement, c'est ce que je veux dire, cher Daniel Mayer. Nous connaissons les dangers d'un système qui met face à face un peuple et son chef, qui le consulte à son gré par la voie référendaire et en tire un pouvoir exclusif, antagoniste à toute autre forme de représentation démocratique. Nous sommes donc, je crois, parfaitement d'accord.
Notre expérience politique et notre connaissance de l'histoire nous ont appris à quel point plébiscite n'a jamais rimé avec démocratie.
Alors, il faut réfléchir à ces problèmes, inventer une démocratie participative qui nous permette de répondre néanmoins à ces attentes, sans nous laisser entraîner sur les terrains obscurs de la démagogie. La réforme institutionnelle, mes chers camarades, devrait nous permettre d'avancer non seulement dans la débat, mais sur le terrain institutionnel.
Tout cela nécessite que nous retrouvions les accents, je le redis, d'une certaine

authenticité qui doit faire notre spécificité : ne plus être victimes de ce système infernal qui donne toujours la priorité aux apparences sur le fond, à l'effet médiatique immédiat sur les besoins réels, combattre la superficialité, ne pas accepter que le "clip" se substitue à l'analyse, que le "scoop" se substitue au raisonnement, que l'esbroufe (passez-moi l'expression) se substitue à l'action en profondeur et, de ce point de vue (je n'en dirai pas plus), une certaine nomination, pour ce qui me concerne, a du mal à passer et ne passe pas !
(Applaudissements)
Chers camarades, nous rénover c'est d'abord affirmer notre authenticité.
C'est ce que j'ai voulu dire avec les exemples que je viens de vous présenter. Mais notre rénovation doit aussi passer par une ouverture de notre Parti. Les élections régionales mais aussi les élections cantonales ont montré l'émiettement du paysage politique français. Nous sommes confrontés dans cette situation à une alternative : soit cet émiettement se perpétuera et à terme, c'est la survie de notre système politique et de notre démocratie qui est en cours, soit nous arriverons à opérer de nouveaux rassemblements en tenant compte de l'émergence de nouvelles sensibilités.
Pour rassembler, il faut d'abord affirmer nos positions pour en débattre avec toutes les forces de progrès qui sont prêtes au dialogue avec nous, reconstituer un grand pôle progressiste capable de tirer notre société en avant et qui doit rester notre principal objectif.
Pour cela, nous avons d'ores et déjà un certain nombre de propositions concrètes à présenter au pays. Elles méritent d'être précisées, approfondies, afin que nous soyons dotés d'un véritable programme. Là, il y a urgence. Nous avons aussi tranché par la voix du Premier Ministre ce débat sur le mode de scrutin que nous avons traîné comme un boulet pendant des mois et des mois. J'ai toujours été, pour ce qui me concerne, partisan sans fétichisme du scrutin majoritaire qui permet une plus grande clarté dans les choix politiques, nous en avons eu la démonstration ces dernières semaines, mais pour autant, je ne crois pas que nous devions, au nom d'un sectarisme étroit et frileux, nous dispenser de toute réflexion stratégique. Des nouvelles forces politiques ont émergé. Elles représentent près de 15% du corps électoral. Je ne crois pas qu'il soit souhaitable de les exclure de la représentation nationale. Ce que je dis ne concerne pas le Front National, bien sûr, ce mouvement fasciste qui s'est mis lui-même en dehors de la démocratie et même en dehors de la République. Chers camarades, je crois qu'il va falloir réfléchir pour rassembler, il nous faut un programme et les bases en sont jetées. Il va falloir le rédiger et faire des choix, mais ce programme va aussi nous permettre de débattre avec d'autres qui se si situent dans le camp du progrès, en sachant que le problème de la représentation au Parlement ne pourra pas être contourné, ce n'est souhaitable ni pour nous, ni pour la démocratie, me semble-t-il.
Voici, mes chers camarades, ce que je souhaitais vous dire aujourd'hui. Retrouver notre vérité, nous ouvrir pour rassembler à partir de nos propositions, sont les deux priorités, les deux seules sur lesquelles nous devons concentrer nos efforts. Permettez-moi dans ce cas de rester optimiste et d'être persuadé que

nous aurons la sagesse de rester dans cette perspective-là.
(Applaudissements)

Le président - Merci. Louis Mermaz, ensuite Julien Dray.

Louis Mermaz

Chers camarades, trois questions nous sont essentiellement posées par ce Comité directeur. La première a trait à la réforme des statuts. La seconde : faut-il ou plutôt comment dépasser les courants ? La troisième question : faut-il faire dans un délai rapproché un Congrès ordinaire ?
Je vais m'efforcer à mon tour d'apporter une réponse à ces trois questions.
Au préalable, quelques remarques car beaucoup de choses concordantes ont été dites et ce matin et au cours de l'après-midi. On a beaucoup entendu de réflexions qui sont normales après les scrutins des régionales et des cantonales, sur ce que le gouvernement ou les gouvernements auraient dû ou n'auraient pas dû faire, sur ce que le Parti aurait dû ou n'aurait pas dû faire. La distinction entre l'un et l'autre semblera à l'opinion publique quelque peu artificielle car il y a longtemps que nous savons que les Socialistes sont perçus comme un bloc et que l'on ne distingue pas au niveau de l'opinion tellement les uns des autres.
Nous avons aussi appris ces derniers temps à découvrir l'importance de la société qu'on appelle civile, probablement pas par opposition à la société militaire, mais par opposition au monde politique. Je crois que là aussi il faut prendre pleinement conscience non pas pour invoquer, en ce qui nous concerne, je ne sais quelles circonstances atténuantes, et pour mieux apprécier l'avenir, il faut prendre conscience des pesanteurs de la société, des pesanteurs des mentalités. Il faut aussi avoir bien présentes à l'esprit, comme une toile de fond obsédante, l'importance et la rapidité des bouleversements internationaux qui n'ont pas fini d'avoir des conséquences considérables sur l'hexagone, sur son évolution sociale et politique.
Le Parti Socialiste recule fortement, le renfort de voix Communistes sur lequel on a compté pendant tant d'années s'affaiblit et ne nous est plus acquis comme par le passé; pour le second tour des élections cantonales, les reports Communistes ont été mauvais; nous ne sommes plus en période d'union de la Gauche, on le sait, et la discipline républicaine, je viens de le dire, s'est considérablement affaiblie.
Il y a ces votes protestataires ou ces votes de refuge, les votes écologistes, et puis cette montée de la menace fascisante avec l'émergence de plus en plus forte et inquiétante du Front National.
Voici donc les partis traditionnels, comme disent les politologues, à 18% d'un côté, 33% de l'autre. Un Socialiste, lors du débat de présentation de son programme par Pierre Bérégovoy, disait : 33%, ce n'est pas grand chose, mais la Droite répondait : c'est mieux que 18%, et le Socialiste reprenait : oui, mais 33% à trois.
Versatilité, fluidité de l'électorat, cela est à la fois inquiétant et dans une certaine mesure peut nous rendre relativement raisonnablement optimistes dans la

mesure où ce vote de rejet n'est pas le choix d'une alternative, mais plutôt une dispersion, un mouvement centrifuge, un éloignement, mais pas encore véritablement une fixation sur d'autres formes antagonistes définitivement différentes.
On pourra poursuivre et on poursuivra pendant des semaines et des mois cette analyse. On l'approfondira, on en tirera des enseignements précieux. Mais l'important aujourd'hui, c'est de se dire - et on se pose la question depuis ce matin - et maintenant ?
Voici donc un nouveau gouvernement dont le Premier Ministre, Pierre Bérégovoy, a fixé les objectifs, des objectifs, me direz-vous, c'est normal, mais ce sont des objectifs Socialistes très fortement affirmés, car dans cette période de dispersion, de versatilité, d'hésitation, voire de rejet, il est plus important de constituer un pôle pour le rassemblement de demain que de rechercher je ne sais quelle formule ratissant large. Il faut d'abord rassembler, raffermir, se retrouver, concentrer les efforts plutôt que d'essayer d'attraper ceux qui pour le moment se dérobent, et qu'il faudra bien le moment venu retrouver, et dans très peu de temps.
Le programme du gouvernement, je n'ai pas à le rappeler, il est dans toutes les mémoires, est un programme ferme, concis, et je crois que les objectifs, s'ils sont atteints, correspondent à l'attente de notre électorat. Présence sur le terrain, authenticité, obligation de suivre de très près la mise en œuvre des décisions gouvernementales, car nous savons tous qu'entre le moment où une décision est annoncée, pas seulement annoncée, arrêtée, et celui où elle a des effets réels au niveau de la population, il se passe trop souvent du temps, de la complication et des "embrouilles" inutiles. Donc là aussi, il va falloir avec onze mois devant nous - comment faire autrement ? - rapprocher la période de décision et d'exécution, et c'est la nécessité de mettre en marche beaucoup d'éléments au niveau de l'administration centrale et aussi en concertation, c'est parfois plus difficile, des administrations locales.
Devant nous aussi cette perspective de la ratification des accords de Maastricht. Cela peut être, cela doit être non seulement pour le Président de la République, pour le gouvernement, mais aussi pour le Parti Socialiste, un moment d'action politique intense, car nous avons là un débat à mener avec l'opinion, un certain nombre de valeurs affirmées, des perspectives à tracer. J'ai écouté attentivement comme vous l'exposé nourri et très intéressant à l'instant de Jean-Pierre Chevènement. J'arrive à des conclusions très sensiblement différentes, avec pourtant chez lui des analyses qui me semblent justes, mais je ne pense pas qu'on affirmera demain la force de l'identité nationale, la pérennité de l'histoire et de l'action de notre pays, en s'isolant même à partir disons de beaucoup de volonté, de beaucoup de forces et de beaucoup de mobilisation de nos moyens.
Je préfère, pour ma part, qu'on prenne le risque calculé, bien entendu,, comme tous les risques pris intelligemment, d'aller à la rencontre des autres, et puis s'ils invoquaient la réforme de la politique agricole commune et les conversations du GATT, qui ne concernent pas que l'agriculture, mais l'ensemble des services, l'ensemble de l'industrie, de la propriété intellectuelle, je pense que ce contact,

Fondation Jean Jaurès

cette délibération perpétuelle, cette confrontation parfois difficile et rude avec onze autre partenaires, ferait que la voix de la France serait plus forte et mieux entendue que si nous agissions séparément. Nous attendons donc de l'Europe une présence française plus forte au sein de la Communauté, en liaison, en coordination avec les autres. Le gouvernement a beaucoup de travail devant lui, et sous l'autorité du Président, il devra être en ordre de marche et en mouvement jour après jour pendant ces onze mois.

Le Parti doit répondre à la même exigence. Le Parti, on le dit depuis ce matin, doit lui aussi être en ordre de marche. Je crois que le moment est venu, parce que nous avons subi un choc très fort, d'en tirer rapidement les conclusions sans attendre, parce que la situation s'améliorerait. Comment ne s'améliorerait-elle pas étant donné ce qu'elle est aujourd'hui ? Permettez-moi d'être quelque peu optimiste. Je crois donc qu'il faut tirer rapidement la conclusion du choc que nous venons de subir, et que le Parti Socialiste ne peut pas continuer de faire comme avant, comme s'il ne s'était rien passé.

C'est pourquoi pour ma part je suis favorable au dépassement des courants. Quel dynamisme nouveau dans nos départements et dans nos fédérations si on pouvait se réunir tous ensemble, sans se réunir comme on doit le faire trop souvent au préalable pour voir ce qu'on dira aux autres, comment on limitera tel ou tel mouvement. Se réunir ensemble, débattre ensemble. Après tout, on s'apprête à le faire au niveau de l'Europe, pourquoi est-ce qu'on ne saurait pas le faire au niveau des fédérations ou au niveau du Parti Socialiste ? Moi je n'ai pas de complexe, dans ma fédération, pour discuter d'entrée de jeu avec tel ou tel camarade représentatif de telle ou telle sensibilité.

Tenir un Congrès ordinaire, c'est cela aussi qui sera fondateur, qui fera choc. S'il s'agit seulement d'élaborer un programme, on fera, en plus précis, en plus proche peut-être du terrain, ce qu'on a réussi lors du Congrès de l'Arche. Mais après tout, les choses n'auront pas tellement changé.

Si nous réfléchissons à ce qui se passe aujourd'hui dans le Parti, faisons une espèce d'analyse collective. Le Parti a tendance pour certains à ressembler un peu à une sorte de compagnie d'assurance. On en est membre comme d'une mutuelle. Ainsi, on peut être candidat. On est présenté même dans les périodes difficiles, on a une chance si on n'est pas trop mal placé sur les listes ou dans une circonscription pas trop mauvaise, d'être élu. Mais que de temps dépensé pour animer son courant !

Parfois, là aussi soyons francs, il se passe des choses plus intéressantes, plus vivantes, avec des confrontations parfois très rudes, des antagonismes aussi, des luttes d'influence à l'intérieur des courants, quand ce n'est pas à l'intérieur des sous-courants, si bien qu'on dépense plus de passion à animer tous ces petits satellites très nombreux qu'à mener sa vie de militant à l'intérieur du Parti. C'est pourquoi je pense que sans que les courants soient supprimés, il faudrait quand même qu'ils vivent différemment. Après tout on devrait, à l'occasion d'un Congrès, se retrouver sur des textes, sur des propositions différentes, mais on n'est pas obligé de vivre dans le même courant pendant huit, dix, douze, ou quinze ans, ou alors c'est vrai, cela ressemble au Palio à Sienne, où les quartiers

sont concurrents, ce sont toujours les mêmes qui participent à la course.
Si on veut re-brasser les cartes, il faut être capable à l'occasion d'un Congrès de se retrouver sur des positions qui sont celles qui peuvent nous rassembler avec des camarades qui n'étaient pas forcément d'accord avec nous il y a six ou dix ans.
Donc, j'appelle à ce re-brassage des cartes et à cette transformation... je vois Jean-Luc Mélenchon qui a beaucoup parcouru le Parti me faire de grands signes d'amitié... Je ne dis pas qu'il faut que ce soit le mouvement perpétuel, j'ai fait preuve d'une certaine stabilité, parce que j'ai toujours été dans un courant A qui s'est appelé ensuite 1, je n'ai donc pas beaucoup erré d'un à l'autre, mais je ne reproche à personne d'aller d'un courant à l'autre, du moment où il veut servir des idées différentes d'une dizaine d'années à la suivante. Je dirai donc que je suis favorable à ce que les courants ne se perpétuent pas comme de véritables administrations, avec leurs journaux, leurs bureaux, leurs finances, leur mode d'expression, leur mode de publicité. C'est vrai pour l'ensemble de nos courant ce que je dis et ce que j'affirme.
Et puis, nous avons une chance extraordinaire pour nous dépasser, c'est qu'il y a le feu et que c'est le moment où jamais de se tourner vers l'extérieur pour combattre, comme c'est normal, dans une démocratie, nos adversaires, c'est-à-dire ceux qui veulent nous remplacer à la direction du pays, c'est le moment où jamais d'oublier un peu nos différence pour nous retrouver sur ce qui nous rassemble.
Cela ne veut pas dire que chacun doit renoncer à ses différences, à ce qu'il croit, à la confrontation des idées et à se faire entendre fortement, mais si nous pouvions dans un esprit de liberté et de camaraderie le faire à l'intérieur du Parti, quel progrès ce serait et ce serait la meilleure contribution que nous pourrions apporter tous ensemble aux batailles qui se dérouleront dans les semaines et dans les mois à venir.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Julien Dray.

Julien Dray

Je voudrais, avant d'en venir à ce qui devrait être l'essentiel de mon propos, faire deux remarques.
La première, c'est que je suis particulièrement inquiet de ce qui est en train de se passer sur la scène internationale au travers des mesures qui ont été prises par l'ONU en direction de la Libye. Nous avons eu un débat sur le nouvel ordre international, le Président de la République lui même disait le 14 juillet que ceux qui étaient les partisans de l'intervention militaire pouvaient avoir, au sortir de la guerre du Golfe, un goût amer sur les résultats de la victoire. Le nouvel ordre international, tel qu'il est conçu part les Américains consiste régulièrement à fabriquer l'empire du mal. L'empire du mal s'est appelé à un moment donné Saddam Hussein, il a besoin d'être régénéré d'autant plus que la mainmise américaine sur la manne pétrolière n'a pas été totale et je crois qu'il faudrait que

nous fassions attention, que les mêmes causes ne produisent pas les mêmes effets et que la France ne soit pas conduite à nouveau à participer à une opération militaire qui viserait à restaurer l'autorité contestée de M. Bush à la veille des élections présidentielles américaines.
Voilà pourquoi je souhaiterais que le Parti Socialiste s'adresse au gouvernement et demande à la France de prendre une initiative forte de peser sur la diplomatie européenne pour qu'une issue positive soit trouvée à la situation ouverte avec la crise libyenne. Nous nous préoccupons beaucoup de nos problèmes internes, mais j'attire l'attention sur la situation ouverte depuis la résolution de l'ONU et les discours qui sont mot pour mot ce que nous avons à connaître l'année dernière.
La deuxième remarque concerne la discussion autour du traité de Maastricht et je le dirai en direction du camarade Fuchs, je ne crois pas que la réponse des Socialistes face à la discussion européenne soit de la même nature que la réponse du gouvernement. Je ne crois pas que le Parti Socialiste puisse borner son horizon à la construction européenne, à la réalisation du traité de Maastricht. Si cela était, les critiques émises par un certain nombre d'entre nous seraient largement fondées.
La construction européenne que nous voulons ne peut pas se réduire pour nous en tout cas dans le débat politique qu'il va y avoir dans ce pays simplement à la ratification des accords, à la mise en place d'un espace économique commun. Si nous ne sommes pas capables, en tant que Parti Socialiste, de définir un autre projet européen, basé sur une véritable citoyenneté européenne, sur un transfert de compétences en direction du Parlement européen, donnant la possibilité à ce Parlement d'exercer son pouvoir sur les autorités économiques mises en place au travers du traité de Maastricht, alors, oui, les résistances qui ont lieu aujourd'hui à la mise en place de l'Europe se trouveront renforcées et nous serons dans une situation très difficile, parce que nous nous retrouverons dans le cadre des forces affairistes qui ne voient dans l'Europe que la seule possibilité de généraliser le comportement des prédateurs. Notre volonté n'est pas celle là, il faut qu'elle s'affirme autour d'un projet. L'Internationale Socialiste a son mot à dire, nous devons, je crois, sur le traité de Maastricht, provoquer une réunion de tous les Partis Socialistes européens, engager une bataille pour la mise en place d'un Parti Socialiste transnational, et définir notre position.
Si nous ne faisons pas cela, alors, effectivement, pour ma part, la discussion sur le traité de Maastricht prendra une toute autre direction.
Voilà les deux remarques préalables que je voulais faire et j'en viens à l'essentiel de ce qui devait être mon propos.
Je dois dire qu'après avoir entendu les Mickey, les Dingo, peut-être serai-je la Miquette, mais je me demande ce qui a bien pu pousser un certain nombre de nos camarades ?
Fallait-il annoncer, il y a deux jours, que ce Comité directeur avait à décider de la tenue d'un Congrès, du dépassement des courants et même de remettre de l'ordre dans le Parti, histoire de détendre l'atmosphère ?
Je ne plaisante pas et je réclamerai le droit à la perplexité, parce que le seul

message qui ressort de ce Comité directeur, suite au résultat des élections des 22 et 29 mars, c'est que les Socialistes sont repartis dans une discussion que nous connaissons bien, nous, minoritaires dans le Parti, sur l'Arlésienne du Congrès, sur l'Arlésienne des courants, et je crois alors que la crise qui nous touche n'en a pas fini de nous ramener aux limbes de l'histoire.
Voilà pourquoi je crois qu'il faut d'abord discuter du fond avant de discuter de la forme. Le fond, c'est d'abord la prise en considération du résultat des élections et là, chers camarades, il y a des choses qu'on ne peut pas passer en pertes et profits.
Au Congrès de l'Arche, il y avait un grand projet. On nous a expliqué à l'époque, à nous, les minoritaires, que tout était prêt de repartir, que les questions que nous posions étaient dépassées, mais ces questions, chassées par la porte du Congrès de l'Arche, sont revenues par les fenêtres des résultats électoraux, et il n'a pas fallu attendre longtemps pour que, par exemple, la question de l'alliance avec les Verts soit posée dans les pires conditions.
Si on nous avait, ne serait-ce qu'écoutés, à l'époque où certains nous disaient qu'il ne fallait pas discuter d'alliances avec les Verts, mais transformer le Parti en premier parti écologique de France, si nous avons combattu pour un front rassemblant les Rouges, les Roses, les Verts, qui n'est pas un gadget médiatique, qui est une réalité qui repose sur des forces en mouvement, réalité pleine d'espoir, porteuse d'avenir, cela aurait été positif pour le pays.
Je ne suis d'ailleurs pas d'accord avec Le Gall quand il dit que nous n'avons qu'une région. Moi, je dis que nous en avons deux, et que la région du nord est encore dans l'escarcelle de la Gauche. La majorité qui s'est constituée, majorité contrainte peut-être, est une perspective d'avenir et comme nous l'avons dit, nous, Gauche Socialiste, ce qui est valable pour le nord peut l'être pour toute la France...

Gérard Le Gall - J'ai dit "Socialiste".

Julien Dray - Je crois que les préoccupations écologistes sont Socialistes et dans ce cas, il faut que tu combattes pour l'alliance des Rouges, des Roses et des Verts, et pas simplement de temps en temps à l'occasion des Comités directeurs, parce que la question que nous avons posée se pose à nouveau : qui peut penser qu'en onze mois, nous allons réellement inverser la situation ? Si nous ne posons pas cette question, avec qui allons-nous aller au combat ? Le Premier Ministre a tranché la question du mode de scrutin.
Nous en resterons donc à un mode de scrutin de circonscription. Nous aurions, nous, souhaité, comme nous l'avons dit déjà depuis un certain temps, qu'on modifie le mode de scrutin et qu'on adopte le scrutin proportionnel, mais nous savons aussi nous convertir à la force des réalités. Puisque tel est le choix du Premier Ministre, nous disons qu'il faut s'appuyer sur cette réalité à partir de là et créer les conditions à nouveau de ce qu'on appelle "la belle alliance". Cela doit se faire de la manière suivante, non pas après une interminable discussion des Socialistes, avec toutes les batailles de tribus que cela va impliquer, mais par

une proposition claire de ce Comité directeur pour engager un débat avec les "Verts" pour constituer un contrat de gouvernement, pour y compris modifier l'équilibre gouvernemental dans les mois à venir sur la base de ce contrat de gouvernement et pour faire que les élections législatives se fassent sous la forme d'un referendum qui ratifierait la logique qui sortirait de ce contrat de gouvernement, pour faire qu'il y ait un candidat unique par circonscription s'appuyant sur ce contrat de gouvernement.
Là, il y aurait une véritable dynamique. Là, le pays et les forces de la jeunesse pourraient se sentir concernés par les partis politiques et non pas par les luttes de pouvoir incessantes. Là nous pourrions retrouver un certain nombre de vertus.
Alors, effectivement, il doit y avoir un débat. Il doit y avoir un débat avec les "Verts", parce que tout n'est pas acceptable, parce que nous avons toujours dit qu'il y avait une identité Socialiste face à une identité écologiste, qu'il ne s'agissait pas de convertir les Socialistes simplement aux préoccupations écologistes mais qu'il y avait effectivement des vraies questions posées.
La première, par exemple, et cela doit se traduire du point de vue de notre programme, c'est que tout ce qui a fondé la logique productiviste, tout ce qui a été l'interprétation possible au travers des gains de productivité permettant la création d'emplois est aujourd'hui dépassé et caduc. Il faut effectivement réfléchir autrement à d'autres modèles de croissance, il faut réfléchir d'une autre manière sur la façon dont s'organise le conflit entre le capital et le travail, non pas d'une manière dépassée, comme l'a dit un camarade, mais dans d'autres espaces et, notamment, dans le cadre de l'espace urbain. Voilà pourquoi il s'agit bien de réconcilier les préoccupations écologistes qui expriment de manière inconsciente ce qui est la voie du Socialisme. Voilà pourquoi je pense qu'il y a possibilité de constituer ce contrat de gouvernement, d'engager une dynamique.
Voilà pourquoi, lorsque les "Verts" ont fait sérieusement (et je dois dire que j'ai été surpris à ce moment là, oui, sérieusement, j'insiste là-dessus) des propositions très concrètes visant à constituer au soir des élections régionales une majorité de gouvernement, un certain nombre ont répondu que cela était irresponsable, que ces propositions n'étaient pas acceptables.
Quelques jours après, le Premier Ministre, sur l'une d'entre elles, donnait une réponse qui, pourtant, paraissait irréaliste : l'arrêt des essais nucléaires à Mururoa. Les "Verts" ne demandaient, eux, qu'un moratoire.
Voilà pourquoi les propositions qui ont été faites... (mouvements divers)... Eux, ils demandaient qu'on organise la discussion, nous avons été plus loin. Donc, ce qui était irréaliste mercredi, comme toujours par la force des événements, parce que les bonnes idées naissent dans le ventre des urnes, est devenu une réalité politique.
Voilà pourquoi la proposition que nous faisons, nous, très concrète, c'est qu'au sortir de ce Comité directeur un appel à toutes ces forces soit adressé, que les conditions soient clairement définies sur la manière dont nous concevrons un contrat de gouvernement, que nous tenions des assises sur la base de ces propositions, rassemblant toutes ces forces, et que nous intégrions évidemment ces forces dans la pratique gouvernementale, avec tout ce que j'ai dit sur le plan

des candidats et des élections législatives.
Voilà une vraie proposition, un vrai message qui serait compris par nos militants comme étant la volonté non pas seulement de "sauver les meubles", mais de gagner les élections de 1993, parce qu'on peut les gagner, parce que la lecture des résultats montre justement que tout est encore possible dans ce pays, à partir du moment où le Parti Socialiste retrouve ses capacités de transformation, d'ouverture, à partir du moment où il adresse un message clair quant à sa volonté.
Evidemment, faire cela, c'est aussi (c'est la deuxième condition que nous mettons) avoir une vraie politique économique de changement social et il y a trois directions sur lesquelles il va falloir que nous nous expliquions.
La première direction, c'est celle du partage du travail. Nous, nous préférons la formule du temps de travail, parce que si le partage du travail consiste, là où il y a un emploi fixe, à créer deux emplois précaires, ce n'est pas notre conception du changement social que nous souhaitons. Nous disons que la vraie direction est celle qui reprend la logique de la baisse du temps de travail, comme le font par exemple les métallurgistes allemands. Que nous rediscutions cela, on peut le faire et envisager des formules plus souples que la formule brutale que nous avions engagée en 1981. Cela peut se faire par branche, cela peut se faire sur la base, par exemple, d'une compensation qui peut être baisse du temps de travail, maintien du pouvoir d'achat et non-augmentation salariale. Il y a une dynamique sociale qui est génératrice d'emplois à venir. Si, et j'insiste là-dessus, le partage du travail se traduit à nouveau par la précarité, à nouveau par les petits boulots, à nouveau par les TUC, ne doutez pas que le jour venu les jeunes sauront se rappeler de ce que nous représentons.
Ca, c'est la première explication que nous devons avoir sur la question du partage du temps de travail, et je crois que le gouvernement peut prendre l'initiative de cela et le mettre en place par des négociations par branche.
La deuxième question c'est celle des bas salaires. Louis Mermaz avait défendu, je crois, il y a près de deux ans, l'idée qu'il y ait une loi votée par le Parlement, qui interdit qu'il y ait un salaire qui soit versé ou payé en dessous du SMIC dans ce pays. Il est vrai, et c'est une remarque juste, à quoi cela sert d'avoir un salaire minimum s'il y a des salaires encore en dessous ? Là aussi, la question doit être abordée. S'il y a une priorité, c'est bien celle qui consiste à revaloriser les bas salaires. Nous ne pouvons pas être satisfaits de la négociation des résultats, des négociations par branches, qui n'ont pas abouti comme nous le souhaitions, puisque moins d'un tiers des branches professionnelles ont signé des accords qui permettaient une véritable revalorisation des bas salaires.
Là aussi, ce pourrait être un vrai tournant social que le Parlement s'engage dans la proposition qui était celle de Louis Mermaz. La troisième évidemment, c'est celle qui viserait à revaloriser l'ensemble des services publics, et plutôt que de faire des privatisations rampantes, des privatisations honteuses, pourquoi ne pas, comme nous le proposons depuis un certain nombre de temps, mettre en place une loi qui redéfinisse les contours du secteur public, qui en redéfinissant ces contours, dégage des manœuvres financières supplémentaires, que ces marges

de manœuvre supplémentaires soient directement investies, visibles par l'opinion publique dans la revalorisation de ce que sont aujourd'hui les services au public, que ce soit les transports, dans les banlieues, ou que ce soit l'enseignement, ou que ce soit plus généralement tout ce qui a trait aux contacts directs du citoyen avec l'Etat.
Nous avons là aussi une troisième direction qui permettrait de comprendre que les Socialistes ont retrouvé confiance en eux, qui mettent en place une véritable politique de changement social, et qu'à partir de cette politique de changement social, qu'ils discutent avec des forces qui ont intérêt à ce changement, qui sont partie prenante de leur équipe, pour essayer de constituer une majorité. Voilà les propositions que nous faisons.
Après nous en arrivons à la question du Congrès. Ce sont des débats que nous commençons à connaître. Je dirai que les argumentaires pourraient s'échanger entre les différents grands de ce Parti... qu'ils n'auraient pas besoin justement de réactiver cela... nous entendons les mêmes, utiliser les arguments qu'ils combattaient, il y a quelques mois. Nous nous disons, et nous sommes inquiets, que lorsqu'on commence à parler de Congrès et, en même temps, on commence à parler de redéfinition des courants, écoutez, mes camarades; cela fait 22 ans que je milite dont 12 au Parti Socialiste... et j'ai longtemps été minoritaire. Il y a une leçon que j'ai apprise : quand la majorité commence à parler en général de redéfinir les contours des courants, c'est qu'elle s'apprête à écraser les minorités... et je deviens méfiant.
Je deviens méfiant parce que je ne crois pas que ce soit une minorité qui soit responsable des situations actuelles.
Je crois que c'est simplement les partis internes du Parti Socialiste qui ont dégoûté un certain nombre de jeunes... c'est se faire illusion sur la réalité des préoccupations des jeunes.
Le Parti Socialiste a été un parti attractif dans les années 1970, lorsqu'il y avait de véritables débats... lorsqu'il y avait de véritables enjeux, et tous ceux qui n'y étaient pas, participaient y compris de ce débat. Il s'y sentaient concernés.
Le Parti Socialiste, s'il veut être une force d'avenir devra retrouver ses capacités de débats, ses véritables enjeux. Nous, on peut nous faire beaucoup de reproches, mais depuis 1988, nous avons cherché à chaque étape, au moins sur cette question, à reconnaître que nous avons essayé d'être fidèles... à chaque étape, nous avons fait l'effort de faire des propositions. Si notre image, si petite soit-elle à l'intérieur du Parti, est si sympathique dans le pays, c'est que beaucoup de gens pensent que nous sommes peut-être la mouche du coche, mais qu'au moins nous essayons de réfléchir, et donc l'invite que je fais aux grands de ce Parti, ça n'est pas de se préoccuper de qui sera quoi dans quelques années.
C'est d'abord de définir un certain nombre de projets, de réponses aux vraies questions, de défendre de vraies idées.
S'il y a ce débat fracassant d'idées à l'intérieur du Parti, n'en doutons pas, on saura s'il sert à quelque chose et qui représente un véritable enjeu...
Voilà pourquoi si on nous parle d'un Congrès pour essayer de redéfinir les contours des courants, nous n'en serons pas. Par contre, si on nous parle d'un

Congrès pour entériner la mise en place d'une alliance "rouge, rose, vert" pour faire voter les militants sur cette question-là, si on nous parle d'un Congrès pour véritablement voter sur une autre politique sociale, qui réponde aux aspirations de nos électeurs, alors là évidemment, vous comprendrez que nous sommes candidats à cela parce qu'il y a urgence.
Je crois que les militants et militantes du Parti attendent aujourd'hui effectivement le sursaut. Je crois qu'il ne faut pas faire, comme disait ma grand-mère, cette formule qui est mienne, il y a des hauts et des bas. Les hauts, je les méprise, et les bas, je les reprise. Je crois qu'il ne faut pas repriser, je crois effectivement qu'il faut changer, changer effectivement pour adresser un message fort. Nous sommes, nous, candidats à un véritable contrat de majorité-minorité pour organiser ce changement. Je voudrais finir sur cette question-là.
Si ce changement n'a pas lieu à l'intérieur du Parti Socialiste, et si les préoccupations qui sont les nôtres et qui sont exprimées, ne trouvent pas de débouchés, alors, mes camarades, d'autres voies inévitables seront prises par ceux qui représentent ces courants de pensée..... parce qu'il n'y a pas d'éternité en la matière, sur des organisations qui ne seraient pas capables de s'ouvrir à ces nouvelles réalités.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Gérard Collomb, puisque Poignant est absent. Avant de donner la parole à Gérard Collomb, je voudrais vous informe qu'une Commission des résolutions se réunira à 21 heures, rue de Solferino. Par accord entre les différentes sensibilités, elle est composée comme
suit : (lecture de la liste)

Gérard Collomb

Chers camarades, en écoutant nos travaux, je me demande si nous avons tout à fait bien compris la profondeur de notre défaite, et si nous réalisons bien la situation dans laquelle nous sommes. Il nous reste un an pour essayer de limiter les dégâts pour les législatives. Il nous reste au plus deux ou trois ans pour essayer de remonter notre handicap et de gagner la bataille présidentielle. Est-ce que nous voulons définitivement gaspiller les quelques chances qui nous restent ? Je crois que la Droite a compris, elle, l'importance des enjeux. Les différents orateurs ont mentionné dans leurs interventions, la nuisance qu'avaient exercé dans notre électorat les affaires.
Dans les affaires, mes chers camarades, il y avait certes les errements d'un certain nombre de camarades indélicats, mais il y avait aussi et nous le savons bien, une entreprise de déstabilisation qui, hélas, nous pouvons nous en douter, va persévérer dans les jours qui viendront. Et ce ne seront pas des camarades marginaux, des camarades indélicats, mais des camarades qui représentent les meilleurs d'entre nous, qui seront concernés.
A ce moment là, continuerons-nous à dire encore "eh bien, occupons-nous de nos petits affrontements entre nous, et de nos problèmes de tendance et de sous-tendances et on verra pour le reste" ?

Fondation Jean Jaurès

Je crois, mes chers camarades, que soit nous sommes capables de faire un bloc au gouvernement comme dans le Parti, soit nous serons définitivement balayés et sans doute pour très longtemps. Gouvernement uni, gouvernement aussi qui prenne en compte le message qui nous a été envoyé par le pays, et en particulier la nécessité de répondre dans les onze mois qui vont suivre au message qui nous a été envoyé par les électeurs, celui concernant notre déficit social, et d'abord notre déficit social vis à vis des catégories les plus fragiles de ceux qui sont en voie de précarisation. Une équipe gouvernementale soudée, une équipe gouvernementale qui prendrait en compte la nécessaire réforme sociale, ne serait rien si nous n'avions pas aussi un parti soudé.
Alors, mes chers camarades, je comprends bien, cela fait deux ou trois ans que nous connaissons les dernières "musiques" qui actuellement animent le Parti. On veut bien que le Parti se rassemble à une condition : que ce soit pour ne pas agir, et rester dans l'immobilisme le plus absolu, quitte demain à dire que celui qui avait la responsabilité principale de la direction faisait justement de l'immobilisme, et menait le Parti au naufrage. On peut jouer ce jeu encore quelque temps, équipe après équipe empêcher effectivement que le Parti se mette en mouvement, mais à ce petit jeu là, ce ne sera pas un courant qui perdra, ce sera l'ensemble du Parti qui "naufragera".
Alors je comprends bien que le passé entraîne un certain nombre d'amertumes, un certain nombre de suspicions, que le passé demande que des garanties puissent être données. Sur le problème qui a agité le débat aujourd'hui, j'ai noté que Laurent Fabius faisait finalement trois propositions sur le Congrès qui devait se tenir.
La première, celle des programmes, cela ne nous intéresse pas beaucoup...

Gérard Le Gall - Ce n'est pas vrai !

Gérard Collomb - Finalement personne ne l'a longuement évoquée. La proposition de la définition de notre stratégie, cela ne nous a pas préoccupés non plus tellement longtemps, personne n'en a parlé. Et puis enfin le problème du changement de nos méthodes et des règles, des courants, effectivement un certain nombre de camarades ont fait remarquer quelles pouvaient être leurs craintes. Je souhaite qu'au niveau de ce Comité directeur les craintes ayant été exprimées, des réponses puissent être aussi apportées, de manière à ce que chacun puisse s'engager avec la certitude que la décision qui serait prise aujourd'hui d'un Congrès ne serait pas une décision qui finalement serait un marché de dupes, où les uns pourraient être floués par les autres.
Je crois qu'effectivement des garanties doivent être données sur la façon de concevoir un Congrès ordinaire. Il y a deux sortes de Congrès, la première sorte de Congrès c'est un Congrès destiné à marquer notre rassemblement, notre unanimité. Si nous tenons ce Congrès à quelques mois des législatives, bien évidemment il faut que ce soit cette sorte de Congrès là.
Et puis, il en est une autre effectivement, mais à mon avis nous n'y sommes pas, c'est un Congrès qui remettrait à plat l'ensemble de nos analyses, l'ensemble de

nos choix, l'ensemble de nos propositions programmatiques. Là aussi j'ai écouté quelle était la teneur de nos travaux, et je dois dire, tel que j'ai perçu les choses, il y en a peut-être un seul ici qui serait justifié à dire qu'il ne peut pas participer à un rassemblement, parce que sur le plan des idées il défend des analyses qui sont totalement antagonistes, c'est Jean-Pierre Chevènement. Moi, je ne partage pas les thèses qu'il développait tout à l'heure, mais au moins il a le mérite d'opposer à une analyse qui est globalement l'analyse de la grande majorité d'entre nous, une autre analyse, et d'essayer d'indiquer des voies pour sortir de cette contradiction qui est effectivement la contradiction qui nous mine, d'avoir sans cesse à choisir entre deux déficits, un déficit économique, ou bien un déficit social.
Sans doute un jour devrons-nous réfléchir à ce genre de chose. Qui dit que c'est aujourd'hui ? Qui parmi les différents courants dit qu'ils ont aujourd'hui les matériaux, les éléments d'analyse pour répondre à cette question. Je crois bien peu d'entre nous, peut-être toi Jean-Luc, peuvent effectivement faire ce pari aujourd'hui. Alors, je crois que si nous savons, et le rôle du Premier secrétaire doit être fondamental, au cours de ces deux jours lever les à priori, lever les suspicions, donner les engagements, je crois que nous pourrons aller en septembre vers un Congrès du rassemblement, indispensable pour que nous nous présentions devant les électeurs avec le meilleur dispositif possible. Merci.
(Applaudissements)

Le président - Nous achevons donc la séance de l'après-midi. Nous reprendrons nos travaux demain matin à 10 heures.

Parti Socialiste
Comité directeur
11 et 12 avril 1992

Séance du dimanche 12 avril (matinée).

La séance est reprise sous la présidence de Claude Estier.

Le président (Claude Estier)
La séance est ouverte.
Je donne la parole à Michel Debout.

Michel Debout
Nous nous sommes couchés très tard hier soir, mais nous sommes toujours debout !
(Applaudissements)
Vous avouerez que j'étais le mieux placé pour vous le dire ! Vous me permettrez d'intervenir sur une question qui me paraît centrale, qui a été évoquée hier notamment par Gérard Le Gall dans son rapport, et qui concerne le vote des

Fondation Jean Jaurès

salariés qui, comme vous le savez, est complètement catastrophique de notre point de vue : les salariés ne votent plus pour le Parti Socialiste, et je crois qu'ils traduisent en cela notre réalité qui a été pointée notamment par notre Premier secrétaire, à savoir que finalement pour eux, entre la Droite et la Gauche, il n'y aurait plus de différence. Et c'est sur ce point là que je voudrais essayer de donner quelques explications, en tous cas ce que je ressens comme pouvant être ces explications.

On a dit : le chômage. Bien sûr, le chômage, mais lorsqu'on parle du chômage, on en parle comme d'une entité économique, macro-économique, on en parle en statistiques et on ne dit pas assez ce que cela signifie concrètement dans leur vécu pour les salariés.

En fait, pour eux, ce chômage a un nom qu'on évoque rarement ici : ce nom, c'est licenciement. Les licenciements fonctionnent comme menace sur les salariés, mais sur l'ensemble des salariés, et ils nous critiquent beaucoup sur la pratique qui est la nôtre de ces licenciements. Je reviens sur la menace. C'est vrai que les salariés nous reprochent, dans une période où la menace du licenciement pèse beaucoup sur eux, pèse beaucoup dans la réalité des entreprises, pèse beaucoup dans leurs rapports avec leur patronat, à nous et à la Gauche, de ne pas les avoir assez défendus.

Et moi, c'est que j'entends - et Laurent Fabius nous disait hier qu'il l'avait entendu lorsqu'il avait rencontré les Français au cours de la campagne électorale - comme Secrétaire national aux entreprises qui rencontre difficilement quelques salariés qui restent encore au Parti Socialiste, quand ils y restent, parce qu'il y en a de moins en moins, je constate qu'ils sont extrêmement critiques avec la politique qui est la nôtre depuis un certain nombre d'années. Vous savez très bien ce qu'ils nous reprochent. Ils nous disent d'abord : pour les salaires, et notamment pour les bas et moyens salaires, vous aviez pris des engagements. Peut-être la situation économique était-elle difficile, peut-être la reprise n'était pas là, mais qu'avez-vous fait pour les bas et moyens salaires ? Pour les licenciements, et j'y reviens, ils nous disent : vous avez annoncé que vous réintroduiriez l'autorisation administrative de licenciement et vous ne l'avez pas fait, et on n'a toujours pas compris pourquoi.

J'en parlais la semaine dernière avec Martine Aubry qui est venue à la Commission nationale entreprises, et elle a entendu ce qu'on dit les membres de la Commission. Oui, la question est difficile, mais elle est toujours devant nous, et les salariés nous demandent toujours pourquoi on n'agit pas sur ce terrain.

Ils nous disent aussi : les contrats précaires, le travail précaire, vous avez fait une loi pour limiter, pour moraliser. Mais dans les faits, dans la réalité quotidienne, ce n'est pas vrai, c'est ce qui se passe. Il y a de plus en plus de contrats à durée déterminée, et qu'est-ce que vous faites ? Qu'est-ce que le gouvernement fait ? Le travail intérimaire que l'on devait limiter, au contraire est en pleine floraison, y compris dans un certain nombre d'entreprises, y compris dans certaines catégories de fonctions publiques.

Je travaille dans un hôpital, vous le savez, on emploie des intérimaires, et de plus en plus dans les hôpitaux publics, et cela, ils nous le reprochent. Ils nous

Fondation Jean Jaurès

disent : ce n'est pas un problème économique, ce n'est pas un problème macro-économique, c'est une décision, c'est une volonté gouvernementale, il faut que vous nous aidiez.
Et les lois Auroux ? Que nous dit-on sur les lois Auroux ? On nous dit qu'elles ne sont pas appliquées, voilà ce qu'on nous dit.
Enfin, sur les représentations syndicales, nous avons dit qu'il fallait que dans les petites et moyennes entreprises il y ait la possibilité d'expression des travailleurs. Eh bien, ils attendent toujours et elle ne vient pas !
Voilà, je crois, mes camarades, ce qui explique profondément le décrochage actuel avec les salariés de ce pays. Ils ont le sentiment, à tort ou à raison, que le gouvernement de Gauche ne défend plus leurs intérêts, et c'est cela, me semble-t-il, la première explication.
Et la deuxième ? La deuxième, malheureusement, elle ne fait qu'aggraver la première. J'ai dit : pratique des licenciements. Mais, mes camarades, il y a des entreprises qui licencient beaucoup, et malheureusement ce sont souvent dans les dernières périodes les entreprises nationalisées. Je crois que nous avons tous une responsabilité sur la façon dont ces entreprises pratiquent, annoncent, et annoncent souvent à contretemps de la vie politique, des licenciements qui ne sont pas encore venus. C'est ravageur, mes camarades ! Dans certaines régions de France, c'est parfaitement ravageur, et cela peut expliquer certains résultats qu'on a connus ces week-ends derniers.
Est-ce que les entreprises nationalisées vont arrêter de licencier "idiot" ? Est-ce que ce n'est pas le message fort qu'on peut faire passer ? Est-ce que ce n'est pas le minimum qu'on peut demander des entreprises nationalisées ? Ou bien alors, pourquoi les laisser nationalisées ? Et c'est bien la question que nous posent les salariés. Alors je comprends bien, et loin de moi l'idée de dire que dès lors qu'une entreprise est nationalisée, elle ne peut plus licencier. Ce n'est pas cela, le problème. Mais, mes camarades, lorsqu'on dit : ne vous inquiétez pas, on va faire de la reconversion, eh bien, ils sont d'accord, les salariés, pour la reconversion. Ils ont compris que c'était cela l'avenir. Mais seulement dans la pratique, comment est-ce que cela se passe ? On licencie d'abord, on ferme d'abord, et puis après, peut-être qu'on reconvertira...

Le président - S'il vous plaît, un peu de silence, écoutez l'orateur !

Michel Debout - Merci, président. Je sais bien que démarrer comme cela, surtout après la nuit qu'on a passée, c'est un peu difficile, et puis que maintenant, les problèmes des salariés, ce n'est peut-être pas forcément ce qui nous préoccupe le plus.
(Réactions dans la salle)
Il y a des efforts qui ont été faits, et notamment, je veux le dire ici, Martine Aubry, Dominique Strauss-Kahn, le gouvernement, Pierre Bérégovoy sûrement s'y emploient. Mais si on ne renverse pas la méthode, c'est-à-dire si on ne commence pas à introduire la reconversion avant de supprimer les emplois, alors, mes camarades, je vous le dis tel que je le ressens parce qu'encore une

Coll. Fondation Jean Jaurès

fois c'est un peu ma responsabilité maintenant, alors ces travailleurs, ils ne nous feront plus confiance. Il y a des villes où sont encore annoncés des licenciements, Limoges, RVI, 1 000 emplois, etc. et on continue ! On continue ! Eh bien continuons, et alors dans un an on verra le résultat !

Je terminerai sur ce point en disant qu'aujourd'hui les salariés, vous savez, sur les discours ils sont extrêmement sceptiques, ils veulent des actes. Ils ne demandent pas des miracles, ils n'en sont plus là, mais ils veulent des actes.

Je crois qu'ils ont bien écouté ce que leur a dit Pierre Bérégovoy, d'ailleurs je suis persuadé même qu'ils l'ont entendu. Ils en ont été satisfaits. Seulement Pierre Bérégovoy a fait un certain nombre d'annonces tout à fait importantes, je dirai même décisives. Il a parlé, vous savez en quels termes, du chômage de longue durée, et je ne peux qu'à approuver ce qu'il a dit. Mais il y a 900 000 chômeurs de longue durée, et l'engagement du Premier Ministre, c'est que dès le mois d'octobre, pour chacun de ces chômeurs de longue durée, on trouvera soit un emploi, soit un stage, soit une formation, soit un emploi d'intérêt général.

Camarades, il va falloir se mettre au travail. 900 000, c'est beaucoup ! Les élus qui sont dans cette salle, il va falloir que dans les mois et les jours qui viennent ils se bougent un peu !... Non, non, mais je le dis très sérieusement ! Cela ne va pas se faire par un miracle, il va falloir que sur le terrain cela se passe.

En tant que Secrétaire national aux entreprises, j'ai proposé à la rentrée passée, en octobre, une campagne de mobilisation du Parti sur le thème du relais pour l'emploi, sur l'idée générale que l'emploi, c'est l'affaire de tous, idée générale d'ailleurs qui a été ensuite reprise par le Premier Ministre Edith Cresson. Eh bien, vous savez bien, mes camarades, et je ne le dis pas pour accuser quiconque, c'est simplement un constat - et si on ne fait pas parfois des constats entre nous, à quoi cela sert de se réunir ? - que cette campagne a été un échec total ! Dans aucune fédération, dans aucune section, ou peut-être que je suis mal informé, elle n'a été relayée. Voilà où on en est, mes camarades.

Alors vous comprenez, quand on en est là, il ne faut pas après manifester une certaine incompréhension des résultats électoraux. Quelles sont les solutions ? Et je vais aller très vite.

Bien entendu, le partage du travail. C'est une idée qu'au secteur entreprises nous défendons beaucoup. D'ailleurs, le partage du pouvoir, je voudrais dire - Pierre Mauroy est là - qu'on a commencé à le faire largement en 1981-1982, parce que si vous faites la somme des trois mesures, 39 heures, cinquième semaine de congé, retraite à 60 ans, si vous faites la mesure de l'économie de temps de travail de l'ensemble de ces trois mesures, alors là effectivement la réduction du temps de travail dans le temps de vie est tout à fait conséquente. Je pense qu'une nouvelle étape est nécessaire, c'est-à-dire qu'il faudra qu'on réduise de la même façon dans les années 90 qu'on l'a fait dans les années 80.

Mais vous voyez bien que j'insiste sur la réduction globale du temps de travail dans la semaine, dans le mois, dans l'année et dans la vie, et c'est la, je crois, que se pose un des grands défis de la société qui vient. Je le résume ainsi : le temps de vie s'allonge et continuera à s'allonger, et c'est tant mieux. Evidemment ce n'est pas nous, ce n'est pas moi en tous cas, qui allons nous en

plaindre, surtout si la qualité de vie suit le même mouvement.
Seulement le temps de vie s'allonge largement, et en même temps le temps de travail disponible diminue du fait, on l'a dit, des nouveaux modes de production, etc. Autrement dit, on a moins de temps de travail à répartir dans un temps de vie qui s'allonge.
Alors effectivement il faut vraiment qu'on considère cette question comme une des questions centrales du monde qui vient.
En même temps que je dis cela, et au-delà du travail lui-même, eh bien, si on libère du temps, qu'est-ce qu'on va faire de ce temps là ? Qu'est-ce que les gens vont faire de ce temps là ? Notre Premier secrétaire a eu raison de dire hier que si on a une heure de travail en moins pour qu'on ait une heure de transport en plus, où est l'avantage ? Mais les questions de temps, mes camarades (je voudrais le dire là avec un peu de solennité), sont l'équivalent des questions écologiques. Eux s'occupent de l'espace, nous, nous n'oublions pas qu'une des valeurs essentielles de la vie humaine, c'est la valeur-temps, qu'il y a beaucoup d'inégalités dans la répartition du temps (quantitatives, qualitatives), et que si nous voulons proposer un nouveau modèle de société, il faut qu'on mette la question du temps au cœur de nos propositions.
Alors, vous voyez que cela élargit le débat. Je ne vais pas ici faire ni un programme, ni un projet, encore que notre projet traite de cette question, à la suite d'ailleurs des réflexions que mon secteur avait développées.
J'en termine, mes camarades : le secteur entreprise.
Le secteur entreprise est en grande difficulté, mais au moins il a une qualité (et vous savez qu'elle ne tient pas à votre serviteur), une qualité qui, je crois, fait un peu recette maintenant, c'est qu'il sait dépasser les problèmes de courants. Nous, nous travaillons, au secteur entreprise, comme l'on dit souvent, tous courants confondus, et si l'on en est là, c'est peut-être parce qu'il n'y a plus vraiment d'enjeux de pouvoir au secteur entreprise... (murmures)... parce qu'il est dans un tel état qu'essayer de l'animer... ce n'est pas une sinécure ! Mais je dis cela de façon un peu badine.
Ce que je voudrais demander au Comité directeur et à vous tous, notamment aux responsables fédéraux, aux responsables de sections, aux élus (élus que je ne rencontre pratiquement jamais quand je me déplace dans une fédération, parce qu'ils ont autre chose à faire... et d'ailleurs, moi-même qui suis un peu élu, je sais qu'on a toujours beaucoup de choses à faire), c'est la chose suivante : est-ce que l'on veut ou pas avoir encore une relation avec le monde salarial ? C'est cela, la question qui nous est posée. On va certainement avoir (mais enfin, je ne veux pas déflorer avant le Premier secrétaire...) des rencontres dans les mois qui viennent. Donc, la question est posée.
Et si on le veut encore, qu'est-ce qu'il faut faire politiquement ?
Et puis, si on le veut encore, quelle place va-t-on donner au secteur entreprise ? Oh... Non pas une place mythique, mais une place concrète, une place réelle.
Et pourquoi est-ce difficile ?
Eh bien ! Mes camarades, c'est parce que je crois profondément que si l'on a encore un discours sur la distribution des richesses, on n'a pratiquement plus de

discours sur la production des richesses depuis que nos modèles, qui étaient un peu hérités du marxisme, ont été complètement balayés par l'histoire ! Alors, quelle est la conception des Socialistes, aujourd'hui, de l'entreprise, des rapports sociaux à l'intérieur de l'entreprise, de la place du patronat, de la place des syndicalistes ?
Là-dessus, il faut vraiment qu'on travaille beaucoup, parce qu'on avait un modèle, mais on l'a remplacé par quelques idées, insuffisamment. Dès lors qu'il n'y a pas de modèle très différent entre les Socialistes et les libéraux sur la production des richesses (je ne parle pas de leur distribution, je dis bien sur la production des richesses, puisque c'est l'essentiel, vous le savez bien... on ajoute en même temps qu'on ne peut distribuer que ce qu'on a produit, donc l'essentiel est bien dans la production), dès lors qu'on n'a pas de discours pertinent sur le mode de production, sur la production de richesses, sur la place des salariés, alors, oui ! Il n'y a plus de différence entre la Gauche et la Droite, et alors oui, à ce moment-là, comme ils ont commencé à le faire, comme ils continuent à le faire, les salariés voteront plutôt à droite !
Mes camarades, je voudrais rapidement (et ce sera ma conclusion) aborder un deuxième problème tout à fait différent, qui a été aussi très évoqué hier, c'est celui de la sécurité.
Moi qui habite une commune périphérique de Saint Etienne, où le Front National a fait 36% (et je ne m'en flatte pas, vous le comprenez bien) aux régionales, où tous les jours, dans un quartier de la ville, il y a au moins une voiture qui brûle, je voudrais faire quelques remarques rapides sur le problème de la sécurité.
D'abord, il est vrai que la petite et la moyenne violences ou délinquances sont vécues comme un véritable (et Yvette Roudy est en face de moi, je suis sûr qu'elle va comprendre ce terme-là)...

Yvette Roudy - Je t'écoute.

Michel Debout - ... je sais que tu m'écoutes, je te vois m'écouter... sont vécues comme un véritable harcèlement social... (murmures)... Oui, oui ! C'est vécu comme cela ! Ils ne le supportent plus ! Si, à ce harcèlement social, s'ajoute parfois un délit plus grave (comme il s'en est passé un dans la commune : le viol d'une concierge dans un lycée), alors là, cela devient l'explosion sociale ! Beaucoup de causes ont été analysées. Il y en a simplement une qui n'a pas été repérée. Comme on est entre nous, je veux la dire.
Le paradoxe, c'est qu'aujourd'hui ce sont parfois les forces de police qui entretiennent le sentiment d'insécurité. Allez vous plaindre, mes camarades, dans un commissariat, et écoutez ce qu'on vous dit ! "De toute façon, on n'y peut rien !... De toute façon, si on les prend, on les relâchera !... De toute façon, ils sont connus, mais personne ne veut les dénoncer !..." Voilà ce qu'on entend dans les commissariats !
Et je le dis pour deux raisons D'abord parce que, professionnellement, je m'occupe de la délinquance (j'allais dire tous les jours... non, parce que je suis

Fondation Jean-Jaurès

souvent ici, mais enfin, quand je rentre à Saint Etienne, je m'en occupe professionnellement), je connais cela de très près.
Ensuite parce qu'on a réuni le GSE du ministère de l'Intérieur il y a quinze jours et que tous nos camarades présents partagent l'analyse que les thèses du Front National ont complètement diffusé dans le corps de la police, officiellement ou un peu moins !
Voilà la vérité, mes camarades ! Et moi, je dis à Paul Quilès, que je connais depuis très longtemps et dont je connais les qualités, qu'il y a vraiment un grand travail à faire, un très grand travail à faire et que ce ne sera pas facile, mais qu'il faut que nous aussi, nous soyons clairs, il faut que les élus, là aussi, soient clairs ! Lorsque, dans vos villes, vous êtes maires, vous êtes aussi officiers ministériels, et lorsque vous laissez dire dans les commissariats : "De toute façon, ne vous inquiétez pas, ce sont eux les responsables" (on dit même que des ordres ont été donnés à la police de ne pas poursuivre), eh bien, si vous pensez que c'est comme cela qu'on va s'attaquer au problème de sécurité, moi, je vous dis mon doute et mon inquiétude ! Il y a là une véritable question.
Le deuxième volet que je veux aborder très rapidement, c'est la sécurité dans les écoles.
Il y a aujourd'hui des enseignants qui n'osent plus enseigner et ils nous le disent ! Ils ont peur. Pas partout, heureusement, mais cela diffuse, là aussi... Je crois qu'il y a un véritable problème de sécurité dans les écoles.
Et enfin, troisièmement, les transports, et notamment les transports publics.
Alors là, puisqu'on va créer des travaux d'intérêt général, puisqu'on va donner du travail, voilà des missions tout à fait utiles qu'on pourrait donner pour régler ce problème. Oui, la sécurité dans les écoles, oui, la sécurité dans les transports publics, oui, la sécurité là où elle devrait être appliquée, je veux dire dans les commissariats ! Mes chers camarades, c'était quelques réflexions que je voulais faire... mais c'était simplement pour meubler le temps.
(Applaudissements)

Le président - Il ne s'agissait pas de meubler le temps ! Le débat a recommencé ce matin et tu étais le premier orateur. De Caumont, et ensuite Régulier.

Robert de Caumont

Chers camarades, je ne sais pas si je vais meubler le temps pour permettre à certains de nos camarades retardataires de nous rejoindre en attendant que nous passions aux parties les plus substantielles de notre réunion de ce matin mais je ne monte pas très souvent à cette tribune et, si je le fais, ce n'est pas simplement pour vous distraire, c'est peut-être aussi pour aborder (sans doute de façon plaisante) quelques questions sérieuses.
C'est un propos "anti-langue de bois". La modernisation, c'est aussi le parler vrai, et j'ai noté souvent que pour écarter du débat ce qui fâche, pour être d'accord sur tout, il suffit de ne pas donner le même sens aux mots usuels. Pour ne pas vous lasser, je n'en prendrai que dix. Je vous proposerai différentes interprétations, je me hasarderai peut-être à vous dire laquelle a ma préférence.

Nous sommes tous, chers camarades, pour la société civile. Mais quelle définition en donnons-nous ? Pour moi, la société civile, c'est l'ensemble des Français, notamment ceux qui s'investissent dans l'action collective par rapport aux problèmes de leur vie quotidienne. Seulement voilà, la société civile, en tant que militants, nous baignons dedans, ou nous devons baigner dedans, c'est d'ailleurs dans les statuts : nous devons nous investir à fond dans l'action syndicale, dans l'action de quartier, pour le cadre de vie, pour l'école et quantité d'autres choses qui constituent aussi le substrat de l'action politique. Mais voilà que, de plus en plus, la société civile est devenue un statut et, pire encore, une étiquette ! Et là, je crois qu'il y a une contradiction assez lourde. Il y a en quelque sorte un détournement de la notion. L'appartenance à la société civile deviendra tout à fait ambiguë le jour où l'on aura sa carte de la société civile !
Nous sommes tous, mes chers camarades, pour un parti ouvert, mais aussi pour un parti cohérent. Est-ce contradictoire ? Un parti ouvert, cela veut dire un parti dans lequel chacun se retrouve chez lui (chacune aussi, d'ailleurs), les jeunes, les femmes, les travailleurs.
Notons un certain déficit de ce point de vue-là, qui est peut-être dû à notre pratique. A ma Commission exécutive fédérale, ma "sensibilité" est représentée par 60% de femmes. Elles habitent pour la plupart à 200 kms aller/retour du chef-lieu et, lorsque des débats ésotériques se prolongent jusqu'à minuit ou une heure du matin, elles ont hâte de rentrer, car le lendemain matin, c'est l'école. Et là peut-être est un des obstacles que, hors quota, nous rencontrons pour favoriser la participation de certains et certaines de nos camarades. Mais pour rendre ce Parti plus fréquentable, nous avons intérêt à le rendre aussi plus cohérent et, par conséquent, à limiter les dissonances et, surtout, à ne pas donner de prime aux dissonances... Je n'irai pas plus loin sur ce terrain, tout le monde comprend bien ce que je veux dire.
Et puis, nous sommes tous pour la démocratie interne et la démocratie interne est codifiée par des règles statutaires auxquelles nous souscrivons évidemment. Il ne peut pas y avoir, par exemple, dans une circonscription, deux candidats du même parti... Je voudrais que cela ne devienne pas systématiquement théorique.
Je voudrais aussi que l'on s'interroge sur les interventions extérieures de personnalités médiatiques et providentielles étrangères au Parti et qui interfèrent dans ces processus. Et puisque nous sommes dans une démarche de modification statutaire, je plaide pour que la notion de "personnalité providentielle" soit introduite dans nos statuts et croiser avec les procédures démocratiques de désignation de nos candidats.
(Quelques applaudissements)
Nous sommes tous, chers camarades, pour une politique de la ville efficace et, après ce que vient de dire Debout, j'insiste aussi pour que nous soyons tous (mais nous le sommes) pour une politique de prévention de la délinquance qui soit discrète et efficace également. Elle existe, Bonnemaison y a travaillé avec d'autres depuis longtemps. J'ai cru comprendre, pour ma part, que le devoir des élus était de se battre pour l'emploi, et pour un emploi personnalisé. D'ailleurs, le Premier Ministre vient d'avancer sur cette voie de façon décisive, avec ses

engagements pour un logement, et un logement accessible à tous, en particulier aux jeunes qui démarrent dans la vie, pour une formation qui permette aux gens de ne pas se retrouver au chômage alors que les offres d'emploi dans certains domaines excèdent les demandes, pour une animation socioculturelle qui prenne en charge chaque individu et lui permette de s'épanouir, pour une convivialité dans les rapports interculturels, inter-raciaux, pour une véritable notion du service public à la disposition de tous, pour une action de prévention de la délinquance fondée sur la pratique des centres communaux de prévention de la délinquance qui ont montré leur efficacité.

Tout ceci, mes chers camarades, doit se faire dans la discrétion et ce ne sont pas les éducateurs de prévention, les travailleurs sociaux, qui me démentiront.

Je plaide pour que, si nous sommes capables de mieux faire connaître ce que nous avons fait jusqu'à présent, nous ne cédions pas à la tentation de dire que nous allons faire quelque chose de beaucoup plus efficace et de très différent dans les onze mois qui viennent.

Nous sommes contre le cumul des mandats, mes chers camarades, nous avons même le mérite d'avoir promulgué une loi qui va dans ce sens. Mais je crois aussi que nous devons être pour la transparence des intentions de ceux qui pourraient être en mesure de cumuler des mandats et, en particulier, ne pas les briguer pour les abandonner immédiatement, et en tout cas, dans cette circonstance, annoncer à l'avance les intentions aux militants et aux citoyens. C'est cela aussi, la clarté politique. Bien sûr, nous sommes contre, mes chers camarades, la corruption des élus et nous observons que la rumeur s'amplifie. Allons-y carrément ! C'est vrai qu'un certain nombre de nos camarades ont été et se sont rendus vulnérables à certaines critiques et le Premier Ministre a été d'une clarté tout à fait aveuglante sur le sujet. J'espère que très vite les intentions seront suivies d'effet car sinon nous serons tous victimes de l'amalgame. Une anecdote qui va sans doute vous amuser. En tant qu'élu, pour des raisons qui me sont personnelles et dont je ne me glorifie pas, président d'une société de remontées mécaniques, j'ai toujours payé mes remontées mécaniques ; président d'une société d'économie mixte à vocation sportive, j'ai toujours payé mes entrées dans les enceintes sportives ; maire, j'ai toujours acheté les voitures et payé l'essence nécessaire au mouvement de ces voitures, même lorsque ces déplacements étaient consacrés aux intérêts locaux et communaux. Mais, tout récemment, dans une réunion avec les écologistes, alors qu'il se trouve que la voiture que j'ai achetée est une R25, j'ai entendu un intervenant me dire : "Maintenant que tu n'es plus maire, pourquoi ne rends-tu pas ta R25 ?"

Cette anecdote plaisante ne l'est pas au deuxième degré et signifie que nous devons complètement faire le ménage.

Nous sommes tous, mes chers camarades, pour l'écologie. Nous sommes d'ailleurs tous des écologistes et, pour beaucoup d'entre nous, depuis très longtemps l'environnement, le cadre de vie, c'est l'écologie. Maintenant, le mot est à la mode. Alors, allons au fond des choses. L'écologie, cela ne consiste pas à lancer des programmes autoroutiers ambitieux et à les abandonner pour des

raisons d'équilibre politique. Cela consiste tout simplement à établir un meilleur équilibre entre les transports collectifs et les transports individuels dans le cadre d'une politique globale qui fasse que la route et les transports individuels ne soient pas systématiquement avantagés par un rapport de force au détriment du rail et des transports collectifs, par exemple. Nous sommes tous, chers camarades, pour la solidarité à l'égard de notre gouvernement. Je ne parle pas de la solidarité entre ministres ou entre anciens ministres et gouvernements passés ou futurs. Je parle simplement du fait que nous avons humblement, discrètement défendu les positions de notre gouvernement parce qu'on nous les expliquait comme fondées et que nous les estimions fondées, et sur des sujets aussi sensibles que les dockers ou la navale.

Vice-président du groupe Socialiste de la région PACA, j'ai défendu ces thèses et j'ai vu qu'en période électorale, tout d'un coup, elles apparaissaient infondées. La main-d'œuvre est délicate pour ceux qui ont besoin de faire si vite un tel retournement. Nous étions tous, mes chers collègues, pour une politique globale d'aménagement du territoire appuyée sur des politiques spécifiques compatibles entre elles.

J'étais le rapporteur de la loi sur le développement et la protection de la montagne. D'autres se sont occupés du littoral ; on s'occupe maintenant du milieu rural et on a raison. Seulement voilà, cela se situe dans une cohérence et, de ce point de vue, je voudrais dire gentiment (parce que cela ne vise pas les camarades qui ont été concernés) qu'au hasard des équilibres politiques internes il ne faut pas dire ou faire croire à nos concitoyens tout d'un coup que l'aménagement du territoire c'est la ville, l'agriculture ou l'industrie. Non, l'aménagement du territoire, c'est le Premier Ministre. D'ailleurs, je me réjouis qu'un secrétaire d'Etat à l'Aménagement du territoire qui s'investit réellement dans cette tâche soit maintenant rattaché au Premier Ministre.

Mais là, je vous mets en garde, mes chers camarades, contre la réaction de l'opinion publique dans certains secteurs géographiques ou dans certains secteurs d'activités qui ont tendance à croire que notre structure gouvernementale est beaucoup plus indexée sur les problèmes d'équilibre interne que sur les problèmes de stratégie. Nous sommes tous pour le faire savoir accordé au savoir faire. Ils sont complémentaires, ils sont indissociables et il faut en faire un dosage sérieux. On ne fait rien sans le temps et je ne rougis pas du bilan de 11 années de gouvernement Socialiste avec l'interruption que vous savez. Mais alors, il faut prendre garde à la tentation des 11 mois, à la tentation des effets d'annonce, à la tentation de la substitution du verbe à l'action. Les Français en seraient-ils dupes ?

Pensons non seulement aux élections qui viennent mais aussi aux suivantes. Mes chers camarades, il y a toujours des retours de bâton. Aujourd'hui je crains que certains voulant convaincre de leur mérite les Français en l'espace de peu de temps ne se lancent dans cette direction et je le craindrais pour notre Parti et pour la France.

Certains ont dit : il vaut mieux perdre une élection que de perdre son âme. En tout cas, on n'est pas obligé de perdre les deux à la fois. Restons nous-mêmes,

Collection Jean Jaurès

travaillons, faisons-le savoir, restons loyaux vis à vis de notre gouvernement et de notre Parti, soyons fiers de notre bilan et alors peut-être que nous ne perdrons ni l'une ni l'autre.
(Applaudissements)

Le président - Merci. Dernier orateur dans le débat général : Louis Régulier.

Louis Régulier

Chers camarades, les rapports et les interventions l'ont fortement souligné : l'électorat populaire a manifesté sa déception lors des dernières élections et adressé un avertissement sérieux au Parti Socialiste. Toutes les études le montrent : c'est parmi les ouvriers, les employés et les catégories salariées moyennes que la perte est la plus importante. Avons-nous fait suffisamment en direction de ces catégories ?
Le message n'est pas facile à interpréter car les différents votes protestataires n'ont pas la même signification. Celui pour le PC ne progresse pas, au contraire : il confirme l'effacement de ce parti ; celui pour les écologistes est divisé, ambigu et instable ; celui pour le Front National s'est consolidé.
Ainsi, entre 1988 et 1992, nous n'avons pas mené une politique très différente de celle suivie entre 1984 et 1986. Beaucoup de raisons ont été invoquées pour tenter de comprendre notre brutal recul depuis la réélection triomphale de François Mitterrand en 1988. Il y en a certaines qui tiennent à notre propre pratique politique, à la manière dont nous nous adressons à notre électorat ; sans parler des conséquences de nos divisions internes, de l'échec du Communisme dans la construction du Socialisme et des affaires qui nous ont atteints sur le terrain de la morale. Est-ce que nous n'avons pas laissé les repères se brouiller, insuffisamment expliqué notre action et nos perspectives, laissé nos liens avec le monde du travail se distendre ? D'autres se sont installés dans le vide idéologique. Mais, paradoxalement, c'est la Droite, en fin de compte, qui risque de tirer les marrons du feu, tout simplement parce que moins affaiblie que nous, elle serait capable de rassembler.
Depuis quelques temps, l'idée se développe que l'usure du pouvoir nécessiterait que la Gauche, donc le PS, fasse une cure d'opposition pour se ressourcer.
Je me rappelle qu'avant 1981 l'idée était répandue que dans l'état où la Droite avait mis la France il était préférable qu'elle supporte les difficultés et le mécontentement populaire. Ces deux démarches vont dans le même sens : une vision réductrice et dépassée de la Gauche. C'est la Droite qui, par nature, est porteuse des intérêts des bénéficiaires du système capitaliste. Notre Parti a montré qu'au stade actuel de développement de la société il était capable de gouverner dans la durée, de faire face à la crise, tout en menant dans de nombreux domaines des réformes s'attaquant aux effets les plus négatifs de ce système. Intérioriser l'idée d'une cure d'opposition nécessaire reviendrait à reculer sur cet acquis fondamental.
Des corrections sont possibles au niveau de responsabilité du Parti, d'abord en répondant fermement aux attaques de la Droite en liant une action sociale

renforcée à des finalités explicitement tournées vers l'intérêt du monde du travail ; en ouvrant l'horizon au-delà des législatives, mais en situant des mesures immédiates sur le chômage, le cadre de vie, mais aussi pour les salaires et les conditions de travail, dans le cadre d'un projet à plus long terme de façon à re-politiser les enjeux et à redonner des raisons d'espérer. La restauration de notre capacité de rassemblement pose évidemment la question des alliances dans des termes lourds.

L'attitude à adopter vis à vis des écologistes vient au premier plan des réflexions. Mais l'arbre écologiste ne doit pas cacher la forêt du vote populaire qui nous a échappé et dont l'analyse est loin de se réduire à un glissement vers les thèses de l'écologie qu'il faut évidemment prendre en compte.

Certes, la stratégie d'union de la Gauche d'hier ne correspond plus à la réalité du paysage politique. Mais il ne faut pas perdre de vue la question Communiste et les conséquences du déclin du PC. Le soutien d'une partie majoritaire de l'ancien électorat du PC a permis nos succès à plusieurs reprises. Aujourd'hui, on peut faire un double constat : d'une part peu d'électeurs Socialistes se sont portés sur le PC ; mais, d'autre part, peu d'anciens électeurs du PC ont confirmé leurs choix antérieurs en votant pour nous.

Le problème ne se réduit pas à notre attitude vis à vis du Parti Communiste français. Il continue à reculer mais il a pu freiner son déclin parce que nous lui avons laissé un certain champ libre, nous ne lui avons pas disputé le terrain et notre Parti, dans ces conditions, peut être contaminé par le déclin.

On peut vérifier que quand le PC parvient à réduire l'écart avec nous, il en profite aussitôt pour exercer le seul pouvoir qui lui reste : le pouvoir de nuisance. Il compte lui aussi sur une cure d'opposition de la Gauche pour se refaire une santé, comme dans le passé. C'est pourquoi il apprécie les résultats des élections comme encourageants, compte tenu que l'écart se réduit avec ceux du PS et que dans les mauvais reports de voix le PS perd plus d'élus que lui, et pour cause !

Cette ligne est constante et ne changera pas. Nous avons raison de penser que cette vision du PC est vouée à l'échec. Le monde a changé et sa stratégie lui a fait perdre tous les espoirs de redevenir un parti de gouvernement. Son déclin est tout autant qualitatif que quantitatif. Mais pouvons-nous continuer à laisser ce déclin s'opérer de lui-même, sans en tirer toutes les conséquences, au risque d'en subir nous-mêmes les effets dévastateurs ? Tout dépend de notre action pour modifier le rapport des forces dans un sens contraignant pour ses dirigeants, quels qu'ils soient au demeurant.

Le contexte actuel devrait nous inciter à développer le dialogue avec la diaspora Communiste et ses différents courants, en particulier ceux qui ont contribué au combat de la Gauche, comme dans la Haute-Vienne. Nous devons nous garder de penser qu'il suffit de rénover le PS pour que spontanément les sensibilités Communistes se rassemblent autour de nous. Nous devons également éviter de laisser se développer l'idée qu'une nouvelle force de gauche non Socialiste, regroupant les anciens Communistes, puisse reconstruire un paysage permettant une nouvelle union de la Gauche, style programme commun. Nous devons

proposer aux Communistes de se situer dans un pôle de gauche réactivé dont le PS sera le cœur.
(Applaudissements)

Le président - Merci. Nous en arrivons maintenant aux conclusions de la Commission des résolutions et je donne la parole au Premier secrétaire pour les présenter.

Laurent Fabius

Merci Claude. Auparavant, si vous le voulez bien, comme c'est je crois la tradition, quelques mots sur nos débats d'hier et de ce matin ; non pas pour reprendre toute la richesse des interventions des uns et des autres ; mais je crois qu'un certain nombre de nos camarades se sont exprimés en demandant certaines précisions ou certaines réponses. Et puis, peut-être est-il utile que sur tel ou tel point où il faut nuancer, le cas échéant, je puisse m'exprimer pour qu'il n'y ait pas d'ambiguïté. Je voudrais le faire rapidement avant de passer à notre Commission des résolutions.
L'objet essentiel de notre Comité directeur était et est toujours d'analyser les raisons de notre échec aux élections régionales et cantonales et de choisir les moyens de reconquérir le terrain perdu. C'est là l'objet de notre Comité directeur.
Que nous soyons amenés, compte tenu de nos procédures à nous fixer telle ou telle échéance interne, bien sûr. Mais il ne faudrait pas perdre de vue que l'objet du CD est celui-là.
Par rapport à cet objet, les interprétations, les analyses m'ont semblé dans l'ensemble très convergentes et, sans faire d'unanimisme facile, je crois que notre débat a permis de lever quelques quiproquos inutiles. J'avais cru comprendre, ici ou là, qu'il y avait une opposition factice, comme elles le sont parfois, entre ceux qui voudraient à tout prix charger le Parti pour expliquer les résultats des élections et ceux qui voudraient à tout prix dédouaner le Parti en situant la responsabilité ailleurs, à différents niveaux.
Je n'ai pas trouvé cela dans les interventions et j'en suis d'autant plus ravi que cela correspond aussi à ma propre façon d'analyser les choses.
Les responsabilités, elles sont pour les uns, pour les autres, il ne s'agit pas de charger le Parti, il ne s'agit pas non plus de le dédouaner, je crois que c'est clair.
Quant aux explications de fond, elles m'ont paru très convergentes et par rapport à certaines difficultés que nous soulignions dans le passé, il y a quand même des novations. Tout ce qui a été dit hier et encore redit ce matin sur la sécurité, ce ne sont pas des thèmes dont nous avions l'habitude de parler publiquement, il faut en parler, pas plus qu'il ne faut, de la bonne façon, mais il faut en parler. Ce qui a été dit sur la dimension morale, avant on n'avait pas l'habitude d'en parler, on est obligé d'assumer et ce qui a été dit hier et ce matin de ce point de vue me paraît excellent, et il y a d'autres thèmes encore.
Deuxième observation que je voudrais faire qui alors là est tout à fait ponctuelle, et je m'inscrirai peut-être en faux... pas en faux, mais en décalage par rapport à

un certain nombre de propos, mais je le dis par honnêteté intellectuelle, c'est lorsque certains d'entre nous, qui appartiennent d'ailleurs à toutes les sensibilités, pensent que si nous avions eu un mode de scrutin différent, les résultats auraient nécessairement été différents. Peut-être... peut-être pas, d'abord, parce que nous avons tous appris et dit que ce n'est pas un mode de scrutin qui, en général, change les résultats. En plus, parce que (je dis cela pour être clair) lorsqu'on présente, et peut-être faudra-t-il le faire pour la suite, c'est possible, les changements nécessaires de mode de scrutin en disant : il faudrait un mode de scrutin mixte, c'est séduisant, je ne dis pas qu'il ne faudra pas l'adopter, mais dans le cas qui nous occupe, les dernières élections, la façon concrète de dire cela, et je le reconnais moins élégante, était de dire : au deuxième tour, dans la plupart des régions de France, il y aurait eu une liste d'alliance Socialistes, Communistes, peut-être quelques autres. De ce point de vue, je me permets de poser la question suivante : où est-ce que cette coalition aurait été victorieuse ?

On ne peut pas refaire l'histoire, et je crois qu'il ne faut pas du tout la refaire. Je reconnais aussi que cela aurait eu le mérite de poser la question de Génération Ecologie et des Verts entre le premier et le deuxième tour, mais je ne suis plus sûr non plus que compte tenu de ce qui s'est passé, cela aurait été pertinent.

Bref, encore une fois je dissocie cette réflexion sur le passé, personne ne peut le prouver de toutes les manières, de ce qu'il faudra faire à l'avenir et je suis très ouvert. En tout cas, je crois qu'il ne faut pas avoir de certitude sur ce point.

Donc, aux incertitudes de certains, j'apporte mes propres incertitudes. A propos précisément du mode de scrutin, l'autre jour, un de nos camarades, qui n'est pas ici, qui a, comme beaucoup de ceux qui sont ici, le sens de l'humour, parlait de ce que nous avions fait à propos des modes de scrutin et avait une jolie formule, il disait : au fond, on en a parlé pendant des mois, des mois, des mois, sur différents terrains, les cantonales, les régionales, les législatives et puis, finalement, on n'est arrivé à rien et il ajoutait : on a donné l'impression d'être obsédé, ce qui est déjà gênant, et en plus d'être impuissant, ce qui devient, là, vraiment problématique. Et quand on additionne les deux : obsédé et impuissant, c'est tout de même un vrai problème !

(Rires)

Je crois que ce camarade a raison et je pense que la sagesse nous conduit à ne pas recommencer pour le futur, c'est-à-dire que c'est une règle que nous pourrions tous reconnaître : ces questions qui sont très importantes doivent être abordées publiquement quand nous avons déjà la solution entre nous. Si nous, nous crevons l'abcès, si nous disons : "Ce serait nécessaire, ce serait même formidable, c'est indispensable, mais voilà, on n'a pas la solution...", ce n'est pas possible. Il va falloir nous pencher là-dessus, mais en tirant les leçons de cette expérience et de ce propos amusant de notre camarade sur la situation difficile d'un obsédé qui serait impuissant.

Deuxième élément sur lequel je voudrais revenir, dans les débats que nous avons eus hier et ce matin : tout ce qui a concerné les courants. Et là aussi, par rapport à un certain nombre de craintes que j'ai entendues de la part de tous ceux qui se

sont exprimés, je crois que notre débat est assez utile. Il y a suffisamment de vrais problèmes pour ne pas nous en créer de faux.
Je n'ai entendu personne, je n'ai lu personne proposer (certains auraient pu le dire) une suppression d'un trait de plume de toutes les sensibilités. Moi-même, dans mon exposé, j'avais dit que dans le Parti Socialiste il y a une diversité qu'il fallait organiser. Donc, ne nous querellons pas sur ce sujet, puisqu'il n'existe pas.
J'ai entendu aussi en revanche, et cela, ça a à fait plaisir à tous, une unanimité sur la nécessité de rénover nos pratiques. Beaucoup de camarades (je ne vais pas les citer) ont insisté là-dessus. De même, sur la nécessité de dédramatiser nos débats, je reprends une formule qui a été utilisée, ce qui ne veut pas dire les dépolitiser.
Et puis alors là, on s'engage un petit peu plus loin, et personnellement j'y suis favorable, la nécessité de re-brasser les cartes, parce que je crois que c'est indispensable, et nous aurons l'occasion d'en reparler dans un instant avec le rapport sur la Commission des résolutions. Donc, si j'ai lu ou entendu avant ce Comité directeur, c'est exact, des craintes qu'on a retrouvées dans la Commission des résolutions (et cela a permis d'avancer) sur l'opération de laminage, le ceci, le cela, je pense qu'à travers notre Comité directeur comme à travers la Commission des résolutions, on a bien vu que cela était dans les esprits à titre de crainte, mais n'avait absolument aucune raison d'être.
De ce point de vue-là, je crois aussi que le travail fait au cours de ces deux jours et celui que nous ferons dans les semaines et les mois qui viennent est très utile.
Un mot, parce que vous ne l'avez pas repris dans vos interventions mais je pense qu'il faudrait quand même que nous soyons d'accord là-dessus, parce que c'est au Comité directeur d'arrêter une position, sur cette proposition que je me suis permis de faire à propos de la création d'une Commission d'éthique qui serait présidée par Daniel.
Faisons bien attention, il ne s'agit pas de se substituer à la justice, cela n'aurait pas de sens, mais c'est vrai, nous savons tous que des problèmes de déontologie se posent et qu'il faut les traiter d'une façon objective et les traiter d'une façon rapide, non pas systématique, mais quand on a besoin, d'une façon rapide, et de ce point de vue-là je crois qu'avec toute l'autorité qui est la sienne, Daniel, avec une petite Commission autour de lui, pourrait vraiment, une fois de plus, être extrêmement utile au Parti dans les circonstances actuelles et prévisibles. Je souhaite en reparler parce que je ne veux pas qu'il y ait ambiguïté sur ce point.
Pas besoin de faire un grand étalage, mais puisqu'il n'y a pas eu de reprise sur ce sujet dans vos débats, je souhaitais tout de même que cela soit dit pour que, si vous êtes d'accord, nous puissions avancer. Le quatrième point dont je voudrais parler en étant là un peu plus explicite, c'est Maastricht et là il faut être clair dans nos débats; qui l'ont été jusqu'ici, il y a des différences entre nous, elles ne sont pas d'hier et quand je dis entre nous, parmi celles qui se sont développés, c'est surtout entre les thèses qui se sont développées depuis longtemps par Jean-Pierre.
Je voudrais dire sur ce point clairement et sans entrer dans je ne sais quelle

logique de division, parce que nous sommes là pour la politique, qu'il y a un désaccord, et que moi je ne suis pas en accord, je suis même en désaccord avec les thèses qui sont exprimées, non pas que dans les inquiétudes qui sont écrites il n'y ait pas beaucoup d'éléments justes, car ce qui est dit sur la technocratie actuelle, sur l'insuffisance de l'Europe sociale, sur l'insuffisance de son caractère démocratique, je pense que tous nous sommes d'accord pour le souligner, mais ce sont les conséquences à tirer de cela, l'attitude par rapport au traité sur la construction européenne qui visiblement nous séparent. Quand je vois dans le journal de ce matin "Le Journal du Dimanche", mais c'est peut être une présentation un petit peu piégée, si ce n'était que cela on pourrait dire, que c'est un hasard, mais ce n'est pas que cela : Oui à Maastricht, Jacques Barrot, non à Maastricht pour le Parti Socialiste, Chevènement, je me dis qu'il faut tout de même que sur le plan de la politique nous soyons clairs. Que Jean-Pierre s'exprime, c'est son droit le plus strict et personne ne peut l'en empêcher. Mais il faut que ce soit clair. Ce n'est pas du tout la position du Parti Socialiste et là-dessus je voudrais donner quelques exemples. Jean-Pierre, tu as dit, et c'est simplement un point de fait, que nous n'en avions pas débattu. Ce n'est pas exact. Nous en avons débattu mais nous n'avons pas été d'accord, ce n'est pas tout à fait la même chose. Très gentiment, Gérard Fuchs m'a fait passer une liste des circonstances où tant au niveau du Parti Socialiste qu'au niveau de l'Assemblée Nationale nous avions discuté de ces sujets. Il ne s'agit pas de s'enfermer dans je ne sais quel formalisme mais Gérard nous dit que le 21 novembre 1990 le Bureau exécutif a fait une déclaration à ce sujet, le 18 juin 1991, le 11 décembre 1991 au Congrès de l'Arche, j'ai repris les textes... Il faut être clair et net, il y a eu des oppositions et Gérard nous rappelle qu'au Comité directeur du 1er février 1992 Jean-Pierre est intervenu et chacun pouvait intervenir. Et puis l'intervention que tu as faite toi-même hier, très argumentée, le petit débat que nous avons là, ce qui figure dans le projet de résolution que je vous proposerai tout à l'heure, tout cela ce sont des décisions politiques, il faut être très clairs.

Même chose en ce qui concerne l'Assemblée Nationale, je ne vais pas vous infliger la liste, mais laissons de côté les circonstances, allons au fond : ayant souligné ce que j'avais à souligner sur les insuffisances de la construction européenne, je dois dire qu'il n'y a pas d'un côté les gens qui disent que cela marche merveilleusement et d'autres camarades qui disent le contraire, en tout cas personne ne dit que cela marche merveilleusement.

La question est un peu différente. Lorsque tu dis que 80% des règlements sont élaborés à Bruxelles, et que cela veut dire l'Europe est en train de nous dessaisir..., en tant qu'ancien président de l'Assemblée Nationale, c'est un sujet sur lequel je m'étais penché... ce sont des sujets qui, comme chacun d'entre vous, m'intéressent car ces chiffres m'avaient frappé.

Je suis allé un petit peu au-delà, comme il faut toujours le faire. J'ai demandé... je me suis renseigné... qu'est-ce que c'est que 80% des règlements élaborés ?... alors je pense qu'il faut être précis dans tous ces textes qui sont élaborés à Bruxelles... ces textes ne concernent absolument pas tous le domaine de la loi.

Il n’y a que 20%... on me dira que c’est déjà trop... il n’y a que 20% qui concernent le domaine de la loi française. Le reste est du domaine de l’administration. Et donc dire qu’il y a dépossession du Parlement français parce que 80% des textes sont élaborés à Bruxelles, cela n’est pas exact. Cela ne concerne qu’une petite part. Je ne sais pas si je suis suffisamment clair... c’est la réalité juridique. C’est un point de détail... Ce qui n’est pas un point de détail, c’est lorsqu’il est soutenu que l’Europe produit du chômage et que l’Europe de Maastricht, telle que nous allons l’adopter, produit 4 millions de chômeurs. Cela, je dois le dire, présenté comme cela, sur la forme et sur le fond, clairement, je ne suis pas d’accord. Je ne suis pas d’accord d’abord sur le fond parce que les causes du chômage - et là, il y a une divergence fondamentale entre nous - ne sont pas liées à la construction européenne. Et qu’au contraire, dans beaucoup de domaines, c’est le renforcement de la construction européenne qui permettra d’éviter une dégradation plus forte encore. Il faut que ce soit clair et en même temps, qu’on ne brandisse pas des chiffres qui font frémir tout le monde, parce qu’on n’est pas d’accord sur le fond, et qu’en même temps, c’est une certaine captation de la preuve qu’on éprouve pour dire "non à l’Europe".
Le débat, sans vouloir simplifier à l’extrême,... je suis un peu long, mais c’est un sujet dont on va parler,... le débat me fait penser, à l’époque, au débat que nous avions eu sur le système monétaire européen en 1982 et 1983... Même, moi-même, à l’époque, et quelques autres, nous avions hésité. Finalement le Président de la République avait tranché. Moi j’avais été surpris en me disant "mais pourquoi ?" Je reprends le débat de 1982 et 1983... c’est le même, d’une certaine façon, qui se pose aujourd’hui.
Certains disent "la construction européenne c’est celle qui nous impose la rigueur, qui nous fait dépendre de l’Allemagne" et donc il faut un autre choix qui nous donnera plus de liberté. C’est dans ces termes que le débat avait été posé en 1982 et 1983. A l’époque, dans des circonstances qui seraient exactement les mêmes aujourd’hui, lorsqu’on avait étudié en détail les circonstances, on avait constaté que si à l’époque on rompait avec le système monétaire européen, et que si demain on refusait Maastricht, qui d’une certaine manière arrêterait la construction européenne... à ce moment-là, cela met la France dans une situation plus difficile sur le plan économique, et l’oblige à faire une politique plus rigoureuse et plus dure que celle qu’elle est obligée de mener. Et le point de fond, dire "nous sortons du système monétaire européen, ou nous refusons Maastricht, et cela nous donne une marge supplémentaire de dynamisme économique et de lutte pour l’emploi", c’est malheureusement exactement le contraire de la réalité économique et de la réalité pratique quand on regarde en détail les choses.
C’est la raison pour laquelle nous avions pris la décision que nous avions prise en 1983.
J’ajouterai - et ceci est un argument trop facile et donc évitons ce qui ne serait qu’argument de séance - que je me suis toujours interrogé... après tout, on peut se tromper quand on est tout seul... quand on est beaucoup, à se tromper, on peut s’interroger : pourquoi, avec tous les défauts de cette construction européenne, y

avait-il tant de pays qui voulaient entrer dans la Communauté européenne, alors que nous serions parmi les seuls à ne pas vouloir continuer ?
Je continue... Jean-Pierre a dit des choses fortes et je pense qu'il faut avoir un débat de fond. Je lisais ce matin l'article du Journal du Dimanche. C'était la même chose. Tu avais eu la courtoisie de nous en parler dans tes propos d'hier.
Quand on dit, d'un côté, qu'il faut réviser Maastricht, et de l'autre, qu'il faut proposer une initiative européenne de croissance, ça n'est pas comme cela que fonctionne la Communauté.
Si on refuse Maastricht, cela a un certain nombre de conséquences... si je voulais simplifier, j'utiliserai une onomatopée... cela voulait dire "patatras"... et ce "patatras", je ne vois pas, malgré toute l'ingéniosité de ceux qui nous représentent à Bruxelles, et l'ingéniosité de la politique étrangère française, comment à partir du refus de Maastricht, on pourrait construire une initiative européenne de croissance.
J'ajoute - et ce sont mes trois derniers éléments - que comme il faut simplifier le débat et ne pas le travestir, il ne faut pas dire, comme on aurait tendance trop facilement à le dire, si on accepte Maastricht, c'est la fin de la France et si on le refuse, c'est le début de quelque chose.
Si on le refuse, c'est vrai que c'est le début de quelque chose... mais nous n'avons jamais considéré que la construction européenne était contradictoire avec les intérêts de la France.
Au contraire, nous considérons que la façon d'affirmer le dynamisme de la France, ces perspectives pour le futur, c'est en même temps de renforcer la construction européenne, de la corriger dans un sens plus démocratique, peut-être pas insuffisamment, dans un sens plus social, dans un sens de la politique de défense et de la politique de sécurité et dans le sens du renforcement de la cohérence par rapport aux Etats-Unis, le Japon et les pays de l'est.
Donc ne présentons pas le débat comme si c'est "oui à Maastricht" et "non à la France"... c'est l'inverse parce que ce n'est pas comme cela que ça se présente.
Quant au dernier argument, d'un autre ordre, que je voudrais présenter, Jean-Pierre, tu symbolises cette idée, il est donc normal que nous en parlions, cela avait été remarqué, relevé par un de nos camarades... et tu nous as tout de même inquiétés, et comme tu es un homme précis dans ton langage, alors tu peux nous rassurer, si c'est nécessaire, lorsque parlant, à la fois de cela, de tes intentions sur ce sujet, et des intentions un peu plus générales en ce qui concerne le Parti Socialiste, et du comportement que tu voulais avoir dans le futur, tu nous as parlé de discipline républicaine.
La discipline républicaine, ce n'est pas la règle au sein du Parti, la discipline républicaine, d'ailleurs, on l'invoque dans des formations différentes... Nous, en tant que Socialistes, nous sommes camarades depuis longtemps, et j'espère que nous le serons jusqu'à la fin, ce n'est pas la règle, la discipline républicaine, c'est la règle du débat, et puis sur les grands sujets de la discipline entre nous, c'est la discipline de parti, et pas la discipline de parti à parti... Si c'est comme cela... une déviation de plume, très bien... mais si c'est plus significatif, je tenais tout de même à le relever en souhaitant que ce soit un trait de plume, parce que

sur le moment, cela m'a accroché quand même l'oreille ainsi, comme je le pense, qu'à d'autres camarades.
(Applaudissements)
Quelques éléments que je voulais souligner. J'ai été un petit peu plus long, et je vous prie de m'en excuser, sur Maastricht parce qu'au fond, une thèse ou deux avaient été exposées mais on n'avait pas eu le temps de faire le tour de la question.
Je souhaitais que les différents points de vue soient exposés. Je reviens maintenant, si Claude, tu le permets, directement à la Commission des résolutions et à la proposition de résolution que, si j'ai bien compris, à l'unanimité moins les camarades de Socialisme et République, je serai en mesure de vous présenter.
Alors quelques mots sur cette Commission des résolutions, non pas pour faire le détail éphéméride, mais aller à ce que j'ai ressenti être l'essentiel en essayant de ne pas trahir la réalité. Cette Commission des résolutions a été présidée par Pierre, que je remercie beaucoup.
Nous avons commencé nos travaux à 9 h ou 9 h 30 et nous nous sommes couchés tard... tôt ce matin plutôt !... après un travail qui a été extrêmement fructueux et qui, je crois, s'achève si vous en décidez ainsi par un grand succès pour l'ensemble du Parti Socialiste.
La discussion a porté sur toute une série de sujets et c'est là où on voit l'utilité d'une Commission de résolution...cela se passe évidemment dans une enceinte plus réduite où les arguments peuvent s'échanger plus rapidement... on sent mieux quels sont les vrais soucis et ce qui est finalement latéral.
De toute évidence, il y a chez tous ceux qui ont participé à cette Commission des résolutions... il y avait, il y a - on y a beaucoup insisté - un accord pour pratiquer une rénovation effective de notre Parti. C'est clair. Il y a aussi un accord pour préciser notre stratégie; ce qui est un choix éminemment politique.
Nous avons eu un débat hier avec Didier... l'ambiguïté à été levée. Didier disait "tout cela, ce n'est pas de la politique"... si, on peut être en désaccord... mais définir une stratégie politique, c'est ce que nous allons faire lors de notre Congrès et c'est évidemment politique. De même, un accord pour déterminer rapidement notre programme, notre contrat... je ne sais pas, à terme, ce que nous proposera Michel. on a mis un petit peu les deux.
Sur ce point, il y a un accord pour avancer et pour avancer rapidement. Il y a un accord aussi, et c'est peut-être cela qui a été le plus difficile, c'est d'avoir dû persuader les uns et les autres que cet accord existait, sur le fait que pour employer une expression un petit peu triviale, mais elle veut bien dire ce qu'elle veut dire, il n'y avait pas d'arrière-pensées, d'élimination de tel ou tel, ce qui avait été ressenti, et je pense que cela a permis de débloquer quand même beaucoup de choses.
L'insistance aussi sur le fait que ce serait très mauvais de donner le sentiment, surtout s'il est réel, à un moment comme aujourd'hui, de nous tourner vers nous-mêmes alors que ce que les Français attendent, c'est que nous nous tournions vers eux pour les écouter, et proposer un certain nombre de choses, et agir avec

le gouvernement..... Aussi, une assistance - et là, je résume les éléments de la discussion qui sont comme toute discussion un moment contradictoire - précisément sur le besoin, c'est revenu sans cesse - d'unité, de rassemblement, est de donner la parole à nos militants, mais en même temps, c'était intéressant dans la réunion d'hier, avec une certaine peur, parce qu'au Congrès de Rennes... le Congrès de Rennes a laissé des traces et nous nous sommes dit "il faut donner la parole aux militants..." oui, mais il ne faut pas non plus que cela dégénère. Alors c'est là où est le besoin d'articulation.

Plusieurs d'entre nous, notamment Pierre, ont souligné que la règle, dans une organisation comme la nôtre, comme la règle dans toute association, c'est de cela dont nous tenons notre légitimité, c'est d'abord le vote des militants... C'est de cela dont il s'agit. Marcel nous a lu une phrase en disant que c'est le Parti qui s'exprime... je pense que tout cela, c'est une pratique qui permettra de lever un certain nombre de craintes, mais que déjà l'effort et les décisions auxquelles nous arrivons, vont nous permettre de bien avancer. Il y a là un besoin de s'exprimer... une peur que cette expression dégénère mais il faut tout de même que la vie passe, que le sang circule, que les fenêtres s'ouvrent, et tout cela nécessite, nous l'avons tous dit, faisons-le, que l'on se tourne vers les militants, qu'on leur demande leur opinion et qu'on les écoute.

Et puis il y a eu hier aussi le souci exprimé d'abord par quelques camarades, puis rejoints par tous les autres, que nous dégagions l'horizon pour, je dirai, les prochaines échéances, que nous n'ayons pas à nous poser tous les matins, tous les soirs, la question : quand est-ce qu'on va faire quoi ? Nous ne savons pas, je ne sais pas quand seront exactement les échéances, les échéances prévues on verra. Mais nous ne pouvons, en tant que collectivité, travailler sans avoir un horizon bien précisé, même si l'horizon se modifie, nous nous adapterons, mais encore faudrait-il se mettre en condition de s'adapter.

Voilà toute une série d'éléments qui ont été présents dans la discussion, et après une période de blocage, après une proposition utile faite par Bernard Roman, après discussion, avec une période, je dois le dire, où il aurait été possible de trouver une majorité et une minorité, eh bien, nous avons estimé, j'ai estimé avec tous les autres camarades qui étaient là, qu'il était bon de montrer concrètement que nous savions, dans cette période, à la fois être unis, et assurer les chemins du renouveau.

C'est à partir de cela que je suis en mesure de vous proposer le dispositif suivant, dont je vais expliquer les éléments, qui sera repris dans la résolution que je vous lirai tout à l'heure.

Premièrement, nous avons décidé que le Congrès aurait lieu en juillet. A partir du moment où nous sommes presque tous d'accord pour que le Congrès suivant des formes que je vais définir, ait lieu, il nous a semblé qu'il était préférable qu'il ait lieu rapidement. Ce sera un Congrès de rassemblement, et de renouveau, qui nous permettra de nous mettre en ordre de bataille, donc d'aborder les échéances législatives et tout ce qui va avec dans de bonnes conditions dès la rentrée.

Là on entre dans la question très compliquée - mais que l'on finit par apprendre

à connaître - des statuts, des modalités techniques. Ce Congrès se tiendra les 10, 11, 12 juillet prochain. J'espère que l'on a vérifié les dates, que cela ne tombe pas en milieu de semaine. Ce Congrès aura deux volets, ce qui concerne les propositions nécessaires à la rénovation du Parti Socialiste, elles devront être adoptées en Congrès ordinaire, elles seront d'application immédiate, et immédiate c'est : immédiat !

En ce qui concerne la stratégie politique, le contrat programme pour les élections, cela sera arrêté en Congrès extraordinaire, sur la base du projet qui sera présenté par le Comité directeur. Cela veut dire, chers camarades, que nous sommes ici pour nous dire chaque chose - en ce qui concerne la rénovation, la Commission présidée par Daniel va donc se mettre au travail très, très vite, il faudra saisir les militants, il faudra aboutir à un accord, car je ne veux pas non plus masquer la réalité. Cette rénovation ce n'est pas quelque chose dont il faut parler sans la faire, et j'ai dit hier - c'est un des éléments qui conditionne cet accord - que si pour telle ou telle circonstance, que je n'imagine pas, il y avait un blocage sur cet aspect, a ce moment là la liberté serait reprise car la rénovation ne peut pas être bloquée comme cela. Nous nous trouvons un point d'accord, il me paraît excellent mais cela, ne peut pas être une échappatoire pour ne pas le faire. Et donc c'est d'application immédiate, c'est-à-dire que nous mettons en route tout de suite les dispositions qui peuvent être prises tout de suite, et il y en a d'autres qui concernent le prochain Congrès ordinaire, c'est-à-dire la désignation des instances, etc. Mais tout ce qui peut être fait tout de suite sera fait. Voilà pour ce qui concerne la rénovation. J'ai dit aussi, parce que je crois qu'il faut être parfaitement clair, dans le compte rendu - si j'ai oublié des choses on me le dira - que je souhaitais, comme Premier secrétaire, que cela se traduise à l'issue du Congrès par aussi un renouvellement de responsables.

Cela bien sûr ne peut être fait que dans la mesure où les courants, à la façon dont nous fonctionnons, permettent une montée de responsables nouveaux. Je pense que cela est indispensable. De quoi aurions-nous l'air si nous déclarions la rénovation et qu'elle se traduisait par un immobilisme total ? Il faut bien sûr que ce soit fait dans le respect des sensibilités, etc., nous en sommes tous d'accord, mais il faut que cette rénovation existe au niveau national. Gérard me dit que ce n'est pas interdit ailleurs !

En ce qui concerne l'aspect de la stratégie et du programme, là vous verrez c'est écrit dans le projet de résolution, mais comme toujours il faut quand même donner l'explication, parce que sinon on risque des quiproquos.

Comment allons-nous proposer ce texte, ou ces textes, sur la stratégie politique ? Il est vraisemblable qu'il y aura un ou deux textes, un texte d'orientations politiques, et le contrat programme, en tout cas c'est le texte que l'on a.

Ce document sera proposé par le Comité directeur, ce qui veut dire donc qu'en tout cas ceux, qui hier se sont exprimés pour soutenir cette résolution, feront ce travail ensemble, le proposeront ensemble, c'est-à-dire qu'il peut y avoir sur tel ou tel point des options, mais bien sûr on ne va pas rentrer dans une mécanique de déchirement après avoir décidé ce qui est rassemblement et unité, c'est-à-dire que l'on nous a donné hier cet exemple, le mécanisme est un peu analogue à

celui utilisé pour le projet, c'est de cela qu'il s'agit.
Voila comment tout cela est proposé. Et puis, en ce qui concerne le Congrès ordinaire suivant, car la crainte a été exprimée dans plusieurs interventions et donc dans un accord il faut tenir compte de tout, la crainte était de dire : attention, est-ce que ce n'est pas pour dire "on ne fait pas de Congrès tout de suite, et dès après les législatives, surtout s'il y a une infortune électorale, on va en profiter pour tirer à vue sur les uns et sur les autres", je dis les choses telles qu'elles ont été exprimées, et même peut-être plus brutalement et donc la proposition qui vous est faite, c'est que le Congrès ordinaire suivant ait lieu en décembre 1993.
Voilà ce qui figure dans le texte de résolution, ce qui permet donc, et là est l'essentiel, d'avoir un horizon clair, tant qu'il peut l'être, et un programme calendrier, nous sommes en avril, jusqu'à la fin de l'année 1993, et à partir de là, de se consacrer aux tâches de reconquête de l'opinion, qui sont les tâches indispensables. Voilà l'économie de ce que je vais vous lire dans un instant. Une dernière remarque avant de procéder à cette lecture.
Quelle était la difficulté de ce Comité directeur ? J'emploie l'imparfait, bien qu'il ne soit pas terminé. C'est la chose suivante : je crois que nous sommes tous d'accord pour opérer et ce n'est pas facile une rénovation, une définition stratégique, une définition programmatique, c'est indispensable, mais la question était de savoir si nous étions capables de la faire dans la concertation, entre nous, sur la base des choix des militants, et sur la base du rassemblement, ou bien si nous la faisions à chaud, avec les risques de déchirure que cela comporte.
La proposition, qui vous est faite, répond que cela doit être fait, que cela peut être fait sur la base du rassemblement. J'indique bien sûr que pour moi, comme Premier secrétaire, qui ai par définition la mission d'essayer de rassembler les uns et les autres, c'est évidemment un grand soutien, parce que si des déchirements étaient intervenus, cela aurait été dommageable et beaucoup plus difficile.
Je suis donc heureux et j'en remercie chacun, surtout dans les circonstances comme aujourd'hui, qui ne sont pas faciles, compte tenu d'événements récents, je remercie chacun d'avoir fait l'effort qu'il faut pour que nous parvenions à ce mouvement indispensable et en même temps à ce qui, j'en suis sûr, sera un rassemblement plus fort. Pour ma part, comme je l'ai dit hier, dans ma déclaration, je n'ai pas d'autre objectif, mais c'est déjà très important, avec vous tous, que de faire en sorte que nous puissions bâtir pour les années qui viennent un grand Parti Socialiste.
(Applaudissements)

Projet de résolution.

"Réuni les 11 et 12 avril 1992, le Comité directeur a analysé les raisons de l'échec électoral du Parti Socialiste aux élections régionales et cantonales. Ces résultats traduisent plusieurs messages.

- La nécessité de mieux prendre en compte les soucis quotidiens de nos concitoyens, notamment sur le terrain de l'emploi, de la justice sociale, et

de la sécurité.
- L'urgence de réaffirmer dans le Congrès notre identité de gauche et nos valeurs en particulier sur le plan moral.
- L'aspiration des Français au renouveau des idées, des pratiques politiques.

Dans cet esprit, le nouveau Premier Ministre, Pierre Bérégovoy a présenté au Parlement les priorités du programme d'action du gouvernement, qu'il s'agisse de la vie quotidienne ou des grandes questions qui éclairent l'avenir : travail, éducation et formation, sécurité, environnement, protection sociale, transparence de la vie publique, etc.

Le Parti Socialiste exprime sa solidarité avec les orientations du gouvernement, à la réussite duquel il travaillera pleinement.

Dans les semaines qui viennent, cette solidarité se manifestera pour la. ratification des accords de Maastricht, ce grand espoir pour la France et pour l'Europe, qui doit tant à François Mitterrand.

Les Socialistes se trouvent à un moment difficile de leur histoire qui impose unité et renouveau. Ils doivent agir pour redevenir le pôle de rassemblement des forces de progrès, exigence d'autant plus nécessaire avec le maintien du scrutin majoritaire.

Les voies de l'indispensable renouvellement passent par :

- La réaffirmation et l'approfondissement de l'identité Socialiste.
- La définition de stratégies claires.
- L'élaboration, l'adoption et la popularisation d'un contrat de programme en vue des prochaines élections législatives.
- Une plus grande responsabilité des militants et une plus grande démocratisation du fonctionnement du PS permettant un renouvellement de l'action militante, qui soit plus proche des Français et mieux articulée avec le milieu associatif.
- Un dépassement de la logique des courants dans le respect de l'identité de chacun.

Pour y parvenir, la Commission nationale du programme présentera très rapidement ces orientations, et une Commission spéciale élaborera des propositions de réforme statutaire pour application dès le prochain Congrès ordinaire.

Afin d'adopter les dispositions nécessaires à la rénovation du Parti Socialiste, de préciser sa stratégie et de déterminer son contrat programme, le Comité directeur, sur proposition du Premier secrétaire, décide de convoquer les Socialistes en Congrès. Le Congrès aura lieu les 10, 11 et 12 juillet prochain. Il comportera deux volets. Les propositions nécessaires à la rénovation du Parti Socialiste seront adoptées en Congrès ordinaire. Elles seront d'application immédiate. La stratégie politique et le contrat programme proposé au pays pour les élections législatives seront arrêtés en Congrès extraordinaire sur la base du projet qui sera présenté par le Comité directeur.

Le Congrès ordinaire suivant aura lieu en décembre 1993.

Le Parti Socialiste appelle l'ensemble de ses militants et de ses sympathisants à débattre et à se rassembler afin de se placer rapidement en bon ordre de bataille,

Fondation Jean Jaurès

développer ses idées, se retourner vers les Français, de préparer les échéances qui viennent et de faire échec à la Droite et à l'extrême droite.
C'est ainsi que fort d'une identité réaffirmée, le Parti Socialiste pourra apporter de nouveau l'espoir aux millions de personnes qui croient toujours à la Gauche en France.
(Applaudissements)

Le président - Chers camarades, avant de soumettre ce projet de résolution à votre vote, je vais donner la parole à ceux qui me l'ont demandée. J'ai pour l'instant Lionel Jospin, Jean-Pierre Chevènement, Jean-Luc Mélenchon.
La parole est à Lionel Jospin.

Lionel Jospin

Merci, Claude.
Chers camarades, je ne me suis pas exprimé devant le Comité directeur hier, je m'étais exprimé par écrit, certainement en direction d'un public plus vaste que celui du Comité directeur, mais en même temps à l'intention du Comité directeur, et dans les circonstances où je sentais le besoin de m'exprimer, il m'était plus facile finalement de le faire par écrit en pesant bien ce que je voulais dire que de le faire par oral. Je ne regrette pas de l'avoir fait, car en plus, devant le Comité directeur, cette intervention l'aurait sans doute un petit peu décalé ou modifié.
Donc mon intention ce matin était de m'exprimer très brièvement derrière le Premier secrétaire pour marquer mon approbation de ce qu'il a dit et des propositions qui nous sont faites à l'issue de la Commission des résolutions. Je le ferai dans quelques instants.
Pour autant, comme le débat général a d'une certaine façon un petit peu repris ce matin, il n'était d'ailleurs pas totalement clos, je voudrais faire simplement quelques observations sur plusieurs points qui viennent d'être évoqués. Je le ferai très rapidement bien sûr.
Le premier, c'est celui de la responsabilité. Je partage le point de vue exprimé par Laurent Fabius, si après onze ans de pouvoir, et derrière ces élections qui sont un moment, qui ne sont pas forcément un jugement définitif porté sur cette période de pouvoir d'ailleurs non achevée, si néanmoins derrière onze ans de pouvoir nous sommes dans cette situation, c'est pour un certain nombre de raisons que nous avons analysées, et dans ces affaires les responsabilités sont naturellement partagées, Parti, gouvernements au pluriel et exécutif au sens large, notamment présidence de la République, et donc je partage de ce point de vue ce qui a été dit.
J'ai bien vu un certain nombre de commentaires, on pouvait les attendre, sur l'article que j'ai écrit, mais si vous réfléchissez bien, avec votre esprit, votre conviction de Socialistes, de républicains et de démocrates, ceci devrait être très naturel pour chacun d'entre nous. On peut naturellement essayer d'en sortir une pointe, mais du point de vue de notre conception fondamentale de l'engagement politique de la démocratie, de ce qu'est en démocratie la responsabilité liée au

Fondation Jean-Jaurès

pouvoir, ce que j'ai dit devrait apparaître comme naturel pour tout homme et toute femme libre et animé des convictions qui sont les nôtres. Donc je partage cette approche.
Mais naturellement, dans toute élection, et tant que nous présenterons des candidats sous l'étiquette du Parti Socialiste, et sauf pour l'élection présidentielle qui se fait sur la personne d'un homme ou d'une femme, c'est bien le Parti d'une certaine façon qui supporte le succès, encore qu'on ne le lui attribue pas toujours à ce moment là, ou bien l'échec.
Deuxième problème sur lequel je voudrais faire un commentaire, les problèmes de sécurité. Sur ce point, comme sur l'autre, celui de la morale, peut-être voudrais-je apporter quelques nuances ou en tous cas des éclairages historiques qu'il faut sans doute rappeler. Ces problèmes de la sécurité, je ne crois pas qu'il soit tout à fait juste de dire que nous ne les abordons que maintenant. Nous y avons été confrontés très tôt. Je voudrais vous rappeler qu'en 1983, notamment dans l'élection partielle de Dreux, puis dans les élections générales, si les choses ont commencé à basculer, cela a été sur deux thèmes déjà lancés par l'extrême droite encore faible, mais relayés partout par la Droite classique, qui étaient les thèmes de l'immigration et de l'insécurité.
Nous avons été confrontés à ce problème très tôt. Des hommes comme Daniel Vaillant et moi-même, qui étions ensemble dans le 18ème à la Chapelle Goutte d'Or, lui suppléant devenu député, moi député, ou comme Jean Poperen, avons très tôt posé ces problèmes parce que nous avons vu très vite, presque dans les mois qui ont suivi notre élection triomphale, le basculement d'une partie de cet électorat populaire, des gens que nous rencontrions sur les marchés, qui après avoir fait notre victoire commençaient à se tourner vers nous avec agressivité. Marcel Debarge, on peut le dire aussi, est intervenu sur ces problèmes. Je voudrais rappeler quand même que moi, j'ai essayé très tôt à cette époque de dire : il faut que nous soyons capables de tenir un discours de principe, mais qui soit en même temps un discours qui puisse être compris en milieu populaire.
Le Parti, pendant un temps à mon avis un peu long, s'est satisfait d'un certain nombre de grands discours humanistes, a fait parfois des succès triomphaux à des discours qui ont été faits dans des Congrès, alors que nous pouvions nous interroger pour savoir si ces discours, nous pourrions en même temps les tenir concrètement devant les milieux populaires. Et moi personnellement, dès cette époque, j'avais dit : il faut que nous soyons capables de tenir les deux choses ensemble. Peut-être sommes-nous restés trop longtemps sur un discours strictement humaniste, et peut-être après sommes-nous venus trop, et depuis une certaine période, sur un discours hyper réaliste. Je pense que c'était très difficile de faire cette synthèse, mais que nous aurions eu peut-être intérêt à la rechercher plus tôt.
Ceci simplement pour dire que ces problèmes, nous n'y sommes pas confrontés simplement un an ou deux.
Le problème de la morale également a été évoqué. Je voudrais aussi à cet égard faire quelques rappels historiques brefs.
Moi, j'ai été convaincu très tôt que ces questions nous feraient très mal, et je

voudrais donner trois exemples sur lesquels personnellement je me suis senti soit en reculant moi-même, soit en faisant des propositions qui n'ont pas été suivies et que je n'ai donc pas poussées, soit en faisant des propositions explicites que j'ai soumises au vote et sur lesquelles j'ai été battu - cela a été d'ailleurs la seule fois où comme Premier secrétaire, j'ai été mis en minorité au Bureau exécutif - confronté à des problèmes de morale.

Premier problème, 1983, élection municipale annulée dans des villes à direction Communiste pour fraude électorale. Et moi, personnellement, j'ai soutenu la thèse au Bureau exécutif. Mais je me suis rendu compte très rapidement que je serais totalement minoritaire, et donc je n'ai pas poussé l'avantage, je n'ai pas essayé véritablement de convaincre. Dans les cas où la fraude était effectivement démontrée, je préconisais que pour marquer nettement notre prise de distance avec ce type de méthode, dont nous savions qu'elles existaient - et nous avons eu des discussions sur un certain nombre de départements bien connus de la ceinture parisienne - nous devions par mesure de clarification indiquer nettement que nous partions pas dans ces élections annulées au premier tour en liste commune avec le Parti Communiste, mais que nous devions dire : nous allons séparément devant les électeurs et nous nous rejoindrons au deuxième tour sur la base de la discipline républicaine qui doit s'appliquer dans ces cas là et pas dans d'autres. Je suis d'accord avec ce que disait Laurent Fabius tout à l'heure, et moi j'étais pour cette thèse. Là nous marquions clairement, sur un premier problème de moralité, que nous n'acceptions pas un certain nombre de choses. Je suis bien placé pour savoir de quoi je parle, parce que j'ai fait une Heure de Vérité en tant que Premier secrétaire au cours de laquelle j'ai dû passer une demi-heure à ramer sur le cas de Sarcelles, parce que cela venait juste derrière ! J'ai fait donc cette proposition. Je me suis rendu compte qu'on voulait faire passer avant, et j'ai pu comprendre ce raisonnement l'idée : non, ils sont au pouvoir avec nous, nous sommes en union de la Gauche, on ne peut pas faire cela, donc il faut l'accepter. Mais nous avons d'une certaine façon accepté d'être confondus avec des fraudeurs !

Voilà un premier problème que peut-être certains d'entre vous ont oublié, mais qui touchait à des questions de moralité.

Deuxième problème, 1986 : surgit brutalement, c'était pendant l'été, l'affaire dite carrefour de développement.

Je saisis immédiatement le trésorier dont il me rappelait à l'instant qu'il était en vacances, c'était en août, je l'étais aussi d'ailleurs, mais pas loin de Paris alors que lui était au Maroc. Nous nous joignons immédiatement, et moi, la tonalité que j'ai voulu donner tout de suite a été une tonalité très nette de prise de distance par rapport à cette affaire. D'ailleurs nous l'avons dit, y compris quand il y a eu le problème du chèque pour payer, en disant : si les cotisations du P.S. n'avaient pas été payées, nous rembourserons... J'ai voulu immédiatement donner cette tonalité, et chers camarades, je l'ai d'ailleurs évoqué très clairement dans le livre que j'ai écrit sur ce point, ce que j'ai constaté, cela a été manifeste, notamment au niveau du groupe parlementaire, c'est que le choix qui a été fait, choix que là encore on pouvait comprendre, a été un choix de solidarité, a été un

choix de fraternité, a été un choix de camaraderie. Je peux comprendre ces valeurs, elles sont très importantes, mais en même temps, par là même nous n'avons pas pu opérer la prise de distance très claire, très nette, qui peut-être aurait permis d'aborder le reste de la période dans des conditions un peu différentes. Eh bien, là aussi, sur ce terrain, chers camarades, j'ai essayé de poser les problèmes d'une certaine façon au nom d'une certaine éthique, et je me suis rendu compte que je ne serais pas suivi sur cette affaire. C'est pourquoi je pense que la proposition qui a été faite par le Premier secrétaire du Parti d'une Commission d'éthique présidée par Daniel Mayer sera extrêmement utile, même si je ne me dissimule pas la difficulté de la tâche, parce qu'on ne peut pas, comme cela a été bien dit dans le discours de Laurent Fabius, se substituer à la justice. On ne peut pas en même temps avoir l'air de condamner nous-mêmes avant, il sera peut-être difficile d'établir ce qui peut être accepté, ce qui ne peut pas l'être. Mais peut-être aurions-nous mieux traité ces problèmes à l'époque si on avait accepté de considérer que ces questions, nous devions effectivement nous les poser autrement que par la solidarité automatique.

Enfin, dernier point, toujours sur les problèmes de morale et de moralité, et c'est le point sur lequel j'ai été mis, de peu d'ailleurs, explicitement en minorité devant le Bureau exécutif, pour voir ensuite que la position que j'avais préconisée était en réalité adoptée et suivie, et c'est celle qui depuis a fait jurisprudence, la question de la façon dont on se situait par rapport au problème du Front National dans les votes pour les conseils régionaux.

Moi je disais : on ne peut pas à la fois mener campagne contre la Droite en lui disant "c'est scandaleux, vous voulez vous allier avec le Front National", et en même temps adopter une position par laquelle on disait : "si vous ne vous alliez pas avec le Front National, on vous bat sur votre budget, donc on vous empêche de diriger les régions où vous avez une majorité relative sans le Front National."

J'avais donc préconisé, à propos de la Champagne-Ardenne (le problème s'est retrouvé posé à Paris), une attitude en disant : "On ne bloque pas l'institution, sinon nous sommes illogiques avec nous-mêmes et on peut nous accuser de manipuler la question du Front National contre la Droite, et non d'avoir une position éthique et politique cohérente".

J'ai été minoritaire sur cette question et y compris de bons amis (d'ailleurs an nom de l'idée : il ne faut pas séparer la Droite de l'extrême droite) n'ont pas été d'accord avec moi. En fait, c'est la position que nous avons adoptée ensuite...

Tout cela pour dire que ces problèmes de morale, d'éthique, liés à des choix pratiques, à des questions concrètes, nous y avons déjà été confrontés dans le Parti Socialiste et, en tant que Premier secrétaire moi-même, j'y ai été confronté et je me suis efforcé de proposer des solutions, parfois suivies, parfois non suivies.

Le dernier point sur lequel je voudrais intervenir est celui de l'Europe, très brièvement.

Moi, personnellement, j'avais souhaité, dans la Commission des résolutions, que le petit paragraphe sur Maastricht soit ôté, uniquement parce que ma préoccupation était de me dire : "Si on ôte ce paragraphe, étant entendu que le

Président va s'exprimer ce soir, en tout état de cause, et que, connaissant nos désaccords, on y reviendra", nous pouvons peut-être nous mettre d'accord unanimement sur le reste de la résolution et, notamment, sur nos décisions d'organisation et de travail. Je pensais que c'était une bonne chose.
Mais on m'a fait valoir que le différend existant étant très important, on ne pouvait pas l'évaluer. Très bien. Je me suis donc rallié.
Sur Maastricht, ma position naturellement est de considérer que l'on ne peut pas être contre la ratification du traité de Maastricht, parce que je pense qu'effectivement nous porterions un coup à la poursuite de la construction européenne. Donc, le problème posé en ces termes doit être tranché de la façon que je dis, qui a d'ailleurs été dite avant moi et que j'approuve.
Mais, ce que je voudrais maintenant, dans la discussion de ces problèmes (et sans doute Maastricht nous empêchera-t-il en partie de poser ces problèmes), c'est qu'on ne soit pas pour ou contre l'Europe, que l'on ne parte pas dans l'examen de ces problèmes désormais d'un a priori : ou bien on est pour l'Europe et on doit accepter systématiquement toues les conséquences des choix faits, y compris ceux qu'éventuellement nous n'approuvons pas (et cela, c'est l'a priori "européiste"), ou bien on considère que, puisqu'il y a un certain nombre de conséquences négatives (les problèmes qu'entraîne l'environnement international qui est le nôtre, l'idéologie dominante, les contraintes de la mondialisation, éventuellement les contraintes de l'Europe), alors on doit tout à coup se retourner contre l'Europe (et c'est alors l'a priori européen). Moi, je pense que notre stratégie historique est clairement tracée, mais que, de plus en plus désormais, on doit examiner le contenu des politiques, et je pense aussi qu'il faudra dans l'avenir, compte tenu du risque de retournement dans l'opinion qui est en train de s'opérer (et ne croit pas que la ratification de Maastricht va être un phénomène aisé, y compris d'ailleurs parce que la Droite a des motifs plus purement et strictement politiques de ne pas faciliter ce processus), que nous pesions davantage que nous ne l'avons fait dans le passé sur la dépense des intérêts de la France, d'une part, et d'autre part sur la défense d'un certain nombre de conceptions qui sont les nôtres, en tant, que Socialistes ou en tant qu'hommes et femmes de progrès, en ce qui concerne l'avenir de la construction européenne.
Cela ne peut pas être au nom d'une stratégie historique que j'approuve (on accepte tout dans l'Europe), ou bien au nom d'un certain nombre de conséquences qu'on craint et qui s'imposeraient d'ailleurs à nous aussi, et sans doute plus durement, si nous n'étions pas dans l'ensemble communautaire, je suis d'accord sur ce point avec ce qu'a dit Laurent Fabius (on se retourne contre l'Europe).
Maastricht nous obligera à des choix décidés à l'avance, en quelque sorte, mais pour la conduite de la suite de l'aventure européenne, il faudra réagir de cette façon.
Je voudrais maintenant en venir à la fin de ce Comité directeur et aux propositions qui ont été faites par le Premier secrétaire, pour confirmer ce que j'ai déjà dit, à savoir mon approbation pleine et entière de ces propositions.

Je les trouve positives, ces propositions, d'abord parce qu'elles nous permettent, derrière ces élections très difficiles et face à la période qui est devant nous de onze mois, jusqu'aux élections législatives (normalement...), de nous rassembler. Peut-être aurions-nous pu être totalement unanimes si l'on avait laissé pour dans quinze jours, ou dans un mois, ou dans deux mois, ou dans trois mois, la question de Maastricht, mais je pense que nous pouvons quand même nous rassembler très largement et je crois que cela est une bonne chose.
Laurent Fabius a eu raison de souligner, au détour de son intervention, qu'il pouvait y avoir, sur ces propositions initiales, une majorité et une minorité et, de fait, il y aurait eu une majorité et une minorité. Mais je l'aurais personnellement regretté. C'est pourquoi je juge tout à fait positif ce sur quoi nous débouchons car nous avons montré la capacité de nous écouter les uns les autres, de tenir compte de nos préoccupations, de nos souhaits, parfois de nos craintes, et je pense qu'il est beaucoup plus positif que nous terminions ce Comité directeur par cet accord presque unanime, sur ces décisions de travail et de principe, que si ce Comité directeur s'était terminé avec l'opinion ou en tout cas les médias disant : "Les Socialistes se sont retrouvés derrière ces élections, ils ont discuté pendant une journée et demie pour savoir s'ils allaient faire un Congrès, ou pas un Congrès, à telle date ou à une autre date, ordinaire ou extraordinaire, et cela s'est terminé par une division" !
C'est pourquoi je pense que ces propositions sont positives. Bien sûr, nous n'allons pas renoncer à tenir des Congrès ordinaires, si j'ose dire, tout à fait ordinaires... (quelques sourires)... et d'ailleurs nous en avons arrêté la date (encore que, dans toute cette période, on ait souvent changé les dates...) pour décembre 1993. Mais je crois que nous avons été sages néanmoins de prendre les décisions qui sont les nôtres et d'avoir construit ce Congrès avec ces tempos différents : Congrès ordinaire sur les statuts et la rénovation, Congrès extraordinaire sur le programme et la stratégie, car je pense que nous avons encore besoin d'une période où nous assurions mieux notre capacité de travailler ensemble, où nous veillions bien à la façon dont nous vivons ce parti secoué, chacun y prenant sa part dans la diversité et chacun étant reconnu et entendu.
Ce que je trouve aussi tout à fait positif dans la décision qui nous est proposée, c'est que nous enclenchons rapidement la dynamique de travail et de décision qui est nécessaire. De ce point de vue, l'avancée à juillet me paraît, même si cela va nous imposer, à nous et aux militants, des calendriers, des rythmes et des tensions particulières, une bonne décision. Nous sortons de ces élections, nous disons : "Nous avons des rénovations statutaires et de méthode à mettre en œuvre, nous avons notre programme à élaborer, nous avons à clarifier les problèmes stratégiques qui sont devenus, il faut bien le dire, très compliqués, et nous nous mettons au travail immédiatement." Je crois que c'est une bonne chose, cela va tout à fait dans le sens de ce que nous souhaitions, c'est-à-dire un parti qui se met en ordre de marche et qui réagit. Cela représente des contraintes, mais à mon avis cela a beaucoup d'avantages et notamment celui de faire qu'après l'été, au lieu d'être en train de discuter entre Socialistes, avec les risques que cela pouvait représenter, nous serons sur le terrain en train de nous

battre pour essayer de conserver (peut-être faudrait-il parfois dire reconquérir) les circonscriptions où nous sommes actuellement élus. Nous serons dans la bataille et je pense que, de ce point de vue-là aussi, le tempo est le bon.
Nos tâches sont claires : statuts, rénovation.
Sur ce terrain de la rénovation, j'ai bien entendu ce qu'a dit Laurent Fabius. Il l'a précisé et il a eu raison de le faire. Mais je crois que la volonté de rénovation existait, que des propositions avaient été faites par beaucoup d'entre nous. Daniel Vaillant, sur proposition du Premier secrétaire, a donc la responsabilité de présider la Commission, l'organisme qui va y travailler. Honnêtement, je ne vois vraiment pas pourquoi on ne pourrait pas déboucher positivement dans ce domaine. Problème du programme et de la stratégie.
Je crois naturellement qu'il faudra discuter des problèmes de fond et sur la stratégie et sur le programme. On ne peut pas postuler a priori et dès le départ l'unanimité ou un accord sur tout, mais il est bien évident que la logique de nos décisions d'aujourd'hui c'est qu'ensemble nous visions à faire ces propositions sur le programme et sur la stratégie. Je crois aussi que cela est clair.
Chers camarades, je termine en disant que si nous voulons parler aux autres avec efficacité, il fallait, je crois, dans les circonstances présentes, témoigner peut-être d'abord de notre capacité à nous écouter, à nous entendre et à nous respecter les uns les autres. C'est, je crois, la signification des décisions auxquelles nous sommes parvenus, pas forcément très aisément, cette nuit, mais auxquelles vous avez beaucoup contribué, l'ensemble du Comité directeur, à la fois par les débats d'hier, que j'ai trouvés tout à fait intéressants, et aussi par un certain nombre de discussions très riches et parfois presque poignantes qui ont eu lieu à l'intérieur de nos "sensibilités", puisqu'elles ont été, pour ce qui nous concerne (je pense aussi pour certains autres), réunies et qu'on a senti qu'il y avait là une vraie préoccupation, une véritable angoisse parfois, mais aussi des espérances à l'égard de l'avenir de cette aventure humaine, politique, collective, qui a été la nôtre ensemble depuis vingt ans et qui nous paraît, à certains, également menacée.
Je crois que cette capacité que nous avons eue est importante. Je crois aussi que la façon dont nous allons introduire la période qui vient, travailler très vite maintenant pour être ensuite vraiment dans le dispositif de combat, autour du gouvernement, autour du Président, pour essayer d'inverser le rapport de forces actuel dans les élections législatives, est conçue de la manière la plus naturelle et la plus directe. Elle paraît comme la continuité de la vie même du Parti. Il ne faut pas donner l'impression que nous soyons introvertis à l'excès, ou lancés dans un débat qui nous divise, mais que nous accomplissons nos tâches dans le respect du débat militant, dans le respect des règles de la démocratie, mais en même temps en étant tournés déjà vers la bataille et non pas préoccupés de nos disputes internes.
C'est pourquoi je me réjouis personnellement de la conclusion de ce Comité directeur et j'ai été particulièrement heureux, pour cette raison, de m'exprimer devant vous ce matin.
(Applaudissements)

Le président - Jean-Pierre Chevènement.

Jean-Pierre Chevènement

Chers camarades, je me bornerai à répondre en quelques mots à l'interpellation que m'a adressée, tout à fait légitimement, Laurent Fabius. Il l'a fait en se situant au bon niveau, avec la clarté qui, naturellement, est la sienne, et sur un ton amical. Je ne doute pas qu'il exprime la pensée de François Mitterrand... (murmures)... Mais bien entendu ! Ce n'est pas toujours évident, me direz-vous, dans le Parti... (rires)

Sur Maastricht (je tiens à le rassurer, je ne choisis pas les titres et, quand je les choisis... ils sont en général plus subtils !), il y a, en effet, deux visions qui s'enracinent dans nos convictions les plus intimes, dans nos philosophies de l'histoire, même dans nos philosophies personnelles, qui d'une certaine manière impliquent aussi une prospective historique différente pour les dix ou quinze prochaines années au moins, et je pense que nous pouvons nous enrichir de nos différences (enfin, je le pense, je l'espère), même si, sur ce sujet capital, elles sont profondes.

Sur le premier point, 80% de notre législation économique et sociale élaborés à Bruxelles (ce n'est pas moi qui l'ai dit, c'est Jacques Delors), Laurent me rétorque : "Mais, il y a un domaine important (80% de ces 80%) qui, en fait, est du domaine du règlement qui, selon l'article 34 de la Constitution, appartient au gouvernement. Donc, le Parlement n'est pas dépossédé."

Je regrette, Laurent, il est quand même plus facile de contrôler son gouvernement, qu'on a sous la main, que la Commission de Bruxelles et M. Léon Brittan ! (murmures) On est parlementaires... enfin, il me semble qu'il existe encore des Commissions d'enquête, des procédures de questions, des débats, et qu'un décret ne peut pas être fait sans que les parlementaires intéressés aient le moyen de se faire entendre ! J'ajoute, et c'est mon argument principal... (mouvements divers)... j'ajoute que notre jurisprudence établit désormais la supériorité de la réglementation européenne sur la loi française elle-même, fut-elle postérieure, ce qui aboutit à une dépossession totale du Parlement. Deuxième point : l'Europe, le chômage. Tu rappelais à juste titre que le débat sur l'union économique et monétaire rejoignait un débat que nous avions eu en 1983 sur le système monétaire européen. A l'époque, j'ai pensé avec d'autres, Pierre Bérégovoy, Jean Riboud, Michel Jobert, d'autres encore sans doute, que nous pouvions prendre congé d'un système que 5 ans avant nous avions condamné collectivement, le Parti Socialiste. D'autres, et en particulier toi-même, non sans quelques hésitations pour autant que je me souvienne, avaient pensé le contraire. Tout cela est légitime, chacun peut avoir son point de vue à un moment donné, surtout quand il y a une décision de cette importance. Tu l'as justifié en disant que si nous avions quitté le système monétaire européen et de la même manière si nous refusions aujourd'hui de nous engager dans la voie de la monnaie unique, les contraintes qui pèseraient sur nous seraient plus lourdes. La France devrait faire une politique plus dure, plus

Contribution Jean Jaurès

rigoureuse. Ma réponse est simple : on ne peut jamais faire l'économie des difficultés. C'est possible, peut-être as-tu raison là-dessus, mais tu n'as raison que pour un temps. Car, acceptant de mobiliser notre pays pour préserver ses libertés, nous n'aurions pas été conduits par exemple à faire une politique de désintermédiation bancaire comme on dit, c'est-à-dire à ne pas donner au marché financier la place qu'il a prise. Nous aurions gardé des instruments de régulation qui nous auraient permis d'échapper aux fluctuations des taux d'intérêt et des marchés financiers. Nous aurions eu une politique industrielle qui n'aurait pas été la politique de concurrence de M. Brittan ; nous aurions une politique d'aménagement du territoire qui permettrait par exemple que dans la région de Belfort/Montbéliard où Peugeot supprime 1500 emplois par an depuis 15 ans et où Bull a fermé ses portes, il y ait une prime d'aménagement du territoire que nous sollicitons en vain depuis un certain temps et qui est refusée par Bruxelles. Nous aurions, en matière commerciale, vis à vis des Japonais une politique un peu plus dure et nous pourrions maintenir ce quota de 3% qui permet de préserver notre industrie automobile. En matière fiscale, nous n'aurions pas été amenés à réduire l'impôt sur les sociétés de 50 à 34% si je me souviens bien ; pas davantage nous n'aurions été conduits à réduire la fiscalité sur le capital dans les proportions où elle l'a été. De même nous ne nous serions peut-être pas engagés imprudemment sur la voie de la réduction de la TVA qui risque de paupériser l'Etat, les services publics et les politiques publiques qui sont, tu le rappelais toi-même au Congrès de l'Arche, notre raison d'être. Mais, pour avoir des politiques publiques encore faut-il avoir un peu d'argent.

Donc, il y a là quand même des différences suffisamment importantes et: peut-être est-ce là la raison pour laquelle nous nous sommes coupés de notre base électorale.

Tu commençais toi-même ton intervention hier en disant : les fonctionnaires, les ouvriers se sont détournés de nous. Mais ne se sont-ils pas détournés de nous parce que nous avons abandonné les moyens de remonter le courant, même si cela avait été difficile ? N'avons-nous pas fait de l'Europe la prothèse de nos insuffisances ? Et quand tu parles de sécurité ou d'insécurité, est-ce que d'une certaine manière il n'y et pas derrière la sécurité et le chômage le sentiment peut-être des grandes institutions de l'Etat qu'elles ne savent plus très bien pourquoi elles travaillent ?

Je dirai que dans nos différences, qui sont profondes, ne nous le cachons pas, il y a peut-être une différence d'appréciation sur ce que peut être encore le rôle de la France dans le monde actuel. Vous croyez, cela me paraît clair, que la France n'a plus les moyens de peser par elle-même. C'était vrai l'an dernier dans la crise du Golfe et c'est vrai aujourd'hui face à la construction européenne.

Je pense différemment. Il est vrai, je pense, que la France ne doit se laisser entraîner dans la reconnaissance d'aucune hégémonie, qu'elle soit américaine dans le monde, ou allemande sur le continent européen. Mais c'est une question subtile qui mérite que l'on en discute et je ne pense pas que l'on puisse la régler ainsi. En tout cas, c'est un débat qui me paraît tout à fait nécessaire, que nous devons avoir. Je crois que si Maastricht est adopté (et Maastricht sera

vraisemblablement adopté puisque la Droite parlementaire et l'immense majorité du Parti Socialiste ont déjà consenti) il serait tout de même souhaitable que le débat éclaire tous les coins et les recoins de cette construction pour le moins complexe. Je pense que s'il n'y avait pas de véritable débat, ce serait très grave pour la suite parce que, je vous l'ai dit tout à l'heure, il y aurait des effets.
Maintenant, nous avons de graves différences, divergences. J'ai dit, et je le dis toujours pour la clarté de nos rapports, parce que je pense qu'il vaut mieux que les choses soient dites, cela permet de préserver l'amitié (car on peut avoir des divergences politiques et garder des relations amicales) qu'effectivement nous pourrions être dans des partis différents ; cela a existé dans le passé, il y avait la SFIO, le Parti d'Issy-les-Moulineaux avant le Parti d'Epinay. Et croyez bien que si nous étions dans des partis différents je n'en considérerais pas moins que la Gauche libérale et la Droite libérale ce n'est pas la même chose !
(Rires)
C'est-à-dire que tout ceci n'impliquerait pas qu'il n'y eut pas une stratégie d'alliance.
(Rires)
La situation étant ce qu'elle est, nous nous trouvons... je ne dirais pas paradoxalement... dans le même parti parce que c'est tout de même le fruit d'une longue histoire que nous avons en commun, mais nous l'avons en commun avec des retournements douloureux, pour nous. Et puisque nous sommes un parti qui est jusqu'à nouvel ordre le même, tâchons de préserver la qualité du débat, tâchons d'avoir des comportements rigoureux ; appliquons aussi dans la désignation de nos candidats des règles qui sont celles que nous avions décidées en commun. Je ne reviendrai ni sur la Côte d'Or ni sur la Dordogne, mais enfin...! Quand on parle tant de la discipline du Parti, encore faut-il que la direction du Parti se l'imposât à elle-même.
Essayons, chers camarades, de gérer nos différences. Le fait que vous soyez d'accord entre vous et avec une large majorité de ce que l'on appelle la classe politique, n'implique pas que vous ne vous trompiez pas. On a vu des périodes de l'histoire où l'immense majorité de l'establishment se trompait à la quasi-unanimité, je pense par exemple aux années 30. Et je dirais que le fait d'être très minoritaires, ce que nous sommes de toute évidence aujourd'hui, est plutôt de nature à nous rassurer pour ce qui nous concerne.
(Rires)
En tout cas, nous essaierons de gérer nos différences convenablement, avec le souci le moment venu (et il viendra bien vite) de rassembler.
(Applaudissements)

Le président - S'il vous plaît, je vous demande de rester jusqu'au bout de la réunion. Je vais demander d'ailleurs aux orateurs inscrits d'être le plus bref possible. Nous avons tout de même un vote à émettre qui est d'une certaine importance. Il ne faudrait pas que ce soit devant des banquettes vides. Soyez gentils de faire l'effort nécessaire pour rester. Nous n'en avons plus pour très longtemps. Jean-Luc Mélenchon.

Fondation Jean-Jaurès

Jean-Luc Mélenchon

Je sens qu'il y a une certaine pression à la concision et donc je sais que d'avance vous me pardonnerez les formules abruptes auxquelles il faudra bien que j'aie recours pour ramasser ma pensée.

Il y a la proposition d'un Congrès par le Premier secrétaire dans le but de définir notre stratégie, notre programme avant les élections législatives. Ceci est une méthode honnête et loyale. C'est d'ailleurs la seule acceptable sur des questions d'une telle importance et après une sanction aussi sévère que celle que nous avons reçue. Ces propos ne sont pas de circonstance dans ma bouche. C'est à peu près ce que je vous avais déjà dit au Comité directeur de juillet 1991 lorsque nous avons commencé l'empilement baroque des Congrès ordinaires et extraordinaires qui ne respectaient pas ce que sont nos statuts. Car tout vient de là. En juillet 1991 nous avons décidé que les Congrès auraient lieu tous les trois ans ; que celui qui était prévu comme Congrès ordinaire devenait extraordinaire, etc., etc.

A l'époque, j'avais fait valoir l'argument qu'il était extravagant d'imaginer que les Socialistes se présenteraient à l'élection législative de 1993 sans avoir tenu un Congrès pour discuter de leur stratégie et de leur programme. D'une certaine manière, on peut considérer que la proposition du Premier secrétaire revient à remettre les pendules d'une vie normale à l'heure. Mais, naturellement, tout cela se présente dans un contexte bien particulier et il faut tracer la cohérence de ces prises de position en fonction de ce contexte.

Commençons par une précision. Depuis le Congrès de l'Arche qui a joué un rôle idéologique important, comme chacun s'accorde à le reconnaître, il n'y a pas une mais deux minorités dans ce Parti, j'y insiste chers camarades. Car c'est la seule manière de dédramatiser ce qui est après tout la vie normale d'un parti pluraliste. Nous avons reconnu le droit moral d'être reconnus comme une minorité...

Henri Emmanuelli - Au gouvernement...

Jean-Luc Mélenchon - Mais il y a eu d'autres minorités au gouvernement qui ont été représentées. C'est aussi un fonctionnement normal. Il ne faut pas dramatiser mais c'est ainsi, et ces minorités ne se définissent pas, en tout cas pour ce qui nous concerne, par quelques vastes projets liés aux élections présidentielles, mais par un corps d'idées dont certains nous reproche de vous rebattre les oreilles. C'est après tout notre rôle que de défendre avec permanence et assiduité ce que nous croyons juste, non pas pour nous mais pour tout le Parti. Il y a donc deux minorités.

Chers camarades Premiers secrétaires, vous vous êtes succédés dans cette fonction. Vous savez bien combien il est préférable souvent de voisiner avec une petite cohorte qui vous regarde dans les yeux plutôt qu'avec le plus vaste attroupement qui oblige celui qui le mène à avoir-un oeil installé dans le dos.

(Rires)

II n'y a pas que de l'inconfort à avoir une minorité qui s'affiche comme telle.
Pour le reste, et dans cette situation, pour reprendre la formule d'un illustre ancêtre, comprendre ce qui se passe et y trouver sa place : il n'y a pas de bonheur plus grand pour un intellectuel et un Socialiste est toujours un intellectuel.
(Brouhaha)
Bien sûr, c'est une histoire collective, une mémoire, un savoir. Si ce n'est pas un intellectuel, qu'est-ce qu'un intellectuel.
Si je devais résumer ce que nous avons vécu de 1981 à ce jour-ci, je l'enfermerais dans une formule : nous sommes passés de la confiance aveugle à la méfiance aveugle ; deux situations également inconfortables. Quiconque a fait campagne (tout le monde l'a fait en janvier/février) a une idée de ce que j'appelle la méfiance aveugle. Quoi que vous disiez, quoi que vous fassiez, quoi que vous proposiez, on ne vous croit plus ; de la manière la plus injuste qui soit parfois, et d'autres fois avec une certaine pertinence.
De cet état nouveau de l'opinion, deux points se concentrent sur la réalité : tout d'abord, la faiblesse du niveau de vote Socialiste. Quelqu'un a rappelé à cette tribune que c'était une faiblesse qui n'était pas par accident. L'importance du vote a permis d'identifier les dérapages, les glissements, les pertes de confiance d'adhésion. Et vous auriez bien tort, camarades, de croire que tout ce qui ne vient pas vers nous n'est que du protestataire, de l'informel, du non-construit, du non-adhésion. On vote aujourd'hui Front National parce que ceux qui votent; Front National croient aux valeurs portées par le Front National. On vote écologique parce que l'on croit aux valeurs portées par les écologistes. Je ne dis pas qu'il n'y a que cela mais ce sont aussi des votes d'adhésion. Et quand vous avez affaire à des votes d'adhésion, il y a là une mécanique culturelle politique qu'il faut démonter pièce par pièce et c'est autrement plus compliqué que de re-canaliser des votes protestataires en les ramenant comme on dit à la raison.
Donc, toute notre affaire se concentre sur ce point : renouer avec les nôtres.
Je ne partagerai peut-être pas la formule excessive de Gérard Lindeperg dans son analyse lorsqu'il nous dit que les résultats, comme il les analyse, manifestent les signes d'un déclin durable du Parti Socialiste. C'est une formule gravissime. Mais, en tout cas, si des camarades qui occupent des fonctions aussi importantes parmi nous se sentent obligés de recourir à de telles formules, c'est qu'eux-mêmes mesurent la gravité de la situation.
Les points de passage pour en sortir sont l'environnement de ce que j'ai à proposer. On l'a dit et répété, c'est d'abord le renouveau. Je crois que nous sentons ce besoin-là mais nous ne mettons pas le même sens au mot. Pour un certain nombre d'entre nous la question du renouveau se concentre sur celle des courants et de la perception de leur fonctionnement. La perversion du fonctionnement des courants ne tient pas seulement à la nature humaine. Elle tient aux institutions à l'intérieur desquelles nous évoluons. Aussi longtemps que ce sera la 5ème République, avec la place centrale du rôle du Président de la République, tout courant d'idées aura une tendance naturelle, spontanée, auto-organisatrice à se transformer en écurie présidentielle. C'est pourquoi nous ne

croyons pas que la question du courant soit la question centrale du renouveau du mouvement Socialiste, si vous n'aimez pas cela, n'en dégoûtez pas les autres, si vous avez l'instinct de survie rapprochez vous du modèle mathématique, plus du syndrome du pinson ou des règles d'organisation des bancs d'ablettes, qui concilie d'une manière auto organisée ces deux impératifs.
(Rires)

Dans la salle - Tu peux répéter ?

Jean-Luc Mélenchon - Chers camarades, le véritable renouveau est ailleurs. J'en distingue deux aspects, je vais aller très vite : d'abord, sur le fond, c'est d'abord la question de la doctrine. Il n'y a pas de doctrine... je mets des guillemets, vision du monde, perspective de l'avenir Socialiste, qui ne soit en même temps et d'abord une critique du modèle de développement.
J'ai bien vu que Lionel Jospin nous dit qu'il y a peu de raisons de croire que le Socialisme en tant que mode de production spécifique ait un avenir. Moi, j'en vois de nombreuses et j'estime que ce que nous faisons avec le concept d'économie mixte auquel il faut ajouter "'structurant" est quelque chose qui n'est pas simplement le capitalisme et pas non plus l'économie administrée. En soi, cela peut se définir comme un mode de production, parce que c'est sur ce point, par exemple, que se trouve la convergence philosophique avec le mouvement écologiste qui est d'abord une critique radicale du modèle de développement et en ceci nous renouons avec les bases même du mouvement Socialiste, parce que lorsque le mouvement Socialiste met à l'ordre du jour la collectivisation des moyens de production, ce n'est pas par un goût particulier pour cela, c'est pour introduire dans le financement de l'économie des règles de soumission de celle ci aux réalités et aux valeurs humaines, et, par conséquent, je crois que renoncer sur ce point, c'est non seulement se couper de nos bases biologiques, mais aussi se couper de convergences et de débats avec ceux qui sont appelés de toute évidence à devenir nos partenaires.
Deuxième élément, le lien du Parti à ses mandants, je reprends une formule de Laurent Fabius que je crois juste. Il est vrai que nous avons voulu fonctionner comme une social-démocratie, sans en avoir les moyens. Cela est juste. On a bien voulu admettre l'opposition, la contradiction entre capital et travail comme étant une réalité de nos sociétés. C'est parfait. Son champ s'est élargi, le fait urbain aujourd'hui concentre cette contradiction et la rend perceptible de manière plus identitaire que ce qui se vivait dans l'entreprise, dans l'usine, dans le bureau où se formait ce qu'on appelait la conscience de classe.
La conscience urbaine est plus spontanément vouée aux solutions Socialistes que ne l'est ce qui peut naître dans les conflits du travail dans les entreprises, et je pèse la gravité de ce que je dis.
Deuxième point et je m'approche de ma conclusion à grands pas. Il est de nature conjoncturelle dans les points de passage pour ce renouveau. D'abord, un changement de cap social. Chers camarades, je ne m'étendrai pas plus là-dessus, tout le monde l'a dit et redit, il est assez extraordinaire qu'après l'avoir dit et

redit chacun se sente obligé de dire que, quoi qu'il en soit, il y a une certaine doctrine qui existe, qui est incontournable et cela va nous ramener à un débat d'idées très important et fondamental.
Ensuite, dans une construction intellectuelle, une dynamique électorale est toujours une dynamique sociale, mais dans ce pays plus que dans tout autre, le politique sur-détermine l'économie : les marges de manœuvre existent en relation avec des rapports de forces. Toute la question est de savoir à quelle échelle se construisent ces rapports de forces. Les rapports de forces sont toujours des rapports de confrontation entre idées dominantes et idées minoritaires. C'est là tout l'espace du politique et si nous contestons ce point, alors camarades il faut renoncer à toute idée de transformation de la société.
Cela signifie donc que si le politique sur-détermine l'économie, la question de la stratégie d'alliances n'est pas un à côté, mais le cœur de la démarche, car c'est ce qui permet de rassembler le bloc qui va pouvoir convaincre la majorité que ses raisons sont les bonnes et ses objectifs les bons. Je le dis pour que vous ne pensiez pas que nous voulons répéter à chacun des Congrès, à chacun des Comités directeurs, la même chose. Non. C'est parce que c'est une question centrale, et d'ailleurs vous le savez bien, vous qui, comme moi, avez pendant des années combattu pour l'union de la Gauche, en l'expliquant non pas seulement comme une tactique électorale mais une dynamique sociale de fond, qui passait à travers des idées et la manière dont les gens se groupaient sur ces idées.
C'est le même problème sur Maastricht. Je suis assez d'accord sur le paysage dressé par Lion Jospin sur ce point. Entre la soumission aveugle et le refus obstiné, il y a une voie moyenne. Cette voie moyenne, c'est notre propre projet politique.
Quelle Europe voulons-nous à partir de là ? Quels moyens nous donnons-nous ?
Ces moyens ne se confondent pas avec le discours normal, quasi-obligé, d'un gouvernement de la République qui est obligé d'intégrer ces compromis et ces accords internationaux.
Quelqu'un a dit que l'Europe sera Socialiste ou ne sera pas. Je crois que c'est toujours valable et, dans cette affaire, comme les rapports de forces se construisent à cette échelle, c'est là que vient, non pas comme un supplément d'âme ou quelque chose qui nous ferait plaisir, la construction d'un Parti Socialiste européen transnational qui permette de construire ces rapports de forces à l'échelle à laquelle il faut les construire aujourd'hui.
Cette affaire-là est un enjeu de civilisation. Ou bien nous avançons dans cette voie, ou bien (et là c'est notre conviction profonde) nous régresserons dans une forme de tribalisme qu'il faut appeler par son nom, même si ces tribus sont étendues à des nations ou micro-nations. Cher Jean-Pierre, pour que tu comprennes bien ce que nous avons dans la tête, je veux te dire cela. Nous avons tous été bien payés pour savoir... Cela ne t'intéresse pas ? Eh bien ! Je le dis tout de même ! Nous avons tous été bien payés pour savoir qu'on ne pouvait pas faire le Socialisme dans un seul pays. Eh bien ! Je dis avec la même force que la France que nous aimons, c'est une nation, mais c'est un idéal et un contrat

politique et, à cette étape de l'histoire, je transpose la formule : on ne peut pas faire la France dans un seul pays. Lorsque vous voyez apparaître un projet de traité où six têtes couronnées voisinent avec six Présidents de la République, pour ne prendre que cet exemple, reconnaissez tous que vous avez le bonnet phrygien qui vous gratte !
Chers camarades, me voici à la conclusion...

Dans la salle - Ah !

Jean-Luc Mélenchon - Ne soyez pas déplaisants !
La question du Congrès s'est embarrassée, chemin faisant, d'un problème de bloc majoritaire. Alors, je reviens au début de mon propos. Oui, il est logique et c'est déjà faire un dépassement des courants que ceux qui pensent la même chose, écrivent les mêmes textes, constituent un bloc majoritaire comme c'est apparu au Congrès de l'Arche. Il n'y a pas de drame à cela, c'est normal, c'est légitime, c'est dans la continuité, dans la cohérence de nos débats.
Il est évident que ceux qui pensent différemment ou estiment que les priorités se concentrent plutôt sur tel ou tel point le disent comme ils l'ont dit au Congrès de l'Arche quand il a été question de bloc majoritaire. Dans ce bloc majoritaire, nous ne pouvons pas être pour une raison très simple, c'est que la majorité souhaiterait que nous soyons d'accord sur des vues sur lesquelles nous avons exprimé nos divergences. Nous sommes minoritaires sur cette position, eh bien ! Soit ! Mais c'est la nôtre et c'est la force de ce parti que de pouvoir y être minoritaire et de s'y sentir bien.
Voilà pourquoi, sur la question de la stratégie et du programme, je ne vois pas comment, quand nous soulignons l'importance de la stratégie de l'alliance et de la réalisation d'un contrat commun, nous pourrions signer ou écrire autre chose à l'occasion du Congrès qui arrive. Sur le programme, je ne vois pas comment nous pourrions ici ou là revenir sur ce que nous avons dit, sur les 35 heures ou sur l'économie mixte structurante, ou sur d'autres points.
Donc, à l'évidence, politiquement, nous n'en sommes pas. Vous ne comprendriez pas que nous en soyons. La cohérence qui est la nôtre a toujours été sur des idées, jamais sur les personnes, c'est bien ce qui nous permet d'avoir de si bonnes relations avec tout le monde, puisque nous sommes nous-mêmes.
Dans ces conditions, et comme on l'a dit à l'instant (je n'invente rien), ceux qui viendraient à approuver ce projet de résolution se trouveraient dans cette logique du bloc majoritaire.
Mais comment faire en sorte que vous n'ayez pas le sentiment que nous nous placerions dans une opposition systématique ? Ce n'est pas notre point de vue, nous ne sommes pas dans une opposition systématique. Voilà pourquoi, puisque je suis membre du Comité, mon droit et de déposer un texte que je vais vous lire et ce sera ma conclusion. Il se peut que certains renoncent à convaincre, moi pas. J'espère pouvoir faire mieux que les deux vois auxquelles je m'attends...
(Mouvements divers)
Si vous renoncez à être convaincus, renoncez à participer.

"Le Comité directeur a analysé les raisons de la sanction électorale des 22 et 29 mars. Le message est clair : il faut un tournant social, une dynamique de rassemblement et de rénovation.
Le Comité directeur du Parti Socialiste s'engage dans la direction d'une alliance Rouges-Roses-Verts, afin de constituer une majorité de transformation sociale.
Le Parti Socialiste proposera à l'ensemble des forces de gauche et écologistes l'élaboration d'un contrat commun de gouvernement.
Le Parti Socialiste prendra l'initiative d'assises en vue de concrétiser cette alliance avec la perspective de candidature unique de la Gauche et des verts dès les prochaines législatives.
Dans le cadre de ces orientations le Parti Socialiste tiendra un Congrès dès juillet permettant à tous les Socialistes de participer à l'élaboration de notre programme et de notre stratégie pour engager le renouveau du Socialisme et renouer avec la victoire en 1993."
Merci. Je ne pense pas avoir abusé.

Le président - La parole est maintenant à Didier Motchane...
(Mouvements divers)

Dans la salle - Au vote !

Le président - Il y a encore trois orateurs.

Didier Motchane

Je ne serai pas long, je veux vous expliquer les trois raisons pour lesquelles les camarades de "Socialisme et République" voteront tout à l'heure contre le projet de résolution, comme j'ai voté contre à la Commission des résolutions.
La première raison, c'est que ce texte est un condensé de non-dits et le plus important c'est qu'énonçant les réflexions, la manière dont nous devons tirer les leçons des élections qui viennent d'avoir lieu, à aucun moment il n'apparaît que la première de ces leçons, c'est de porter une appréciation, un jugement sur les choix politiques, sur la politique qui a été faite, et à partir de cette appréciation poser la question de savoir s'il s'agit de la continuité, s'il va de soi, comme l'a dit ici le Premier Ministre, qu'il s'agit bien de la continuité ou s'il faut faire d'autres choix.
Il ne faut pas jouer sur les mots. Convoquer un parti, un Congrès, pour parler du programme, c'est-à-dire - cela a été dit à la Commission des résolutions de la déclinaison du projet qui a été voté au Congrès, de l'Arche, ou pour parler de la stratégie, des moyens à mettre en œuvre une politique, cela vient après le choix de cette politique. Or cette politique a été choisie.
La deuxième raison, c'est qu'un Congrès ordinaire est un Congrès ordinaire dont le thème est la rénovation et il ne doit pas être un Congrès du non dit, il ne doit pas être un Congrès pré-arrangé.
Un camarade a rappelé hier que nous avons fait un Congrès pré-arrangé. C'était celui de Valence. Précisément, nous ne pensons pas que nous sommes au

Fondation Jean-Jaurès

moment de Valence. Je ne suis même pas sûr que rétrospectivement le Congrès de Valence a eu tout à fait raison de se dérouler de cette manière. En tout cas, la question qui se pose aujourd'hui, c'est justement d'être capable de porter un regard lucide sur ce qui s'est passé depuis Valence.
La troisième raison c'est évidemment Maastricht. Et là, je ne veux pas laisser dire que nous en avons débattu. Là non plus, il ne faut pas jouer sur les mots. L'Europe, certes, nous en avons débattu. On l'a rappelé tout à l'heure et nous en avons débattu en 1978. Le Bureau exécutif, et non pas à l'unanimité, mais à une majorité de 1 ou 2 voix, a expliqué les raisons pour lesquelles il n'était pas favorable à ce que la France rejoigne à ce moment-là, la Communauté. Ce ne serait pas sans intérêt d'ailleurs de retrouver ces débats. Le Congrès de l'Arche. La charité Socialiste me pousse à ne pas développer ici les raisons pour lesquelles aucune des vraies questions qui sont d'énormes questions à propos desquelles nous semblons à embarquer la France et la Gauche dans Maastricht, n'ait été même énoncée dans le texte.

Gérard Fuchs - Redis-le...

Didier Motchane - Parmi les non dits, le plus important c'est que l'élection du Président de la République au suffrage universel, tend à fonctionner comme une machine à enlever le français aux courants français… (inaudible)…
Alors comment est-il raisonnable, lorsque nous déciderons un Congrès sur la rénovation, de ne pas poser explicitement la question de savoir comment remédier à la situation puisque nous n'avons pas changé les institutions sur ce point, en tout cas, de la 5ème République.
Nous ne prenons aucun plaisir à garder le sentiment d'avoir raison. Aujourd'hui, comme nous l'avons déjà dit, nous préférons tout de même avoir ce sentiment, que d'accepter que nous nous trouvions tous ensemble... et d'ailleurs, je crois que notre Parti sera bien heureux que quelques-uns aient préféré aujourd'hui avoir raison tous seuls, pour lui permettre, pour nous permettre un jour d'avoir raison ensemble.
Je terminerai en disant que je suis convaincu qu'une grande majorité, qu'un grand nombre d'entre vous, ne se rendent pas compte de ce qui est en train de se faire en ratifiant Maastricht, et surtout en allant à cette ratification de cette manière-là.
Pour vous dire exactement ce que je pense, je crois qu'un grand nombre d'entre vous se doutent que c'est quelque chose d'assez grave mais précisément, pour les raisons qui sont dans le non-dit, dont j'ai parlé tout à l'heure.
Il est difficile - il faut beaucoup de courage - d'avoir aujourd'hui un débat qui pourtant serait plus nécessaire que jamais.
Est-ce que vous vous rendez compte de ce que cela signifie que des Socialistes se conduisent comme des théologiens du libéralisme ? Enfin, le traité de Maastricht, et vous le savez bien, c'est une Constitution... c'est une Constitution européenne du libéralisme économique le plus extrême.
Hier, un camarade, à la Commission des résolutions me disait : "mais nous

Fondation Jean-Jaurès

sommes nombreux à partager une grande partie, au moins, des analyses que vous faites de la situation de l'Europe au moment de Maastricht. Simplement nous ne tirons pas de cela les mêmes conclusions que vous, nous pensons qu'il ne faut pas reculer devant cette tâche". Mes camarades, je ne pense que nos convictions Socialistes doivent nous amener à nous conduire de cette manière et c'est la raison pour laquelle je souhaite que la discussion pour le prochain Congrès, donne l'occasion aux uns et aux autres de faire un retour sur nous-mêmes, sur les décisions que nous aurions à prendre, et je souhaiterais que vous compreniez que le sens de notre vote peut avoir une valeur pas seulement pour nous, mais un jour pour nous tous.
(Applaudissements)

Le président - Je demande maintenant à Michel Charzat et à Gérard Fuchs d'être brefs compte tenu de l'heure.

Michel Charzat

Chers camarades, je voudrais dire que les camarades de la motion 7 se reconnaissent et vont participer à la mise en œuvre de ces propositions que nous allons adopter.
Nous nous réjouissons d'avoir de la clarification politique qui est intervenue, et plus encore, de l'engagement solidaire de conduire la rénovation et à l'arrêté de choix stratégiques et programmatiques.
En ce qui concerne Maastricht, je confirme notre accord sur les termes de la délibération unanime du Comité exécutif présentée le 21 décembre 1990 par Pierre Guidoni, donc votée par la totalité des membres du Bureau exécutif, représentant alors la motion 7 avec l'explication de texte suivante : "Oui à Maastricht et non à des interprétations factices et imprudentes."
Il s'agit, pour notre Parti, d'affirmer sa propre vision de la construction européenne.
Deuxièmement, sur la rénovation que nous avons voulue dès le Congrès de l'Arche en demandant qu'elle se déroule rapidement, nous sommes heureux que les militants aient la parole et qu'un Congrès ordinaire permette d'avancer effectivement les courants... car les courants sont actuellement très largement factices et bien sûr il faut une progressivité et il faut respecter tout le monde. Il ne s'agit pas d'inverser la vapeur. Nous pensons qu'à travers cette règle du jeu, mise en commun, ce Parti va pouvoir décrisper un certain nombre de rouages bloqués et nous permettre d'avancer positivement.
Enfin, sur le programme et la stratégie, il est très important que nous ayons confirmé notre engagement solidaire pour conduire cette difficile opération.
Nous avons su le faire sur le programme... en ce qui concerne le programme, des choix importants sont devant nous. Il n'est pas évident que des choix puissent se faire sans beaucoup de maîtrise de nos différences et je me réjouis, pour ma part, que nous ayons décidé de maîtriser collectivement ces choix. J'espère que nous l'avons fait sur le projet. J'espère que nous réussirons tout à fait à conduire l'élaboration et l'adoption très majoritaires d'un bon programme.

Fondation Jean-Jaurès

Chers camarades, ce Comité directeur était très important. Je pense que nous avons maintenant réussi à assurer l'effort et la dynamique de la confiance. C'est l'essentiel.
Il nous reste maintenant trois mois pour transformer l'essai.

Le président - Fuchs, trois minutes.

Gérard Fuchs

J'ai conscience de l'heure. J'ai conscience aussi du fait que je ne peux pas laisser sans réaction un certain nombre de choses qui ont été dites ce matin. Maastricht est-il parfait ?
J'ai dit hier que c'était un compromis. Je vais vous rajouter une confidence : si j'avais rédigé Maastricht tout seul, le traité n'aurait pas été le même. Il y a des syndicalistes dans la salle, ils savent qu'après une négociation, après un rapport de forces, après un accord, on est placé devant le choix. On dit oui ou non... je pense que nous devons dire oui à Maastricht, tout compromis qu'il est, mais tel qu'il se présente.
La monnaie : Jean-Pierre Chevènement, tu dis que nous sommes dans une zone Mark, tu as raison, j'ai toujours dit que tu avais raison là-dessus. Je connais deux façons d'en sortir.

- La première, c'est ce que tu proposes, la dévaluation compétitive. Laurent Fabius a rappelé à quoi cela conduisait. On a regardé. On n'est pas plus bêtes que les autres. C'est la sortie par le bas.
- Il y a une autre sortie. C'est passer de la zone mark, à la zone écu. C'est celle que propose Maastricht.

Si vous demandez qui fait le plus grand compromis dans cette affaire, je vous invite à lire quelques gazettes allemandes et vous aurez sans difficulté la réponse.
(Applaudissements)
Faut-il dépasser la fracture historique entre l'est et l'ouest de l'Europe qui n'est pas favorable ? Mais qui n'est pas allé en Pologne, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, ne sait pas qu'il faudra 15 ans, 20 ans, et je ne parle pas de l'ex-Union soviétique, pour combler cette fracture...? Est-ce que d'ici là, nous devons ne rien faire ? Est-ce que la CCE doit rester immobile ? Est-ce qu'il ne faut pas de nouveaux traités ? Je dis non. L'Allemagne, c'est le cœur de beaucoup de nos réflexions, nous le savons bien. Il n'y a que deux possibilités là aussi : c'est l'Allemagne dans la CCE ou l'Allemagne toute seule.
Le choix, mes chers camarades, et celui d'une très grande majorité, a toujours été clair : c'est l'Allemagne dans la CEE.
(Applaudissements)
On va réintégrer l'OTAN. Jean-Pierre, tu as été ministre de la Défense... Tu sais aussi bien que moi ou peut-être mieux que moi aujourd'hui que pour tous nos matériels de défense, de demain, ou nous les construisons européens, ou nous les achèterons américains. Le choix n'est pas de réintégrer l'OTAN. C'est de construire une défense européenne. Je n'en connais pas d'autres si nous voulons

Fondation Jean Jaurès

garder une défense.
l'Agriculture, Louis Mermaz nous en a parlé hier. Il nous a dit que la CEE était une petite chose fragile, une coalition au bord de la fissuration. Il nous a dit aussi, et il le vit tous les jours, que si nous étions tout seuls, et pas au sein de la Communauté européenne, face aux Américains, dans les négociations du GATT, cela fait longtemps que nos positions auraient explosé. Avec les Américains, s'il y a une partie du tiers-monde, il y aura en plus une partie de l'Europe et nous n'existerons pas.
Je terminerai par l'essentiel qui est le problème de la citoyenneté. Je suis, Jean-Pierre, aussi attaché que toi à la nécessité de garder son plein sens à la notion de citoyenneté. Là où nous divergeons, c'est sur le point suivant, radicalement. Je pose la question aujourd'hui : à quoi sert-il à un citoyen français de contribuer à mettre en place un gouvernement qui a de moins en moins de prise réelle, dont les décisions ont de moins en moins de chances d'être suivies d'effet ? Je dis que Maastricht est justement le début de l'organisation d'un pouvoir de décision politique à l'échelle où se posent les problèmes. Je dis que c'est la restauration de la citoyenneté et que, par conséquent, en tant que Socialistes, nous devons l'accepter.
(Applaudissements)

Le président - Merci. Avant de passer au vote, je voudrais que le Comité directeur puisse prendre deux décisions pour ordre très rapides.
La première concerne la composition du Bureau exécutif. Notre camarade Langevin a donné sa démission. La proposition est qu'il soit remplacé par Lionel Jospin.
Merci.
Concernant la proposition faite tout à l'heure, renouvelée par Laurent Fabius, elle concerne la création de la Commission d'éthique et se trouve dans la résolution.

Laurent Fabius - Je peux vous la lire. La création d'une Commission d'éthique qui, sans interférer avec l'action de la justice, éclairera le Parti sur les questions déontologiques, sera présidée par Daniel Mayer, ancien président du Conseil constitutionnel, président de la Ligue des droits de l'Homme.

Le président - J'ai reçu un contre-projet de résolution de Jean-Luc Mélenchon. Je le mets aux voix pour voir s'il a plus des deux voix qu'il attend !
Qui est pour ce texte ?
...
Je vois deux voix, mais pas d'autres.

Jean-Luc Mélenchon - Il n'y a que les titulaires qui votent ?

Le président - Oui, en principe, si vous êtes là tous les deux.
Donc deux voix.

Coll. Fondation Jean Jaurès

Je mets maintenant aux voix le projet de résolution tel qu'il vous a été présenté à l'instant, complété par Laurent Fabius. Que ceux qui sont d'avis de voter ce texte, veuillent bien lever la main ?
...
Merci.
Avis contraires ?
...
10.

Marie-Noëlle Lienemann - Ce sont les titulaires ? S'il y a des suppléants, c'est l'un ou l'autre.

Le président - Uniquement les titulaires, mais les suppléants votent à la place des titulaires quand les titulaires ne sont pas là.
Abstentions ?
...
Il n'y en a pas.
Ne prennent pas part au vote ?
…
Attendez encore trois minutes, le projet de résolution a été adopté à l'unanimité, moins 10 votes contre.
Je vous demande encore cinq minutes de patience pour le rapport de Daniel Vaillant sur les contentieux.

Daniel Vaillant

Camarades, je vais aller vite, je ne reviens pas sur les décisions que le Bureau exécutif a prises concernant les régionales et cantonales par rapport à des candidats qui se présentaient contre les listes, ou les candidats normalement investis par les instances qualifiées du Parti fédéral et national.
En revanche, peut-être savez-vous que nous avions trois contentieux, notamment en Hautes-Alpes, Côte d'Or, dans le Var, et parce qu'il y avait la présence de deux listes avec des Socialistes en concurrence.
Le Bureau exécutif, et au nom du Bureau exécutif le Premier secrétaire, avaient fait saisir la Commission nationale des conflits pour que celle-ci lui fasse des propositions, de manière à pouvoir examiner la situation à l'égard des camarades, qui se sont présentés sur une autre liste que celle investie officiellement par le Bureau exécutif et les autres camarades prétendant se réclamer d'une majorité fédérale. Deuxièmement, le Bureau exécutif avait décidé de suspendre les Premiers secrétaires fédéraux des Hautes-Alpes et de la Côte d'Or, et nous avions installé une collégialité pour assurer l'intérim.
Alors, la Commission des conflits n'a pas fait part de ses remarques sur le fond, elle a estimé qu'elle devait renvoyer à la responsabilité du Comité directeur, s'agissant de dispositions statutaires, puisqu'elle n'était pas saisie au fond.
Mais elle a accepté, et moi je l'en remercie, et j'espère que le Comité directeur unanime s'associera à ces remerciements, de nous éclairer. Alors, je vais lire le

Fondation Jean-Jaurès

passage pour nous éclairer.
"La Commission nationale des conflits a entendu les intéressés appartenant aux fédérations concernées. Côte d'Or, Var, Hautes-Alpes. Elle estime, à l'unanimité, qu'il convient de distinguer le cas des adhérents qui se sont présentés sur des listes où ils ne pouvaient prétendre à aucune investiture d'un organe du Parti - c'est celles dont j'ai parlé antérieurement - en ce cas la procédure disciplinaire s'imposait, et le cas des adhérents candidats sur des listes qui ont été investies par un organe statutaire du Parti, qui ont été en concurrence avec d'autres candidats sur d'autres listes investies par un autre organe statutaire du Parti fédération. En ce cas, il semble indispensable que les mesures d'apaisement interviennent. Elles pourraient consister d'une part à l'abandon de toute procédure disciplinaire et d'autre part à l'engagement des élus des différentes listes de travailler en commun, au sein d'un groupe Socialiste uni."
J'ai réuni ce matin la collégialité "vie interne" qui, à l'unanimité vous propose de suivre la Commission des conflits dans le sens de l'apaisement, donc de ne pas procéder à des sanctions, deuxièmement de demander aux élus Socialistes d'être dans un groupe unique, et le plus vite sera le mieux, dans un groupe Socialiste unique, avec unité de vote et de comportement.
Concernant la vie de ces deux fédérations, Hautes-Alpes, Côte d'Or - je ne parle pas du Var, parce que le premier fédéral n'avait pas été suspendu - je vous propose de lever la suspension qui touchait les Premiers secrétaires fédéraux, une délégation du Bureau exécutif se rendra rapidement dans la Côte d'Or, dans les Hautes-Alpes, mais aussi dans le Var, car il y a aussi des problèmes liés à ce que j'évoquais tout à l'heure, pour faciliter le redémarrage de la vie fédérale et notamment pour accompagner le calendrier que nous avons ensemble adopté, en insistant sur le fait que les fédérations doivent fonctionner, selon les règles qui régissent la vie de toutes les fédérations, militants à égalité de droits, et de devoirs, fédérations du Parti Socialiste, pas des fédérations Socialistes de tel département.
Sur la Haute-Loire, même souci d'apaisement, même si les difficultés étaient moindre. Pas de mesures à prendre puisqu'il n'y avait aucune difficulté entre l'élu et la fédération et qu'aucune mesure disciplinaire individuelle n'avait été demandée ou prononcée.
Je ne peux pas ici ne pas évoquer le dossier de la Guadeloupe. Par camaraderie je ne voudrais pas qu'on considère que la Direction nationale ne se soucie plus de ce qui se passe Outremer. Ce n'est pas le cas, je peux rassurer les camarades de la Guadeloupe, la direction du Parti ne s'en désintéresse pas. Elle estime que compte tenu du fait qu'il pourrait y avoir des éléments nouveaux touchant les élections régionales... je n'en dis pas plus. Je crois qu'il y a des recours qui ont quelques chances d'aboutir, cela devrait permettre, je l'espère et nous l'espérons tous, de pouvoir dépasser le contentieux passé. Les secrétariats aux élections et aux fédérations y veilleront attentivement de manière à ce que les Socialistes soient en liste unique, et que si par bonheur il y a des nouvelles élections, nous ne laissions pas échapper un conseil régional de Gauche à direction Socialiste vers Mme Michaud-Chevry, RPR, comme cela a été le cas cette fois ci.

J’espère que les nouvelles dispositions statutaires à venir permettront à l’avenir d’éviter ce type de difficulté, même si les statuts ne peuvent pas, hélas, régler les comportements politiques, surtout quand on est dans une phase difficile.
L’autorité des fédérations et du national est évidemment plus difficile à exercer et la dissuasion disciplinaire moins forte quand on est dans la situation dans laquelle nous nous trouvons. Seul le renforcement politique et électoral de notre organisation pourra y remédier, je dirai, politiquement. Je pense que c’est dans ce sens qu’il nous faut travailler.

Le président - Merci.
Sur les conclusions de ce rapport, il n’y a pas d’objections ?
...
Il est adopté.
Je vous remercie. La séance est levée.

Coll. Fondation Jean-Jaurès